ROBERT COULONDRE
AMBASSADEUR DE FRANCE

DE STALINE À HITLER

SOUVENIRS
DE DEUX AMBASSADES
1936 - 1939

HACHETTE

DE
STALINE
À
HITLER

RÉCITS ET SOUVENIRS

En vente :

MAXIME DU CAMP
de l'Académie française.

SOUVENIRS D'UN DEMI-SIÈCLE

TOME I

AU TEMPS DE LOUIS-PHILIPPE
ET DE NAPOLÉON III
1830-1870

TOME II

LA CHUTE
DU SECOND EMPIRE
ET LA IIIe RÉPUBLIQUE
1870-1882

●

WILLIAM SHIRER

A BERLIN

JOURNAL
D'UN CORRESPONDANT
AMÉRICAIN
1934-1941

●

WILLY SPERCO

L'ÉCROULEMENT D'UNE DICTATURE

CHOSES VUES EN ITALIE
DURANT LA GUERRE
1940-1945

●

JOHN FISCHER

LES RUSSES TELS QU'ILS SONT

CE QU'ON VOIT
AUJOURD'HUI
EN U. R. S. S.

●

JOHN LAWRENCE

EN RUSSIE

LA VIE
DANS LES VILLES
ET DANS LES CAMPAGNES

●

H. V. MORTON

SUR LES PAS DE SAINT PAUL

●

ROBERT COULONDRE
AMBASSADEUR DE FRANCE

DE STALINE À HITLER

SOUVENIRS
DE DEUX AMBASSADES
1936 - 1939

HACHETTE

DE STALINE A HITLER

PRÉFACE

CECI n'est pas un précis d'histoire. Ce n'est pas non plus un journal. C'est plutôt un pèlerinage que je propose au lecteur, un pèlerinage diplomatique aux lieux où j'ai vécu les années les plus fortes et les plus secouées de mon existence, dans la Russie des Soviets et l'Allemagne d'Hitler, de 1936 à 1939.

Nous évoquerons ensemble, s'il veut bien m'y accompagner, quelques-uns des souvenirs que j'ai alors notés, sans me douter que je les lui présenterais un jour. Nous verrons, durant ces trois années terribles, vivre, espérer, souffrir, souffrir surtout, le peuple russe et le peuple allemand. Nous nous arrêterons devant certains points de vue, d'importance secondaire parfois, mais que je suis, peut-être mieux qu'un autre, à même d'éclairer. Si, d'aventure, nous nous trouvons sur une hauteur, nous jetterons un regard sur le passé ou sur l'avenir. Nous aurons en tout cas sous les yeux les premiers éléments qui ont alors noué ce drame que nous vivons et où se joue le destin de notre civilisation.

Je serai, je le sais, un guide haïssable, plus encore que le commun des guides, par la nécessité où je me trouverai de parler constamment de moi. Dans l'espoir de me faire pardonner, j'essaierai de me tenir hors des chemins battus où la vie perd de sa fraîcheur ; à faire ainsi l'école buissonnière peut-être verrons-sous mieux, parmi les herbes folles, les germes de l'histoire ; nans doute nous piquerons-nous un peu, mais nous en avons parfois besoin.

Si ces souvenirs doivent présenter un intérêt historique, ce sera parce que je me serai imposé la règle stricte de ne parler, sauf mention spéciale de ma part, que de ce que j'ai vu de mes yeux ou entendu de mes oreilles. Ce que le lecteur attend de moi, un peu férocement, c'est, je ne l'ignore pas, que je me découvre entièrement devant lui et peut-être est-ce la raison pour laquelle, par une sorte de pudeur, j'ai tant tardé à écrire ces pages. Qu'il se rassure : je sais aussi ce que je lui dois et, s'il me reste une fierté, c'est d'avoir toute ma vie joué franchement le jeu.

N'étant auteur que par aventure, j'ai eu la bonne fortune de recevoir, pour la composition de cet ouvrage, les conseils de mes très bons amis, les professeurs M. Baumont et L. Poty. Qu'ils trouvent ici l'expression de ma gratitude !

R. C.

Aix-en-Provence, le 1er février 1950.

PREMIÈRE PARTIE

MOSCOU

OCTOBRE 1936 —
— OCTOBRE 1938

CHAPITRE PREMIER

PRÉPARATION DE MA MISSION

MA NOMINATION. || LE DOSSIER DES RELATIONS FRANCO-SOVIÉTIQUES. || MES INSTRUCTIONS. || LE PRÉSIDENT BLUM. || L'INGÉRENCE DU KOMINTERN DANS LES AFFAIRES FRANÇAISES. || CONTACTS AVEC « LA SURETÉ GÉNÉRALE ». || MA TOURNÉE POLITIQUE. || LES PRÉSIDENTS HERRIOT, PAUL REYNAUD. || MA TOURNÉE MILITAIRE || GAMELIN, DARLAN. || MISE AU POINT. || NATURE ET IMPORTANCE DE L'ALLIANCE SOVIÉTIQUE. || MON DÉPART.

JE chassais le canard en Camargue quand, en octobre 1936, le Conseil des ministres décida de m'offrir l'ambassade de Moscou. Ce fut ma vieille mère qui m'apprit la nouvelle. Elle était infiniment triste. Elle me prit la main, et avec un de ces regards de tout son être, comme nous n'en voyons que dans les yeux de nos mamans, elle me dit : « Mon pauvre petit. » Je connus un moment de détresse. Elle ajouta : « Tu vas à Moscou », comme elle eût dit : « Tu vas en enfer. » « Mais, maman, lui dis-je, ce n'est pas l'enfer et je suis très content. » Alors ses traits se détendirent et elle pleura.

Un an plus tard, presque jour pour jour, je devais entendre la réplique de ce premier aperçu sur la Russie des Soviets. Je me trouvais, à Moscou, dans le bureau de Henderson, chargé d'affaires des États-Unis. La sonnerie du téléphone. C'était mon éminent ami Bullitt, ambassadeur des États-Unis en France, qui appelait de Paris son collègue Henderson. Quand il me sut dans le bureau, Bullitt me demanda à l'appareil. « *Hello !* Coulondre, quel plaisir de vous parler d'ici. Quels pas de géant fait tout de même la science ! Pouvoir téléphoner avec tant de netteté du Ciel en enfer ! » J'éclatai de rire. « Oh ! dis-je, en tout cas on y trouve beaucoup de bons diables ! » Je regardai Henderson. Il était blême. « Bullitt sait pourtant bien, dit-il, qu'ici toutes les conversations sont interceptées ! »

⁂

Je n'étais en aucune manière préparé à mes nouvelles fonctions. Spécialisé depuis plusieurs années dans les questions économiques, j'en savais autant sur l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, l'U. R. S. S., que l'homme de la rue, et, bien entendu, j'ignorais la langue russe.

Mon premier soin, en arrivant à Paris, fut donc de me documenter, au Quai d'Orsay d'abord, auprès de personnalités politiques et des autorités administratives compétentes ou intéressées ensuite.

Il y avait au ministère des Affaires étrangères un bureau russe, alors dirigé, si j'ai bonne mémoire, par Daniel Lévi, fils de Sylvain Lévi, l'orientaliste, qui fut par la suite mon collaborateur à Moscou et est aujourd'hui notre ambassadeur à Delhi.

Je trouvai, dans les dossiers que cet agent affable et fin avait mis à ma disposition, la relation des négociations menées pour le règlement des emprunts de la Russie des Tsars et pour la conclusion des pactes de non-ingérence et d'assistance.

Les pourparlers relatifs aux emprunts avaient échoué pour des raisons que Raymond Poincaré, alors président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, a dû mieux connaître que moi. Ceux afférents aux pactes avaient abouti. Le premier en date, le pacte de non-ingérence, conclu par le président Herriot, est simple et clair : chacun des deux pays s'engage à ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de l'autre. Le second, le pacte d'assistance, signé par Pierre Laval, et ratifié par les Chambres sous le ministère Sarraut, ne me parut guère porter une facture française : le texte prête par endroits à discussion, sinon même à double interprétation. Il m'a été dit qu'il était de la facture Laval. Toujours est-il qu'il institue, entre les deux pays, une sorte d'alliance placée dans le cadre de la Société des Nations, c'est-à-dire que son jeu est subordonné à celui de la procédure de Genève. Point important : le pacte est ouvert aux autres nations — lisez à l'Allemagne.

Ces dossiers m'apprirent aussi, par leur maigreur même, que les relations avec l'U. R. S. S., rétablies en 1924 par le président Herriot, n'avaient été depuis lors, et malgré les pactes, ni très étroites, ni très nourries.

Ainsi nanti d'une première teinture, je demande audience au ministre des Affaires étrangères, M. Yvon Delbos.

Je n'ai pas reçu d'instructions écrites pour ma mission en Russie. Ce n'est plus l'usage, et c'est peut-être un tort. Mais le ministre m'expose ses vues de façon assez précise.

Il me dit tout d'abord les préoccupations que lui cause depuis un certain temps la politique extérieure des Soviets. Leur attitude à Genève dans l'affaire éthiopienne, à Londres, au comité de non-intervention, en France, auprès du parti communiste, l'a amené à se demander s'ils ne cherchaient pas à nous pousser à un conflit avec l'Allemagne.

Or la France ne veut pas d'une guerre préventive. Il faut qu'on le sache à Moscou. Au demeurant, quelle est l'aide militaire réelle que pourrait nous fournir l'U. R. S. S. en cas de conflit ? Où en sont ses routes et ses chemins de fer, et par où passeraient ses troupes pour nous venir en aide ?

M. Delbos est également mécontent de l'hostilité marquée par le Gouvernement soviétique aux négociations locarniennes. Celles-ci n'ont d'autre objet que de rétablir l'état de choses existant lors de la signature du pacte franco-soviétique. Leur aboutissement, en nous assurant la garantie anglo-italienne contre une agression allemande, ne pourra que renforcer notre situation. Si c'est bien une France forte que désire Moscou pour faire contrepoids à l'Allemagne, les pourparlers en cours ne doivent pas l'inquiéter. Le président Blum a, d'ailleurs, durant son récent séjour à Genève, donné à M. Litvinov, commissaire du peuple soviétique pour les Affaires étrangères, l'assurance que le gouvernement du front populaire était acquis, comme celui des Soviets, au principe de l'indivisibilité de la guerre et que la consolidation de la paix à l'Ouest ne dispensait pas de son organisation à l'Est.

Quant à l'action moscoutaire en France, le ministre craint que l'enjeu n'en soit le pacte d'assistance franco-soviétique lui-même. « Le sort de cet accord, me dit-il, est bien plus entre leurs mains qu'entre les nôtres, car la propagande communiste apparaît comme se faisant sous le couvert du pacte et si ce sentiment se précise, l'opinion forcera la main au Gouvernement. » Et le ministre se résume : « La France veut la paix à l'extérieur comme à l'intérieur et le Gouvernement français entend que le pacte d'assistance franco-soviétique ne joue pas à contresens de cette volonté. Je devrai donner à Moscou un sérieux avertissement à ce sujet. »

M. Yvon Delbos est bien documenté. Il a fait le tour à peu près complet de la situation. Tout ce qu'il a dit me paraît exact. Seulement la présentation de son exposé est faite, tout entière, dans un sens négatif qui marque à tout le moins une tendance.

Je me rends ensuite auprès de M. Léon Blum, président du Conseil. Le président Blum est un charmeur. Du geste, des yeux, de la voix il vous enveloppe, vous cajole, vous ensorcelle ; à peine êtes-vous en sa présence qu'il se penche sur vous, vous prend sous les bras, vous caresse du regard et surtout, peu à peu, vous grise de paroles fluides qui vous pénètrent comme un parfum subtil. Je vois très bien le président Blum faisant danser ensemble, aux accents de son pipeau, Thorez et Daladier.

Pour ma part, chaque fois que j'ai eu l'honneur d'être reçu par lui, au bout de très peu de temps je n'ai plus eu envie que de dire : « Oui... oui... oui.... » Seulement, — l'odieux et inévitable seulement ! — seulement, passé le seuil, le charme se dissipe au contact souvent brutal des réalités. Ah ! si on pouvait mettre à la mode la politique « abstraite » comme Picasso l'a fait pour la peinture, il en irait autrement. Mais la France est une grande maison dont le président du Conseil est la *housekeeper* et je vois mal une maîtresse de maison servant une soupe « abstraite », je vois surtout mal la famille attablée prenant du poids à s'en nourrir.

Le président Blum me reçoit avec son affabilité coutumière, à sa manière à la fois simple et un peu précieuse. Je me sens rapidement captivé — j'allais dire capturé — et je me prends à penser : « Quel dommage que ce ne soit pas à Staline qu'il parle. Il réussirait peut-être à faire danser l'ours moscovite lui-même. » M. Blum s'en tient, ce qui est naturel, à des vues plus générales que M. Delbos, mais en même temps, si je puis dire, plus positives. Il me dit l'importance que présente, pour la sauvegarde de la paix, une pratique effective du pacte d'assistance, m'invite à garantir au Gouvernement soviétique la volonté du Gouvernement français d'en assurer l'application loyale et me charge d'apporter son salut cordial à Staline.

***

Si le dossier de nos rapports avec l'U. R. S. S. était mince, en revanche, et en marge des relations officielles, la Russie des Soviets faisait pas mal parler d'elle en cet automne de 1936.

Elle était manifestement à l'origine de l'agitation sociale qui secouait notre pays, comme elle était à la source de la révolution espagnole qui venait battre notre frontière. Qui plus est, voulant faire sentir leur férule à l'aile droite du front populaire pour l'amener à la botte, les Soviets avaient fait marcher contre elle leurs troupes aux élections du mois de mai précédent. C'en était trop. Le parti radical, alors charnière politique de la nation, prenait position avec violence, dans son congrès de Marseille, contre l'ingérence soviétique en France. Les plus favorables à une politique d'entente avec l'U. R. S. S. tournaient bride.

Je rendis visite à beaucoup d'hommes politiques du moment. A l'exception de deux ou trois d'entre eux, tous témoignaient du même état d'esprit.

Ces contacts me démontrèrent à satiété que, dans sa grande majorité, le peuple de France était excédé de cette immixtion continue du Komintern dans ses affaires. Mais toutes les doléances que j'entendis formuler, pour justifiées qu'elles pussent être, ne s'exprimaient pas, à mon gré, avec assez de précision, et je désirais ne pas être pris sans vert.

Si, comme je pouvais m'y attendre, nos griefs étaient contestés à Moscou, je devais être en mesure d'en établir le bien-fondé. Or, puisque tout le monde parlait en France de cette ingérence soviétique, elle avait bien laissé des traces, et un service devait les avoir relevées : la Sûreté générale. Je pris rendez-vous avec son directeur du moment : M. Charles Magny. Ce haut fonctionnaire m'offrit un aimable accueil, mais pas de renseignements. Ses rapports avec ses chefs, m'expliqua-t-il, étaient tendus et il était tenu quelque peu à l'écart. Toutefois, une heure durant, il m'enveloppa dans des sous-entendus mystérieux, dans lesquels je me perdis rapidement comme dans les lacets d'une forêt, et me promit un rapport dans la huitaine. Le document qu'il eut l'obligeance de m'envoyer contenait vingt pages de verbiage inutile, d'où il semblait seulement résulter que la Sûreté générale était ignorante des activités des Bolcheviks en France. Impéritie des services spéciaux de police, ou mot d'ordre ? Le résultat était le même : paralysie, au moins partielle, d'un des rouages chargés d'assurer la sécurité du pays.

Ce rapport, s'il ne satisfit pas ma curiosité, me remplit d'admiration pour les Soviets. Je venais, avant même mon départ, d'apercevoir un des aspects les plus étranges et les

plus redoutables de la puissance du Kremlin : le caractère secret de son action.

Ultérieurement M. Magny fut nommé ministre plénipotentiaire et envoyé à Helsingfors. Combien de fois la « carrière » a-t-elle ainsi servi d'exutoire pour le plus grand dam, souvent, de nos intérêts ? M. Magny était encore en Finlande quand la guerre éclata. Alors collaborateur direct du président Daladier pour les Affaires étrangères, j'avais à lire toute la correspondance politique de nos agents. Celle de M. Magny, surtout celle qui était en clair, — c'est-à-dire écrite en langage courant non chiffré, — avait ceci de remarquable qu'elle n'était parfois pas très compréhensible.

Un souvenir à ce sujet : quand un chef de poste, sans juger indispensable l'usage du télégraphe, désire appeler spécialement l'attention du ministre sur une de ses communications, il la rédige sous la forme d'un télégramme qu'il envoie par la valise. C'est ce qu'on appelle un télégramme posté.

La section du chiffre, qui assurait alors chaque matin le service d'un jeu complet de télégrammes au président Daladier, lui envoya, un jour, un télégramme posté de M. Magny parvenu par la valise et par conséquent écrit « en clair ». Quand j'arrivai, comme chaque jour, chez le président Daladier, pour conférer avec lui et prendre ses instructions, il me tendit le papier de M. Magny et me dit, le plus sérieusement du monde : « Demandez donc au chiffre pourquoi il m'a envoyé ce télégramme avant de l'avoir déchiffré. »

***

De tous les entretiens que j'ai eus, avant mon départ, avec des personnalités politiques ou autres, trois surtout devaient éclairer ma route. Comme de juste, il s'agit de trois hommes portant en eux, chacun à sa manière, de puissants projecteurs : Moysset, alors chargé de cours au ministère de la Marine, principal collaborateur d'André Tardieu ; Paul Reynaud et Édouard Herriot, que leur nom suffit à annoncer.

Moysset eut la bonté de me venir voir au Quai d'Orsay. Du remarquable, si substantiel exposé qu'il me fit sur la Russie, sur l'Allemagne, sur l'interdépendance de la plupart des grands facteurs de la politique internationale, je retins beaucoup, mais surtout ceci : « Pour comprendre la politique russe, il faut toujours la regarder à travers l'Allemagne. »

Toujours, éternellement vraie, — car même s'il n'y a plus de Reich allemand, c'est cette absence qui détermine pour une large part l'attitude russe, — toujours vraie, cette pensée l'était particulièrement en 1936, avec le nazisme.

M. Paul Reynaud, bien qu'athlétique, n'est pas grand, par conséquent pas lourd. Mais si on évalue en « carats » son cerveau, qui est un des plus éclatants joyaux de l'intelligence humaine, quelle fortune !

Il avait, quand il me reçut, si j'ai bonne mémoire, une grande carte de l'Europe, pendue au mur derrière son bureau. « Voyez cette carte, me dit-il ; sur elle est écrite notre politique extérieure. C'est la géographie qui a inspiré l'alliance de la Troisième République avec la Russie tsariste, face à l'Allemagne du Kaiser. C'est elle qui commande l'alliance de la même Troisième République avec la Russie des Bolcheviks face à l'Allemagne du Führer. »

Le président Herriot, je n'aurai certes pas la sotte prétention d'en esquisser le portrait. Qui ne s'incline aujourd'hu devant le prestige de son intelligence et de son œuvre, la fierté indomptable de son patriotisme ?

J'ai eu l'honneur et surtout le plaisir — oh oui ! le plein plaisir — de passer de nombreuses heures auprès d'Édouard Herriot, le plus souvent à l'écouter conter, comme pas un ne sait le faire. Je ne connais pas d'homme ayant l'étendue de ses connaissances et je me demande s'il en existe. Phénomène remarquable qui défie les lois de la physique : sur un plateau de la balance le poids incroyable de son bagage intellectuel, sur l'autre, égalisant, sa simplicité ! C'est qu'Édouard Herriot a la coquetterie de ne pas se mettre en devanture. Il sait bien que des marques de sa qualité n'en ont pas besoin.

Par un étonnant paradoxe, il a fait sien cet adage oriental qu'il aime rappeler : la culture, c'est ce qui reste dans l'esprit quand on a tout oublié.

Il me semble d'ailleurs qu'on peut aussi retourner cette formule — oh ! je ne pense à personne — et dire que le pédantisme, c'est l'étalage de leur savoir par les gens sans culture.

Et le « seulement », demandera-t-on. Eh bien ! au risque de décevoir, je n'en mettrai pas. Ou, si l'on y tient absolument, il y aura celui-ci : je trouve que le président Herriot mange trop. Chaque fois que j'ai pris un repas avec lui, j'ai été étonné par ce qu'il mangeait. « Comment peut-il absorber tellement plus que moi », me demandais-je, oubliant sans doute qu'une

cinquante chevaux doit consommer un peu plus qu'une six.

Je m'étais rendu un jour avec des amis chez Prunier — ce magicien qui vous régale à Paris de poissons de mer, pêchés la nuit même — avec l'intention d'y faire un bon repas. A peine étions-nous assis qu'Édouard Herriot entra. Il était seul et s'installa devant nous. Distraitement, je vis ainsi défiler son menu : des huîtres, une bouillabaisse, un steak, un légume. Quand nous sortîmes, il s'attaquait à un alléchant fromage. Je m'arrêtai pour le saluer : « Vous venez quelquefois chez Prunier ? lui demandai-je. — Une ou deux fois par semaine, me répondit-il. Vous savez, quand on doit, comme moi, aller de dîners en banquets où l'on mange plus qu'il ne faudrait, il est bon de se mettre de temps à autre à la diète. »

Lorsque je vois à propos de ma mission à Moscou le président Herriot, il me tient en substance ce langage : « Prenons garde, dans cette affaire, de ne pas mettre la charrue avant les bœufs. Nous avons conclu successivement deux pactes avec l'U. R. S. S. Le premier en date est le pacte de non-ingérence ; le second le pacte d'assistance. Cet ordre doit être respecté. Il faut que les engagements pris dans le pacte de non-ingérence soient observés, si l'on veut que le pacte d'assistance joue effectivement. »

Je rends ensuite visite aux chefs militaires de notre armée et de notre marine : Gamelin, Darlan : deux noms qui, après avoir éveillé tant d'espoirs, n'apportèrent que déceptions.

Le général Gamelin, chef d'état-major de l'Armée, que l'on croirait Breton à voir ses yeux d'un bleu faïence, a le visage fin et intelligent. Il ne fait pas bloc comme Joffre, ni dense comme Foch ; il est plutôt menu. Il écoute plus qu'il ne parle ; ce qu'il dit est sans éclat, mais judicieux et pesé. La sérénité est l'expression dominante de sa personne, on sent qu'il ne se laissera pas aisément départir de son calme ; à recevoir cette impression, à regarder ces yeux si bleus, qui souvent annoncent le courage, la volonté, la ténacité, on prend confiance. Le général Gamelin me paraît surtout désireux d'être renseigné sur le développement de la puissance militaire soviétique, et c'est naturel. Il me recommande notre attaché militaire à Moscou, le colonel Pallasse qu'il connaît personnellement. Je crois comprendre que, dans son entourage, on apporte à l'étude du problème russe moins d'objectivité que lui.

L'amiral Darlan, chef d'état-major de la Marine, a ou se donne un air de vieux loup de mer. Il tire sur sa pipe et parle un peu par saccades. Je le définis mal lors de cette première visite, assez brève d'ailleurs, au cours de laquelle nous n'examinons guère que l'opportunité d'envoyer un attaché naval à Moscou où nous n'en avons pas eu jusqu'ici.

L'amiral me laisse le soin d'apprécier sur place. Il n'est pas pressé, pour sa part, de voir intervenir cette décision qui, par voie de réciprocité, aurait pour effet d'enfler encore la représentation soviétique en France et, par conséquent, ses moyens de propagande.

Je devais voir Darlan, comme Gamelin d'ailleurs, assez souvent, trois ans plus tard, pendant toute la première période de la guerre, où je fus le collaborateur direct d'Édouard Daladier et pris part, à ce titre, aux réunions du comité de guerre. Là Darlan m'apparut rapidement comme un hâbleur. D'ailleurs, avec sa sagacité, M. Daladier l'avait vite percé à jour. Il me dit une fois : « Vous allez voir ce matin se dégonfler la baudruche. » Il y avait comité de guerre. Ce comité comprenait Gamelin, presque toujours assisté du général Georges, Darlan, le général Decamp, directeur du cabinet militaire du ministre de la Guerre, M. Daladier, qui présidait, et moi. Quelquefois, assistaient aux séances, Champetier de Ribes, alors sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, et le général Bührer, commandant les troupes coloniales, le type du général pan ! pan ! je cogne ! L'objet de la réunion, ce jour-là, était l'expédition en Norvège. Nous avions déjà préparé une brigade d'Alpins, une autre se formait. Le temps pressait. Mais les Anglais, qui avaient pris la direction de la partie navale, c'est-à-dire du transport des troupes et de la couverture du débarquement (les Allemands tenaient déjà la côte norvégienne), les Anglais, eux, n'étaient pas pressés, oh ! pas moins, mais pas plus que d'habitude. L'amiral Darlan prit aussitôt la parole. Avec véhémence, il se plaignit de la lenteur des Britanniques qui faisait perdre un temps précieux. Lui, Darlan, était fin prêt, et sa flotte pouvait sur l'heure entreprendre le transport de nos troupes, assurer leur sécurité et leur ravitaillement. M. Daladier le laissait aller et gardait les yeux mi-clos. Quand il guette, ainsi, il est comme le chat, il paraît somnoler. Lorsque Darlan eut terminé, M. Daladier ouvrit les yeux et le fixa. « Eh bien ! amiral, puisqu'il en est ainsi je m'en vais immédiatement demander à M. Chamberlain

de nous laisser prendre la direction navale de l'opération. »
Il avait, comme annoncé, percé la baudruche. Au milieu de beaucoup de mais, de si et de car, l'amiral Darlan dut reconnaître qu'il n'était pas en état d'assumer cette responsabilité.

Je vais enfin saluer M. le président de la République, que j'aurai l'honneur de représenter à l'étranger. Le président Lebrun me reçoit avec sa courtoisie coutumière. Il me souhaite un bon séjour en U. R. S. S., mais il omet de me souhaiter un bon succès. Il me paraît éprouver pour les Bolcheviks à peu près les mêmes sentiments que ma vieille mère.

***

Voici ma tournée terminée. Je vais employer les quelques jours qui me séparent de mon départ à mettre en ordre ma documentation et à essayer de faire le point. Faire le point, c'est tout d'abord sérier les questions, c'est ensuite rentrer en soi-même et chercher à voir comment s'y projette l'affaire dans son ensemble, comment, dans son for intérieur, on apprécie la nature, la qualité, l'importance de sa mission. C'est la partie subjective de ce travail ; ce n'est pas la plus facile.

Et d'abord sérier les questions. Tout bien vu, je crois que M. Yvon Delbos en a bien fait un tour complet dans les instructions verbales qu'il m'a données : 1° Pas de guerre préventive. 2° Quelle serait l'aide militaire de l'U. R. S. S. en cas de conflit ? 3° Plus d'ingérence moscoutaire dans nos affaires.

Pas de guerre préventive.

Sur ce point, j'étais assuré de répondre à la pensée de mon ministre, à la volonté du Gouvernement tout entier, en élargissant la formule, ou plus exactement en faisant un *distinguo* ; dire aux Soviets : pas de guerre préventive, garder pour moi, comme ligne directrice centrale « pas de guerre » tout court.

Ici une petite digression. Quand l' « événement » a parlé, il est aisé de critiquer, à sa lumière, la politique des années écoulées et de se faire le prophète du passé. Il est beaucoup plus difficile de se diriger parmi les cheminements multiples et entrecroisés du moment, qui conduisent toujours quelque part, mais où ? Pour prendre une autre comparaison, quand ils se trouvent dans le creuset où s'élabore l'histoire, grands et petits sont tout aussi embarrassés pour prévoir le précipité

que donneront les combinaisons auxquelles ils participent ou croient participer. Ceux qui l'ont fait se comptent sur les doigts et l'histoire a consacré leur génie.

Il me paraît superflu d'ajouter, après ces précautions oratoires, que, lorsque je partis pour la Russie, je n'avais pas encore aperçu la raison profonde, la raison politique pour laquelle il était essentiel, crucial, pour la France, d'éviter la guerre. Ce n'est que vers la fin de mon séjour en U. R. S. S. que cette raison m'apparut et j'y reviendrai plus loin. La voici en quelques mots : dans une guerre, la France devait perdre sur les deux tableaux. Vaincue, elle était nazifiée ; victorieuse, elle devait, par suite surtout de la destruction de la puissance allemande, subir, avec le reste de l'Europe, le poids écrasant du monde slave, armé du lance-flammes communiste. Je voudrais me garder de cette fausse humilité dont la plupart des auteurs de mémoires croient devoir faire étalage, mais je dois bien confesser que lorsque je partis pour Moscou mes notions étaient plus élémentaires. Je pensais qu'il fallait travailler au maximum à la consolidation de la paix pour des raisons d'humanité, bien entendu, pour tout ce que la guerre apporte d'horreurs, de souffrances et de ruines, mais aussi, pour la France spécialement, parce qu'après la terrible hémorragie de 1914 une nouvelle saignée pouvait avoir pour elle les plus redoutables conséquences.

L'aide militaire éventuelle de l'U. R. S. S.

Si la guerre ne peut être évitée, quoi de plus important que de connaître la nature et l'importance de cette aide pour prendre une décision sur la question la plus grave entre toutes : celle de la participation de la France à un conflit. Or que savons-nous des intentions du Kremlin à ce sujet et des possibilités russes ? Rien, exactement rien. Il y a donc là tout un travail, de prospection d'abord, de négociations ensuite.

Plus d'ingérences moscoutaires dans les affaires intérieures de la France.

Ah ! sur ce point-là, je suis bien fixé. A part quelques flûtistes isolés et les instrumentistes de *L'Internationale*, c'est toute la musique qui donne, et quelle fanfare ! Et c'est le président Herriot, celui qui naguère se dénommait lui-même avec humour « l'œil de Moscou », c'est le président Herriot

qui tape sur la grosse caisse et joue des cymbales. M. Yvon Delbos a raison : pour peu que le malaise s'accentue, c'est le pacte d'assistance qui en fera les frais. Alors ? alors il faut avant tout que les Soviets le comprennent et qu'ils choisissent entre le pacte et la continuation de leur ingérence. Or, ce pacte, ce sont eux qui sont venus nous le demander, parce qu'ils cherchaient un contrepoids à l'Ouest à la pesée allemande. Ils doivent donc y tenir. En fait, la question était loin d'être aussi simple et je devais rapidement m'en rendre compte une fois à Moscou. Mais quand marcherait-on, si au départ on apercevait déjà tous les obstacles, toutes les chausse-trapes de la route ?

Il me parut donc que cette dernière question commandait les autres, comme le pensait le président Herriot, et que, sous réserve d'un nouvel examen sur place, il faudrait y donner la priorité.

***

Et maintenant, Diogène, allume ta lanterne et essaie de regarder dans ton tonneau.

C'est un fait que je crois à l'importance de l'entente, de l'alliance franco-soviétique, et l'intérêt de ma mission en est le corollaire. Mais essayons d'y regarder de plus près. Depuis la premier jour, j'ai été un partisan convaincu du pacte franco-soviétique. Les leçons de l'histoire, comme les exigences du présent, m'ont paru plaider en sa faveur. C'est la Russie qui, en 1875, a préservé la France de la guerre dont la menaçait Bismarck ; c'est elle aussi qui, en 1914, a rendu possible la victoire de la Marne. Ne serait-ce pas encore elle qui nous permettrait d'éviter la guerre voulue par Hitler ?

Sur les exigences du présent, une légère digression encore. A mon départ pour Moscou j'étais convaincu, comme je le suis encore aujourd'hui, comme le sont, je crois, tous nos gouvernements républicains, que le but suprême de notre politique extérieure était d'assurer la paix par une organisation « effective » de la sécurité collective. Je pensais, comme je le pense encore, que cette organisation effective interviendrait tôt ou tard. Toute la question était alors, comme elle l'est encore aujourd'hui, de savoir si on y parviendrait par la guerre et par l'assujettissement du plus faible au plus fort ou, dans la paix, par l'établissement d'une organisation mondiale démocratique.

En 1936, l'Europe présentait, avec un relief particulier, les deux aspects de la question. D'une part, l'Allemagne nationale-socialiste et l'Italie fasciste, agressives et avides d'espace, de l'autre, la France et l'Angleterre démocratiques et l'U. R. S. S. marxiste, toutes trois pacifiques et, momentanément au moins, satisfaites. Les deux premières en voie de s'unir par ce que le langage à l'italienne devait appeler le pacte d'acier, les trois autres déjà unies par l'entente cordiale franco-britannique et le pacte d'assistance franco-soviétique. Ce dernier accord était ouvert aux autres nations, mais il était clair, à cette époque, que le Reich hitlérien se refuserait à fermer le circuit et ne chercherait qu'à rompre la digue.

Non seulement l'obstacle à l'organisation pacifique de la paix, mais la menace immédiate de guerre étaient à Berlin. Un unique moyen d'écarter le péril : le pis-aller de la politique d'équilibre, une alliance anglo-franco-soviétique, seule susceptible de contenir la poussée allemande en constituant face au Reich et, du point de vue géographique, sur ses deux flancs, une force telle qu'Hitler fût convaincu qu'il ne pourrait pas gagner la guerre.

Il peut paraître superflu, aujourd'hui, d'énoncer de telles vérités. Il n'en allait pas de même en 1936. Si l'on s'accordait, en général, dans les milieux politiques français, à estimer que le but essentiel de notre diplomatie devait être d'aider la paix à voguer, à travers les écueils, vers le havre de la sécurité collective, il en était autrement pour les moyens à employer en vue de la sauvegarder.

Nombreux étaient encore alors ceux qui voyaient la solution dans un rapprochement franco-allemand et je dus moi-même m'employer à cette tâche, au début de 1939, lors de ma mission à Berlin.

Ainsi, au cours de cette visite intérieure, je vis aussi clairement que possible que la pratique de l'entente franco-soviétique était nécessaire à la sauvegarde de la paix. C'était plus que suffisant pour que je me sentisse porté et même emporté par l'importance, la grandeur vraiment, de l'œuvre dont j'étais appelé à être un des modestes ouvriers. D'autant que mes instructions faisaient assez bien cadrer ma conscience professionnelle avec ma conscience tout court.

Donc, à mon départ pour Moscou, tout en étant bien résolu à garder la tête froide, j'avais le cœur chaud.

Mon collègue, le camarade Potemkine, ambassadeur des Soviets en France, me fit l'honneur de venir me saluer à la gare. Il me donna l'accolade. Ceux qui savent que le baiser russe se donne sur la bouche jugeront de mon émotion.

CHAPITRE II

LE MASQUE ET LE VISAGE

IMPRESSIONS DE VOYAGE : IMMENSITÉ, MONOTONIE, MÉLANCOLIE. || MES PREMIERS CONTACTS. || JE PRENDS L'OFFENSIVE. || LA RIPOSTE. || LE MALENTENDU FRANCO-SOVIÉTIQUE. || CONVERSATIONS INDIRECTES AVEC STALINE. || LA NOUVELLE CONSIGNE : VIVENT LES TROIS COULEURS. || UTILITÉ DE CONVERSATIONS MILITAIRES. || MON PREMIER VOYAGE A PARIS.

UNE première impression singulière, plutôt pénible, à la frontière soviétique. L'impression confuse, encore qu'assez perceptible, d'une brusque modification apportée à l'expression de la vie humaine. Inutile, m'avait-on dit, d'appeler des porteurs, ils viendront. Effectivement, des hommes, dont la tenue rappelle celle de nos bagnards, pénètrent lentement, méthodiquement, dans chaque compartiment et les bagages de tous les voyageurs, d'ailleurs peu nombreux, allant en U. R. S. S. sont peu à peu transportés dans la pièce centrale de la gare qui sert de salle de visite. Là, un silence de plomb. Aux murs, d'énormes portraits des grands manitous du régime soviétique remplacent les riants panoramas de nos gares. On dirait qu'ils sont là pour recueillir les paroles imprudentes : effectivement, il y a parfois des microphones derrière. Des employés, bouche cousue, l'air prostré, ouvrent tous les bagages, sauf les miens qui bénéficient de l'immunité diplomatique. Ils examinent tous les objets un à un, ouvrent des boîtiers de montres, sondent des oranges et s'intéressent particulièrement aux papiers. Pas plus que les agents de la douane, ceux qui sont aux guichets du change ou des billets ne semblent vous voir. On dirait qu'ils ont le regard tourné en dedans. Au bout de quelques heures, toujours aussi mélancoliquement, silencieusement, mécaniquement, les bagages sont rechargés sur le train en partance, composé de vieux wagons-lits de la Compagnie

internationale, confisqués sous la révolution russe. Durant ces heures d'attente, je ne surprends pas un sourire, je ne suis même pas certain d'avoir entendu une voix ou rencontré un regard. Il se dégage de cette gare une atmosphère morne et triste qui vous pénètre. J'ai de la peine à résister à une sorte d'accablement qui paraît peser ici sur les hommes et les choses.

Il y a vingt-cinq ans, jeune agent attaché à l'administration centrale, j'étais déjà venu à Saint-Pétersbourg, pour porter une valise diplomatique. Je me rappelle l'invasion du train à Niegorolaï par une nuée de porteurs vêtus de longues blouses blanches et de bottes. Un hôpital ? Non, la gare frontière. Dans un tohu-bohu indescriptible, le contenu des malles et des valises avait été vidé, éparpillé à terre sur de grands linges, et la recherche de la contrebande, surtout du papier séditieux, avait commencé, aussi longue, aussi minutieuse qu'aujourd'hui. Ah ! l'agitation et le bruit n'avaient pas manqué alors et cependant j'avais déjà été saisi par une indéfinissable sensation de tristesse. Je l'avais attribuée à l'uniforme assez misérable du personnel de la gare et à la saleté des locaux. Aujourd'hui, cette impression est plus forte encore et cependant le personnel est bien tenu et les locaux sont propres. Décidément, le peuple russe doit être un peuple triste. Maintenant qu'un gouvernement dur et systématique a remplacé l'autorité bon enfant et capricieuse d'autrefois, cette tristesse est plus apparente. Je songe à une phrase que Wladimir d'Ormesson, qui connaît bien la Russie où il est né, a écrite dans *Le Figaro* la veille de mon départ : « Coulondre est un Huguenot gai. Je lui souhaite de ne pas perdre sa gaieté en Russie. »

Le pays que nous traversons est d'ailleurs aussi triste que ses occupants. Et l'un explique sans doute l'autre. Oh ! la monotonie immense de la terre russe ! Éternelle grisaille, plus ou moins sombre seulement suivant que c'est la forêt ou la steppe. En Pologne déjà la platitude et l'uniformité du paysage avaient tôt fait de lasser notre regard. Et pourtant, de temps à autre, une note gaie, un village pimpant, des couleurs vives au corsage des femmes. Ici, tout est gris, comme un paysage qui serait resté à sa première couche de peinture. Il est vrai que nous arrivons à la plus mauvaise époque de l'année. La neige, à la fin de l'automne, n'a pas encore recouvert la terre russe de ses blancheurs cristallines,

mais il en est assez tombé pour qu'après avoir fondu aux derniers rayons du soleil, qui va lui aussi se glacer, elle transforme le pays en une vaste mer de boue.

Les villages sont gris comme le reste. Ils semblent participer à cette désolation générale de la nature. On dirait des boursouflures de la terre moite. Tandis que mon regard erre sur ces termitières sans trouver un coin qui l'accueille et le retienne, je me demande pourquoi elles ont cet air désolé, comme abandonné, alors qu'y fourmillent, je le sais, les êtres vivants.

Moscou n'échappe pas à la règle. Ses faubourgs sont hideux. D'énormes bâtisses cubiques, en ciment armé, neuves la plupart, souvent encore inachevées, y surgissent un peu partout au milieu de vieilles masures et de décombres de toutes sortes où dominent les amas de fer rouillé. La ville elle-même est ceinturée d'un boulevard immense, large comme un estuaire. On dirait que dans ce pays, à commencer par l'écartement des rails du chemin de fer, l'homme a voulu se mettre à l'échelle de la nature. Mais pourquoi ce boulevard, vraiment grandiose, est-il triste lui aussi ? J'ai trouvé : il n'a pas un arbre. C'est, prétendent les mauvaises langues, pour que les balles de mitrailleuse ne trouvent pas d'obstacles en cas d'émeute. Et tant qu'on n'a pas atteint ce pur joyau qu'est le Kremlin, la capitale, malgré ses palais, ses monuments, ses vastes avenues, son fleuve chatoyant, a le même aspect misérable que ses sœurs de province. C'est que, depuis la Révolution, les maisons ne font plus toilette. Comme ceux qui les habitent n'en sont plus propriétaires, ils se soucient peu de faire les dépenses qu'entraîneraient leur crépissage et leur peinture. C'est l'État qui est chargé de leur entretien extérieur et c'est à d'autres façades qu'il s'intéresse. De là cet air d'abandon qui impressionne désagréablement le voyageur.

Notre arrivée à l'ambassade n'est pas faite pour nous réconforter. Est-il possible que ce bâtiment, perdu au fond d'une impasse, soit la maison de France ? Sa façade de tuiles vernissées et de verres dépolis annonce plutôt un bain turc ! Je dois pourtant me rendre à l'évidence. Le conseiller Payart m'en fait les honneurs. Ici, à droite, au rez-de-chaussée, c'est l'appartement de l'évêque, Mgr Neveu ; à gauche, c'est la chambre du père Brown. Ce n'est pas un hammam, mais un monastère ! Le conseiller m'explique que mon prédécesseur a dû recueillir ces deux prêtres pour les protéger contre la

persécution religieuse qui sévit. Persécution religieuse, au XXe siècle ! Je crois rêver. Mais la visite de l'ambassade me rappelle à la réalité, qui tient plutôt du cauchemar. Comment depuis douze ans mes prédécesseurs ont-ils pu accepter que ce logement soit l'hôtel diplomatique ! Ma femme et moi décidons que nous n'y resterons à aucun prix. En fait, six mois plus tard, j'obtenais de Staline une résidence digne de la France.

***

A Paris, j'ai essayé de voir la Russie des Soviets du point de vue français. J'ai enregistré les revendications et les doléances, j'ai écouté les avis sur la politique à suivre, mais je me suis refusé à retenir les opinions que j'ai entendu formuler sur l'U. R. S. S. elle-même.

Ce n'est qu'à Moscou que je puis voir l'aspect russe du problème. J'y suis et je me mets aussitôt à la tâche.

Mon premier tour d'horizon se fera, bien entendu, à l'intérieur de l'hôtel diplomatique.

J'appelle le conseiller de l'ambassade, M. Payart, et lui dis : « Mon cher ami, j'arrive ; je ne sais rien de la Russie d'aujourd'hui, mettez-moi au courant. »

Si jamais conseiller a mérité ce titre, c'est bien M. Payart. Il est un de nos meilleurs agents et dirige actuellement l'ambassade de France à Belgrade. Son intelligence, qui est grande et surtout profonde, relève de la catégorie que j'appellerai, sans aucune acception défavorable, celle des ruminants. A Moscou, où les valises étaient bimensuelles, il allait, entre chaque courrier, c'est-à-dire quinze jours durant, de-ci, de-là, en quête d'une pâture qui passait aussitôt dans son premier estomac. Quand la date du courrier approchait, il commençait à ruminer tout ce qu'il avait ingéré, et cette double digestion permettait une remarquable assimilation. Le jour de la valise, il s'enfermait à double tour et dictait des dépêches dont le public pourra apprécier la qualité le jour où le Gouvernement jugera opportun de faire paraître un livre jaune sur les relations franco-soviétiques.

Les « amphis » de M. Payart, les conversations avec mes autres collaborateurs diplomatiques ou techniques, avec quelques Français de là-bas, me mettent peu à peu au fait et me permettent, après le désarroi des débuts, d'avoir une première vue sur l'U. R. S. S. et sa politique.

Et d'abord, ici, avant tout, il faut distinguer les apparences

des réalités. L'édifice élevé sur le plan politique par la révolution bolchevique a les apparences d'une construction démocratique. Le pouvoir législatif est constitué par deux assemblées. Un « Conseil de l'Union », élu au suffrage universel, direct et secret, qui choisit dans son sein un comité directeur, le *Præsidium* ; un « Conseil des Nationalités », composé d'un nombre restreint de représentants des républiques de l'Union, ainsi que des républiques des provinces et des districts autonomes. Un président de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et un Conseil des commissaires du Peuple[1] forment le pouvoir exécutif.

Simple façade, à la vérité, pouvoir fictif. Tous les députés et délégués sont aux ordres du gouvernement, qui fait « enregistrer » ses décisions.

Le pouvoir réel est entre les mains du « Parti communiste », ou plus exactement de son « Comité central », qui l'a délégué à un groupe directeur, le *Politburo*, lequel est lui-même comme le Comité central, d'ailleurs, entre les mains du chef véritable de toutes les Russies : Staline.

Alors, tout est truqué ici ? Plus exactement, tout est doublé. C'est le Conseil des commissaires du Peuple qui siège, et c'est le Politburo qui décide ; c'est Kalinine qui préside, et c'est Staline qui dirige. Et je ne tarderai pas à m'apercevoir que, comme le jeu politique, le jeu diplomatique, lui aussi, est double.

Ces premières constatations ne sont pas pour me rassurer. Je ne suis pas accrédité auprès de Staline, mais de Kalinine. Litvinov, commissaire du Peuple aux Affaires étrangères, qui sera mon interlocuteur habituel, n'est pas membre du Politburo. Avec l'écran ainsi placé entre le pouvoir réel et moi, quelle pourra être mon action sur celui-ci ?

Je commence à comprendre les difficultés de ma tâche, et à croire que, en m'acheminant vers Moscou, j'ai peut-être un peu rêvé, comme Perrette.

Je ne me laisserai pas arrêter pour autant ; je suis sur ma lancée, et n'ai aucune peine à aller de l'avant. Je vais agir auprès des organes officiels, les seuls que je puisse atteindre. Ensuite je verrai bien.

J'ai pu me convaincre, une fois sur place, que mon classement des questions à traiter doit être le bon.

1. Notre Conseil des ministres.

Une guerre préventive ? Les Soviets ne l'envisagent pas, au moins pour eux-mêmes. Je n'en veux pour preuve que le fait qu'ils dédoublent, sur une profondeur de cinquante à cent kilomètres, les lignes stratégiques de leur frontière occidentale. On ne réduit pas le débit des voies de transport des troupes quand on veut attaquer.

L'appui militaire que nous pouvons attendre de l'U. R. S. S. en cas de conflit ? Seules des conversations militaires pourront nous en préciser la nature et l'importance, seul un accord militaire pourra nous le garantir. Mais de telles négociations supposent un bon fonctionnement du pacte d'assistance. Or c'est loin d'être le cas. Pour que celui-ci puisse jouer effectivement, il faut, avant tout, dissiper le malaise que fait peser sur les relations franco-soviétiques l'ingérence du Komintern dans nos affaires intérieures.

Travailler à y mettre fin, tel me semble donc devoir être mon premier soin. Or c'est précisément la troisième des instructions que j'ai reçues de mon Gouvernement. C'est sur ce point que je décide de mettre l'accent et même de faire porter tout mon effort. Je pousserai ensuite la question des conversations militaires.

Je me mets avec entrain au travail, car, malgré tout, je suis optimiste. Les routes que doivent suivre les deux pays sont si nécessairement orientées dans le même sens, vers le même point, en raison de la menace allemande, que je ne puis croire que, tôt ou tard, elles ne se rejoignent pas.

Évidemment, si les Soviets se sont déjà engagés dans une autre voie et s'ils ne cherchent plus à l'Ouest un contrepoids à la force allemande, tous nos efforts seront vains. Mais cette hypothèse me paraît peu vraisemblable et mes premiers renseignements ne me permettent pas d'y faire crédit.

Peut-être y a-t-il en Russie des hommes politiques qui considèrent que leur pays n'a pas à craindre l'Allemagne, dont la Pologne le sépare : ils sont certainement rares, infiniment moins nombreux que les Français qui voient dans la Pologne le second front à opposer au Reich et estiment n'avoir, de ce fait, rien à attendre de l'U. R. S. S. Ah ! l'illusion polonaise nous aura-t-elle coûté assez cher.

A la vérité, si le danger allemand, qui grandit de jour en jour, ne suffit pas à rapprocher nos deux pays, à les unir pour leur salut commun, comme il l'avait fait au temps des

tsars, c'est que tout le mécanisme des relations franco-soviétiques aura été faussé à la base.

***

J'ai demandé audience à Maxime Litvinov pour lui remettre ce qu'on appelle « copie figurée de mes lettres de créance ». Un chef de poste procède toujours ainsi à son arrivée, avant d'apporter au chef de l'État le document qui l'accrédite auprès de lui. C'est, en général, une formalité. Il n'en sera pas de même cette fois. Je vais déroger à l'usage pour bien marquer l'importance qui s'attache à la question que je veux traiter. Et puis le temps presse, pourquoi différer l'attaque ? Je rédige, et j'apprends, exceptionnellement, par cœur, la déclaration que je ferai au commissaire du Peuple aux Affaires étrangères. Je la remets ensuite à M. Payart avant de me rendre à la Spiridonovskaïa. « Vous pouvez, dès maintenant, faire chiffrer ceci, lui dis-je, ce sera la première partie du télégramme que j'enverrai cet après-midi à Paris. » Il me regarde, amusé : « Tiens, me dit-il, vous rédigez à l'avance le compte rendu de vos entretiens. » Je sens qu'il cherche à me situer.

Je n'ai pas conservé le texte de cette déclaration. Elle doit figurer dans les archives du Quai d'Orsay. Mes notes me permettent, toutefois, d'en donner, avec précision, le résumé.

« Je suis venu ici, dis-je en substance à Litvinov, sans aucune prévention contre la Russie des Soviets, mais sans préjugé favorable non plus. Je suis, par contre, un partisan convaincu du pacte d'assistance, parce que je le crois un des éléments nécessaires à la sauvegarde d'une paix à laquelle nos deux pays sont également attachés. Votre sagacité, qui est bien connue, vous amènera, un jour ou l'autre, le plus tôt sera le mieux, à constater que je parle franc et que c'est mon habitude. Eh bien ! voilà, je viens vous dire : si les choses continuent à aller de ce train, il n'y aura bientôt plus de pacte d'assistance. L'opinion publique française est excédée de l'ingérence du Komintern dans les affaires intérieures de la France, ingérence qui, nous le savons, bien qu'on nous affirme le contraire, est dictée, sinon même exercée, par le Gouvernement soviétique lui-même. Vous avez pu juger, par l'attitude du parti radical, charnière politique de la France, lors de son récent congrès de Marseille, de l'état des esprits.

« On n'y pardonne pas aux communistes des excès qui sont en voie de ruiner le front populaire et on en fait remonter la responsabilité au Komintern, auprès de qui on sait qu'ils prennent leurs consignes. De plus, on considère que cette ingérence se fait sous le couvert du pacte, en sorte qu'on est porté à englober ce dernier dans la même réprobation. Or un gouvernement démocratique, comme le nôtre, reflète nécessairement les sentiments profonds de l'opinion publique.

« Le Gouvernement soviétique s'est rapproché du Gouvernement français pour prévenir une agression allemande. Le danger existe-t-il toujours et le Kremlin est-il toujours désireux de l'éviter ? Si oui, il faut en finir avec l'ingérence soviétique en France. Ou elle cessera, ou le pacte d'assistance deviendra, à tout le moins, lettre morte. »

Comme on le voit, pour un premier entretien, en général purement protocolaire, il est assez corsé.

Litvinov m'écoute, jusqu'au bout, sans m'interrompre. Cependant mon langage est tellement différent de celui qu'il est d'usage de tenir en pareille occasion, que je le devine un peu interloqué, malgré son estomac, qui est solide. J'en éprouve sur le moment une petite et bien éphémère satisfaction d'amour-propre.

Litvinov s'est amplement rattrapé depuis. De sa parole cinglante, insolente parfois jusqu'à la grossièreté, combien de coups ne m'a-t-il pas assenés, qui parfois m'ont laissé pantois. Les *rounds* ne peuvent pas être toujours à l'avantage du même. Eh bien ! malgré ces coups échangés, malgré la brouille des derniers jours, dont je parlerai plus loin, malgré sa goujaterie, j'ai conservé de la sympathie pour cet homme si plein de substance, qui, à ma connaissance, ne m'a jamais réellement menti, or Dieu sait si là-bas.... Il a été, comme moi, un ouvrier sincère, j'en suis convaincu, de l'entente franco-soviétique dans le cadre de la Société des Nations.

Les Bolcheviks aiment le langage direct. Le mien, s'il surprend Litvinov, n'est peut-être pas fait pour lui déplaire. Il désire organiser un front de sécurité contre le danger allemand et il sait quelle place peut y occuper la France. Or il est trop bien informé pour ignorer que l'action développée par le Kremlin, *via* Komintern, pour exercer une pression sur le Gouvernement français fait effet contraire.

Dans sa réponse, le commissaire du Peuple aux Affaires étrangères me déclare avec force que son gouvernement

entend respecter les clauses du pacte de non-ingérence, et qu'il a donné, déjà, des instructions dans ce sens à son ambassadeur à Paris, mais que, pour répondre aux préoccupations dont je me suis fait l'interprète, il va les renouveler de la façon la plus précise. J'ai l'impression qu'il doit bien en être ainsi, car sur ce point son langage est clair et net. Il en va autrement quand il me parle du Komintern. Ici, manifestement, le bât le blesse, et il a beau m'assurer que cet organisme n'a rien à voir avec la politique extérieure du Gouvernement soviétique, je sens que la conviction n'y est plus, et qu'il sait bien qu'il en est autrement. Mais la question le dépasse. Elle se pose de l'autre côté de l'échelle double au sommet de laquelle seul siège Staline.

Au moment où je vais quitter le ministère, après avoir fait visite à quelques-uns des collaborateurs de Litvinov, celui-ci me rappelle et me remet une note officielle où sont confirmées les assurances qu'il vient de me donner verbalement.

Je ne puis guère, pour le moment, attendre davantage de ce premier effort. On jugera aux actes.

Quelques semaines plus tard, un collaborateur de Litvinov me dit, incidemment, mais non sans intention, que M. Yvon Delbos a mandé l'ambassadeur des Soviets et l'a prié d'user de son influence pour amener nos communistes à mettre une sourdine à leur musique. Je réponds à mon interlocuteur qu'il doit être bien mal renseigné. Je me refuse à croire que le ministre des Affaires étrangères, après m'avoir donné les instructions que l'on sait, et pour obtenir un résultat purement momentané, ait risqué de compromettre la cause même qu'il m'a chargé de défendre, en sollicitant l'intervention d'un agent soviétique auprès de ressortissants français.

Peu de jours après ma visite à Litvinov, je remets mes lettres de créance au président de l'U. R. S. S.

Le camarade Kalinine était alors un petit vieillard sec aux yeux pétillants d'intelligence, ancien valet du Palais impérial. Avec sa barbiche grise et ses lunettes à monture en fil de fer, il rappelait le pharmacien libre penseur que possédait, vers 1900, presque chaque commune de France.

La cérémonie, en général purement protocolaire, est des plus simples. Mes collègues de l'ambassade et moi sommes en uniforme, mais il n'y a pas de discours et le Président, en venant immédiatement au fait, brosse un exposé des griefs soviétiques. Ma méthode semble avoir fait école.

En termes mesurés, mais très nets, le président Kalinine me dit en substance : « Les intentions se jugent aux actes, la valeur d'un accord à ses résultats. Celui que nous avons conclu doit être un facteur important de paix, s'il joue de façon effective : destiné à renforcer la puissance défensive des parties signataires, il doit s'exprimer par une collaboration réelle dans le domaine des fournitures intéressant la défense nationale. Or il n'en a rien été jusqu'ici, du côté français. Partout les experts soviétiques se heurtent à des réponses dilatoires. Cependant l'industrie allemande offre à l'U. R. S. S. de lui livrer, à crédit, tout le matériel qu'elle voudra. — Même des armes, ajoute Litvinov. — Le Gouvernement soviétique, conclut Kalinine, a repoussé ces propositions. Il entend pratiquer loyalement l'entente avec Paris, mais encore faut-il qu'il y trouve les fournitures indispensables à son armée. C'est notre intérêt commun. »

Du Komintern, le président de l'Union Soviétique ne souffle mot.

Sa déclaration est, manifestement, une riposte à mon offensive auprès de Litvinov. Le terrain qu'il a choisi est plus étroit que le mien, mais il est aussi solide. Je ne sais que trop le bien-fondé de ses doléances. Nos départements techniques ont agi, en l'occurrence, avec beaucoup de légèreté. Après avoir remis aux représentants de l'armée soviétique une liste du matériel de guerre qui pourrait leur être fourni, ils sont revenus sur la plupart des offres faites. Le ministère de la Marine a opposé, notamment, son veto à la fourniture des canons de marine prévus, et le ministère de la Guerre a, lui-même, ramené les livraisons éventuelles de canons de terre à celle d'un vieux modèle. J'ai été mis au courant de la situation avant mon départ de Paris par un représentant du Creusot qui s'est plaint de la fausse situation dans laquelle cette façon de procéder plaçait sa maison : les acheteurs soviétiques, tenus dans l'ignorance des modifications survenues, s'adressaient à elle, toujours nantis de la liste initiale du ministère de la Guerre.

Ainsi commencent à se préciser les contours des positions, je pourrais presque dire, hélas ! du conflit. C'est bel et bon d'avoir signé un pacte de non-ingérence, dit-on du côté français, mais il faut l'appliquer. D'accord, répond-on du côté russe, mais on a aussi signé un pacte d'assistance, c'est celui qui nous intéresse, nous, et vous ne l'appliquez pas. Comme

bien souvent, un mot suffit pour nommer l'impasse où l'on est engagé : méfiance. De part et d'autre on se méfie, on ne se contente plus d'assurances, chacun attend de l'autre des actes. Et la situation empire, les rapports risquent de s'envenimer, parce que les actes n'interviennent pas, au contraire.

Les mentalités en présence sont très différentes, et ce n'est pas fait pour arranger les choses. Le dictateur soviétique est réaliste et notre démocratie l'est peu. Staline ne se paie pas de mots ; il veut que l'accord conclu rende. Or il sait que celui-ci ne rend pas à cause des préventions qui pullulent en France contre les Soviets et leur régime.

Il est fort probable qu'au début il a favorisé la création du front populaire en France dans le dessein d'aligner notre politique extérieure sur la sienne. Ce sera d'ailleurs la tare du front populaire d'avoir été conçu à Moscou. Il n'est même pas exclu que Staline ait caressé, pour la France, comme pour l'Espagne, l'espoir d'y voir instaurer une dictature du prolétariat. Mais les excès des communistes en France, les désordres que provoquent ceux-là mêmes qui prennent leurs consignes à Moscou dressent l'opinion française contre les Soviets. Le front populaire agit dans le sens contraire à celui désiré par le Kremlin. Staline est trop bien renseigné pour l'ignorer, et ma démarche auprès de Litvinov n'a pu que lui confirmer ce qu'il doit déjà savoir. Il est donc à prévoir qu'avec l'opportunisme qui le caractérise il va renverser la vapeur en France, comme il l'a déjà fait en Russie même, et en somme, pour la même raison : grouper le plus de forces possible pour faire face à Hitler. Déjà je recueille par des Français, par l'ancien ministre socialiste Sellier notamment, des indices qui font penser que des avis de modération sont donnés par le Kremlin aux dirigeants communistes français.

Mais l'opinion française connaîtra-t-elle les nouvelles directives du Kremlin et en comprendra-t-elle la portée ?

J'ai pu comprendre, moi, à Moscou, que pour Staline le communisme à l'extérieur n'est pas, ou n'est plus en tout cas, un but, mais un moyen. Mais les Français eux, qui assistent chaque jour à de nouvelles manifestations d'une agitation sociale jusqu'ici encouragée par Moscou, qui voient la révolution sociale conduite par le Komintern battre leurs portes au Sud, sont-ils critiquables de se méfier ?

Pour calmer leurs justes appréhensions, il faudrait que le revirement du Kremlin se précisât et se fît connaître, il fau-

drait surtout qu'en France fussent prises les mesures nécessaires pour que l'opinion pût constater que « charbonnier était enfin maître chez soi », il faudrait, pour tout dire, que la situation politique permît d'écarter la formule du front populaire, formule à la vérité néfaste à notre politique extérieure, car, en permettant les excès de l'extrême gauche, elle a rendu l'alliance franco-soviétique suspecte au pays.

Il ne me paraît pas déraisonnable de concevoir, et je crois encore aujourd'hui où j'écris ces lignes, que, s'il avait pu en être ainsi, le malaise qui pesait sur les relations franco-soviétiques eût été dissipé, et le cours de l'histoire eût peut-être été changé.

Tout ou presque tout ce que je vais raconter de ma mission à Moscou plaide dans ce sens.

***

Lorsque je me suis bien rendu compte de la situation, que ma conviction s'est faite, je prends position, dans mes rapports à Paris, et je sens trop l'importance des intérêts en jeu pour ne pas m'efforcer de dire ma pensée avec autant de netteté que possible. Ma voix est bien faible, mais j'essaie de l'enfler.

Jules Cambon, que j'ai eu l'honneur d'avoir comme l'un de mes prédécesseurs à Berlin, dit, avec humour, dans ses *Mémoires*, que le parfait diplomate est celui qui balance ses avis de telle manière que les événements ne puissent lui donner tort. Il faut croire que les diplomates n'ont pas attendu cette maxime pour l'appliquer, car Tocqueville se plaint déjà en 1849 que beaucoup d'agents ne disent rien qui vaille dans leurs rapports. Je cite le passage, car il est savoureux : « La plupart de nos ambassadeurs craignaient de s'attacher à aucune politique dans le pays où ils nous représentaient et redoutaient même de manifester à leur propre gouvernement des opinions dont on eût pu plus tard leur faire un crime. Ils avaient donc soin de se tenir cachés et bien à couvert dans un fouillis de petits faits dont ils remplissaient leur correspondance (car en diplomatie, il faut toujours écrire, ne sût-on rien, et ne voulût-on rien dire) ; ils se gardaient bien d'y montrer ce qu'ils pensaient des événements dont ils faisaient le récit et encore moins d'indiquer ce que nous devions en conclure. » Tocqueville ne devait sans doute pas songer à prendre, un

jour ou l'autre, un poste à l'étranger, quand il a écrit ces lignes, que je trouve en tout cas bien sévères, ou, alors, les diplomates se sont améliorés depuis un siècle. Assurément l'obligation d'être très prudent, la nature même de leurs fonctions et la « mouvance » des événements leur impriment une déformation professionnelle ; mais, qui ne la subit ? L'avocat, le médecin, l'ingénieur polytechnicien aussi bien que l'homme politique.

Pour ma part, si j'avais su jongler, il est bien possible que j'eusse fait comme beaucoup d'autres. Mais je n'ai aucun talent d'équilibriste. C'est une véritable infirmité. Je ne sais marcher que par terre, et parfois, encore, je marche sur les pieds des autres.

J'écris donc à Paris en m'efforçant d'expliquer les raisons du malentendu entre les deux pays.

Je dis aussi ce que je pense de l'attitude des départements militaires et j'insiste pour qu'il soit donné satisfaction aux demandes du président Kalinine dans toute la mesure compatible avec la sauvegarde de notre défense nationale.

Je ne me fais, toutefois, guère d'illusions. On est ma disposé pour l'U. R. S. S. dans les administrations françaises. Depuis les élections du mois de mai dernier surtout, des positions sont prises qu'il sera difficile de modifier.

Et comment changeraient-elles tant que ne s'affirmeront pas chez nous les tendances nouvelles du Kremlin ? Plus j'y songe et plus je me convaincs que, si c'est de là qu'est venu le mal, c'est aussi de là que peut sortir le remède. Aussi suis-je décidé à enfoncer le clou sur lequel j'ai déjà frappé.

La lettre de Litvinov permet d'espérer que la diplomatie soviétique se tiendra, désormais, plus à l'écart de notre vie politique. Mais il faut plus. C'est l'ingérence du Komintern en France qui est en cause, et la décision, sur ce point, ne relève que de Staline. Sans doute Litvinov l'a-t-il informé de ma démarche, mais il n'est pas un de ses conseillers politiques, il ne fait même pas partie du Politburo, par qui Staline doit tout de même faire enregistrer ses décisions et où se trouvent encore quelques têtes chaudes qui rêvent de révolution mondiale et ne verraient pas volontiers toucher à l'activité du Komintern. On peut donc craindre que Litvinov ne se soit cantonné sur le terrain diplomatique. Si faible qu'elle soit, ma seule chance pour aboutir est de m'adresser directement à Staline. Mais comment ? Il ne reçoit pas les diplomates

étrangers ; il n'y tient pas, paraît-il, et il n'a d'ailleurs aucune qualité officielle à cet effet, n'étant, en titre, ni le chef de l'État, ni celui du Gouvernement. Il est simplement secrétaire général du « Parti » et membre du Politburo [1]. Ainsi il conserve sa liberté d'action. Il reste en marge de la machine administrative dont il tire tous les fils, de la coulisse. Il dirige et contrôle sans paraître. Comme Dieu le Père, il est à la fois partout et nulle part.

Si, cependant, je lui fais demander audience, comme j'en meurs d'envie, ne vais-je pas me heurter à un refus ? J'en suis là de mes réflexions quand une occasion inattendue s'offre à moi d'entrer en rapport avec lui par personne interposée.

Peu après mon arrivée à Moscou, j'avais reçu la visite d'un personnage assez singulier et bien connu du corps diplomatique, le baron Steigert. Il m'avait été indiqué par M. Payart comme étant « l'introducteur officieux des chefs de mission ». L'introducteur officiel, l'honorable camarade Barkov, était doublé, bien entendu, par le baron Steigert. Apparemment ce dernier était surtout chargé de veiller au confort des diplomates étrangers. Aux arrivants il aplanissait les mille difficultés matérielles de leur installation et, lorsqu'ils étaient célibataires, il s'employait même, grâce à ses relations de théâtre, à satisfaire à leurs préoccupations sentimentales.

En fait, le baron Steigert est un agent de la Guépéou, et, sous couleur de rendre service aux diplomates étrangers, il les espionne, avec beaucoup de bonne grâce et de discrétion d'ailleurs ; j'imagine qu'il s'agit moins, pour lui, d'un métier que d'une servitude imposée par la police, sous la coupe de laquelle un passé un peu trouble a dû le faire tomber.

Il est d'origine balte et se dit un fervent ami de notre pays, dont il parle parfaitement la langue. « Usez de moi, ne cesse-t-il de me répéter, vous n'abuserez jamais, du moment qu'il s'agit de la France. » Je crois sa sympathie assez réelle, mais quel est son crédit et quels sont ses aboutissants ? Je sens, cependant, qu'il voudrait s'élever au-dessus du rôle de simple mouchard qui lui est dévolu.

Avec, peut-être, le désir plus ou moins conscient de le sonder, je me laisse aller un jour, à quelques confidences. Je lui dis notamment ma crainte de ne pouvoir remplir utilement

1. Ce n'est que pendant la guerre que Staline prendra le titre de généralissime.

ma mission, faute d'avoir pu entrer en contact avec Staline. Il me regarde alors fixement et me dit : « Je pourrais vous rendre ce service » et, après une courte hésitation, il se décide à sauter le pas : « Oui, je vois fréquemment Yagoda [1] (il prononce ce nom dans un murmure), et celui-ci voit le grand chef tous les jours. » L'offre est tentante. L'occasion presque inespérée. S'il s'agit d'un bluff, j'en serai pour ma peine, mais je ne le crois pas. La procédure est, à la vérité, peu régulière et je vais agir en dehors du commissariat aux Affaires étrangères, mais à « pouvoir occulte, moyens occultes ». D'ailleurs, quand il s'agit de la Guépéou, nul ne songe, ici, à se formaliser. Et puis je n'ai pas le choix et le jeu en vaut la chandelle.

J'expose, en conséquence, la situation au baron Steigert et le charge de transmettre à Staline un message verbal qui est à peu près textuellement le suivant : « Vous êtes assez bien renseigné sur tout ce qui nous concerne [2], pour savoir quels sont mes sentiments réels et le but que je me suis assigné en venant ici. Or je suis gravement inquiet sur le sort de notre pacte d'assistance. L'action qu'exerce en France le Komintern, pour lier la politique extérieure française à celle des Soviets, ne favorise pas le pacte, mais le condamne au contraire, parce qu'elle indispose, inquiète et même exaspère l'opinion française. Elle est, d'ailleurs, aussi superflue que nocive. La géographie et Hitler suffisent à imposer à la France sa politique extérieure, à faire de notre alliance effective une nécessité vitale, et il ne faut pas moins que la hantise de l'action révolutionnaire du Komintern pour que l'opinion française y résiste. Mettez donc sans délai un terme à cette action. Je sais que vous le pouvez. Le danger hitlérien vous menace comme nous. Si nous ignorons à quelle porte il frappera en premier lieu, nous savons qu'il est à nos portes. Il n'est que temps d'agir. La décision est entre vos mains. Si vous la prenez, faites en sorte que l'opinion française la connaisse. »

Le baron Steigert me promet de transmettre fidèlement le message. Je puis lui faire confiance à ce sujet : un Russe, surtout un Russe dressé par la Guépéou, a bonne mémoire.

Quelques jours plus tard, le baron Steigert revient et me pose la question suivante : « Vous paraissez attendre de Staline qu'il prenne une mesure. Que proposez-vous ? »

1. Yagoda était, alors, le chef de la Guépéou.
2. Le Gouvernement soviétique, comme je l'indiquerai plus loin, avait même connaissance de la teneur de ma correspondance privée.

J'ai toujours pensé qu'on n'atteignait pas un but en y allant par quatre chemins. « Je ne me serais pas permis, lui dis-je, de faire moi-même une suggestion. Puisqu'on me le demande en voici une : à défaut de la dissolution du Komintern, le transfert de son siège hors de l'U. R. S. S. »

Le surlendemain, le baron Steigert m'apportait la réponse. Je la reproduis aussi exactement que me le permettent mes notes et ma mémoire : « Staline n'accepte pas de transférer le Komintern hors d'U. R. S. S. Il n'est pas pour les mesures « spectaculaires » et il juge, d'ailleurs, celle-là inopportune. Le moment venu il fera, à ce sujet, ce qui convient. Indépendamment de toute autre considération, le Komintern est actuellement, pour l'U. R. S. S., un facteur de sa défense nationale. Le communisme est, en effet, toujours vivant en Allemagne, quoique momentanément muet. C'est une épée de Damoclès suspendue sur la tête des nazis et Staline veut garder entre les mains le fil qui la tient. Pour ce qui est de la France, il en est tout autrement. Qu'elle soit forte et résolue face à l'Allemagne, c'est tout ce qu'on souhaite ici. Pour le reste, qu'elle mène sa politique intérieure comme elle l'entend, le Gouvernement soviétique ne s'en mêlera pas, on peut en avoir l'assurance à Paris. L'U. R. S. S. n'entretient-elle pas les meilleures relations avec la Turquie, dont le gouvernement n'est cependant pas tendre pour les communistes ? Mais on doit bien comprendre chez vous que le Kremlin ne peut pas maintenir le Komintern pour un pays et le répudier pour un autre. En ayant besoin face à l'Allemagne, il doit en appuyer l'activité générale. »

Cette réponse, évidemment, je ne la tiens pas de la bouche de Staline. Il me paraît, toutefois, que je puis la considérer comme venant de lui, au moins dans sa substance. En U. R. S. S., en effet, personne, je crois, ne s'aviserait de se servir mensongèrement du nom de Staline, ni ne déformerait impunément ses propos.

La réponse est négative ; elle n'est cependant pas entièrement décevante.

Certes, il est regrettable que l'heure n'ait pas encore sonné où Staline aurait jugé possible d'accueillir ma suggestion. Le cours des événements aurait pu en être modifié. Il n'est pourtant pas indifférent qu'il nous donne personnellement l'assurance que tout gouvernement français, quelle que soit sa nuance, sera le bienvenu à Moscou s'il pratique une poli-

tique de barrage aux ambitions territoriales d'Hitler. Il est intéressant, également, que, pour la première fois à ma connaissance, soit fournie, par la voix la plus autorisée, au sujet de l'emprise que le Kremlin entend conserver sur le Komintern, une explication qui n'exhale pas un parfum révolutionnaire, un argument de défense nationale : la volonté de l'U. R. S. S. de garder tous ses atouts face à l'Allemagne. L'argument est bon, même s'il n'est pas le seul, et il en est d'autres assurément, comme je ne vais pas tarder à m'en rendre compte.

Sans doute peut-on se demander si ces commentaires n'enrobent pas le refus pour nous le faire plus aisément avaler ? Je n'ai pourtant pas ce sentiment. Staline n'ergote pas, comme ses ministres, sur la nature des rapports du Komintern et du Gouvernement ; il admet, à priori, que l'un et l'autre sont à lui comme deux doigts de sa main. La réponse sonne juste. Elle est à sa taille. L'attitude du Gouvernement soviétique, d'une part, le déroulement des événements internationaux, de l'autre, ne vont d'ailleurs pas tarder à l'éclairer et à la confirmer.

Au déjeuner que, quelques semaines après mon arrivée, j'offre à Litvinov, celui-ci, approuvé par tous les convives soviétiques qui l'entourent, me déclare : « C'est aux patriotes français que nous faisons appel. Je suis sûr que si Poincaré vivait, il serait pour le pacte. » Et il ajoute, après une pause : « Clemenceau aussi. » Poincaré qui, il y a quelques années à peine, était brûlé à Moscou en effigie ! Clemenceau qui avait prôné le cordon sanitaire antibolchevik ! Quand des paroles de cette importance sont prononcées en U. R. S. S., on sait qui les a inspirées. Et ces noms, ne sont-ils pas significatifs ? Ce sont ceux des hommes du traité de Versailles. N'est-il pas clair que les Bolcheviks se font, à leur tour, les champions du *statu quo* en Europe, parce que son maintien se fait face à l'Allemagne, parce qu'il signifie l'union des pays pacifiques, et notamment de la France et de l'U. R. S. S., pour interdire la revanche à laquelle rêve Hitler ? Cette politique n'eût-elle pas été, en effet, celle d'un Poincaré ou d'un Clemenceau ? N'avait-elle pas été, au temps des tsars, celle de Gambetta ? N'est-elle pas, en fait, en 1937, celle de tout patriote clairvoyant ? Pour son application, le Kremlin souhaite, doit souhaiter, parce que c'est son intérêt, une France forte, dont la puissance impose à l'Allemagne, dût le Gouvernement

français manquer de tendresse pour les éléments extrémistes et les fauteurs de désordre. Crier vive Poincaré, vive Clemenceau n'est-ce pas sonner le ralliement autour du drapeau tricolore ?

Est-ce à dire que le Kremlin ait renoncé à l'autre attitude, à celle qui consiste à créer de l'agitation chez nous, pour faire sentir au Gouvernement français l'aiguillon du Komintern, voire à semer le trouble en France, pour l'affaiblir et en faire une tentation pour l'Allemagne ? Assurément pas. Les gouvernements russes de tous les temps et de toutes les couleurs ont toujours eu plusieurs fers au feu. Mais je pense que cette dernière politique est celle du pire, celle qui doit se traduire par le rapprochement avec l'Allemagne et le partage de la Pologne, celle à laquelle on ne se résoudra qu'en dernière analyse, si la France se détourne de la ligne suivie par Poincaré et Clemenceau, si, en un mot, elle est défaillante.

Le ministre Sellier, dont j'ai déjà parlé, venu à Moscou pour étudier les possibilités de fusion de la deuxième et de la troisième Internationale, est, lui aussi, d'avis que les Soviets sont portés à modérer leurs partisans en France, plutôt qu'à les exciter. Il estime qu'après avoir dû évoluer eux-mêmes, depuis que le pouvoir les a mis aux prises avec les réalités, les Bolcheviks se soucient peu de soutenir, aux dépens d'une alliance fort utile, des éléments qui les dépassent sur le plan social.

Les événements, de leur côté, se chargent d'éclairer la réponse que m'a faite Staline. Peu de jours après ma démarche se répand en effet la nouvelle de la conclusion, entre l'Allemagne et le Japon, du fameux pacte anti-Komintern. Toujours bien informée, l'U. R. S. S. était, depuis des mois, au courant de sa négociation. La manœuvre est aussi perfide qu'habile. Les Bolcheviks ont semé le vent, ils récoltent la tempête. Le national-socialisme se présente, en Europe, comme le champion de la civilisation contre les forces destructrices de la révolution mondiale. Voilà qui ne va pas faciliter le groupement de l'opinion française autour de l'alliance avec les Soviets. Les esprits avertis comprendront qu'il s'agit de l'offensive, aux armes empoisonnées, qui précède celle des canons. Mais les autres, et tous ceux à qui le seul mot de Komintern fait voir rouge ? Et pour Staline, comment se séparer du Komintern au moment où celui-ci est directement attaqué par l'adversaire, où l'Allemagne et le Japon s'unissent

publiquement pour développer une propagande idéologique destinée à isoler l'U. R. S. S. ?

Au demeurant, d'autres facteurs concourent à consolider momentanément le crédit du Komintern au Kremlin, notamment les affaires d'Espagne et la situation intérieure.

La révolution espagnole est très populaire en U. R. S. S. ; or c'est, pour le moment, à l'avantage de l'Axe que s'y affrontent les forces des deux idéologies. Staline doit donner de sa personne et signer un télégramme où il exalte l'action des révolutionnaires sans d'ailleurs prendre aucun engagement précis. D'après mes renseignements, il est cependant préoccupé de la tournure qu'a prise cette affaire et de ses conséquences possibles. Comment, dans ces conditions et sans perdre la face, restreindre l'activité du Komintern, déjà accusé de tiédeur en Espagne ?

A l'intérieur, la situation n'est pas non plus tout à fait satisfaisante. Le procès des extrémistes, d'aucuns disent des « orthodoxes », de Zinoviev et Kamenev, procès que d'autres vont suivre dont je parlerai plus loin, a fait une profonde impression sur le peuple. Le « sabotage » se développe de façon inquiétante. Staline ne peut pas abandonner le Komintern au moment où il doit faire effort pour garder, chez lui, les masses en main. La politique d'équilibre qui est la sienne veut, au contraire, qu'il le soutienne en même temps qu'il frappe les zélateurs du communisme intégral.

***

Ainsi les événements ont imposé un temps d'arrêt, peut-être même un léger recul, au mouvement, qu'avec son esprit réaliste, Staline imprime à la politique soviétique.

Je m'applique, dans mes rapports à Paris, à souligner que cette halte ne doit pas faire perdre de vue le sens général de l'évolution. J'essaie de montrer que, tout en faisant la part de ce caractère énigmatique qu'aura toujours la politique russe, et qui est un des traits saillants de l'âme slave, on peut admettre que la révolution bolchevique suit, dans le cadre et selon les conditions sociales du XXe siècle, le processus habituel des grandes révolutions, de la nôtre notamment. Et au moment où j'écris ces lignes, je ne puis m'empêcher de penser à la grande aventure qui termina 1789.

J'ai, en 1937, le sentiment que l'U. R. S. S. évolue, sur le

plan intérieur, de la révolution permanente à la consolidation d'un ordre nouveau, sur le plan international, de la révolution universelle à la consolidation du *statu quo* par la sécurité collective momentanément combinée avec le jeu des alliances que la menace hitlérienne rend nécessaire.

Il est vraisemblable et, en somme, assez naturel que les hommes qui ont fait la révolution bolchevique aient d'abord songé, tant pour des raisons doctrinaires que dans un souci d'intérêt national, à provoquer à l'étranger la création de républiques soviétiques qui se placeraient dans le sillage de l'U. R. S. S. N'en fut-il pas ainsi au lendemain de notre révolution ? Telle a, sans doute, été leur pensée pour l'Espagne, et peut-être bien aussi pour la France que la propagande nazie représente comme très affaiblie par ses dissensions intestines. C'est pourquoi, tout en patronnant le front populaire, ils ont laissé faire cavalier seul aux communistes français. Les résultats n'ont pas répondu à leur attente.

En Espagne, ils se brûlent les doigts. En France, l'échec est plus net encore. Ils s'aperçoivent que non seulement une action révolutionnaire est vouée à l'échec, mais qu'ils ont eu le tort de lier le sort du pacte à celui du front populaire. Ils font machine arrière, et Litvinov, que j'ai peut-être contribué à faire alerter, reçoit l'ordre de crier : « Vive Poincaré ! Vive Clemenceau ! »

C'est à cette tendance, en même temps qu'à la pression contraire des événements, qu'il faut songer si l'on veut comprendre pourquoi la politique soviétique présente en 1937 une ambiguïté qui ne répond d'ailleurs que trop au tempérament russe.

Je mets en outre, dans mes rapports, l'accent sur les deux points suivants, dont la prise en considération par le Gouvernement français me paraît essentielle à la détermination de sa politique extérieure :

1° La crise intérieure que traverse l'U. R. S. S. est une crise de croissance. Elle est due, pour une large part tout au moins, à l'effort économique, à la vérité gigantesque, que fait son gouvernement pour développer sa puissance militaire. « L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, dis-je en substance, est un pays qui grandit vite. »

2° Pour poser dans toute son ampleur le problème des relations franco-soviétiques, il ne faut pas seulement se demander si l'U. R. S. S. sera ou non avec nous, mais *avec qui elle sera.*

Après comme avant la Révolution, plus encore sans doute, la Russie se défie de l'étranger quel qu'il soit. Mais, placée entre deux voisins également redoutables, elle ne se sent pas assez forte pour pouvoir demeurer isolée. En Europe, la menace allemande commande son attitude et l'oriente vers les démocraties occidentales. Toutefois, elle n'en craint pas moins une brusque volte-face de leur part, de la part de ces États « bourgeois ». Elle est trop bien renseignée pour ne pas savoir qu'à Paris nombreux sont ceux qui auraient aisément payé de l'abandon de l'alliance soviétique un rapprochement avec Hitler, et qu'à Londres une croisade du Führer en U. R. S. S. n'est pas vue partout avec défaveur.

La politique russe a toujours eu plusieurs cordes à son arc; les considérations qui précèdent ne peuvent que l'inciter à continuer ; c'est pourquoi elle se ménage tout de même une échappatoire du côté de l'Allemagne, auprès de qui, au demeurant, l'abandon du Komintern pourrait être aussi une appréciable monnaie d'échange. Je ne suis même pas sûr que, durant toute cette période de ma mission en U. R. S. S., certains contacts occultes aient jamais cessé entre Moscou et Berlin. Oh ! même pas, sans doute, des contacts officieux. Mais des rencontres et des échanges de vue tolérés par le Kremlin entre personnalités russes et allemandes. Il ne faut pas perdre de vue la sympathie avec laquelle les milieux industriels et militaires du Reich n'ont cessé d'envisager un rapprochement germano-soviétique.

Le Russe a la peau blanche et le cœur jaune. C'est ce qui a causé les déconvenues de tant de diplomates et d'observateurs. Vouloir mettre fin à sa défiance instinctive : autant lui demander de changer de tempérament ; mais l'amener à abandonner, à notre endroit, l'ambiguïté de son attitude, à préciser, avec sa position, ses moyens d'action éventuels, cela me paraît pouvoir dépendre, au moins en partie, de nous, de ce que nous saurons faire pour le convaincre de notre adhésion au principe de l'indivisibilité de la guerre et de notre volonté de nous opposer à toute agression d'Hitler.

Telle est la situation vue de Moscou au début de l'année 1937, du moins l'idée que je m'en fais.

***

Et à Paris ? Le correspondant du *Temps*, M. Luciani, qui en revient à cette époque, me dit que l'on verrait assez volon-

tiers, dans les milieux radicaux, offrir à l'U. R. S. S. un accord militaire contre l'abandon du Komintern. Cette information me comble d'aise. Mais ce n'est là qu'une note optimiste perdue dans un concert d'hostilité et de suspicion à l'endroit des Soviets. « On bat froid à l'U. R. S. S., me dit Luciani, surtout depuis l'affaire de Clichy [1]. On confond désordre et communisme, communisme et U. R. S. S. On est de plus en plus excédé de sentir que le parti communiste prend ses consignes à l'étranger. En fait, on s'occupe peu de l'U. R. S. S. depuis le réarmement britannique. »

Toute la question est là. Attache-t-on assez d'importance à l'alliance soviétique pour faire l'effort nécessaire à son fonctionnement ?

En attendant, la question des fournitures militaires n'avance pas, les autres non plus. J'ai été chargé de négocier la reprise des contacts universitaires, l'envoi en U. R. S. S. de pédagogues appelés à former des professeurs soviétiques de langue française, le rétablissement de l'enseignement du russe en France, l'échange de bourses. Mais on ne dépasse guère le stade des gestes de politesse.

Le courrier diplomatique, surtout, m'apporte de sérieux sujets de méditation et de préoccupation. Les documents dont ce courrier me fournit la communication sont pleins des négociations poursuivies entre Paris, Londres, Berlin et Rome pour le rétablissement d'une garantie commune du statut rhénan. Une note allemande retient surtout mon attention. Le principal obstacle à la conclusion d'un nouvel accord, dit-elle en substance, est le pacte franco-soviétique. C'est ce pacte qui a ruiné l'accord conclu à Locarno. La France devra le modifier, en supprimer tout automatisme, si elle désire retrouver les garanties dont elle bénéficiait sur le Rhin. Voilà donc la question nettement posée : une entente avec l'Allemagne d'Hitler ne se fera qu'au prix de l'abandon de l'alliance avec l'U. R. S. S. On veut avoir les mains libres, face à l'Est, à Berlin.

La décision que pourra être amené à prendre le Gouvernement français dans cette affaire sera une des plus graves de l'après-guerre.

Pour ma part, mon rôle se limite naturellement à lui fournir des éléments d'appréciation côté Russie, essentielle-

1. A Clichy, la police a eu fort à faire avec une véritable petite émeute communiste.

ment à l'éclairer dans la mesure du possible sur la valeur militaire du pacte et sur la réaction éventuelle de l'U. R. S. S. en présence d'un abandon plus ou moins déguisé de cet accord. Et aussi, n'en déplaise à M. de Tocqueville, à donner mon avis. Mais on s'explique toujours mieux de vive voix que par correspondance.

Je songe, dès le début de l'année 1937, à faire un premier voyage à Paris, d'autant que je désire y pousser personnellement la question des conversations militaires. Je sais qu'elles sont attendues au Kremlin comme un témoignage de la sincérité de nos intentions et je me dis qu'en améliorant l'atmosphère elles pourront peut-être ranimer un pacte déjà bien malade. Il faut tout de même cesser de se regarder en chiens de faïence, essayer de rompre ce cercle vicieux où l'on est enfermé. L'un ou l'autre doit prendre une initiative ; pourquoi ne serait-ce pas le Gouvernement français ? On prouve le mouvement en marchant.

J'estime, au demeurant, que ces conversations sont nécessaires pour nous permettre de connaître avec quelque exactitude la nature et l'importance d'une participation de l'U. R. S. S. à un conflit éventuel, le pourcentage des forces qu'elle ferait entrer en campagne, les voies par lesquelles elle les porterait sur la ligne de feu. Pour la France limitrophe de l'Allemagne, ces questions ne se posent pas : en cas de guerre, c'est nécessairement la totalité de sa puissance militaire qui sera engagée. Mais pour la Russie, que séparent du Reich les pays Baltes, la Pologne, l'Europe centrale et sud-orientale, qui conserve sur son flanc Est la menace japonaise, elles sont d'importance, ces questions, elles valent d'être soigneusement discutées et mises au point. La France est donc la principale intéressée aux conversations militaires.

Je sais qu'à Paris cette idée rencontre beaucoup de résistance, notamment à l'état-major de l'Armée. « Est-il prudent, dit-on, de se lier militairement à un pays dont on peut craindre qu'il ne cherche à nous pousser dans une guerre préventive ? » Pour ma part, je pense que qui veut la fin veut les moyens et que l'heure d'une politique timorée est dépassée. D'ailleurs, avant d'en arriver à la conclusion d'un accord d'état-major, le chemin est long et peut-être, d'ici là, la situation en U. R. S. S. aura-t-elle suffisamment évolué pour permettre à Staline de nous donner du côté du Komintern des apaisements plus précis.

Aussi longtemps que la situation ne serait pas suffisamment élucidée de ce côté, on pourrait s'en tenir à des conversations permettant de préciser les points en suspens sans se lier par un accord.

Je m'apprêtais à me rendre à Paris quand un accident de ski m'obligea à remettre mon départ, et ce ne fut qu'en avril que je pus venir conférer avec mes chefs.

***

Ma conversation avec le ministre des Affaires étrangères ne m'apporta aucune lumière bien nouvelle. Je me rendis ensuite auprès de M. Léon Blum.

Je devais au président du Conseil de le mettre de vive voix au fait de ce que j'avais pu apprendre durant ces premiers mois de ma mission et des dispositions que je croyais être celles de Staline. Je tenais, en outre, à lui marquer l'importance qui me paraissait s'attacher à l'ouverture de conversations militaires, qu'il avait seul qualité pour ordonner et coordonner.

Le président Blum m'écoute avec sa bienveillance et sa compréhension habituelles. Tout d'abord, à propos de ce que m'a fait dire Staline, il indique qu'il gouverne et entend continuer à gouverner avec les communistes. — Nous sommes en 1937, ne l'oublions pas. — Son visage devient ensuite particulièrement grave et il ajoute : « Vous êtes-vous demandé ce que devrait être l'attitude du Gouvernement français le jour où le chancelier Hitler nous convierait à nous réunir autour d'un tapis vert avec la Grande-Bretagne et l'Italie, et offrirait la conclusion d'une entente à quatre en dehors de l'U. R. S. S., aux dépens du pacte franco-soviétique ? Quelle question angoissante ! » Le président Blum me dit ensuite que des conversations militaires avaient déjà été amorcées, ce que j'ignorais totalement, entre l'état-major et l'attaché militaire soviétique à Paris, mais qu'elles semblaient avoir fait long feu. Il allait en prescrire la reprise. Effectivement, le Quai d'Orsay me remit en grand secret, avant mon départ, un projet de pré-accord militaire fort intéressant, qui porte la date du 15 avril. Je ne devais plus en entendre parler.

Si le président Blum se montra parfaitement conscient de l'importance du facteur soviétique, je dois confesser que je ne trouvais pas la même compréhension ailleurs. Luciani avait

dit vrai. L'affaire de Clichy avait encore accru l'irritation de l'opinion contre l'ingérence étrangère, et on se détournait de l'U. R. S. S. pour regarder vers le réarmement britannique. Cependant, ce réarmement, si satisfaisant qu'il fût, eût dû, en annonçant le conflit, — le conflit impérial anglo-allemand, — suffire à nous donner conscience de l'importance qui s'attachait, pour faire pencher le fléau de la balance du côté de la paix, à maintenir dans notre plateau le poids de l'alliance soviétique.

CHAPITRE III

LA PROPAGANDE

6 NOVEMBRE 1936 : MOSCOU EN FÊTE. || LA REVUE. || LE DÉFILÉ DU PEUPLE. || LES HAUT-PARLEURS : LE FILM EST DOUBLÉ. || LA PROPAGANDE : SON BUT, SES MOYENS. || L'ARMÉE ET LA JEUNESSE : PRÉOCCUPATION ESSENTIELLE DU RÉGIME. || LA CÉLÉBRATION POLITIQUE DU 6 NOVEMBRE.

Nous étions arrivés à Moscou, ma femme et moi, dans l'après-midi du 5 novembre 1936, la veille même de l'anniversaire de la révolution bolchevique. Nos premières impressions avaient été assez fâcheuses ; mais, le soir même, tout change et nous décidons de mettre notre pessimisme sur le compte d'un coq de bruyère antique et faisandé dont le cuisinier du wagon-restaurant avait prétendu nous régaler. Dès la tombée de la nuit, la ville prend un air de fête. L'électricité est prodiguée. Tous les monuments sont illuminés. J'admire de jolis effets de lumière indirecte. C'est un véritable embrasement. Moscou est décidément la ville qui flambe. Quel dommage que nous ne soyons pas arrivés le soir ! Le lendemain, le jour nous ramène à la grise réalité. Les étendards rouges qui drapent les maisons ne parviennent pas à cacher la lèpre des murs, ni les arcs de triomphe la saleté des rues. Ces arcs croulent sous les produits comestibles en carton pâte qui leur servent d'ornements. Des saucisses géantes forment d'agréables festons sur les portiques, autour de fruits et de légumes de toutes sortes aux couleurs alléchantes. Pour que le peuple n'ignore pas à qui il doit, ou plutôt devra, ces richesses gastronomiques, de gigantesques portraits de Staline, toujours doublés de celui de Lénine le grand précurseur, se dressent sur la plupart des édifices publics. On voit le maître de la Russie en pied, en buste, de face et de profil. On le remarque surtout avec, sur les genoux,

une petite fille qui l'enlace de ses bras et qu'il regarde avec tendresse. A n'en pas douter, le dictateur a entendu placer cette nouvelle année bolchevique sous le signe de l'abondance et de la bonté ! Je me félicite intérieurement d'être arrivé en Russie à un moment aussi favorable.

Bien que n'ayant pas encore présenté mes lettres de créance, j'ai reçu des cartes pour assister, dans la tribune diplomatique, à la grande revue du 6 novembre et ma femme et moi nous y rendons, tout emmitouflés de fourrures, car il fait déjà un froid sibérien.

Le défilé a lieu sur l'immense place Rouge, où sont massées les troupes, face au Kremlin. C'est l'ancienne place de Grève, celle où Ivan le Terrible venait éveiller ses sens émoussés au spectacle de tortures inédites. Aujourd'hui, sur l'emplacement des instruments de supplice se dresse, au pied de la citadelle, le mausolée de Lénine, en marbre rouge et noir, d'une assez belle sobriété. Sur le monument une petite terrasse. C'est là que se tient, durant la cérémonie, Staline, entouré des membres du Politburo et de quelques très rares privilégiés.

L'idée, un peu burlesque, de jucher le dictateur sur un tombeau procède toujours du même désir d'associer Staline à Lénine. Ainsi l'armée défilera à la fois devant l'un et devant l'autre, ainsi Staline apparaîtra au peuple comme un prolongement vivant, comme un rejeton du père de la révolution et du communisme, qui gît embaumé, avec sa révolution et son communisme d'ailleurs, à quelques pieds en dessous. Ce souci de lier un homme à l'autre, cet effort de suggestion sur le peuple pour qu'il ne voie pas l'un sans l'autre, me frappent dès mon arrivée et je m'en demande la raison véritable. Je ne devais la connaître que plus tard : en Russie, le communisme — le communisme orthodoxe — était mort avec Lénine. Or il fallait qu'aux yeux du peuple le communisme demeurât et, pour qu'on n'en pût douter, que le chef vivant apparût comme une réincarnation du chef mort.

La tribune diplomatique est à cinquante mètres à peine du tombeau de Lénine. Je puis voir très distinctement tous ceux qui sont dessus. J'ai cependant de la peine, au début, à distinguer Staline. Je n'arrive pas à l'isoler au milieu du groupe mouvant, mais toujours compact, qui l'entoure. Je confie mon embarras et mon étonnement à mes voisins : comment se fait-il que, dans une cérémonie officielle et militaire, Staline, le premier, le seul chef, ne se tienne pas en

avant des autres personnalités du gouvernement. Ils sourient d'un air entendu. Quand je serai initié, je saurai que Staline ne s'expose jamais seul ; toujours, des camarades, membres du gouvernement ou de la Guépéou, sont à côté ou autour de lui pour le couvrir de leur corps. Les mesures prises contre un attentat, toujours redouté, sont extraordinaires. Nos laissez-passer ont été vérifiés minutieusement trois fois sur la partie du parcours que nous avons dû faire à pied pour nous rendre à la revue. Il paraît que tous les immeubles qui bordent la place Rouge sont occupés par la Guépéou et que toutes les pièces qui donnent sur cette place ont été évacuées.

Cependant, quand commencera le défilé, Staline, toujours encadré d'ailleurs, s'avancera sur le devant du mausolée pour être vu de la troupe et pour saluer les drapeaux. Je pourrai alors l'examiner tout à mon aise. Il est de taille moyenne et assez fort ; son visage, encore énergique, barré d'une épaisse moustache tombante, a dû être assez beau, malgré le front bas, mais s'est empâté avec l'âge. Il est grisonnant ; quand il rit, il prend une ressemblance curieuse avec Aristide Briand, sans doute à cause de la moustache et de la façon de déplacer les lèvres. Il y a dans sa mise une affectation marquée de simplicité. Une casquette grise, assez haute, du genre de celle de nos mariniers, une veste à col fermé et un pantalon également gris, des bottes. Le terme d'uniforme implique quelque chose d'ajusté qui ne conviendrait pas. C'est plutôt la tenue d'un garde-chasse avec les boutons en moins, car je n'aperçois pas sur son vêtement le moindre métal ni le moindre ornement. Comme tout le monde, car il n'y a pas de sièges, Staline se tient debout durant la cérémonie. Il ne cesse d'être agité d'une sorte de léger dandinement qui rappelle celui de l'ours, et de fait Staline incarne bien l'ours moscovite. Il en a l'allure à la fois trapue, féline et bonhomme. Il doit être velu et puissant.

Ceux qui l'entourent sont en civil, à l'exception de Yagoda, chef de la Guépéou. Comme à peu près tous portent, à cause du froid, une pelisse et un bonnet fourré, ils ne diffèrent guère à distance d'un groupe de ministres de tout autre pays. En été, leur tenue négligée, volontairement peut-être, leur casquette plate les fait ressembler à des ouvriers plus ou moins endimanchés, à un bureau de syndicat.

On me montre Molotov, président du Conseil des commissaires du Peuple. Il fait plus cossu que les autres, plus bour-

geois. C'est le seul, à ma connaissance, qui porte à la belle saison un chapeau melon et un col blanc glacé.

On me montre aussi Kaganovitch, commissaire à l'Industrie lourde, le meilleur cerveau du gouvernement, paraît-il. C'est le dernier Juif qui reste au Politburo. Staline ne les aime guère. Mais il vit maritalement avec la sœur de Kaganovitch.

Au bas du mausolée, sur le parvis, ont pris place trois maréchaux : Toukatchevsky, Yégorof et Boudienny. Les deux premiers devaient disparaître l'année suivante. Seul manque le quatrième maréchal, Vorochilov, qui est aussi ministre de la Guerre et membre du Politburo. Il apparaît bientôt devant les troupes, monté sur un magnifique étalon noir. Après avoir reçu le salut du général commandant la ville, il descend de cheval et se rend sur le mausolée.

C'est alors la cérémonie émouvante de la prestation du serment. Vorochilov harangue la troupe en des termes devenus sans doute rituels. Il l'interroge et la troupe répond et s'engage : par trois fois monte de cette masse immobile et vivante une clameur d'abord assourdie, puis de plus en plus forte et haute, qui part de la gauche, s'enfle comme une houle et, après avoir atteint son sommet devant le mausolée, redescend vers la droite et va s'éteindre au loin. C'est admirablement orchestré.

Un certain nombre de camarades, successivement introduits sur le mausolée, passent ensuite devant le micro. Une heure et demie d'horloge nous devons subir des discours. On est aussi bavard qu'en d'autres pays dans les milieux politiques soviétiques. Il est indispensable, paraît-il, que les grandes organisations ouvrières viennent, par l'organe de leur délégué, exalter la puissance de l'armée rouge, œuvre du grand camarade Staline. Bien qu'ignorant le russe, au bout d'une heure j'arrive presque à saisir le sens de ce langage tant le nom de Staline revient souvent.

Enfin la revue commence. Elle est magnifique et impressionnante. Au rythme des musiques qui nous font face, sur la place Rouge, les troupes défilent en colonnes profondes, dans un alignement impeccable, à une allure qui, sans être forcée, est assez élastique ; j'ignore si elle a été triée, mais la jeunesse qui passe là est forte et saine. Et il en passe ! Cette revue est, elle aussi, à l'échelle de la grandeur russe.

Pour qui aime les chevaux, la cavalerie qui se présente fait la joie des yeux. Les bêtes sont belles et soignées. Les

Cosaques font sensation. C'est la première fois qu'ils défilent depuis la Révolution. Fiers et indépendants, ils ont longtemps résisté au nouveau régime, mais Staline a su les gagner. Cosaques noirs, cosaques bariolés, du Kouban ou du Don, ils passent, dressés sur leurs étriers, au trot de leurs chevaux fins et nerveux.

L'artillerie me paraît ressembler à toutes les artilleries ; toutefois mon attaché militaire donne des signes de vive satisfaction : il croit avoir aperçu un nouveau transporteur automobile de canons.

Mais voici les corps spéciaux. Un bataillon de femmes, fusil sous le bras, fait une impression assez pénible. Je constate d'ailleurs à la jumelle que ces viragos n'ont de féminin que le nom. Les cohortes de la Guépéou, troupes d'élite, passent comme des blocs ; les hommes semblent soudés les uns aux autres. Je les reverrai à la revue de printemps, le torse nu, la tête découverte, rasée et polie. Je n'oublierai jamais cette vision dantesque. A distance on n'apercevait de leurs traits que les trous noirs des orbites, en sorte qu'ils paraissaient porter des crânes de morts sur leurs épaules vivantes comme s'ils avaient ainsi anticipé sur le sacrifice de leur vie offerte au « Maître ».

Les troupes motorisées, les divisions blindées arrivent enfin : on voit de petits chars passer comme des éclairs ; une grande quantité de chars moyens occupent ensuite la scène ; puis, dans le fracas des moteurs, c'est l'apothéose guerrière : des avions — bombardiers, aigles géants, chasseurs, bourdons minuscules — remplissent l'air par centaines sur nos têtes, tandis que, pareils à des navires cuirassés, passent sur la place Rouge des mastodontes de quatre-vingts tonnes.

La revue proprement dite est terminée. Je ne suis pas assez entendu dans la chose militaire pour apprécier l'intérêt du matériel présenté ; mes conseillers techniques me disent d'ailleurs que l'on n'a pas vu grand-chose de nouveau. J'emporte cependant une opinion d'ensemble favorable et quelques impressions assez nettes. Une impression de masse d'abord. Sans doute il y a eu longue préparation et concentration des troupes. Il n'en demeure pas moins que, pour la région de Moscou, nous avons assisté à une présentation colossale d'hommes et de matériel. On n'a pas lésiné et on n'a pas eu à lésiner. Cela se sent, comme dans un repas copieux on sait que les plats présentés n'épuisent pas les casseroles.

Ensuite, et surtout peut-être, une impression de force. Cette troupe respirait la santé et paraissait en pleine vigueur : des hommes de bonne taille, bien bâtis : fait surtout frappant, tous bien bâtis. Je n'ai pas aperçu un seul gringalet, comme on en voit trop, hélas ! chez nous. Certes, l'importance de la population offre aux autorités militaires un vaste choix. Elles ne pourraient cependant pas présenter d'aussi beaux échantillons s'il n'y avait pas, en U. R. S. S., une belle jeunesse. Je commence à comprendre le sens du tableau représentant Staline avec une petite fille sur les genoux. Le dictateur s'intéresse à la jeunesse, notamment parce qu'il veut de bons soldats.

Un fait m'a d'ailleurs frappé, dans Moscou, dès le premier jour. Seuls les enfants et les soldats ont le teint frais et paraissent en bonne santé. Est-il possible que cette foule déjetée, blafarde et sans regard, que j'ai vue hier dans les rues appartienne à la même population que ces jeunes hommes au regard droit, aux muscles saillants ! Le même étonnement me saisira, plus fortement encore, à la fête du printemps, où la véritable fleur de la jeunesse russe, une fleur éclatante, nous sera présentée. Mais où donc se tient cette magnifique jeunesse sportive, pour qu'on ne l'aperçoive qu'aux jours de fête ? Dans les clubs, sans doute.

Après la revue commence le défilé rituel du peuple de Moscou. Mais Staline s'en désintéresse visiblement ; les dirigeants bolcheviks qui l'entourent l'imitent et causent en tournant le dos à la place Rouge. Cette constatation me donne à réfléchir. Ce qui compte pour Staline, ce n'est pas le peuple, dont il est maître, c'est l'armée. C'est donc que ce qu'il prévoit et redoute ou envisage ce n'est pas une réaction intérieure, mais une action extérieure.

Cependant ce défilé populaire est plein de pittoresque. Il tient à la fois de la mascarade et de la manifestation patriotique, du carnaval et du 14 Juillet. Il y a des drapeaux, toutes sortes de drapeaux, mais aussi de gigantesques pancartes sur lesquelles l'humour soviétique s'est donné libre cours : le fascisme, notamment, s'y réincarne dans des animaux divers, principalement le porc et le serpent. Il y a surtout les portraits des chefs bolcheviks, des membres du Politburo, des portraits gigantesques, fixés sur des perches et portés à bras d'homme. Ils ont remplacé les saintes icônes que promenaient les foules de l'époque tsariste. On voit surtout des

Staline, et en nombre décroissant des Vorochilov, des Kaganovitch, des Molotov, des Kalinine. Un initié m'explique que chacun a son pourcentage fixé en haut lieu et imposé par la Guépéou.

Ce cortège défilera durant des heures et des heures devant le mausolée, où une permanence gouvernementale a été établie. Sa queue serpente à travers la ville, comme un fleuve alimenté çà et là par les affluents qui descendent des faubourgs. Je dois à plusieurs reprises recourir aux bons offices de la police pour les traverser et regagner ma résidence.

***

Mais que disait-on de ce peuple qu'il était triste ? Pas le peuple bolchevik ! La ville est bruyante de musiques et de chansons. Partout où circule le cortège montent des chants patriotiques. On baigne vraiment dans une atmosphère de fête. L'anniversaire de la révolution bolchevique met la capitale en joie. Et cependant, il y a un je ne sais quoi de composé qui me trouble. Il me semble que les foules du 14 Juillet ne s'extériorisent pas de la même façon. Durant un arrêt forcé, je suis des yeux le déroulement du cortège. Tous ces gens-là n'ont décidément pas l'air gai ; ils vont comme un troupeau et pour des gens qui chantent ils remuent bien peu la bouche. J'ai enfin compris. Ce sont les haut-parleurs qui chantent. Tout ce bruit, cette joie, cette vie sont créés artificiellement par des haut-parleurs. Il y en a partout, me dit-on, au-dessus des rues, sur les maisons. Le film est doublé ! Cette mise en scène n'est évidemment pas faite pour l'étranger. Alors, est-ce pour donner au peuple une illusion ? L'illusion du bonheur, comme les expositions de saucisses en carton celle de la prospérité ? Pas exactement.

Ce n'est que peu à peu, au cours de mes promenades et de mes lectures, que je saisirai la pensée profonde du régime. Bonheur, prospérité, le peuple russe sait bien qu'il ne les a pas. Mais il s'agit de le convaincre qu'il les aura un jour, s'il fait une confiance aveugle à son chef, s'il croit en lui comme on croit en Dieu, avec la foi du charbonnier. Il s'agit, en utilisant à la fois la mystique révolutionnaire et le péril extérieur, de créer chez ce peuple une sorte d'hypnose, de l'enfermer dans un automatisme qui l'amène à supporter, à aimer les sacrifices, les privations, que son maître estime nécessaires

pour lui faire atteindre le degré de puissance qui lui permettra de résister à l'agression extérieure et, qui sait, de remplir peut-être un jour sa mission slave dans le monde.

Les haut-parleurs ne travaillent pas seulement les jours de fête. Chaque jour l'air vibre aux oreilles du passant suivant un programme soigneusement établi. Les mérites de Staline sont le leitmotiv ; il faut l'aimer et le suivre aveuglément parce qu'il est le cœur, le cerveau, l'œil de la nation ; des airs guerriers chantent, aussi, fréquemment la gloire de l'armée rouge ; l'accompagnement dit en sourdine les bienfaits du communisme : grâce au grand camarade Staline, au père et au bienfaiteur du peuple, l'armée rouge devient chaque jour plus puissante pour défendre la patrie socialiste contre les entreprises des pays capitalistes, de l'Allemagne et du Japon, notamment, contre l'ennemi extérieur qui guette.

L'école, les conférences, la radio, le théâtre développent à l'envi ce thème ; la presse, le livre et le cinéma aussi, car l'envoûtement ne se fait pas seulement par les oreilles, mais aussi par les yeux. Si on traverse la ville, au fur et à mesure que l'on approche du Kremlin, sur les édifices, sur les terrasses, le portrait de Staline apparaît de plus en plus grand, hallucinant. Sa statue colossale, en pied, les mains dans le revers de la capote, à la manière de Napoléon, a figuré dans le défilé de la place Rouge comme celle d'un dieu antique, de Moloch.

En U. R. S. S., tous les moyens d'atteindre l'homme sont entre les mains du gouvernement et sont mobilisés aux fins de propagande. Chaque jour, chaque heure, le son, l'image disent au Russe ce qu'il doit penser, ce qu'il doit aimer et haïr, ce qu'il doit être. Je lis cette phrase dans un opuscule donné comme bréviaire au peuple : « Le Bolchevik a le bonheur d'avoir en son chef un cerveau qui pense pour lui. » Ainsi chacun devrait limiter son idéal au bon accomplissement de sa tâche quotidienne. Cet idéal c'est celui que réalisent la ruche et la fourmilière : est-ce celui d'une démocratie ? Toute la question est de savoir si, dans l'esprit du maître de la Russie, il s'agit là d'un état définitif, ou seulement d'un stade transitoire rendu nécessaire par les conditions politiques intérieures et extérieures du moment.

Le peuple russe, dans sa grande masse, n'est pas au point d'évolution des nations occidentales. Contrairement aux prévisions de Marx, il a offert au communisme, avec ses

immenses ressources agricoles, avec ses vastes territoires ou *mirs* déjà «communs», un champ d'expérience bien plus favorable que celui des pays surindustrialisés, mais comprendrait-il, apprécierait-il un gouvernement démocratique, à la manière où nous l'entendons, lui pour qui le chef, qu'il s'appelle Staline ou Nicolas, est toujours le «Petit Père», le maître ? La question est peut-être oiseuse, puisque le marxisme exprimé dans la forme soviétique de la dictature du prolétariat est, par définition même, la négation de la démocratie. Et pourtant, qui connaît Staline est tenté d'admettre que bien des choses qui nous semblent impossibles et qui le seraient pour nous, ne le sont pas pour lui. Une seule chose ne lui est pas possible, c'est de vivre au-delà des normes de la vie. Et comme il a soixante-dix ans, il est sans doute exclu qu'il instaure jamais la démocratie en Russie, de même qu'il est exclu qu'il revienne à une politique de révolution mondiale et de communisme intégral.

Pour ma part, je pense, je suis même convaincu, que le système de gouvernement actuel, autocratique et personnel, convient à Staline et qu'il ne songe en aucune manière à le changer. Cependant, ce serait manquer d'objectivité que de méconnaître que, dans les années 1930-1940, le point d'évolution du peuple russe d'une part, la menace croissante de guerre, d'autre part, aient mis Staline dans l'obligation de centraliser le pouvoir entre ses mains et de faire céder les principes aux exigences de l'heure.

A tout prix, il faut que la Russie dispose de ses moyens propres de production et d'une armée fortement outillée quand se produira l'agression allemande ; à tout prix, par conséquent, il faut et développer encore, toujours davantage, l'industrie lourde — c'est-à-dire imposer de nouveaux sacrifices et de nouvelles privations à la population — et obtenir un meilleur rendement des usines — c'est-à-dire revenir partiellement aux méthodes capitalistes en intéressant les cadres et la main-d'œuvre spécialisée à la production en même temps qu'en comprimant au maximum le salaire du manœuvre. Il a fallu aussi détendre un peu la rigidité de la collectivisation agricole, admettre à nouveau les paysans à la jouissance d'une propriété privée limitée pour atténuer au moins leur hostilité et ramener sur le marché les denrées indispensables à la nourriture de l'ouvrier. Tout cela donne beau jeu aux éléments intellectuels et frondeurs

de la population qui, n'étant pas au pouvoir, et n'ayant pas à composer avec les réalités, luttent pour la défense de l'orthodoxie communiste.

La Russie traverse, sous les regards chargés de convoitise de ses voisins allemand et japonais, une crise de croissance : l'étape à franchir est redoutable et peut lui être fatale. Son chef entend, par une discipline de fer, écarter les divergences dissolvantes, par une propagande effrénée maintenir haut les cœurs. Il n'y parvient qu'imparfaitement parce que, à côté de la propagande qui stimule, il y a la terreur qui déprime. Ce sera, en 1941, l'ennemi lui-même, l'Allemand, qui, par l'invasion et aussi par la brutalité de son comportement, en exaltant le patriotisme des Russes, haussera leur cœur jusqu'à l'héroïsme.

Si Staline ne se montre pas disposé à donner au peuple russe les libertés dont se réclame et s'honore chez nous une démocratie, du moins a-t-il tracé des consignes générales qui révèlent un sens aigu de l'intérêt supérieur du pays.

J'assiste, le soir même de la revue, à la cérémonie officielle par laquelle, chaque année, le Gouvernement soviétique commémore l'anniversaire de la révolution bolchevique. Le programme qui suit la partie officielle est entièrement rempli par des exhibitions de la jeunesse et de l'armée. Ce sont d'abord des rondes et des chants d'enfants, ensuite, des danses et des chœurs de l'armée rouge. Par l'image vivante Staline dit au peuple russe : « Le surhomme, le maître et le chef, le *Duc* qui a mission de te conduire et de penser pour toi, songe avant tout à la sécurité de ton pays et à son avenir, il donne tous ses soins à l'armée et à la jeunesse. »

Le gouvernement, au grand complet, est présent sur la scène. Staline, chef réel, et Kalinine, chef apparent du régime, siègent côte à côte au centre. Après les discours du chef du district de Moscou et du président Kalinine, c'est la lecture du palmarès des grands hommes. A tout seigneur tout honneur. Staline est cité en tête et longuement acclamé. Après lui c'est Vorochilov, chef de l'armée, qui est le plus applaudi. Le Komintern recueille à son tour une assez longue ovation avec Dimitrov et Thaelmann. Ainsi on sacrifie encore quelque peu à l'idéologie.

Ces acclamations sont, d'après ce qui m'est expliqué, savamment dosées et reflètent assez exactement la faveur de chacun. Il y aurait là toute une orchestration, réglée par

la Guépéou, qui établirait pour chacun la longueur des applaudissements d'après l'importance de son crédit du jour.

Je note un détail amusant : Staline bat des mains discrètement avec les autres quand son nom est prononcé : il paraît que c'est l'usage et, de fait, chacun des lauréats de ce palmarès en fait autant quand il est nommé.

CHAPITRE IV

LA GUÉPÉOU

SON IMPORTANCE. || SON ORGANISATION. || SES MÉTHODES. || SES MOYENS D'ACTION.

A TOUT seigneur tout honneur. Après la propagande, la Guépéou. Ce sont les deux branches de l'étau soviétique. J'ai commencé ma mission avec la Guépéou, car, bien que mes yeux encore mal exercés ne les aient pas vus, je sais que deux de ses agents étaient dans le train qui m'a emmené vers Moscou : durant les deux années de mon ambassade, de nuit comme de jour, à toutes les minutes qu'a marquées l'horloge, ils ont été près de moi et ne m'ont quitté qu'au moment précis de ce soir de novembre 1938 où j'ai franchi la frontière pour ne plus revenir en Russie.

Du moment que nous voilà en U. R. S. S., il est indispensable et inévitable que nous prenions aussitôt contact avec la Guépéou, car c'est elle qui, avec la propagande, crée essentiellement l'atmosphère que nous allons respirer. Regardons bien : nous la voyons dans l'air russe comme les poussières en suspens dans un rai de soleil. La Guépéou est partout : elle sait tout ce qui se fait et il faut toujours présumer qu'elle entend ce qui se dit. Elle frappe souvent et nul ne sait à l'avance où et sur qui son bras s'abattra.

C'est pourquoi on ne doit pas être loin de la vérité en disant que le Russe pense, plus ou moins consciemment, à elle chaque fois qu'il agit ou qu'il parle. Il pense aussi à elle chaque fois qu'il s'endort, car il ne sait jamais si ce n'est pas elle qui l'éveillera, chaque fois qu'il se lève, car il ne sait jamais s'il ne finira pas la journée en prison.

Le Russe peut être porté à la mélancolie, il peut avoir pas mal d'ennuis domestiques, la vie parle tout de même en lui comme en toute créature humaine et je sais qu'elle peut se

traduire chez lui aussi par de la gaieté et un entrain même endiablé. S'il éprouve et trahit un malaise à peu près permanent, qui finit d'ailleurs par gagner un visiteur tant soit peu réceptif, j'ai la conviction qu'il le doit à cette obsession de la Guépéou.

Comme en ce bas monde le comique et le tragique sont aussi liés que les sœurs siamoises, on plaisante quand même sur la Guépéou en Russie, et, quand on est à la campagne, en terrain bien découvert, on se raconte des petites histoires comme celle-ci : « Un instituteur russe demande à ses élèves le nom de l'auteur d'*Eugène Oniéguine*. Aucun ne peut le donner. Il se plaint à un de ses amis, officier de la Guépéou, du peu de culture de la nouvelle génération. « Ah ! lui répond son « ami, c'est que vous ne savez pas vous y prendre. Laissez-moi « faire. » Peu de jours après il vient voir l'instituteur. Il est triomphant : « Il y en a déjà six qui ont avoué. Ce sont eux « les auteurs. »

G. P. O. U sont les initiales du nom que porte en 1936 la police soviétique : Administration Générale de la Police d'État. Elle s'appellera plus tard N. K. V. D. : Commissariat du Peuple pour l'Intérieur. Elle s'appelait au début de la Révolution : Tcheka.

La Guépéou n'est pas une création du régime bolchevik. Elle a existé de tout temps en Russie : il suffit pour s'en convaincre de lire les *Mémoires* que M. de Custine a publiés en 1839. Sous les tsars, elle s'appelait l'Okrana.

Pourquoi en est-il ainsi en Russie ? Le peuple russe n'est pourtant pas plus agité qu'un autre, plutôt moins. Il a bien une *intelligentzia* frondeuse, mais quelle nation n'en a pas ? Je pense que cela tient essentiellement à ce qu'il a toujours été soumis à un pouvoir autocratique, dictatorial.

Sous un tel régime, le chef, le maître, qu'on l'appelle « Petit Père » ou « Camarade », est inévitablement entouré d'une zone de silence, pis encore, d'une zone déformante que ne traversent guère que l'adulation et la flagornerie; il est isolé de ses sujets; pour savoir ce qu'ils pensent, à moins de faire comme Haroun Al Raschid, ce qui est assez difficile dans un pays quarante fois grand comme la France, il doit s'en remettre à sa police. Ceci doit d'ailleurs être plus vrai pour le passé que pour le présent. Il y a encore, en effet, autour de Staline, quelques fortes têtes, oh ! bien peu, qu'il n'a pas fait tomber parce qu'il les tient pour sûres et qui doivent avoir conservé un certain franc-parler.

Mais, surtout, à l'autre extrémité du régime, il y a des hommes qui sont privés du droit de libre expression. Je connais personnellement le cas d'un Russe qui a été condamné et est mort en déportation pour avoir eu le malheur de dire un jour à mi-voix que s'il y avait moins d'intelligence sous les tsars il y avait plus de pain. Et j'en pourrais citer bien d'autres. Un peuple, quel qu'il soit, fermente comme toute matière vivante. S'il ne peut pas s'exprimer, revendiquer, se plaindre, par la voix de la tribune ou de la presse, s'il n'y a pas, en un mot, de soupape de sûreté, la chaudière doit exploser et c'est la révolution... à moins qu'une soupape artificielle ne soit créée : elle est place Loubyanka à Moscou, dans les caves de la police où des murs épais étouffent le bruit des brownings ; elle est dans les « Loubyanka » de toutes les villes de province, elle est dans les steppes et les glaces de la Sibérie. Et c'est la Guépéou qui la fait fonctionner. Par cette soupape, des millions de Russes sont passés depuis la révolution de 1917.

C'est là la différence essentielle — et elle est de taille — entre les deux polices. Celle des tsars épiait aussi et elle était déjà obsédante, mais elle se bornait à faire tomber une tête, de-ci, de-là : celle de Staline les fauche.

Je crois aussi que la Guépéou est très supérieure à son « ancienne » en quantité et en qualité. En 1936, elle doit comprendre au moins cinq cent mille hommes. Ils sont recrutés, pour la grande majorité, dans les cadres de l'armée, — officiers et sous-officiers, — parmi les meilleurs éléments, les plus sûrs, les plus énergiques et même les plus intelligents. L'armée est littéralement écrémée au bénéfice de la Guépéou.

Des hommes qui disposent de moyens aussi puissants pour une tâche aussi redoutable doivent évidemment être contrôlés : le moyen en usage est le même ici qu'ailleurs : tout « guépéou » est doublé. Un autre « guépéou » l'espionne, qui, à son tour, est espionné. Et le chef de ce formidable et sinistre organisme ? Oh ! pour lui, c'est justice : périodiquement, il disparaît. C'est juste et c'est nécessaire ; quelles idées, en effet, quelles ambitions ne doivent-elles pas germer dans le cerveau d'un homme qui a pouvoir de vie et de mort sur deux cents millions d'hommes. Pendant mon séjour de deux ans en U. R. S. S., la dictature en a consommé deux : Yagoda et Yejov.

Le réseau de la Guépéou est incroyablement serré. Dans chaque ville, dans chaque bourg, chaque îlot de maisons est

sous la surveillance d'un « guépéou ». Celui-ci a dans chaque immeuble un agent auxiliaire qui a lui-même un informateur à chaque étage, quand ce n'est pas à chaque appartement. A travers un filet aux mailles aussi petites, il ne passe guère de poissons.

L'épuration continue, permanente, à laquelle procède la Guépéou, est également méthodique, systématique. Elle opère, successivement, par branche d'activité, et, sur chaque branche, elle coupe tous les rameaux qui ont touché ou avoisiné les rameaux déjà coupés. Je fus chargé, durant ma mission, d'intervenir en faveur d'un ingénieur yougoslave « protégé français » qui travaillait en U. R. S. S. depuis des années et disparut un beau jour. J'envoyai un de mes collaborateurs à son domicile. Il habitait dans un grand immeuble réservé aux ingénieurs. Les scellés avaient été apposés sur la porte de son petit logis. Mon collaborateur constata, avec stupéfaction, que des scellés fermaient également les portes d'un tiers environ des quelque cinquante logements de l'immeuble : la Guépéou épurait à ce moment les cadres de l'industrie.

Son action est secrète et foudroyante. A l'époque où je changeai d'hôtel diplomatique, j'habitai durant quelques semaines dans la maison du conseiller Payart. Elle donnait sur une cour entourée d'autres maisons. Une nuit, je fus réveillé par des bruits de marteau. On eût dit que l'on clouait des caisses. Le lendemain, j'apprenais que la Guépéou était venue enlever une famille. Hommes et femmes avaient été séparés et emmenés en voiture dans des directions différentes. Les enfants étaient restés. Ils erraient le matin dans la cour et, de ma fenêtre, je vis leurs pauvres petits yeux qui cherchaient. Je les recueillis. Vingt-quatre heures après, une femme exhibant des papiers officiels vint les prendre.

Des procédés de la Guépéou, de ses moyens de « persuasion », je sais ce que tout le monde connaît. Suivant la règle que je me suis tracée, je me bornerai à écrire, non pas, heureusement, ce que j'ai vu, mais ce que j'ai entendu.

Le frère d'une personne employée par moi a été arrêté, déporté et finalement gracié. Comme il avait touché de près ou de loin à la politique, la Guépéou rédigea une confession qui lui faisait jouer un rôle, d'ailleurs très secondaire, dans un des « complots » du moment. Longtemps il refusa de signer. Le sommeil lui fut interdit. Dès qu'il s'endormait, il était réveillé et interrogé des heures durant, une lumière

aveuglante dans les yeux. Dans les cellules avoisinant la sienne, des hurlements se faisaient entendre. De temps à autre il était extrait de sa cellule et conduit dans un étroit couloir où le « guépéou » qui le suivait lui faisait légèrement sentir sur la nuque le froid de son browning. Sa sœur, de qui je tiens les indications qui précèdent, m'a affirmé qu'après sa libération il ne pouvait pas apercevoir un policier en uniforme sans tomber. La police n'est douce et tendre en aucun pays. En U. R. S. S., elle ne recule devant aucun moyen pour arriver à ses fins.

Je ne pense pas que, si ces lignes tombaient sous les yeux de Staline, elles dussent l'indigner, ni même le surprendre. Il a dit lui-même que la Guépéou est un organe punitif.

Elle n'est pas que cela d'ailleurs. Elle joue un rôle important dans les transferts de populations. Car on fait les choses en grand, il faut le reconnaître, chez les Bolcheviks. Aux frontières, au Caucase notamment, des populations entières, qui ne paraissaient pas assez sûres, ont été peu à peu déplacées et sont allées peupler d'autres régions jusque-là désertiques. Ce sont des familles de « guépéous » qui les ont remplacées, un peu comme les légionnaires romains, et qui montent la garde.

La Guépéou fournit aussi la main-d'œuvre pénitentiaire.

Ici je ne puis m'empêcher d'abandonner mon calme. Je ne puis pas ne pas stigmatiser les méthodes de recrutement et d'utilisation de cette main-d'œuvre. Je les honnis de toute la révolte de mon être, je dis que c'est une tare, une flétrissure indélébile pour le régime stalinien : le nombre des arrestations et des déportations politiques varie en fonction des besoins de la main-d'œuvre de l'État soviétique. L'aveu est tombé de la bouche même de Yejov, le gnome, chef de la Guépéou, qui a terrorisé la Russie en 1937-1938. Je tiens de la meilleure source ses paroles honteuses : « Les besoins de la main-d'œuvre m'obligent, cette année, à intensifier l'épuration. »

Oui, à la vérité, ainsi a été construit, à travers des pays immenses, à travers des marais et autres régions insalubres, un immense réseau de canaux. Et tu t'en enorgueillis, jeune Komsomol bolchevik ! Quelle terrible empreinte a dû graver sur toi le régime, pour que tu ne préfères pas vivre sur ton ancienne lande que sur ces terres où coule une eau mêlée de tant de sang et de larmes de tes frères.

J'ai vu, une fois, de la fenêtre du train, un camp de main-d'œuvre pénitentiaire. J'en conserverai toujours l'image. A la périphérie, une ceinture de barbelés. Au centre, une tour de garde, un mirador comme on dit là-bas, avec une sentinelle perdue dans une vaste houppelande, d'où émerge une mitrailleuse. Dans le camp, des choses boueuses qui se meuvent : les travailleurs.

Le frère d'un déporté m'a dit quelle était la discipline dans ces camps : une faute, un cri d'impatience ou de désespoir après des journées de souffrances indicibles, avant la chute dans la bête et l'anéantissement total : le coupable est amené sur le front des travailleurs et abattu.

***

Mais nous sommes en U. R. S. S. surtout pour y revoir ce que j'y ai moi-même vu. Alors, allons d'abord à l'ambassade de France, c'est d'ailleurs notre devoir comme ressortissants français.

A l'arrivée, on aperçoit, faisant face à l'hôtel diplomatique, une petite maison insignifiante. Elle a été réquisitionnée par la Guépéou. A l'une des fenêtres donnant sur la rue, nuit et jour, un agent veille. Il note tous ceux qui entrent ou sortent de l'ambassade. Il guette surtout la sortie de l'ambassadeur. Dès que celui-ci apparaît : un signe et ses suiveurs, toujours deux au moins, lui emboîtent le pas ou l'escortent en auto. Dans le Corps diplomatique, nous les appelons nos « anges gardiens ».

Leur compagnie est un peu lancinante au début. Certains diplomates même ne parviennent pas à s'y faire. Un de mes prédécesseurs a failli en perdre l'esprit. Un de mes collègues était en passe de devenir fou furieux quand je quittai l'U. R. S. S. Son idée fixe était « d'avoir leur peau », sa méthode, assez sportive, puisqu'il y risquait la sienne, était d'évoluer en auto, dans les rues de Moscou, à toute allure. Ce fut d'ailleurs un inoffensif piéton qui fit les frais de la tentative.

Pour ma part, je m'habituai sans trop de difficulté à cette inévitable présence. Je savais que toute démarche pour en être dispensé eût été vaine. Depuis un certain attentat contre un consul allemand, le Gouvernement soviétique se montrait résolu à « veiller » sur les ambassadeurs étrangers ; peut-être d'ailleurs moins pour les surveiller que pour savoir qui ils

hantaient. Je songeai même à utiliser mes anges, et j'ai quelque fierté à constater que j'y réussis. Comme, dans les théâtres russes, l'accès de la salle est rigoureusement interdit pendant le jeu, les jours d'opéra, et comme nous arrivions parfois en retard, je faisais passer devant les deux « guépéous » et, sur le vu de leur carte, Sésame, qui fût peut-être restée fermée pour un ministre, s'ouvrait devant nous. Je suis même arrivé à mieux encore. Un jour que, rentrant à Moscou en voiture, je me heurtais à un passage à niveau fermé, j'envoyai mon ange visiter la garde-barrière. Le résultat fut que je passai tandis que celle-ci se tenait sur la voie, un drapeau rouge à la main, prête à arrêter le train qui eût prétendu enfreindre un ordre de la Guépéou.

Je suis heureux de saisir ici l'occasion qui m'est offerte de remercier mes anges de leurs bons services et aussi de leur discrétion, car, lorsqu'il m'est arrivé de me promener avec des dames, ils se sont toujours tenus à distance respectueuse ; heureux aussi de m'excuser auprès d'eux du travail que je leur ai donné à me suivre à pied, en voiture, en ski, à la nage, ainsi que des petites plaisanteries, bien anodines d'ailleurs, que je me suis permises à leurs dépens. Un matin qu'ayant oublié mon chapeau sur la berge de la Moskowa je retournais l'y chercher, mes anges, pensant que j'allais me baigner, se mirent incontinent à l'eau. Ayant retrouvé mon bien, une idée diabolique me vint. Je sautai dans ma voiture : « A Moscou, dis-je à mon chauffeur, et pleins gaz. » Nus, cette fois, entièrement nus, comme de vrais anges, mes suiveurs durent se précipiter à ma poursuite. L'un d'eux se rhabilla en voiture, mais le chauffeur dut attendre d'être arrivé à domicile. J'espère qu'il n'a pas pris mal.

La surveillance de la Guépéou ne s'arrêtait pas au seuil de l'ambassade : seulement l'ange y cédait la place au portier et aux valets russes qui, chaque semaine, faisaient rapport. J'en ai eu la preuve. J'ai dû même me demander si j'étais bien à l'abri des curiosités policières une fois dans ma chambre, le verrou tiré, quand j'ai su que mon collègue japonais avait trouvé un microphone sous son lit. Il s'en était montré d'ailleurs très froissé, estimant qu'il était des propos dont l'intimité devait être respectée.

Voici un exemple de la façon dont la police est faite en U. R. S. S. Le président Herriot raconte que, durant un de ses séjours officiels à Moscou, il s'aperçut un soir de la dispa-

rition de son portefeuille. Il le chercha vainement, bien qu'il fût certain de l'avoir déposé sur sa table de nuit. Très ennuyé, à cause des documents qui s'y trouvaient, il se proposait le lendemain matin de s'adresser aux autorités soviétiques quand l'objet fut retrouvé comme par hasard, à un endroit où il croyait pourtant avoir bien cherché. Durant son voyage de retour, un des personnages soviétiques qui l'escortaient lui indiqua confidentiellement que le portefeuille lui avait été emprunté pendant quelques heures par un correspondant de presse qui, dans un souci d'honnêteté professionnelle sans doute, avait tenu à bien renseigner son journal. Aucun des gestes du curieux n'avait échappé à la Guépéou, pas même dans la toilette où il avait cru pouvoir se cacher pour lire les papiers. Les regards de l'Argus soviétique traversent les cloisons.

J'ai peu de lumières sur le fonctionnement, à l'étranger, des services secrets de renseignements, les chefs de poste étant laissés soigneusement, et avec raison, dans l'ignorance de leur activité. Mais je serais curieux de savoir si celle-ci peut s'exercer en U. R. S. S. En tout cas, pour ne rien laisser au hasard, la Guépéou tient pour suspects et arrête assez souvent ceux qui, de près ou de loin, fréquentent une mission diplomatique ou l'un de ses membres, si légitimes que soient leurs motifs.

La jeune femme qu'avait désignée le commissariat aux Affaires étrangères pour nous donner des leçons de russe, au bout d'un mois n'a pas reparu. La masseuse qui m'avait été également envoyée pour me soigner quand je me cassai la jambe a disparu un beau jour et je n'ai jamais plus retrouvé sa trace.

J'ai su que des Russes, qui étaient venus à la chancellerie de la mission pour obtenir un visa de passeport, ou pour toute autre raison, avaient été arrêtés. Fréquemment mes « vis-à-vis » demandaient leurs papiers aux personnes qui venaient sonner à l'ambassade, parfois ils leur faisaient faire demi-tour et, à la moindre résistance, les arrêtaient. J'ai dû protester, à plusieurs reprises, auprès de Litvinov contre un pareil filtrage.

C'est la disparition de ma masseuse qui m'a le plus ému. Je pense que, si je n'avais pas eu ma mission tant à cœur, j'aurais été jusqu'au bout dans cette affaire. Je l'ai fait d'ailleurs une fois ; je me suis heurté de front à la Guépéou,

et, dussé-je pécher d'orgueil, je ne suis pas peu fier de l'avoir fait plier. Le bureau Véritas avait à Moscou un représentant français que, je ne sais pourquoi, la police soviétique avait à l'œil. Peut-être parce qu'elle avait su qu'il était officier de marine de réserve. Toujours est-il qu'il fut, un jour, discrètement prévenu par « qui de droit » qu'il ferait mieux de quitter de plein gré l'U. R. S. S., sinon il serait reconduit à la frontière. Informé par lui, je demandai à Litvinov des explications. Celui-ci n'était pas au courant, mais me promit de se renseigner. « Il est accusé, me dit-il, d'être un agent de renseignements de votre ministère de la Marine. Il vaut mieux qu'il s'en aille. » Je convoquai mon compatriote. Il m'affirma que c'était faux. Je lui demandai sa parole d'officier. Il me la donna. Alors je décidai de m'asseoir dans la balance. Je retournai au *Narkomindiel.* « Maxime Litvinov, dis-je au ministre, mon compatriote m'a donné sa parole d'officier qu'il n'était pas un agent de renseignements. Je vous prie de considérer que c'est comme si je vous donnais la mienne. » Litvinov me promit de s'entremettre. Quelques jours après, l'intéressé revenait me voir. Il avait reçu l'ordre de partir le lendemain : « Partez, lui conseillai-je, mais arrêtez-vous à la frontière et ne la franchissez que si les gendarmes vous poussent. » Le jour de son départ, j'étais de nouveau chez Litvinov : « Vous vous rappelez, lui dis-je, ce que je vous ai déclaré. Mon compatriote est parti ce matin ; si la police l'oblige à passer la frontière, je prendrai le train suivant et rentrerai aussi en France. » J'eus la chance que le Politburo siégeât ce jour-là. Vingt-quatre heures après, le représentant de Véritas était rentré à Moscou. Il m'a offert un beau tapis. C'est le seul *bakchich* que j'aie jamais accepté. Il est dans mon salon et je le conserve comme un trophée.

Je n'étais pas seul à être suivi à l'ambassade. Tous mes collaborateurs étaient surveillés, et ceux qui n'habitaient pas dans l'immeuble même, surtout ceux qui parlaient russe et résidaient en banlieue, étaient filés. Il est très difficile au début de se rendre compte qu'on est filé en U. R. S. S., car la Guépéou procède avec une technique étonnante. Elle a des relais d'agents et sur un parcours un peu long on est pris successivement en charge par des suiveurs différents.

J'en ai dit, sans doute, assez, pour que l'on voie toute la vie russe se dérouler à l'ombre de la Guépéou.

Voilà pourquoi, arrivés à Niégoroloï, nous avons dû changer

de train, et rouler sur des rails dont l'écartement est plus grand que celui des autres réseaux européens. La Russie a toujours été un pays à ce point hermétique que même les trains, suspects eux aussi, n'y peuvent pénétrer. Dès la frontière, la coupure est faite. Avec quelque candeur, j'ai soulevé cette question, à Moscou, peu de temps après mon arrivée, à la demande de la Compagnie des Wagons-Lits qui s'offrait, pour épargner à sa clientèle les ennuis d'un transbordement, à utiliser des wagons à essieux extensibles. On m'a donné à comprendre, immédiatement, que je ferais mieux de m'occuper d'autre chose, si je ne voulais pas perdre mon temps.

***

Celui qui quitte l'U. R. S. S. après y avoir longtemps séjourné parle encore quelques mois en chuchotant. S'il est Russe, il a bien raison de se méfier, car l'œil de la Guépéou le regarde encore. A commencer par les diplomates. Certaines confidences m'ont amené à penser qu'avant la guerre, à Paris, l'ambassadeur des Soviets était surveillé par son portier. Quant à moi, quelques mots échappés à l'un de mes interlocuteurs, un je ne sais quoi de douteux dans le cachetage des enveloppes, m'indiquèrent que la correspondance privée qui m'arrivait par la poste était lue. Je m'en préoccupai à mon premier séjour à Paris et une rapide enquête permit de constater que la correspondance dirigée sur la Russie par l'entremise du Quai d'Orsay était toujours mise à la même boîte aux lettres. Sans doute, un des facteurs qui la levait était-il au service des Soviets.

Un autre indice assez singulier pourrait en dire long sur les ramifications de la Guépéou en France. Durant la drôle de guerre, je fus amené à m'occuper du départ d'un représentant des Soviets en France qui avait manqué à son devoir professionnel en envoyant à Moscou, en clair, un télégramme où il prenait à partie le Gouvernement français. Je fus à cette occasion en relation avec un inspecteur de police qui me fit le récit suivant ; je le rapporte sans commentaires et en en laissant à son auteur la responsabilité. « Il y a quelques années, j'eus l'occasion de travailler sur une affaire avec un inspecteur de la Guépéou venu à cet effet à Paris. Un jour, en ma présence, il reçut un télégramme. Il devint pâle en le lisant. « Je suis rappelé à Moscou, me dit-il, et je suis payé

« pour savoir lire entre les lignes. Si je rentre, je suis perdu. » Je lui conseillai alors de ne pas rentrer. Il me répondit qu'il serait atteint à Paris comme à Moscou. Je lui offris de le prendre sous ma garde. Après avoir réfléchi, il se décida à accepter ma protection jusqu'au jour de son départ pour les États-Unis. Il resta chez moi et j'eus la précaution de l'accompagner au Havre. Au moment de s'embarquer, il me dit : « Vous m'avez sans doute sauvé la vie. Je vous dois, en retour, « une confidence. Vous avez chez vous, en haut de l'échelle, « un homme qui appartient aux Soviets. »

Il m'a été raconté que l'*Intelligence Service*, qui était autrefois le plus puissant service secret de renseignements du monde et dont j'ai pu moi-même admirer l'organisation et l'efficacité en Orient, poussait la prévoyance et l'habileté jusqu'à s'assurer à l'étranger le concours de jeunes gens qu'il n'employait que plus tard, lorsque, parvenus à l'âge mûr, ils étaient en place et parfois en haute place. Les Soviets n'ont pas besoin de s'y prendre de si loin. Partout, dans le monde, il y a, en bonne place aussi, des hommes que leur zèle communiste aveugle au point de leur faire trahir leurs devoirs les plus sacrés.

CHAPITRE V

STALINE, LE TSAR ROUGE

L'HOMME. || SON ASCENSION. || SON ŒUVRE POLITIQUE. || LE TOURNANT DE THERMIDOR.

J'AI eu en somme plus de chance, à mon arrivée en Russie, que le fameux Anglais qui, en débarquant à Calais, crut voir sur la première Française qu'il aperçut le reflet roux de toute une population féminine.

Pour ma part, il m'a semblé apercevoir dans les deux premières silhouettes qui se sont dessinées devant moi la tournure de tout un pays et je crois bien avoir été plus près de la vérité que mon voisin d'outre-Manche. J'ai nommé, n'est-ce pas, la propagande et la Guépéou.

Il faut avouer que, pour un Occidental, l'une et l'autre ont assez mauvaise allure. Mais nous sommes en Russie, très loin de Paris, très loin en Orient, plus près de l'Extrême-Orient que de l'Occident, dans un pays où, comme nous le verrons, une longue et douloureuse histoire et leur tempérament même portent les habitants à s'incliner devant la force et devant l'icône.

En fait, que cela leur plaise ou non, les deux piliers du régime actuels sont la propagande et la Guépéou : la première gagne le plus de Russes possible à Staline, la deuxième s'occupe des autres quand il en reste et un peu aussi des premiers. C'est pourquoi nous avons pénétré en U. R. S. S. entre les chapitres qui précèdent. Il y a peut-être aussi là quelque malice. Guépéou et propagande vont en effet me permettre de plaider les circonstances atténuantes quand on me reprochera, ce qui ne saurait tarder, d'avoir vu peu de choses de la Russie des Soviets, ou de parler de Staline avec une certaine admiration.

J'en parle d'ailleurs tout de suite, car aussitôt sur le sol russe, c'est lui que je vois partout. Je n'ai pas sous les yeux

ma correspondance diplomatique de Moscou, mais je sais bien que, si mon aïeul, qui manqua d'être exilé en 1851, la lisait, il me regarderait d'une façon qui me ferait rougir jusqu'à la racine des cheveux.

Eh oui ! j'y fais l'éloge de Staline et Staline est un tyran. Mais c'est un grand tyran. Quand un diplomate se trouve brusquement en présence d'un spécimen humain qui offre une incarnation à peu près parfaite de l'homme d'État conçu par Machiavel, il est tout de même excusable d'oublier un peu son aïeul. On dit que Staline a chaussé les bottes de Pierre le Grand. Ses bottes sont en effet du même cuir, mais il n'est pas sûr qu'elles n'aient pas une pointure en dessus.

Quand, à la mort de Lénine, en 1924, Staline a pris la Russie en main, la misère y était telle que les moineaux eux-mêmes avaient fui Moscou. Imagine-t-on l'importance du rétablissement qu'il a dû faire pour porter son pays au degré de puissance où l'ont trouvé les Allemands, lorsque, dix-huit ans plus tard, leurs légions partout victorieuses se sont fait clouer sur Stalingrad par les baïonnettes russes ? Conçoit-on ce qu'il a fallu à cet homme d'intelligence, de ruse, de volonté, de réalisme, surtout pour renverser le sens donné par Lénine à la révolution soviétique en la mettant, non plus au service du monde, mais de la Russie seule ; pour conserver, malgré ce tête-à-queue, la foi de la jeunesse soviétique et pour accomplir avec elle ce treizième travail d'Hercule qui a consisté à porter sur l'Oural, à l'abri de l'agression qu'il avait prévue, toute une partie d'une industrie lourde quintuplée ? Oh ! certes, pour mettre son pays en état de résister, puis de vaincre, il a employé ou toléré bien des moyens qui ne sont pas beaux. Que de sang et de larmes dans la pâte qu'il a pétrie de ses mains puissantes et expertes, et qu'il a fait lever. L'horreur de l'épuration systématique et permanente, des transferts de population, du recrutement de la main-d'œuvre par la prison politique !

Staline n'est pas beau, il est grand. On peut ne pas le saluer. Mais il vaut qu'on s'arrête et qu'on contemple.

***

Joseph Vissarionovitch Djougachvili a bien choisi son pseudonyme de Staline[1]. Il a la flexibilité et la résistance de

1. *Stal* en russe signifie acier.

la lame d'acier, le tranchant aussi. Il est souple et prudent, mais énergique et tenace.

Géorgien, né au Caucase, point de soudure de deux continents, il est subtil comme un Asiatique et pratique comme un Européen ; mais il est plus Asiatique qu'Européen. Pour arriver à ses fins, il ne s'embarrasse pas de scrupules et, sans doute, la qualité des moyens lui importe peu. Il est cynique et cruel, mais il n'est pas sûr que ces mots aient pour un Oriental le même sens péjoratif que pour un Occidental. Cynique et cruel, il l'est certainement par raison d'État ; l'est-il aussi par tempérament ? Je l'ignore. Il a en tout cas le mépris de la vie humaine autant qu'aucun dictateur a jamais pu l'avoir et aussi celui de l'individu : en quoi il est resté bon communiste.

On sait au fond peu de choses de lui. Il mène une vie très simple, très retirée ; on ne lui prête pas de vices et il ne semble pas avoir d'autre passion que celle du pouvoir. Il n'a pas d'amis. Depuis qu'il a été trompé par l'un d'eux, qui l'a fait arrêter, il se défie de chacun. On prétend, en 1936, qu'il ne couche pas souvent dans le même lit tant il craint pour sa vie. Il lui arriverait même de décharger son browning dans les rideaux, s'il faut en croire un de ses proches. Quand Staline sort du Kremlin, sa voiture est toujours dans un train d'autres voitures toutes semblables et blindées. Il ne sort guère que pour aller à sa *datcha* [1], située à quelque vingt kilomètres de Moscou et autour de laquelle règne, ai-je besoin de le dire, une large zone de silence peuplée de regards.

Il a une grande puissance de travail et doit, bien entendu, travailler énormément pour veiller personnellement à tout comme il le fait.

***

Il est d'évidence que son passé de révolutionnaire militant a beaucoup servi Staline et lui sert encore pour réaliser et parachever son œuvre.

Il lui fallait d'abord monter, car il n'était pas né tsar, comme Pierre, mais savetier. Il a fait son ascension d'abord, il s'est assuré le pouvoir absolu ensuite, par le Parti commu-

1. La *datcha* est la maison de campagne des Russes. On dit à Moscou que certains dirigeants bolcheviks, notamment M. Molotov, ont des datchas luxueusement aménagées, où ils disposent d'un personnel nombreux et donnent des réceptions fastueuses. Je n'ai connu, pour ma part, que celle de Litvinov, qui était confortable et jolie, mais où l'on était reçu très simplement.

niste, qui avait lui-même coiffé la Révolution de 1917, s'était institué « parti unique » et était détenteur de tous les emplois de l'administration civile et de la plupart des hauts postes militaires. Nommé secrétaire général du Parti, — ce fut longtemps son seul titre, — Staline a su coiffer celui-ci à son tour, en plaçant peu à peu sous son influence, puis sous son contrôle, les deux comités directeurs : celui qui donne les consignes et celui qui pourvoit aux postes.

Durant les premières années de son pouvoir réel, il est demeuré humble, s'affirmant le modeste serviteur de ses commettants. Puis, peu à peu, à mesure qu'il a eu les commandes mieux en main, il s'est dressé et a dominé en maître absolu. L'a-t-il fait par goût personnel du pouvoir, ou parce qu'il estimait l'unité de commandement indispensable au salut de la Russie ? L'un et l'autre sans doute ; d'ailleurs, chez les dictateurs de classe, l'un va-t-il jamais sans l'autre ?

Une œuvre porte nécessairement la marque de son auteur. Celle de Staline plus que toute autre.

N'étant ni un tribun, comme Lénine, ni même un orateur, il n'aurait pas pu marcher exactement sur les traces de son prédécesseur, même s'il l'avait voulu, ce qui n'est pas le cas. Il est, lui, essentiellement manœuvrier. C'est dans les coulisses qu'il agit et, là, il est sans égal. Il tient et tire toutes les ficelles, non seulement celles du rideau et des décors, mais aussi celles des marionnettes qu'il fait évoluer sur la scène russe ou internationale. De ce fait, il a été naturellement porté à étendre au maximum le rôle et le pouvoir de l'administration d'État et à réduire à une façade tout l'édifice de la représentation populaire, étant bien entendu que les emplois importants sont tenus par des hommes à lui.

Mais ce serait singulièrement diminuer l'œuvre que de la présenter comme uniquement déterminée par les possibilités et le tempérament de Staline. Il me semble que le devoir d'une critique loyale est de reconnaître que c'est aussi par raison d'État qu'il a agi, qu'il a en partie rompu avec la politique de Lénine, qu'il a en partie renoué avec la Russie des tsars.

Lénine avait jeté les bases d'une Russie socialiste sous la férule d'un parti unique et jusque-là Staline l'a suivi, parce qu'il n'a pas renié son passé révolutionnaire et parce que le parti unique est la colonne au sommet de laquelle il domine.

Mais Lénine avait prôné la révolution universelle pour

l'avènement, par une construction horizontale, d'une classe unique ; il avait annoncé l'élimination progressive de l'État, de l'administration, de l'armée, de la loi même au fur et à mesure de la suppression des classes, il avait préconisé l'égalité pour tous du travail et de la rémunération. Sur tous ces points, pourtant essentiels, de la doctrine marxiste, Staline a rompu avec son prédécesseur. On verra plus loin comment il procède dans le domaine économique. Sur le plan politique, il a adopté la formule de la construction verticale et admis la possibilité de cohabitation en ce bas monde d'États capitalistes et d'États socialistes; par ailleurs, il a renforcé l'État au point que l'on sait, étendu l'administration d'État à un point que l'on ignore, créé la plus forte armée d'Europe et imposé « sa loi » à tous les Russes.

Staline, le réaliste intégral, a corrigé la doctrine de Lénine, l'utopiste à prétentions réalistes, dans le sens qu'indiquaient l'évolution de l'histoire russe et le salut de la Russie. Singulièrement, il a prévu l'agression allemande et fait en sorte que la Russie y résiste victorieusement. Ce faisant, il est de ceux dont je parlais au début de cet ouvrage, qui ont travaillé avec une vision exacte de l'avenir et que l'historien peut compter sur les doigts.

Je ne pense pas qu'il soit exact de prétendre que, si Lénine avait conservé vie et pouvoir, aucun effort sérieux n'aurait été fait pour armer l'U. R. S. S. Trotsky, principal collaborateur de Lénine et comme lui apôtre de la révolution mondiale, était, à la vérité, un bon commissaire à la guerre. Mais on aurait beaucoup parlé et nécessairement moins agi ; le temps passé à produire des arguments n'aurait pas été employé à forger des armes. On peut imaginer où aurait conduit la poursuite de la révolution mondiale : on l'a vu en Espagne ; on peut prévoir surtout que, lorsque serait venu 1941, ou plus tôt sans doute, le bocal irisé se serait brisé sur les blindés allemands.

Pour assurer dans ses mains toutes les rênes du gouvernement, pour orienter vers la défense de la patrie menacée toutes les énergies de la nation et notamment celles qu'a dégagées la Révolution, Staline l'opportuniste ne s'est pas borné à se séparer de l'orthodoxie communiste, il a aussi renoué avec le passé.

Dans l'ordre social, il a remis en honneur un certain nombre d'idées que son prédécesseur avait foulées aux pieds. L'idée de

patrie : en 1937, déjà, la presse, le film commencent à évoquer, à redresser les héros de l'histoire russe. L'idée de famille : le mariage est favorisé, le divorce entravé. L'idée d'épargne : une classe bourgeoise issue du monde des hauts fonctionnaires apparaît peu à peu. Ce n'est pas l'un de nos moindres étonnements que d'assister, en 1937 et 1938, à tout ce refleurissement du passé dans la bourrasque révolutionnaire qui au même moment fait rage.

Dans l'ordre politique, rien n'est plus aisé pour Staline, ni plus indiqué pour atteindre ses buts, que de renouer avec le passé. Il lui suffit d'exercer le pouvoir absolu, illimité des tsars. Une longue tradition, une douloureuse histoire, un tempérament que je chercherai plus loin à pénétrer y ont prédisposé les Russes et une révolution ne suffit pas pour extirper d'aussi profondes racines.

Un souvenir historique pour illustrer ce récit. Ivan le Terrible est un tsar de Russie qui semble avoir fait tout ce qu'il fallait pour mériter son surnom. Il paraît bien avoir établi des records de sadisme et de cruauté. N'alla-t-il pas, dit-on, jusqu'à faire lâcher, nues par les rues de la ville, au milieu de la soldatesque, les filles des meilleures familles de Moscou ? Quand il eut vidé la coupe des jouissances que le pouvoir absolu pouvait lui offrir, quand ses sens furent émoussés et qu'il eut trop mal aux nerfs, il se retira dans un couvent qu'il avait d'ailleurs eu soin de faire, au préalable, confortablement aménager à tous égards. Privé de son chef, le pays fut comme un corps sans tête, et les boyards qu'Ivan avait tant maltraités vinrent le supplier de se remettre sur leurs épaules. Ivan les fit attendre des jours dans la neige. Enfin, il les reçut et leur tint à peu près ce langage : « Je vous ai quittés parce que je n'attendais plus rien de vous. J'ai cependant peut-être eu tort de douter des ressources de mon imagination. Sachez que, si je reviens, je serai plus cruel encore, je saurai inventer des tortures insoupçonnables. — Seigneur, lui répondirent les boyards, fais selon tes désirs, mais reviens. »

Si certains moyens utilisés par Staline nous inspirent tout autant d'horreur que ceux d'Ivan, du moins puis-je dire à sa décharge qu'à ma connaissance il ne les employa, comme Pierre, que par raison d'État. On ne sera, en tout cas, pas surpris que je ne mentionne dès lors que pour mémoire l'existence en U. R. S. S. d'un pouvoir législatif et d'une assemblée

élue au suffrage universel direct. Le Parti communiste, le Comité central, le Politburo, Staline : voilà, derrière la façade de carton, la pyramide en bonne pierre du Caucase. Il y a pourtant une nouvelle constitution depuis 1936 et des élections où le candidat unique est choisi par les électeurs et n'est pas nécessairement un communiste ; il peut être ce que la terminologie bolchevique appelle un « sans parti ».

Voici une anecdote qui permettra d'apprécier. Elle a été vécue par un des attachés techniques de l'ambassade qui parle russe et s'intéresse particulièrement à la vie publique soviétique. Il assistait un soir, à Moscou, à une réunion pour la désignation du candidat de la circonscription aux élections législatives. Sur l'estrade paraît le candidat escorté d'un délégué du comité Central du Parti, qui le présente aussitôt et dit en substance : « Camarades, le camarade qui s'offre à votre choix présente toutes les qualités souhaitables. Il donne aussi toutes les garanties. C'est notre grand camarade Staline (*longs applaudissements*) qui, dans son immense sollicitude pour nous, vous l'a choisi (*nouveaux applaudissements*). Camarades, vous allez maintenant vous prononcer librement sur son choix. » A ce moment, non loin de mon collaborateur une femme se lève : « Camarade, dit-elle, je ne mets pas en doute que le candidat ait toutes les qualités que tu as énumérées. Mais je voudrais lui poser quelques questions. » Le camarade de l'estrade la regarde, effaré. A ce moment, derrière elle, un bras s'avance et la touche. Elle se retourne : « Camarade, lui dit son voisin, il se fait tard ; il est inutile de prolonger cette séance. Mais il est tout naturel que tu désires être renseignée. Après la réunion, tu viendras avec nous au bureau et nous te donnerons toutes indications utiles. » A la sortie, escortée par deux de ses voisins, l'indiscrète s'achemina vers la Loubyanka, siège de la Guépéou. Mon collaborateur, qui l'avait suivie, eut beau, une heure durant, faire les cent pas, il ne la vit pas ressortir.

Il est possible que lorsque Staline a élaboré la constitution de 1936 il ait été sincère et qu'ensuite le mécontentement populaire croissant causé par les privations, d'une part, la tendance frondeuse de la classe aisée renaissante, tendance qui venait doubler à droite celle de l'Intelligentzia, d'autre part, aient amené Staline à penser qu'il était prématuré de desserrer l'étau. Je l'ignore et l'âge du dictateur, comme la situation politique générale donnent à craindre qu'il ne tra-

duise jamais cette intention dans les faits, si tant est qu'il l'ait jamais eue.

En tout cas, en 1937, un fait est là : la liberté n'existe sous aucune forme en U. R. S. S. Le mot est ici vide de sens plus encore que ne pourrait l'indiquer une observation superficielle. La liberté n'y est pas absente seulement des actes et des paroles. Elle tend aussi à l'être de la pensée. La propagande, en effet, suggère et réussit, par un phénomène d'inhibition, à imposer à beaucoup les slogans du régime. Faite avec le sens qu'a le Russe du décor et de la mise en scène, elle est hallucinante. Elle vous pénètre par les yeux, par les oreilles et si, pour n'en être pas imprégné, on la vomit, c'est dans les locaux de la Guépéou.

Ce ne sont là, après tout, que méthodes tsaristes, modernisées, industrialisées. Mais ce qui fait l'originalité de l'œuvre, c'est que Staline a su, tout en renouant avec le passé, tout en rompant avec Lénine, utiliser à plein les forces vives dégagées par la Révolution. En entretenant dans la mystique révolutionnaire toute cette jeunesse ardente et studieuse qu'ont fait lever les ferments nouveaux, en lui donnant, avec la pratique de « l'autocritique », l'illusion de la liberté, il a su la garder à sa dévotion, la détourner de la folle aventure rêvée par Lénine et l'orienter vers l'édification de la plus grande Russie.

Même parvenu au faîte du pouvoir, Staline a eu encore à compter avec beaucoup d'éléments assez disparates, assez opposés : à sa droite, une masse paysanne retombée dans la passivité après l'effervescence de 1917, en somme assez rétive, une bourgeoisie renaissante et plutôt hostile ; à sa gauche surtout, tous les chevronnés de la Révolution, les vieux Bolcheviks, les propres compagnons de la première heure de Lénine et de lui-même, dont la conscience révolutionnaire vibre à la voix de Trotsky, qui, de l'étranger, où il est exilé, les appelle à la révolte. C'est tout cela qui explique l'allure sinueuse, d'aucuns diraient tortueuse, de sa ligne ascendante, allant tantôt à droite, tantôt à gauche, et même parfois se scindant pour aller des deux côtés, mais toujours orientée vers la puissance et par conséquent la grandeur de la Russie.

Il faut en général se méfier des comparaisons qui frappent et sont inexactes. Il en est pourtant une par laquelle on se laisserait volontiers tenter : Staline rappelle Robespierre, un Robespierre asiatique, bien entendu. Entre eux une différence

qu'il faut dire aussitôt parce qu'elle compte : Staline a su garder sa tête sur ses épaules, Robespierre l'a perdue. Mais si celui-ci n'avait pas été guillotiné, il est bien possible qu'il eût, comme Staline, fait son Thermidor lui-même. Le Russe a peut-être eu plus de chance que le Français ; il a été probablement plus habile et, aussi, il a eu affaire à un peuple aux réactions moins vives. Il n'a d'ailleurs pas été sans courir des dangers et il semble bien qu'en 1933, lorsqu'il a risqué la collectivisation des campagnes, il soit passé au bord du précipice. Sa chance, sa tête froide, sa souplesse féline lui ont évité d'y tomber.

C'est ainsi que la révolution, depuis l'émeute qui la commence et les désordres qui la prolongent, jusqu'à l'ordre nouveau qui la clôture toujours vers l'avant, la révolution s'est faite en Russie avec Staline, alors qu'en France, après Robespierre, nous avons eu Barras, Napoléon et Louis XVIII.

A la fin de 1936, quand j'arrive à Moscou, Staline est solidement installé au faîte du pouvoir. Désormais, sûr du Parti, dont la tête est modelée de ses mains, qui est d'ailleurs perpétuellement aéré, épuré et renouvelé par le bas, sûr des jeunes, des *Komsomols* qui ont « levé » dans le moule stalinien, qui ignorent tout de l'étranger et beaucoup aussi du vrai Lénine, Staline accepte de paraître aux yeux du peuple russe comme le maître. Installé sur le piédestal qu'il s'est dressé, il s'offre à l'adoration de ses sujets. Il connaît leur mysticisme, leur amour des icônes, leur goût de s'anéantir en un être supérieur, terrible et tout-puissant. Il y satisfait.

Il ne lui reste qu'à briser les oppositions qui se manifestent encore, quoique assez faiblement, à droite et surtout à gauche, à éliminer les récalcitrants et, en premier lieu, « les vieux Bolcheviks ». Il les écrase comme un paysan écrase la vermine sur sa terre.

CHAPITRE VI

STALINE ET L'OPPOSITION. LA GRANDE PURGE

LE COMPLOT DES GÉNÉRAUX. || TERREUR THERMIDORIENNE. || LES PROCÈS. || LES INCULPÉS. || LES CHEFS D'ACCUSATION. || DES AVEUX, MAIS PAS DE PREUVES. || LA TORTURE, MOYEN DE JUSTICE.

J'AI de la répugnance à écrire sur ces fameux procès qui ont déjà fait couler tant d'encre. Il est désagréable de sentir que l'on fait mal une chose et c'est là un sujet que je crains de mal traiter parce que je ne le conçois pas bien.

J'ai lu pas mal d'ouvrages sur la matière, dont certains pourtant ont été écrits par des hommes qui ont approché les Soviets de très près ; aucun ne m'a vraiment satisfait. La raison en est peut-être qu'il s'agit d'une matière inconnue de l'Occident, d'un sujet pour ainsi dire impensable parce que animé par une mentalité trop éloignée de la nôtre. Mais surtout, franchement, il me répugne de toucher, même sans la remuer, à une pareille fange.

J'y suis contraint, cependant, d'abord parce que deux sur trois de ces procès se sont déroulés durant mon séjour, que j'en ai suivi personnellement, de mes yeux, tout le cours, ensuite parce que l'opération politique dont ils ont été le centre et qui a, à peu près, coïncidé avec les deux années de mon séjour en U. R. S. S., a eu des répercussions sur le plan international.

Pour comprendre, à tout le moins, comment sont venus ces procès, c'est cette opération politique qu'il faut tout d'abord examiner. On l'appelle en général la purge, la grande purge des années 1937 et 1938. Le mot fait assez image puisqu'il s'agit, pour Staline, de débarrasser l'organisme russe de tous les bacilles qui l'intoxiquent. Les Soviets l'ont dénommée, évidemment, « épuration ». Pour poursuivre la comparaison,

un peu risquée d'ailleurs, avec la Révolution française, je l'appellerai volontiers la réaction thermidorienne puisqu'elle a accompagné le Thermidor russe et a été menée par Staline pour les besoins de sa politique.

Quand on a compris combien Staline avait rompu avec la politique léninienne, on conçoit sans difficulté qu'il ait trouvé sur son chemin non seulement les membres de l'opposition de droite, mais aussi et surtout la plupart de ceux qui s'étaient levés et avaient marché au combat sous la bannière de Lénine. Après avoir longtemps composé avec eux, Staline a livré les vieux Bolcheviks à la Guépéou le jour où il s'est senti assez fort pour les abattre. La route est devenue un ruisseau de sang, mais elle a été libre et bien libre.

L'opération n'a pas été fragmentaire, heurtée, brouillonne comme en France, elle a été totale, il n'est rien resté sur le chemin, à part le sang. Elle n'a pas été faite à chaud non plus, mais de sang-froid, à tête reposée, de manière que pas un cerveau susceptible de critiquer, pas un bras capable de frapper ne soient épargnés. Comme on l'a dit, si un tsariste ou un *koulak* avait dressé la liste de ceux que, par esprit de vengeance, il aurait voulu voir mourir, il n'aurait pu la faire plus complète.

Tous les hommes qui figurent au palmarès de la révolution de 1917, tous les membres fondateurs du Politburo, sauf Staline, deux tiers des membres du Comité central du Parti communiste ont disparu.

Des généraux aussi ont été frappés. En 1937, le maréchal Toukatchevsky, le plus brillant commandant de l'armée rouge, et sept généraux dont Ouborevitch et Yakir, signalés par nos attachés militaires comme les plus remarquables de l'armée soviétique, sont jugés secrètement et exécutés. En 1938, disparaissent ceux-là mêmes qui ont jugé les précédents, notamment deux maréchaux : Blücher, commandant l'armée d'Extrême-Orient et Yégorov, chef de l'état-major général.

Ce complot des généraux est une affaire assez trouble qui ne sera sans doute pas tirée au clair de si tôt. Voici, pour ma part, ce que j'en ai su. Peu après l'arrestation de Toukatchevsky, le ministre de Lithuanie, qui était lié avec plusieurs des dirigeants bolcheviks, me dit que le maréchal, irrité des entraves qu'apportait le Parti communiste au développement de la puissance militaire russe, surtout à une bonne organisation de l'armée, avait effectivement pris la tête d'un mou-

vement qui visait à juguler le Parti et à instituer une dictature militaire, tout en maintenant Staline au pouvoir et en conservant le régime social instauré par la Révolution. J'interrogeai moi-même à ce sujet Potemkine, commissaire adjoint aux Affaires étrangères, et le pressai de me dire ce qu'il en était exactement, soulignant combien il importait que la vérité fût connue à Paris. Voici sa réponse : « En février dernier [1], au cours d'une soirée, M. Daladier m'a pris à part et m'a dit, confidentiellement, savoir de bonne source que des contacts étaient pris entre émissaires du Reich et membres du haut commandement soviétique et que des tractations se poursuivaient pour l'organisation d'un complot militaire, le renversement du gouvernement bolchevik et la conclusion d'un accord avec Berlin. En supprimant les traîtres, nous avons marqué notre fidélité à l'entente franco-soviétique et affirmé la continuité de notre orientation politique. »

Ainsi pouvait s'expliquer le bruit qui avait couru Moscou et suivant lequel c'était mon ambassade qui avait dénoncé Toukatchevsky. Par ailleurs, d'après les confidences que M. Churchill reçut de Bénès, ce serait celui-ci qui aurait mis Staline au courant du complot [2]. Les conjurés auraient pris contact avec les autorités allemandes par le canal de la légation soviétique à Prague. Il paraît donc peu douteux qu'il y ait eu complot militaire. Toutefois, le fait, relaté dans les *Mémoires* de M. Churchill, que la police tchécoslovaque fut elle-même informée du complot par la Guépéou rend toute l'affaire assez suspecte. La police d'État avait en effet un intérêt certain à éliminer Toukatchevsky, qui était un adversaire déclaré des commissaires politiques aux armées et on peut se demander si elle n'a pas, en partie au moins, dénaturé les faits pour arriver à s'en débarrasser.

Cette hécatombe de généraux a fait à l'étranger, en France notamment, une impression désastreuse à laquelle je n'ai pas entièrement échappé moi-même. C'est à cause d'elle surtout que l'on s'est trompé sur la Russie de 1938 comme se sont trompés les coalisés sur la France de 1792. Ma correspondance pourrait témoigner que j'ai donné à la « terreur soviétique » son sens véritable. Il ne faut pas en conclure, n'ai-je cessé d'écrire, que le régime s'effrite ou que les forces russes s'épui-

1. Potemkine était, en février 1937, encore ambassadeur des Soviets à Paris.
2. CHURCHILL : *La Deuxième Guerre mondiale*, tome I, page 295.

sent. C'est au contraire la crise de croissance d'un pays qui grandit vite. » Mais évidemment, à voir tomber les meilleurs chefs de l'armée, à voir décapiter l'état-major, je me demandais comment, en cas de guerre prochaine, des hommes, nouvellement en place, montés rapidement et sans grande expérience, sauraient conduire une armée moderne de l'importance de l'armée soviétique. L'expérience a montré que la chose était faisable.

D'un point de vue plus général, je n'aperçois pas que la terreur thermidorienne soviétique appelle spécialement la critique. Elle a été un coup d'arrêt particulièrement sanglant, mais comme il s'en produit à l'issue de toutes les grandes secousses humaines. La révolution s'est faite, en Russie comme ailleurs, dans le sang des révolutionnaires. Il semble que ceux qui fécondent les révolutions doivent périr, comme périssent les mâles lors de l'envol des abeilles.

***

Il en va autrement des procès.

Les hommes qui y figurent ne représentent qu'une infime partie de ceux qui ont été abattus, cinquante environ, une quinzaine par procès. L'ensemble peut donner l'impression qu'ils n'ont pas été triés sur le volet. Certains portent, en effet, des noms ignorés du public, comme Fritz-David ou Berman-Yourine. Mais la plupart sont connus. Ce sont notamment : dans le premier procès Zinovief et Kamenef, compagnons de la première heure de Lénine ; dans le deuxième : Radek, grand publiciste, Pyatakof et Sérébryokof principaux économistes du régime, Sokolnikof, diplomate distingué, Mouralof, vétéran respecté de la Révolution ; dans le troisième : Rykof, ex-premier ministre, Yagoda, ex-chef de la Guépéou, Krestinsky et Rakovsky, ambassadeurs, Boukharine, philosophe et théoricien du régime.

J'ai bien connu certains d'entre eux, notamment Krestinsky, alors qu'il était commissaire adjoint aux Affaires étrangères. Je savais qu'il avait eu l'imprudence d'appeler Staline « le tigre aux yeux jaunes » et lorsque je fus un peu initié je compris, bien avant son arrestation, ce que cela signifiait pour lui. Le hasard fit qu'un jour, à une cérémonie officielle, il se trouva devant nous, debout entre deux généraux en uniforme de la Guépéou. Je le montrai à ma femme : « Regardez Krestinsky, il est déjà encadré. »

Les chefs d'accusation vont en se corsant avec les procès. Les voici en substance : au premier procès, meurtre de Kirof, favori de Staline, dont l'assassinat en 1934 a été le point de départ des massacres ; complot contre la vie de Staline avec la complicité de Trotsky, alors exilé. Au deuxième procès : haute trahison à l'instigation de Trotsky, au bénéfice de l'Allemagne et du Japon ; sabotages contre-révolutionnaires avec destructions de mines et d'usines, empoisonnements d'ouvriers ; déraillements de trains. Au troisième procès : haute trahison toujours à l'instigation de Trotsky, mais cette fois au bénéfice de la Grande-Bretagne et de la Pologne en même temps que de l'Allemagne et du Japon ; menées contre-révolutionnaires aussi, avec sabotages économiques et meurtres.

Il est tout d'abord intéressant de noter combien chacun de ces procès arrive à son heure. Il s'accorde remarquablement avec la propagande du moment. Premier procès, 1936 : il faut avant tout frapper de terreur ceux qui pourraient encore concevoir l'assassinat d'un dirigeant soviétique, un meurtre comme celui de Kirof ; donner surtout à imaginer à chacun ce qu'il en coûterait aux siens, à ses amis, à son parti, s'il était attenté à la vie de Staline. La fureur homicide des Bolcheviks s'est déjà exercée après la mort de Kirof sur des milliers d'individus ; plus de trois cents ont même été exécutés dans des prisons où ils étaient déjà détenus au moment du meurtre ! Et voilà qu'en 1936, deux ans après, les vrais coupables sont enfin découverts et passent en jugement. 1936 est aussi l'époque où l'effort maximum de propagande est fait pour transformer en icône le portrait de Staline. Un attentat contre sa vie, comme celui que fait apparaître le premier procès, doit faire vibrer en sa faveur la fibre sentimentale populaire comme elle vibra jadis pour Louis XV et, si cet attentat a été commis avec la complicité de Trotsky, quel argument offert à la propagande, qui fait alors rage, pour enlever audit Trotsky ceux de ses partisans qui ont encore échappé à la Guépéou !

Deuxième procès, 1937 : la menace allemande se précise ; les journaux soviétiques, tout l'arsenal de la propagande sont mobilisés pour exalter le patriotisme russe et dresser le peuple contre les adversaires probables : le Reich et le Japon. Trotsky, dont la voix, qui tonne à l'étranger, trouve encore des oreilles complaisantes en U. R. S. S., devient le *deus ex*

machina d'un vaste complot ourdi pour céder à ces puissances des territoires russes. 1937 est aussi l'année où la courbe des accidents de chemins de fer ou d'usines atteint son maximum. Devant le danger extérieur, Staline, en effet, a forcé la cadence de la production et de la circulation et, comme le moteur ne tourne pas très rond en U. R. S. S., beaucoup de pièces coulent. Le deuxième procès fait apparaître que la plupart des avaries sont dues au sabotage et contribue ainsi, avec la propagande, à condamner les ennemis du régime qui apparaissent comme agissant pour le compte de l'étranger.

Troisième procès, 1938 : le cercle des adversaires éventuels de l'U. R. S. S. s'élargit ; les relations avec la Pologne et l'Angleterre, notamment, se sont refroidies. La xénophobie est à l'ordre du jour de la propagande : le troisième procès présente des accusés qui ont travaillé contre la patrie pour le compte de différentes puissances étrangères.

Un deuxième point doit aussi retenir l'attention : la seule charge pesant sur les accusés est constituée par leurs aveux. Aucune autre preuve écrite que leur confession, aucun document, aucun témoignage non plus de témoin indépendant. Mais alors, si, par un moyen quelconque, l'aveu écrit a été extorqué ou imposé à l'inculpé, que reste-t-il de l'acte d'accusation ? Rien. Et moins encore, car certains faits énoncés par les accusés dans leur confession se sont avérés inexacts ; beaucoup de leurs allégations ont été démenties par les intéressés ou par des témoins résidant à l'étranger. Un exemple parmi beaucoup d'autres : Pyatakof a déclaré s'être rendu en avion à Oslo pour y rencontrer Trotsky. Or il résulte, paraît-il, de l'examen des registres de l'aérodrome d'Oslo, que, du 19 septembre 1935 au 1er mai 1936, c'est-à-dire durant la période où Pyatakof a situé son voyage, aucun avion russe ne s'est posé sur ce terrain.

Une troisième constatation assez remarquable : la disproportion entre les projets conçus et les résultats acquis. Ces inculpés ont comploté mille morts, à commencer par celle de Staline, or aucun meurtre d'homme en place n'a été perpétré depuis celui de Kirof en 1934 ; et cependant Yagoda, chef tout-puissant de la Guépéou, figure parmi les inculpés du troisième procès.

C'est ici que l'on voit passer une oreille, si tant est que toute la tête ne se montre pas. C'est la Guépéou qui a arrêté et interrogé les accusés, c'est elle qui les juge dans la personne

d'hommes à elle, c'est elle qui les exécutera. N'aurait-elle pas mis un certain amour-propre d'auteur à faire apparaître que, sous sa garde vigilante, les hommes en place, et singulièrement Staline, ont échappé à tant de complots ourdis contre leur vie ? Il y a plus suspect que les inculpés dans ces procès, il y a la Guépéou.

Tout ce qui précède est connu et a déjà été dit. Je dois, pour ma part, aller plus loin, pour être tout à fait franc avec moi-même.

Ce qui a emporté ma conviction plus que l'utilisation probable des procès à des fins de propagande, plus que l'absence totale de preuves, plus même que les démentis des faits et des témoins résidant à l'étranger, ce sont les procès eux-mêmes, ce sont l'attitude et le langage des accusés durant leur déroulement.

J'ai assisté de ma personne au deuxième et au troisième procès, ceux de 1937 et 1938, depuis la lecture de l'acte d'accusation jusqu'à la sentence. J'avais, par une faveur spéciale, obtenu qu'une de mes secrétaires parlant russe m'y accompagnât. Elle m'a traduit oralement, au fur et à mesure, toutes les paroles prononcées en cours de séance. J'ajoute que j'ai suivi, à tout le moins le deuxième procès, sans aucune prévention, car il a eu lieu en février 1937 et je venais d'arriver en U. R. S. S.

L'appareil judiciaire était d'une extrême simplicité. Une grande salle d'école, toute en longueur, les deux tiers occupés par le public. Dans l'autre tiers, séparés du reste par une balustrade : à gauche, la grande table où se tiennent les juges, l'avocat général Vichinsky, aujourd'hui commissaire du Peuple aux Affaires étrangères, le président en uniforme Ulrich ; à droite, le grand box des accusés avec, au fond, la porte d'où ils déboucheront.

Dès que le président a déclaré la séance ouverte, ils entrent et prennent silencieusement place. J'entends par silencieusement qu'ils me semblent faire moins de bruit que n'en feraient des inculpés qui s'installeraient en si grand nombre, dans leur box, et qui auraient l'entière liberté de leurs mouvements. Cette première impression n'a peut-être pas été ressentie par beaucoup d'assistants : c'est surtout une question nerveuse, de réceptivité. Pour moi, elle m'a d'abord à peine effleurée, puis elle s'est imposée peu à peu au cours des séances. Les accusés sont mus, animés par une sorte d'auto-

matisme. A moins que ce soit simplement de la résignation, une manière d'indifférence, de détachement de celui qui se dit : maintenant que je me suis abandonné, « qu'on m'a eu », que m'importe.

C'est la question que je me pose sans cesse depuis le moment où j'ai pris conscience de l'impression ou plus exactement de la sensation ressentie. Je me la pose plus encore, quand j'écoute les déclarations, la « confession » des accusés. Ils font leurs aveux sur un ton monocorde ; il y a dans le comportement de la plupart quelque chose d'impersonnel qui a dû tout de même frapper les assistants. Des accusés libres, j'entends mentalement libres, ont une attitude de défense vitale toute naturelle et elle se retrouve chez tous les inculpés de nos prétoires, à moins qu'ils ne soient par trop prostrés. Mais les accusés de Moscou ne sont pas prostrés. Le mot ne serait pas exact, car ils s'expriment avec clarté et facilité. Ils sont détachés, comme s'ils étaient à côté d'eux-mêmes ; ils sont vraiment impersonnels. Et tous ont un repentir immense. Tous se demandent comment ils ont pu être infidèles au grand camarade Staline.

De leur attitude, de leur langage, il résulte pour moi jusqu'à l'évidence qu'ils récitent une leçon apprise.

Je n'ai enregistré durant les deux procès qu'une seule réaction « personnelle », qui est d'ailleurs une confirmation de cet état d'esprit. Au début d'une séance du troisième procès, Krestinsky s'est brusquement levé et s'est écrié à peu près textuellement ceci : « Eh bien ! non, je n'ai pas dit la vérité jusqu'ici ; tout ce que j'ai déclaré n'est que mensonge. » La séance fut suspendue en moins de temps qu'il n'en faut pour l'écrire. Le lendemain, Krestinsky se rétractait à nouveau et allait alors plus loin encore que les autres dans la voie des aveux.

Pour être complet sur l'ambiance de ces procès, je dois encore noter une impression d'audience.

Sans médire de nos gardes municipaux, qui jouissent à juste titre de l'estime générale, on peut bien admettre que leur regard n'a rien qui soit de nature à impressionner particulièrement les inculpés de nos prétoires parisiens. Les accusés de Moscou, celui qui parle, spécialement, sont toujours sous le regard vraiment magnétique d'un certain « guépéou » dont je n'ai pas oublié l'œil noir, immense ; je crois bien qu'il me suivra jusque dans la tombe. Autant que je me rappelle,

ils étaient deux à avoir un regard pareil et ils alternaient dans leur « contrôle » des inculpés.

Je vais d'étonnement en étonnement, à écouter les aveux des accusés du deuxième procès. Les impressions que je viens de rapporter ne sont pas assez fortes en moi au début pour m'avoir mis en méfiance et je me dis que la police a réellement mis la main sur un nid de beaux scélérats. C'est seulement peu à peu, à mesure que les confessions accentuent la scélératesse des délinquants, à mesure que les actes de contrition soulignent davantage leur repentir, que je sens qu'il y a eu « intervention », et je me demande où on veut en venir.

Quand Pyatakof se lève et parle, la mesure est comble.

Pyatakof est connu à l'étranger, où il est venu souvent en sa qualité de chef du trust soviétique du pétrole ; il est le type de l'homme d'affaires loyal, sa parole est claire et précise, sa tête est et reste froide. Rien de ce que je sais de lui ne me permet de supposer que j'aie affaire à un exalté et à un sadique.

J'entends Pyatakof déclarer d'une voix lointaine, d'un air absent, qu'il a noué des intrigues à l'étranger avec Trotsky pour favoriser les trahisons de ce dernier, qu'il a majoré les prix de vente des produits soviétiques pour financer ces trahisons, qu'il a fait sauter des usines en Russie et fait dérailler des trains ; qu'il a même été jusqu'à empoisonner les ouvriers de toute une usine.

J'ai envie de me lever, comme Krestinsky le fera au procès suivant, et de crier à Pyatakof : « Ce n'est pas vrai, tu mens, tu te mens à toi-même. »

Où a roulé Pyatakof, le négociateur loyal, froid et lucide, et comment y a-t-il roulé ? Comment cet homme qui parle au bord de sa tombe, qui sait qu'il ne lui sera pas fait grâce, peut-il, même, surtout s'il a un idéal révolutionnaire, se frapper ainsi au front du sceau de l'ignominie ?

Un seul des accusés, Radek, me paraît demeurer vraiment lui-même au cours de ce deuxième procès. C'est, si je ne me trompe, un Juif d'origine polonaise, son intelligence est vaste, sa parole brillante. Il donne au procès qu'il anime une apparence de réalité. Il parle sans fard ; malheureusement, qui veut trop prouver.... L'attitude de Radek contraste avec celle des autres accusés et fait ressortir le maquillage de tout le procès. Il n'est pas impossible que ce grand publiciste ait été aussi un grand acteur et que la Guépéou ait obtenu son concours à ce second titre, moyennant promesse de vie sauve. Il est

un des rares qui n'aient pas été condamnés à mort. Le bruit a couru qu'il avait été exécuté dans sa prison quelque temps plus tard.

L'acte de contrition déshonorant de Pyatakof m'a écœuré. La plaidoirie de Radek m'irrite. Elle me donne l'impression qu'on cherche à escroquer ma bonne foi. Après la séance, Barkof, chef du protocole, m'aborde rayonnant et me demande mon impression. « L'impression, lui dis-je, qu'on peut éprouver quand, après avoir cru entrer dans un prétoire, on sort d'un théâtre. » Je souris, mais mon regard doit être dur, car il détourne les yeux et s'en va.

Le troisième procès ressemble au précédent comme un autre faux frère. Une déclaration doit cependant être mentionnée, celle de Lévine, parce qu'elle n'est peut-être pas moins stupéfiante que celle de Pyatakof.

Le docteur Lévine jouit d'une certaine réputation. Il a l'air timide et paraît perdu au milieu de ces « conspirateurs ». Il fait avec simplicité le récit le plus inattendu, le plus insensé qui puisse sortir de la bouche d'un médecin. Il avait été appelé à donner ses soins à Maxime Gorki, poète et héros national. Mais il employa son art à faire mourir celui-ci. A cet effet, il le faisait boire plus que de raison, puis le menait au jardin par temps froid pour lui faire contracter une pneumonie. Il conclut, sur le même ton posé, qu'il est parvenu à ses fins non sans quelques difficultés en raison de la résistance de son client. Durant sa déclaration, je touche à plusieurs reprises le bras de ma secrétaire pour m'assurer que je ne rêve pas. Répondant je crois à une question du procureur général, Lévine indique que c'est à l'instigation de Yagoda, chef de la police, qu'il a tué Gorki. Il explique qu'il a de la famille, que les temps sont difficiles et que Yagoda lui facilitait son ravitaillement. Il ajoute que le chef de la Guépéou l'avait menacé, s'il ne s'exécutait pas, de sévir contre sa famille.

La « confession » des accusés comporte-t-elle une part de vérité ? C'est probable. Les pires mensonges sont ceux qui reposent sur un fonds de vérité. Ce qui semble avéré c'est que ceux qui étaient coupables ne l'étaient pas de tous les crimes énumérés dans l'acte d'accusation. Mais qu'ils se soient montrés hostiles au régime stalinien, qu'ils aient plus ou moins comploté « à la russe », c'est vraisemblable et même probable. Je crois bien qu'un conspirateur se cache au fond de chaque Slave. Le sous-secrétaire d'État à la Wilhelmstrasse, von

Weizsäcker, me racontait en 1939, un jour que j'intervenais auprès de lui en faveur de la Pologne, l'anecdote suivante : Il avait eu, récemment, une longue conversation avec deux Polonais de ses amis, des Slaves, et les avait tancés pour le pessimisme dont ils faisaient preuve. « Comment pouvez-vous, leur disait-il, vous montrer aussi désabusés quand votre pays a pris une telle place dans le concert européen et grandit chaque jour ? — Ah ! lui répondit l'un d'eux, cela ne vaut pas le beau temps où nous nous réunissions à Paris au *Café de la Paix* et où nous complotions pour la résurrection de la Pologne. »

Il faut d'ailleurs reconnaître que le régime communiste favorise cette tendance. Dans une dictature où tout est mis en pilules, y compris l'art, où le premier commandement est : « Tu aimeras ton maître plus que toi-même », et le second « Tu ne penseras pas », à quoi peut bien songer un intellectuel qui se respecte ? A se débarrasser du régime, évidemment. Et comme le régime le sait et qu'il guette, les petits complots de l'*intelligentzia* font long feu dans des caves.

La leçon que récitent les condamnés doit leur avoir été imposée, sinon on ne concevrait pas qu'ils la récitent. Comment ? N'étant pas expert en torture, je ne puis guère me prononcer. Je voudrais cependant remarquer que les accusés, si on ne retient que les notabilités, ont été une trentaine à peine sur des cents et des cents exécutés sans jugement dans l'ombre des prisons. Il est donc probable que l'on a fait figurer dans les procès ceux que l'on a pu amener à signer et à accepter de refaire en public une déclaration satisfaisante. Il me paraît aussi que l'on risque de s'égarer à vouloir donner une seule explication à l'attitude commune des accusés. Par exemple, pour Pyatakof, il semble qu'il faille écarter la notion du communiste se sacrifiant à la « cause ». Si Pyatakof avait cédé à la mystique du sacrifice au bénéfice du stalinisme, intelligent comme il l'était, il l'eût fait plus utilement ; il n'eût pas confessé des crimes assez abominables pour le déconsidérer et supprimer toute portée à son repentir, à sa conversion au régime stalinien. Il semble plus vraisemblable d'admettre que la Guépéou a fait preuve, en l'occurrence, d'éclectisme et qu'elle a touché chacun à son point faible.

Il est possible qu'elle ait obtenu de certains accusés que, n'ayant pas réussi à faire prévaloir leur conception communiste, reconnaissant avoir perdu la partie, ils acceptent de

mourir pour Staline pour que, malgré tout, vive le communisme. Tout ce que l'on peut dire, c'est que cette thèse doit mieux s'adapter à la mentalité d'un Russe qu'à celle d'un Occidental.

Il est toutefois probable que la plupart des inculpés ont cédé à d'autres formes de pression, et, en premier lieu, à la torture, non pas physique, car ceux destinés à être exposés ne pouvaient évidemment pas porter des traces de violences, mais en quelque sorte physiologique. Croit-on que le malheureux dont j'ai déjà raconté l'histoire, que l'on ne laissait plus dormir, dont on amorçait chaque soir l'exécution, dont on ébranla le système nerveux au point qu'il ne pouvait plus rencontrer un guépéou sans s'évanouir, croit-on qu'il n'aurait pas signé n'importe quels aveux ? D'autres ont pu se soumettre pour sauver leur famille, d'autres dans l'espoir de sauver leur vie.

Il serait sans doute intéressant de connaître exactement les moyens employés par la Guépéou pour arriver à ses fins. Mais ce qui importe surtout, par-dessus tout, c'est de savoir qu'elle arrive à ses fins et que la torture, quelle que soit la forme sous laquelle elle s'applique, est encore en U. R. S. S. un moyen de justice, sinon même un système de gouvernement. Ce qui est à la fois attristant et révoltant, c'est de se dire que la Guépéou sait violer et viole les consciences ; plus encore, qu'elle sait les voler et les vole pour y substituer des consciences postiches. Ce faisant, elle bafoue et salit tout ce qui fait le rêve de l'enfant et la grandeur de l'homme, la foi dans l'avenir, la liberté de conscience, le respect de la justice et la dignité humaine.

Je ne pense pas que la conception et en tout cas l'exécution de ces procès-spectacles soient l'œuvre de Staline. Conception et exécution sont trop élémentaires, trop primaires et la paternité doit sans doute en être laissée à la police soviétique. Cependant Staline a nécessairement non seulement connu mais approuvé et contrôlé ces basses œuvres. Il en porte donc la responsabilité. Étaient-elles réellement nécessaires au succès de sa politique ?

CHAPITRE VII

STALINE
ET SON ŒUVRE ÉCONOMIQUE

L'ESSOR ÉCONOMIQUE DE LA NOUVELLE RUSSIE. || VASTES CONCEPTIONS. || DIFFICULTÉS IMMENSES. || RÉSULTATS SURPRENANTS. || LE STATUT ÉCONOMIQUE DE L'U. R. S. S., CLEF DU SUCCÈS, ŒUVRE PERSONNELLE DE STALINE.

Si Staline n'a pas suivi Lénine sur le plan politique, il l'a au contraire prolongé dans le domaine économique et il est juste de dire que par l'édifice colossal qu'il y a construit il a répondu de façon magistrale aux aspirations de la nouvelle génération russe.

L'homme, fût-il matérialiste, est toujours mu par une foi. C'est d'ailleurs là le critère de son essence supérieure. Les révolutions n'échappent pas à cette règle. Celle de 1789 avait offert pour religion aux Français la Raison. Celle de 1917 a voué les Russes à la Science. La première s'est faite sous le signe social, la seconde sous le signe économique. C'est sous les auspices de la science qu'a été conçue par Lénine, voulue par toute une génération enthousiaste et réalisée par Staline, l'œuvre économique gigantesque que j'ai sous les yeux en 1937.

Dès le début de mon séjour, le colosse soviétique m'apparaît. Ses pieds ne sont pas d'argile, comme on le dit couramment, mais reposent solidement sur la terre russe dont le suc nourrit ses muscles d'acier ; et chaque mois, pour ainsi dire, je le vois grandir.

C'est la grande révélation de mon séjour à Moscou. Je n'arrive pas à comprendre comment de l'étranger on n'a pas mieux aperçu ce jaillissement de la puissance économique russe. Les préjugés contre la « révolution communiste » sont-ils à ce point aveuglants ? Les Soviets n'en font pourtant

pas mystère ; ils se montrent même exceptionnellement prolixes sur ce sujet au point qu'il faut parfois en prendre et en laisser.

Sous l'impulsion de l'Institut des Recherches scientifiques, un inventaire presque complet des richesses minérales a été établi. Du Caucase au détroit de Béring, le sous-sol a été prospecté et les ressources immenses, autant dire infinies, ainsi révélées, n'ont pas été un faible encouragement pour le Gouvernement soviétique. Celui-ci a, par ailleurs, l'avantage de jouir d'une entière liberté d'action, l'État ayant la propriété de la terre et de son sous-sol et disposant avec le monopole de l'industrie, du commerce et des transports, de la direction exclusive de l'activité économique du pays. Il a eu le rare mérite de voir grand, de faire gigantesque à la taille de la Russie, à la mesure des réserves minières. La grandeur de ses desseins et sa volonté farouche de les réaliser, malgré des déboires inévitables, donnent, je crois, l'explication de ce que l'on a appelé le « miracle russe ».

Dès la première heure, les dirigeants soviétiques, pour mener à bien leur entreprise de « construction socialiste » au milieu d'États capitalistes, peu bienveillants sinon hostiles, ont voulu assurer l'indépendance de l'U. R. S. S. par la création d'une industrie lourde assez puissante pour lui fournir la totalité de ses moyens de production. « La question du socialisme, déclare Lénine au IXe Congrès du Parti, ne peut même pas se poser sans une industrie lourde bien organisée ; si nous n'en disposons pas, nous disparaîtrons comme pays indépendant. »

Ce n'est pas que l'étranger refuse ses services. Bien au contraire. Les demandes de concessions affluent et, sous la pression des circonstances, Lénine est amené à en consentir quelques-unes. « Les capitalistes nous vendraient même le chanvre pour les pendre », dit-il avec une ironie méprisante. Mais ces rares concessions disparaîtront elles-mêmes bientôt. L'industrie lourde est comme l'autel bolchevik de la nouvelle religion et il n'est guère d'usage de faire servir la messe par des officiants d'une autre confession.

Pour atteindre le premier but que s'est ainsi assigné la révolution bolchevique, Staline et ses collaborateurs se sont mis à la tâche avec une ténacité héroïque, héroïque jusqu'à la barbarie. Pour créer cette industrie lourde, à la mesure du pays, ils ont sacrifié, momentanément, l'industrie de consom-

mation et l'agriculture au point de soumettre la population à des privations telles que l'on se demande comment elle a pu les supporter. En 1936, les deux cinquièmes du budget vont à l'économie nationale et les quatre cinquièmes de cette dotation vont encore aux nouvelles constructions à peu près toutes destinées à l'industrie lourde.

Pour saisir le caractère gigantesque de la conception, il suffit d'ailleurs de se reporter au rapport publié par le Gouvernement soviétique sur le premier plan quinquennal qui s'est étendu de 1928 à 1932. Sur les deux mille cinq cents usines à créer, soixante-douze absorbent à elles seules plus de la moitié du crédit total. Ces soixante-douze colosses voient eux-mêmes plus de la moitié de la somme qui leur est affectée, réservée à neuf usines métallurgiques géantes.

Géographiquement, l'industrie nouvelle est répartie en fonction des gisements miniers et des sources de combustibles ou d'énergie électrique. Mais, dès 1928, on voit se dessiner une préoccupation stratégique, le désir de mettre les usines à l'abri d'une agression éventuelle. Beaucoup d'entre elles sont construites dans les régions les plus éloignées de la Russie.

Cependant, si grandiose que soit le plan initial, il ne suffit pas à Staline, qui l'élargit encore en cours d'exécution. De grandes villes industrielles sortent du sol comme des champignons : Stalingrad sur la Volga, Magnitogorsk et Tchéliabinsk dans l'Oural, Stalinsk en Sibérie. Une deuxième et puissante ligne de production industrielle et de défense militaire est ainsi créée. « Quand il a changé vers l'Est le centre de gravité de l'industrie russe, écrit M. H. W. Chamberlin dans son excellent livre *L'Énigme russe*, Staline a peut-être contribué aussi efficacement au maintien de l'indépendance nationale de la Russie que Pierre le Grand quand il réussit à ouvrir sa fenêtre sur l'Ouest par la fondation de Saint-Pétersbourg. »

Au prix de lourds sacrifices, les machines les plus perfectionnées sont importées des États-Unis et d'Allemagne. Des milliers d'ingénieurs étrangers sont engagés. Cet effort massif, ces constructions éclairs tendent à faire de l'industrie lourde soviétique la plus moderne du monde. Le deuxième plan quinquennal en cours d'exécution durant ma mission enchérit encore sur le premier. La dotation de l'industrie lourde est plus que doublée et le rythme puissant de sa production s'accroît sans cesse.

Dès 1937, on peut écrire sans risque d'erreur que, dans

cette lutte de titan contre la résistance de la matière et l'insuffisance de l'homme pour l'édification de la puissance russe, Staline a triomphé.

Les résultats sont là.

PRODUCTION	1913	1936
	Millions de tonnes.	
Charbon	9	126
Fonte	4	14
Acier	4	16
Pétrole	9	29,5
Industries nouvelles :	Unités.	
Tracteurs	0	250 000
Moissonneuses - batteuses *(combinés)*	0	40 000

Un indice de l'essor économique soviétique : l'exportation du pétrole a diminué dans des proportions aussi fortes que croissait la production.

Quant aux difficultés, elles ont été et sont encore immenses, comme l'œuvre entreprise, comme le pays.

Elles sont multiples et de toute nature.

Les unes, géographiques, proviennent de ce que les sources de combustible et de minerai sont éloignées les unes des autres. Celles-là ne sont pas amendables.

Les autres sont humaines et tiennent, soit à la rapidité de la conversion effectuée, soit au régime. C'est le grand mérite de Staline de les avoir parfois brisées, toujours surmontées. Ce sont, appuyés par une énergie farouche, les moyens employés par lui pour y parvenir, qui ont marqué l'œuvre accomplie de son empreinte personnelle.

Ces difficultés sont essentiellement de deux sortes : mauvaise main-d'œuvre, mauvaise gestion.

La main-d'œuvre qualifiée fait à peu près totalement défaut. Il s'agit en effet d'industries tombées à rien après la Révolution, ou nouvelles, comme celle des tracteurs. Il faut faire appel aux paysans qui ignorent tout des appareils qu'on leur confie. Leur inexpérience, leur misère physiologique, leur mauvaise volonté parfois expliquent la déficience inouïe de la production et l'usure incroyable du matériel. Au début, le rendement de l'ouvrier soviétique est le huitième de celui

de l'ouvrier américain ; un tracteur fait trente heures entre les mains de ses conducteurs indigènes.

La gestion des usines est tout aussi défectueuse. La formation des chefs d'usine n'a pas tenu pied au développement de l'industrie lourde et il est fréquent que ceux-ci se montrent incapables d'établir un devis ou un prix de revient. On peut imaginer les désordres de toutes sortes qui en résultent. J'ai eu connaissance pour ma part d'une grande fabrique de chaussures qui expédia dans les régions polaires un important chargement de souliers bas pour dames et dirigea sur Moscou un lot non moins considérable de bottes. Et pourtant là n'est pas le plus grand mal. Ces chefs d'usine n'appartiennent que rarement au parti communiste ; ils comptent parmi ceux que l'on appelle les « sans parti ». Or, si tous les étrangers sont suspects, tous les Russes qui demeurent hors du Parti sont sujets à caution et, en l'occurrence, cette caution est la présence au côté du directeur d'un « camarade » chargé de le surveiller. En fait, c'est ce contrôleur politique qui a la haute main sur l'usine, qui entend les ouvriers, tranche les différends, exige des résultats irréalisables. Pour échapper à la rétrogradation, voire à la prison et à la déportation, les techniciens en arrivent souvent à violer les règles élémentaires d'une saine gestion, quand ils ne truquent pas les bilans.

Il y a lieu d'ajouter que, dans une industrie entièrement planifiée, la moindre défaillance a des répercussions qui s'étendent à l'infini. On me cite le cas de l'énergie électrique dont des quantités colossales sont demeurées inutilisées dans les centrales, faute du cuivre nécessaire pour établir les lignes de transport de force.

Aucun autre pays, sans doute, n'aurait pu résister à tant d'erreurs et d'incompétences, à un gaspillage aussi effréné de forces humaines, de matières premières, d'outillage, à des privations aussi dures. C'eût été la faillite et la révolution. En Russie, s'est produit une sorte de miracle. Il est dû essentiellement à l'immensité du pays, de ses ressources, de sa population, à la capacité d'endurance presque illimitée du Russe, à une mystique révolutionnaire étonnamment utilisée et exaltée, enfin et surtout peut-être à l'action de Staline. C'est ce dernier point que je voudrais essayer de mettre en lumière.

Staline s'emploie, dès le début, à remédier à l'insuffisance de la main-d'œuvre et des cadres. Il fonde des écoles d'entraînement technique, multiplie celles des directeurs et contre-

maîtres. Il s'efforce d'assainir la gestion des entreprises en supprimant les contrôleurs politiques et lance de nouveaux slogans : « primauté de la technique », « utilisation des compétences ».

Il renforce aussi la discipline. Elle a existé, à la vérité, dès l'avènement du Parti communiste. Lénine et Trotsky l'ont déjà instituée et accompagnée de redoutables sanctions. Elle a sans doute donné des résultats, elle a tout de même fait aller de l'avant, sous l'aiguillon de la peur. Mais Staline a beau la rendre plus dure, il constate qu'elle ne suffit pas à secouer l'inertie de l'ouvrier et que, poussée jusqu'à la terreur, elle a parfois fait effet contraire sur les cadres.

Alors Staline recourt à d'autres moyens et c'est ici que l'on touche au cœur de la question.

Dans la mesure où il le juge indispensable à la grandeur de la Russie, Staline emprunte aux principes mêmes du capitalisme ; il fait appel à l'intérêt qui est le seul levier que l'homme ait trouvé jusqu'ici pour faire travailler les hommes. Le principal mérite et le véritable courage de Staline ont été, à mon avis, dans cette conversion, qui lui a permis d'édifier, sur les fondations jetées successivement par Pierre le politique et Lénine le doctrinaire, une Russie qui est totalitaire, qui est socialiste aussi, si l'on veut, mais qui est surtout proprement russe et redoutablement puissante. C'est en quoi, sans doute, Staline, révolutionnaire et opportuniste, apparaîtra dans l'histoire comme le type le plus accompli de l'homme d'État oriental.

Lénine, à la vérité, n'a jamais appliqué intégralement la loi première du communisme : à chacun selon ses besoins, loi qui régira le monde à la satisfaction de tous le jour où chacun n'agira qu'au commandement de sa conscience. Il avait tout de même un sens suffisant des réalités pour tempérer une doctrine qui eût conduit droit à l'anarchie. Il n'en avait pas moins posé le principe de l'égalité de travail et de rémunération et fixé un plafond pour les salaires.

Staline a libéré la production de ces entraves. Partant du principe socialiste : « A chacun suivant les services rendus », il fait peu à peu pas mal de chemin à la rencontre du régime capitaliste.

A la base, il organise le travail à la tâche et fait découvrir par le prolétaire russe « le stakhanovisme », en usage ailleurs depuis des années. Il ordonne la compression des salaires de

départ : le manœuvre, l'ouvrier non spécialisé est en Russie un véritable paria ; il est vrai qu'il bénéficie d'un statut étendu d'assurances sociales ; il n'est pas moins exact qu'il vit essentiellement de pain noir et de choux rouges. Mais, à partir du manœuvre exclu et jusqu'au haut de l'échelle, Staline hiérarchise les traitements en même temps que les emplois et les responsabilités [1]. Il les hiérarchise à un point que le Français « capitaliste » n'a jamais atteint et n'oserait même pas envisager. Quelques semaines après mon arrivée à Moscou, j'eus l'occasion d'utiliser mes premières connaissances de russe pour interroger un jeune monteur électricien que m'avait envoyé le commissariat aux Affaires étrangères pour installer un arbre de Noël. Je ne me rappelle plus combien il me dit qu'il gagnait par mois, mais je sais que j'en fus stupéfait. Quant au plafond, s'il en est encore un, il doit se confondre avec celui des étoiles. Il y a environ quatre ans, vers 1946, nos dirigeants, apprentis socialistes, et férus de nationalisations, se demandèrent quel traitement il faudrait donner à un directeur général des Mines, de toutes les mines nationalisées, pour avoir vraiment un chef « à la hauteur ». On eut l'idée de consulter M. Bogomolov, ambassadeur des Soviets en

1. L'hebdomadaire américain *New Republic* a publié en supplément à son numéro du 10 mai 1949 le compte rendu d'une conférence contradictoire sur la situation économique de l'U. R. S. S., tenue par quelques-uns des observateurs les plus connus de la Russie soviétique. Dans son nº 52 du 5 juin, l'hebdomadaire de la conjoncture mondiale : *Œdipe*, reproduit les éléments essentiels de ce compte rendu ; j'en extrais les lignes suivantes :

« La meilleure année pour la capacité d'achat des salariés a été 1928, à la veille du premier plan quinquennal ; à cette époque, elle était de 10 à 15 p. 100 supérieure à celle d'avant la révolution. Mais en 1932-1933, elle était tombée à 50 p. 100 de celle de 1928. Elle remonta de nouveau peu à peu jusqu'en 1938 pour redescendre légèrement jusqu'en 1940.

« Voici, comme exemple essentiel, le prix du pain et le montant des salaires moyens à ces différentes époques :

	1928	1938	1948	1949
		(en roubles.)		
Pain	0,08	0,85	3	2,70
Salaire moyen	57,50	289	520	600

« Ainsi, le prix du pain a augmenté, de 1928 à 1949, de presque 34 fois, tandis que les salaires n'étaient relevés que d'un peu plus de 10 fois.

« En moyenne, si l'on ne prend que la période allant de 1938 à 1949, les salaires ont augmenté de près de deux fois, les denrées de plus de trois fois. Ces salaires étant insuffisants pour former des ouvriers qualifiés, on paie les stakhanovistes jusqu'à 5 000 roubles, tandis que, dans la même usine, il y a encore des ouvriers qui ne gagnent que 250 roubles. Ces derniers font l'appoint grâce à l'apport des jardins potagers individuels. »

France. Celui-ci, après s'être recueilli, avança un nombre qui, m'a-t-on dit, comprenait sept chiffres. L'interlocuteur court encore.

Au retour d'un voyage d'études à travers l'U. R. S. S., mon collègue J. E. Davies, ambassadeur des États-Unis, me dit la bonne impression qu'il rapporte de l'état-major industriel soviétique qui est jeune, énergique et assez compétent. Mais ce qui l'a particulièrement frappé, c'est que tout le travail repose sur la notion du profit. Profit de l'usine qui doit à tout prix réaliser un bénéfice, profit du directeur, de la direction, des cadres, des bons ouvriers, qui touchent une prime à la production.

Staline a réalisé, dans le cadre de la révolution russe, ce que l'on a fait jusqu'ici dans toutes les sociétés humaines, pour organiser et stimuler le travail et pour rendre les entreprises rentables. En un mot, il a institué en U. R. S. S. le capitalisme d'État.

***

A la fin de 1938, quand je quitte l'U. R. S. S., on peut considérer que l'œuvre de Staline, si elle n'est encore achevée que sur le plan politique, a déjà pris suffisamment corps sur le plan économique pour que le regard puisse en embrasser l'ensemble.

On est, certes, en droit d'estimer qu'elle ne suffit pas à justifier beaucoup des moyens employés pour la réaliser ; mais on ne peut guère contester que la valeur de celui qui l'a accomplie trouve sa mesure dans l'étendue des difficultés vaincues, des concepts mis en œuvre, des résultats acquis.

S'être hissé, à la force du poignet, sur le piédestal d'où il voit tout un continent à ses pieds, avoir hissé la Russie, à la force des bras aussi, au degré de puissance qui en 1942 a fait l'admiration du monde, voilà bien deux tours de force. Ils ne nous plaisent pas également et, à suivre l'exécution du premier, nous eussions vite crié : assez. Ils m'ont cependant paru assez spectaculaires pour mériter de tenir un moment la scène sur mon petit théâtre.

D'autant qu'ils la tiennent singulièrement sur le grand.

Dès le milieu de 1937, j'écrivais à peu près ce qui suit au Quai d'Orsay : « Le train blindé de la révolution universelle était lancé par Lénine et Trotsky sur les forteresses capitalistes. Il s'y serait évidemment brisé, mais pas sans avoir

commis de sérieux dégâts. Lénine, le mécanicien, meurt en cours de route. Staline, qui assurait la chauffe du train, prend les commandes, bascule sur la voie le deuxième mécanicien, Trotsky, bloque les freins. La vitesse est telle que les ressorts crissent, les essieux chauffent au rouge, beaucoup de voyageurs sont tués ou blessés, mais la catastrophe est évitée. A l'heure actuelle, le nouveau régime et son chef sont consolidés au point que Staline n'a plus guère à craindre que le couteau. Le nouveau tsar rouge a fait proclamer à diverses reprises par la voix du président du Conseil des ministres, Molotov, qu'un État socialiste pouvait être construit au milieu d'un monde capitaliste sans qu'il fût nécessaire de recourir à la révolution mondiale. Il l'a prouvé et la puissance qu'est en train d'acquérir cet État est un des facteurs essentiels de la politique internationale. »

Seulement... oui, lecteur communiste, il y en a un, seulement cet État socialiste ressemble étrangement à certains États capitalistes, à celui d'Hitler, notamment. Il est socialiste-national. Celui du Führer est national-socialiste. Simple interversion de termes qui s'explique aisément. Hitler est parti du nationalisme pour aller vers le socialisme, Staline du socialisme pour aller vers le nationalisme. Ils se rencontrent dans la dictature, à mi-chemin. C'est normal. Toutes les dictatures se ressemblent : un dictateur, fût-ce en Russie, s'appuie toujours sur le peuple... au point de lui faire mal. A cet effet il doit exalter, pour les exploiter, les idéologies ou, pour employer des mots plus concrets, les sentiments qui prennent le peuple aux entrailles, singulièrement : l'amour de la patrie et l'aspiration vers plus de confort.

Oh ! je sais bien, tu vas me sortir tout le bréviaire communiste : l'esclavage de l'ouvrier allemand et l'affranchissement du prolétaire soviétique ; la mainmise des trusts sur l'industrie du Reich au seul avantage de quelques-uns et l'exploitation par l'État soviétique des richesses nationales au bénéfice de tous. Oui, mais voilà : tandis que tout jeune tu apprenais ce bréviaire à Pantin, moi j'étais à Moscou et « j'ai vu » ce qu'en vaut l'aune. Et puis j'ai été dans l'Allemagne d'Hitler et j'ai compris, parce que « j'ai vu », que national-socialisme et socialisme-national c'était : blanc bonnet bonnet blanc.

D'accord pour le présent, dira-t-on, mais la révolution universelle ne demeure-t-elle pas le but final de Staline ? S'il a dû changer de tactique, son objectif stratégique n'est-il

pas toujours celui du révolutionnaire de la première heure, du disciple de Lénine ?

Il a pu le laisser entendre à certaines heures où la révolution le talonnait, mais il a aussi fait déclarer officiellement, du haut de la tribune, le contraire par son président du Conseil, Molotov. Et puis, en U. R. S. S., ce qui se dit a très peu d'importance. Contre cette hypothèse d'un Staline guettant l'heure de la révolution mondiale, il y a en premier lieu les faits. Non seulement toute sa politique actuelle, mais certains indices qui s'avancent dans l'avenir. La façon, par exemple, dont Staline en use avec le Komintern. Si la révolution mondiale était un but et non un moyen, Staline aurait-il supprimé le Komintern le jour où il l'a jugé opportun — comme d'ailleurs il me l'avait fait prévoir — pour le rétablir ensuite sous le nom de Kominform, pour le supprimer peut-être encore demain si la situation internationale l'exige ? Il y a en deuxième lieu le tempérament même de Staline. Il n'est pas un Russe superintelligent, au réalisme immatériel, comme Lénine. C'est un Géorgien solide, taillé dans le roc du Caucase. Il n'a qu'à lever les yeux pour apercevoir Prométhée enchaîné et se garder des mirages. Ici aussi des indices qui ne trompent guère. Parmi les dirigeants révolutionnaires, beaucoup étaient Juifs, au début de la Révolution ; dans la Guépéou, les Israélites étaient légion. Or ce sont surtout eux qui représentent la tendance internationaliste de la révolution et Staline ne doit pas les aimer beaucoup pour que, en 1937, il n'en reste qu'un au Politburo, Kaganovitch, qui est son beau-frère et qu'ils soient devenus rares dans la Guépéou. Enfin, en troisième lieu, et cet argument est à mes yeux peut-être le plus fort, il y a l'âge de Staline. Il a soixante-dix ans. Il est exclu que la situation internationale se modifie assez rapidement pour que la révolution universelle puisse être tentée sous son règne.

Si une catastrophe intervient, ce sera la guerre tout court. Et tôt ou tard ce sera à nouveau l'abominable sort des hommes s'ils ne recourent pas à temps aux moyens héroïques que réclame une organisation internationale effective de la paix.

Il est toutefois peu vraisemblable que la guerre éclate durant l'ère stalinienne. Est-ce à soixante-dix ans que l'on cherche plaies et bosses ? D'ailleurs le tsar rouge sait, lui, si ses sujets l'ignorent, que la puissance industrielle des États-Unis est encore supérieure à celle de l'U. R. S. S et même

quand il n'en serait pas ainsi, sachant également ce que la civilisation occidentale représente de mieux-être sur celle de son pays, s'exposerait-il au danger d'une guerre offensive qui permettrait aux soldats soviétiques de comparer ? Entre le généralissime Staline et le président Truman, malgré la tension actuelle, malgré les formidables heurts d'intérêts présents ou imminents, malgré tous les augures de malheurs, par la grâce des cheveux blancs et de la bombe atomique aussi, je crois bien plus à un accommodement momentané qu'à un conflit.

Après avoir parlé de Staline, que dire encore de la vie politique en U. R. S. S. ? Mais au fait, plus rien.

CHAPITRE VIII

MOSCOU *1937*

LA VIE D'UNE MISSION DIPLOMATIQUE A MOSCOU EN 1937-1938. || SES DIFFICULTÉS. || FILTRAGE DES ÉTRANGERS DÉSIREUX DE VISITER L'U. R. S. S. || VENUE DE QUELQUES MISSIONS FRANÇAISES. || LE SÉJOUR DU MINISTRE SELLIER ET SES DÉBOIRES. || MES DÉBUTS DANS LE MONDE SOVIÉTIQUE. || RÉCEPTIONS A L'AMBASSADE. || L'ART ET LE CONFORMISME. || LE CORPS DIPLOMATIQUE. || LE THÉATRE ET LES BALLETS.

La singulière et terrible époque que ma femme et moi avons vécue en U. R. S. S. de 1936 à 1938 ! Vie étrange, pour un diplomate, poignante pour un homme, troublante pour un historien.

Vie étrange, car c'était en somme celle de bourgeois évoluant paisiblement, en pleine révolution, en pleine terreur, sur un domaine où la mort prenait sans cesse, exerçant leur activité sans danger au milieu du danger, protégés par celle-là même qui frappait, la Guépéou. Vie poignante, car, pour ainsi dire chaque jour, des hommes, des femmes que nous venions de connaître, avec lesquels nous avions déjà noué des liens de sympathie, disparaissaient sans que nous sussions où ni pourquoi. Vie troublante, car je dois faire effort pour m'imposer l'objectivité nécessaire, alors que ces événements, que j'ai tout de même vécus malgré mon isolement, se sont plus ou moins transposés en moi sur le plan sentimental d'un Occidental.

***

Peu d'étrangers viennent en U. R. S. S. durant ces années 1937-1938. Le mystère de ce pays en plein devenir en attirerait assurément beaucoup, mais le rideau de fer est baissé et le portillon d'entrée ne s'ouvre que rarement, après bien des formalités et des enquêtes. Le décorateur français qui

devait venir à Moscou installer notre nouvel hôtel diplomatique n'a jamais obtenu son visa, et l'architecte l'a reçu quand tout était fini.

Quelques Français cependant réussissent à passer : des isolés, parfois, mais surtout des groupes ; missions officielles ou voyages d'études de jeunes gens choisis le plus souvent parmi les sympathisants.

Un fait à noter : les visites les plus fréquentes sont celles de militants communistes. Je sais pertinemment qu'ils viennent en groupes aux cérémonies officielles et isolément aussi pour prendre contact. Jamais un seul d'entre eux n'a paru à l'ambassade durant ma mission. Depuis 1937, cependant, ils chantent *La Marseillaise* et se montrent ardents patriotes. Le seraient-ils seulement en France et changeraient-ils de nationalité en passant la frontière ? Par ailleurs, si l'on peut comprendre qu'ils entrent sans difficultés en U. R. S. S., on conçoit mal qu'ils soient dispensés d'effectuer pour rentrer en France les formalités de chancellerie requises. Voilà encore un point que mon futur collègue Magny a omis de m'expliquer. J'aurais été cependant heureux d'accueillir les communistes à la maison de France comme tous mes autres compatriotes et au même titre.

Plusieurs missions françaises viennent à Moscou au début de mon ambassade et s'emploient à réchauffer un peu l'atmosphère. Une mission de l'armée de l'Air, notamment, donne une série de conférences qui sont très goûtées des autorités militaires soviétiques. Elle est bien composée. Le général Keller, qui la dirige, est favorablement impressionné par ce qu'il voit. La fabrication des avions à la chaîne l'a beaucoup frappé. Il estime que la capacité de production pourra être sensiblement augmentée en cas de guerre et que le doublement des équipes y suffira. Toutefois, les cours qu'il a suivis lui ont donné le sentiment que l'enseignement tendait à la formation de cadres subalternes plutôt que de cadres supérieurs ; le personnel enseigné lui a d'ailleurs paru plus intéressé par les questions purement techniques que par celles qui font appel à un esprit de généralisation.

Le général Keller se montre partisan d'une intensification de la collaboration militaire des deux pays et il se propose de s'exprimer dans ce sens auprès du maréchal Vorochilov, à qui il a demandé audience. Je le félicite de ces dispositions, mais lui dis que je suis sans nouvelles de Paris au sujet des conver-

sations militaires envisagées. Je le mets d'ailleurs en garde contre les dispositions de ses propres chefs. « Oh ! me répond-il, à Paris l'Air n'a pas la même position que la Guerre. » Comme on le verra, les événements ne devaient pas tarder à apporter le démenti le plus formel à cette affirmation. Elle dénotait en tout cas un singulier et bien fâcheux flottement dans les milieux dirigeants.

Une mission médicale française passe également à Moscou, dirigée par le professeur Dézarnaud. Elle me paraît faire du bon travail ; ses membres sont mis sur les boulets par le train auquel les mènent leurs collègues soviétiques. Ils ont beaucoup vu et beaucoup appris en peu de jours.

De temps à autre passent des groupes de jeunes : oh ! trois ou quatre en deux ans et les visites s'espacent, hélas ! à mesure que se détendent les liens politiques des deux pays. Une délégation sympathique de l'Union Sportive des Jeunesses socialistes, une couvée non moins sympathique de jeunes ingénieurs frais éclos. Mon attitude est invariablement la même : pas un mot susceptible de les influencer. Je les documente et les oriente de mon mieux, mais je ne leur donne même pas l'atmosphère : à eux de la flairer en la respirant ; je leur recommande simplement d'avoir les yeux et les oreilles bien ouverts. Tous, ou à peu près tous, se montrent satisfaits de l'accueil que leur ont réservé les autorités soviétiques, de l'empressement qu'elles ont apporté à les instruire de tout ce qui pouvait les intéresser, de ce qu'ils ont vu ; mais cependant aucun, ou à peu près aucun ne s'est laissé abuser. Ils ont très bien compris qu'on les avait fait circuler dans des galeries d'exposition, à travers des établissements modèles et que ce qu'ils ont vu était en vitrine à leur intention. Beaucoup d'entre eux, quand je les revois, me font la même réponse : « Certes oui, on s'est bien occupé de nous. Trop bien même. Nous aurions aimé qu'on nous laissât, si peu que ce fût, le loisir d'aller à notre gré. » Fait curieux, pas mal de jeunes sympathisants réagissent dans ce sens. Sans doute attendaient-ils plus que les autres de leur pèlerinage et, leur sensibilité étant plus à vif, ont-ils mieux senti l'atmosphère ?

Il serait d'ailleurs tout à fait inexact de pousser dans ce tableau ce qui n'est que nuances légères. Les visiteurs ont beaucoup à voir et à apprendre en U. R. S. S. et leurs hôtes ne sont pas en peine à cet égard. Mais, pour tout un ensemble de raisons qui font le complexe russe, les Soviets sont trop

portés à vous guider si serré qu'on ne peut détourner la tête et qu'on en éprouve quelque gêne. Le fait n'a d'ailleurs rien de spécialement soviétique, mais est typiquement russe. Qui ne connaît l'histoire du village modèle qu'avait fait construire l'administration russe lorsque l'impératrice Catherine manifesta l'intention de visiter ses États. Le village était déplacé d'étape en étape et c'était toujours lui qui s'offrait aux yeux de l'impératrice, si bien qu'elle en arriva à s'étonner de l'air de parenté qu'avaient tous ses sujets.

Les illusions ne sont heureusement pas le privilège exclusif de la jeunesse : quand il n'y a plus d'illusions sous le crâne d'un homme, c'est que la nuit s'y est faite. Le ministre socialiste Sellier que je vois à Moscou en est bien la preuve, lui qui est pourtant âgé et réaliste. « Il y a maintenant, me dit-il, conjonction entre le socialisme et les dirigeants bolcheviks. On devrait, dans ces conditions, arriver à faire fusionner communistes et socialistes, qui appartiennent les uns et les autres à la grande famille des travailleurs. » Je me bornai, comme d'habitude, à écouter Sellier. Je lui savais un esprit aigu et j'attendais avec curiosité le résultat de ses efforts.

Au bout de quelques semaines, il revint me trouver. « C'est absurde, me dit-il textuellement, mais il n'y a rien à faire. Ah ! si seulement nous n'avions pas nos communistes aux fesses ! — Vous les avez où vous dites, lui répondis-je, comme le mâle de la mante religieuse, *lou priga Diéou* de nos prairies, a sa femelle quand, après l'amour, celle-ci le mange vivant. Pour qu'il vive le plus longtemps possible, elle commence par l'arrière-train. Ce que vous constatez n'est pas absurde, mais simplement naturel. Vous voulez à tout perdre embrasser les communistes : le jour où ils se laisseraient faire, ce serait pour mieux vous manger. Avez-vous donc oublié que le communisme exclut par définition tout autre parti et ne voyez-vous pas que de tous les partis c'est le vôtre qui excite le plus sa convoitise parce que détenant précisément une part de ce prolétariat que, lui, veut ériger en dictature. S'il vous ménage, c'est pour vous manger bien vivant, en commençant par le bas comme la mante religieuse, par une sorte de lubricité zoologique. »

***

Dès notre arrivée à Moscou, nous nous sommes mis, ma femme et moi, à l'étude du russe : jusqu'au jour où notre

professeur, une jeune fille russe, disparaît comme a disparu ma masseuse. Pour des raisons d'humanité, nous renonçons à en demander une autre. Ma femme en sait d'ailleurs assez pour diriger son personnel. Quant à moi, qu'en ferais-je ? Marqué comme je le suis, toujours escorté, je sais bien que j'y verrais autant avec un bandeau sur les yeux. Or je ne me sens aucune disposition pour le métier de voyante. J'ai rapidement compris que je ne pourrai y voir un peu qu'avec les yeux des autres. J'utilise surtout ceux de jeunes « attachés autorisés » qui viennent faire un stage à l'ambassade et en font ainsi partie sans appartenir à la carrière à laquelle ils se destinent. Je les choisis le plus remuants possible et je les fais voyager. Les impressions qu'ils me rapportent me sont d'une grande utilité et me permettent de soulever un peu mon bandeau.

Je mets pourtant à profit mes rudiments de russe à la première soirée officielle à laquelle nous sommes conviés au commissariat des Affaires étrangères, mais c'est plutôt dans le genre comique. Me trouvant au milieu des femmes des principaux ministres et comme ces dames me demandent si je sais le russe, je leur récite le premier morceau d'éloquence que m'ait appris notre professeur. La traduction en est à peu près celle-ci : « Chaque jour je me lève, je me lave, je me peigne, je déjeune, puis je me rends à l'ambassade, etc. » J'obtiens le plus vif succès. C'est au début de notre séjour, la grande purge n'est pas encore administrée. Un Russe peut rire avec un étranger. Ces dames s'en payent à mourir. Elles forment un groupe curieux et assez évocateur d'une époque révolutionnaire. Il y a encore d'anciennes épouses des chefs et déjà des nouvelles. Il y a Mme Vorochilov, le type de notre tricoteuse de 1789, qui rit avec son ventre, et Mme Krestinsky, notre petite bourgeoise française ; il y a aussi Mme Molotov, très chef d'entreprise, et Mmes Toukatchevsky et Yegorof, très *stars*.

Une des raisons pour lesquelles le Russe, comme l'Anglais, gagne votre sympathie est qu'il conserve une grande fraîcheur de caractère. On trouve chez le Britannique, même âgé, un je ne sais quoi d'un peu enfantin qui est très attirant. Cela existe aussi chez le Russe et c'est bien, je crois, le seul point commun entre les riverains de la Tamise et ceux de la Moskova.

A ses heures, le Russe aime jouer, comme le chat. Je m'en aperçois dès la première réception un peu importante que je

donne à l'ambassade. Nous avons décidé de l'offrir en l'honneur de l'Armée russe, avec une arrière-pensée évidemment. Pour autant que cela peut dépendre de moi et que je puis m'avancer sans instructions précises, je veux donner ici l'impression que nous désirons orienter l'alliance vers un accord militaire. A en juger par le nombre d'uniformes qui flambent dans nos salons, à voir tous ces généraux venus à notre réception derrière les maréchaux Boudienny et Yegorof, il est manifeste que mon désir répond à celui du Kremlin. Tout ce qui concerne le protocole, spécialement les réceptions diplomatiques, y est en effet soigneusement étudié, aussi attentivement sans doute qu'au temps des tsars et, si nous faisons recette ce soir-là, c'est que la pièce plaît à Staline.

Encouragé par ce premier succès, je décide de pousser un peu plus loin et vers la fin de la soirée j'interpelle le maréchal Boudienny et lui demande de lever nos verres en l'honneur de la valeureuse armée soviétique et de l'incomparable cavalerie qu'il commande. Champagne, vodka ? Boudienny choisit vodka. Suivant l'usage, nous levons nos verres et avalons d'un trait. C'est fort et je manque d'habitude. Je ne sourcille pourtant pas. Mais Yegorof s'avance : « Au glorieux état-major français, dit-il. A la mémoire de Foch. » Nos bras se lèvent et nous avalons d'un trait. Tous les généraux présents ont pris la file derrière Yegorof et c'est chaque fois un toast en l'honneur de l'arme à laquelle l'officier appartient. Neuf fois je lève ainsi mon verre. C'est toujours de la vodka ou du moins je le pense, car, si je commence à me sentir ému de tant de témoignages de sympathie, mon gosier est devenu totalement insensible. Je me suis négligemment adossé à une colonne de la salle à manger. « O France ! que ne ferait-on pour toi. » Je vois très bien le regard amusé de tous ces jeunes généraux qui m'imbibent de vodka. Après cet exploit, ils prennent congé : ma femme les accompagne.

La vodka m'a fait des amis. Cependant, à l'exception de Boudienny et de Yegorof, je n'en reverrai aucun. La plupart sans doute vont finir dans les caves de la Loubyanka, Yegorof lui-même y descendra en 1938. J'ai passé un quart d'heure charmant avec l'amiral Orlof. Je vois encore le divan sur lequel, près de moi, riait ce gros homme sympathique. Peu de jours après il disparaissait.

Nous jouissons, à Moscou, des bienfaits d'une économie savamment dirigée. Je pourrai, je pense, être compris, aujour-

d'hui, en France, sans avoir à m'étendre longuement. Le marché offre en abondance les articles et les produits alimentaires que l'État veut bien lui fournir. On n'a d'ailleurs pas à aller dans les magasins pour se renseigner. Dans la rue, on est vite instruit du programme du jour. S'il y a arrivage de casquettes, toute la population mâle en a sur la tête et si ce sont des casseroles, toutes les ménagères en ont sous le bras.

Quand c'est la semaine du bœuf, le veau et le mouton font grève et ce n'est pas pour faciliter la tâche d'une maîtresse de maison. La mienne a, heureusement, pour marraine une bonne fée qu'on appelle la valise diplomatique et qui nous ravitaille à merveille, au grand étonnement parfois de nos hôtes.

On ne sait jamais très bien qui on aura à sa table à Moscou, car on a beau prendre la précaution de se mettre au préalable d'accord avec le service soviétique du protocole sur les noms des invités, il arrive qu'au dernier moment certains sont remplacés par d'autres : ils indiquent d'ailleurs, avec la meilleure grâce, leur qualité de remplaçant en saluant la maîtresse de maison. J'eus ainsi, une fois, le plaisir d'avoir à mes côtés un fonctionnaire de la Spiridonoskaïa que je voyais pour la première fois. « Ces délicieuses langoustes, me dit-il, d'où viennent-elles ? — De Paris, lui répondis-je. — Et ces faisans? — De Varsovie. — Ce foie gras ? — De Budapest. — Et ces fruits magnifiques en plein hiver ? — Du Cap, par le canal de la Finlande. — Mais alors, me dit ce bon patriote inquiet, de l'U. R. S. S. qu'avez-vous ? » Je devais bien lui donner quelques satisfactions : « De l'U. R. S. S., lui dis-je, les invités. »

Je dois à la vérité d'ajouter qu'il n'y avait pas, ce soir-là, de ce délicieux caviar dont les Russes vous régalent en vous l'offrant sur des *blinis* et en l'arrosant de vodka.

Nos réceptions et avec elles les difficultés de la maîtresse de maison vont d'ailleurs en s'amenuisant, à mesure que s'accentuent la purge et la crise de xénophobie qui l'accompagne.

Le Russe commence à passer vite devant les hôtels diplomatiques comme devant la Loubyanka, et à la vérité ceux-là deviennent les pourvoyeurs de celle-ci. Le mari russe d'une employée française de l'ambassade, un géomètre à l'air pourtant bien inoffensif, est arrêté. Le parent d'un de mes attachés de chancellerie est arrêté. Je sais que les autres missions étrangères sont plus mal traitées encore que la

mienne. Les interventions sont sans effet. Le commissariat aux Affaires étrangères excipe de son incompétence. Au troisième thé qu'offre ma femme, seule paraît Mme Krestinsky, dont le mari est déjà marqué. Il faut comprendre et se résigner à interrompre, au moins momentanément, les contacts privés. Si on a de la sympathie pour tel ou tel, c'est une raison pour ne pas le recevoir. Nous renonçons ainsi même à nos relations les plus agréables, même aux liens qui n'ont aucune fibre politique, au commerce notamment d'un homme de grand talent qui a déjà assez à faire à se mettre en règle avec les exigences du conformisme.

Car, en pays de dictature, l'originalité est un délit, même en matière artistique. Le maître Ansermet, venu de Suisse diriger une série de concerts, me cite à ce sujet le cas typique de Chostakovitch. Celui-ci, compositeur d'avant-garde, avait écrit un opéra, *Lady Macbeth of Dwinsk*, qui, avec beaucoup de dissonances, était, de l'avis du maître, une œuvre puissante. L'ayant entendue, Staline la fit interdire. « Qui pourrait, dit-il en sortant, siffler un air de cet opéra ? » Et les autorités musicales soviétiques de s'insurger contre les tendances non conformistes du compositeur. « Mais le comble, me dit Ansermet, c'est que Chostakovitch m'a déclaré qu'il reconnaissait son erreur et qu'il allait écrire de la musique classique. » Ainsi s'éteint la flamme dans un vase clos.

***

La crise atteint son point culminant dans les six premiers mois de 1938. Moscou devient proprement invivable. Il faut avoir l'alliance franco-soviétique bien chevillée en soi pour qu'elle ne saute pas sous la poussée de l'effervescence xénophobe. Il faut surtout se rendre compte que cette crise est voulue, créée artificiellement, et qu'elle passera quand le Kremlin le voudra. Je n'oublierai pas la dernière réception à laquelle j'ai assisté à la Spiridonoskaïa. Au souper, tous les invités soviétiques se sont entassés aux mêmes tables pour éviter des contacts redoutables. Pas un n'a osé s'asseoir à la table des diplomates étrangers qui, malgré cette quarantaine, soupent de très bon appétit. A l'exception de quelques excités, comme le chargé d'affaires d'Italie qui pousse le sens des couleurs jusqu'à voir rouge dès que paraissent ses anges gardiens, — et comme moi-même, doivent penser les autres, moi qui m'obstine à vouloir faire de l'alliance, — à part donc

quelques énergumènes, les autres ont pris leur parti de la situation et, groupés sous le grand parapluie diplomatique qui les protège de l'averse, ils demandent seulement à l'U. R. S. S. ce qu'elle peut donner de bon, du caviar notamment.

Les circonstances font des membres du Corps diplomatique une petite famille exceptionnellement, mais réellement très unie. Leur mentalité doit refléter assez exactement celle de leurs gouvernements : l'opinion générale est qu'épuisée par la purge qu'elle s'est administrée, toute à ses dissensions intestines, l'U. R. S. S. ne compte momentanément plus en Europe : elle n'entre plus dans les combinaisons politiques. Mes collègues me donnent réellement l'impression de diplomates en vacances, à l'exception toutefois de mon infortuné collègue anglais, Lord Chilston, que sa qualité de doyen du Corps diplomatique oblige à des interventions aussi répétées que vaines auprès de Litvinov pour protester contre les petites entorses que, dans son zèle, la Guépéou fait assez fréquemment aux immunités diplomatiques. J'imagine que livré à lui-même il ignorerait volontiers les Soviets et leur cuisine, qu'il juge malpropre. Nous voyons son ménage avec un plaisir particulier. Lady Chilston est la grâce et la distinction mêmes. Aussi artiste que jolie, sa présence est un enchantement. Son mari, particulièrement sympathique, est de ces grands gentlemen anglais si bien élevés et si racés dans leur simplicité. L'éducation, dirait Édouard Herriot, c'est ce qui reste quand on a oublié toutes les leçons apprises. Lord Chilston m'explique un jour que son chien, un magnifique tchao, est un peu comme lui. Il refuse, paraît-il, de mettre une patte dehors à cause de la saleté des rues et son maître doit le mener en voiture jusque dans la campagne pour le décider à prendre un peu d'exercice.

Je compte pas mal de diplomates d'envergure dans le Corps diplomatique. Rosso, qui a auparavant représenté l'Italie à Washington et qui joint à la finesse d'un Italien la solidité d'un Piémontais ; Antonov, le sage Antonov, qui connaît la Russie mieux qu'aucun autre Bulgare ; Baltrousaitis, le poète lithuanien, qui a joliment chanté la douce France qu'il aime, et surtout Joseph Edward Davies, qui représente ici la superpuissance américaine. C'est la première fois, je crois, que Davies touche à la diplomatie. Il était avocat jusqu'ici. Mais il est de ces grands Américains qui sont à l'aise partout et

font tout princièrement. Sa femme, charmante, lui donne d'ailleurs l'exemple : elle est quelque chose aux États-Unis comme la « reine du frigo ». Tout ce qui éblouit nos yeux, dans ses soirées fastueuses, est arrivé des États-Unis en frigorifique. Nous dégustons même des huîtres congelées. Les réceptions, dont m'ont privé les obligations de ma charge, à bord de son yacht en rade de Léningrad sont demeurées fameuses.

J. E. Davies est venu à Moscou plaider la cause de l'entente et de la paix et, en grand avocat, il la plaide avec talent. Il m'a fait l'honneur de m'accorder une confiance que je lui rends bien et recourt parfois à ma « technicité diplomatique ». Ce n'est pas sans émotion que j'évoque notre collaboration. J. E. Davies est, je crois, le seul diplomate étranger qui, durant mon séjour, ait été reçu par Staline. Il est, en tout cas, sans doute le seul de mes collègues qui ne se soit pas laissé abuser par la crise de croissance de l'U. R. S. S. Étant en Russie, il a compris qu'il fallait voir grand. De ce fait, il a vu juste. Je dois lui rendre ce témoignage qu'il a su estimer la puissance soviétique à sa juste valeur.

Dans notre famille diplomatique, il y a un cousin — germain si je puis dire — qui retient dès le début mon attention. C'est le comte de Schulemburg, ambassadeur d'Allemagne. Il est l'affabilité même. Sa maison est la Providence des diplomates nostalgiques. Il vous y accueille toujours avec bonne humeur et simplicité, mais peut-être pas avec tout le naturel souhaitable. Je n'arrive pas à le situer. Avec sa grosse panse qui relève sa jaquette un peu étroite, ses mains courtes et grasses, son crâne rond et rasé, je le prends tantôt pour un grand commis de la maison Reich, tantôt pour un officier allemand endimanché. Mais, sur certains de ses collaborateurs, hommes ou femmes, on ne peut pas se tromper, ils sentent la Gestapo et les services secrets à plein nez. Je serais étonné si les agents de renseignements américains ou anglais n'avaient pas trouvé, dans les documents qu'ils ont saisis en Allemagne, l'ambassade du Reich à Moscou sur la voie des cheminements germano-soviétiques qui se dessinent à cette époque et que je signale à Paris.

***

En dehors du corps diplomatique, la principale ressource de Moscou est le théâtre ou, plus précisément, au théâtre le ballet. Car, si le premier a fâcheusement subi les vicissitudes

de l'heure et ne donne plus guère que des pièces fastidieuses de propagande où la prise de la Bastille joue d'ailleurs un rôle éminent, si l'opéra lui-même manque de voix, le ballet, par contre, n'a fort heureusement pas souffert de la révolution. Il est demeuré tabou pour le peuple russe, qui adore la danse. C'est une véritable passion. Il faut entendre les exclamations de tout un public, qui accompagnent le triple battement ou quelque passement de jambes particulièrement savant d'un danseur favori. L'art chorégraphique russe est demeuré aussi pur que par le passé, tant à Léningrad qu'à Moscou. La féerie de la musique, des décors et surtout de la danse, fait d'un ballet de Tchaïkovsky une merveille typiquement russe. Le moindre danseur aurait figure de vedette chez nous. Nous avions beaucoup admiré avant notre départ, à l'Opéra de Paris, la Sémianova, qui est à la vérité une admirable ballerine. A Moscou, elle n'occupe cependant, parmi les grandes danseuses, que le sixième ou le septième rang. La veille du jour où nous avions la joie de la revoir danser, son mari, Karakhan, ambassadeur des Soviets à Ankara, avait été exécuté.

Une salle de théâtre, en U. R. S. S., est, pour une part, réservée gratuitement aux bons ouvriers des usines. C'est d'ailleurs là une pratique qui vaut d'être donnée en exemple. Mais une réunion populaire en vase clos présente en U. R. S. S. les mêmes inconvénients qu'ailleurs et il ne fallait pas moins que la magie des ballets pour nous attirer au spectacle. Il nous a cependant semblé, à ma femme et à moi, qu'avec les mois qui passaient l'atmosphère du théâtre devenait plus respirable. Peut-être nous accoutumions-nous tout simplement. En tout cas, si dans le courant de l'année 1937 l'amélioration de l'hygiène n'est pas encore une chose bien établie, nous avons certainement remarqué une transformation vestimentaire. Les faux cols apparaissent ; quelquefois, très rarement encore, ils sont blancs. Un soir même, un smoking fait sensation. Hélas ! comme le reflux suit le flux, l'année 1938 voyait à nouveau diminuer le nombre des faux cols. Sans doute beaucoup d'entre eux avaient-ils pris le chemin des colonies pénitentiaires. Il paraît vraisemblable qu'après avoir cherché à s'appuyer sur cette couche nouvelle qu'alimentaient les gros traitements et les hauts salaires, Staline, constatant qu'elle cédait sous lui et allait plutôt grossir l'opposition, avait décidé de la briser.

CHAPITRE IX

« MNOGOSTRADALNAIA ROSSIA »
DOULOUREUSE RUSSIE

RÉFLEXION D'UN PAYSAN RUSSE : PLUS ÇA CHANGE ET PLUS ÇA VA MAL. || INFLUENCES GÉOGRAPHIQUES ET ETHNIQUES SUR LE TEMPÉRAMENT RUSSE : MYSTICISME, MÉLANCOLIE, ENDURANCE, VERSATILITÉ. || INFLUENCE AUSSI D'UNE HISTOIRE DOULOUREUSE : MÉFIANCE, RÉSIGNATION, MYSTICISME ENCORE. || MENTALITÉ NOUVELLE DE LA JEUNESSE COMMUNISTE. || IGNORANCE TOTALE DE L'ÉTRANGER. || L'ÉNIGME RUSSE : INSTABILITÉ DU SLAVE.

A TOUT prendre, je préfère tout de même le théâtre et ses ballets à ces petites scènes de la comédie humaine que sont toutes les missions diplomatiques, la mienne comprise. Cependant, j'aimerais davantage encore toucher à la vie russe réelle. Mais ici, malheureusement, devant les barrières qui nous séparent du peuple, veille la Guépéou et son ombre suffit à faire la nuit. Chaque fois que je sors de Moscou et que je tente, à l'aide de mes rudiments de russe, d'entrer en conversation avec un indigène, mes anges se profilent derrière moi et mes interlocuteurs se taisent.

Une fois cependant, me promenant en grande banlieue avec mon collègue hongrois, l'aimable et distingué comte Youngerth-Arnothy, qui parle le russe comme le hongrois, nous réussissons à interviewer un paysan. « Alors, petit père, lui dit-il, ça va-t-il comme tu veux ? » Le vieux hoche la tête. « Tu n'as pas l'air satisfait ? — Pourquoi le serais-je, quand j'ai à peine de quoi manger, répond-il. — Alors, tu voudrais bien que ça change ? — Non. — Comment non, si tu n'es pas content. — Je ne suis pas content. Mais plus ça change et plus ça va mal. » J'ai beaucoup médité ces paroles, parce qu'elles me paraissent extraordinairement substantielles. Méfiance, servitude, résignation, je trouve dans cette passivité

désabusée du paysan russe tout ce que mes yeux n'ont pas pu voir, mais que j'ai perçu tout de même par l'entremise des autres.

Le Russe tient essentiellement son tempérament des conditions géographiques et ethniques qui ont enveloppé et enveloppent encore sa formation.

Géographie : revenons à nos impressions de voyage. Immensité, monotonie, grisaille. Un changement certain d'atmosphère, de pays, de continent, sans que l'on sache exactement ni où ni quand celui-ci a commencé. Pas de frontières naturelles, pas de frontières apparentes. Mais une étendue égale au sixième de tout le globe terrestre. D'où une perméabilité périphérique et une imperméabilité centrale. « L'Angleterre est une île », a dit Michelet. « La Russie est un continent », dit André Siegfried. Les deux définitions sont également riches de sens. C'est la mer qui a donné à l'Angleterre son rempart et sa puissance et qui a fait de l'Anglais un insulaire ; c'est l'espace terrien, l'espace infini, qui assure la grandeur et l'invincibilité finale de la Russie et qui donne au Russe plusieurs traits essentiels de sa nature : mysticisme et mélancolie notamment. L'amour d'une femme russe ne doit, paraît-il, être accepté que sous bénéfice de ce qu'elle a réservé à l'être idéal qu'elle a conçu et auquel aucun homme de chair ne la prendra. Charme slave ? Mysticisme. Quand un Russe regarde une fenêtre, on ne sait jamais s'il admire le paysage ou s'il a envie de sauter. C'est pourquoi sans doute il est si bon parachutiste : mélancolie.

Géographie encore : un climat continental, rude, aux hivers glacés, aux étés torrides, variable au point que le thermomètre peut tomber de vingt degrés en une journée : un Kirghiz ne fut-il pas trouvé, un jour, mort gelé sur son cheval à la suite d'une de ces chutes vertigineuses de la température ? C'est ce climat à la fois dur et brutal qui permet de concilier certains traits en apparence contradictoires du Russe. Il l'a entraîné à supporter et à souffrir : le Russe est passif et incroyablement endurant ; « même quand il est mort, il faut le pousser pour qu'il tombe », a dit Napoléon. Le climat lui a donné aussi le goût de l'excès : le Russe en tout est excessif. Il garde rarement ce que nous appelons le juste milieu et passe sans raison apparente de la mélancolie à la plus exubérante et parfois à la plus tumultueuse gaieté. En Russie, quand on rit, c'est, le plus souvent, jusqu'aux larmes.

En revenant d'une mission aux États-Unis, j'eus, il y a quelques années, le plaisir de faire la connaissance sur l'*Ile-de-France*, de trois frères russes, les princes géorgiens Mdivani. Invités par eux à un cocktail, nous passâmes, mon regretté ami Jean-Jacques Bizot et moi, un début de soirée délicieux, sur le pont d'abord, dans leur somptueux appartement ensuite. Ces princes étaient pleins de charme et de fantaisie, comme savent l'être les Slaves, piquants et mousseux comme le champagne qu'ils buvaient. Un ami jouait sur une guitare un air nostalgique. Tout à coup un bouchon sauta. Un des princes, étendu sur le divan, se dressa alors, sortit son browning et en déchargea sur le plancher toutes les balles qui ricochaient un peu partout. Bizot et moi étions montés sur nos chaises. Nous nous retirâmes discrètement avant l'apparition d'un second browning.

Le mimétisme a, en somme, joué pour les Russes comme pour tous les êtres vivants. La perdrix est blanche dans les neiges, grise dans les terres à blé, rouge dans les vignes, rousse dans les sables. Le Russe peuple un continent situé entre ceux de la race blanche et de la race jaune. Il n'est ni tout à fait blanc, ni tout à fait jaune, et doit à la géographie sa nuance spéciale.

Il la doit aussi aux apports successifs des invasions. Sur les quelque deux cents millions d'individus qui peuplent la Russie, il y a au centre environ cent soixante-dix millions de Slaves aryens que l'on suppose descendus des plateaux de l'Iran ; mais les populations autochtones étaient finnoises au Nord et mongoles au Sud et il y a eu les grandes invasions jaunes d'Attila, de Gengis khan de la Horde d'or, suivies d'ailleurs des refoulements venus de l'Occident. Remarquables colonisateurs, les Slaves se sont étendus sans cesse aux dépens notamment des Chinois, mais ils en ont subi aussi l'influence en même temps que celle des Juifs, des Allemands, des barons baltes.

Cet énorme magma, logé sur le continent russe, a pris une conscience commune, mais nécessairement bigarrée et, point capital, la formation de l'individu n'y est pas encore achevée, est en plein devenir. Comme le dit avec pittoresque André Siegfried, « le Russe a la technique du XX[e] siècle, la mentalité du XVIII[e], les superstitions de l'âge néolithique ».

On peut considérer aussi que l'histoire du peuple russe a contribué à son tour à marquer les plis que la nature et les

races lui ont imprimés. Les invasions fréquentes qu'a subies la Russie du fait même de son étendue, du fait aussi de l'inconsistance de ses frontières, ont amené l'État russe à se méfier beaucoup de l'étranger. Le défaut de consistance du Slave et cette sorte de mécontentement, inné en lui, ont amené l'État à se méfier également de ses sujets. Or ceux-ci, perpétuellement dupés, plusieurs fois affranchis, mais toujours asservis, se méfient à leur tour de lui : et c'est pourquoi on baigne, en Russie, dans une atmosphère de méfiance. Quand y vint, il y a un siècle, M. de Custine, il en était déjà ainsi. Je ne pense pas, toutefois, que l'on aurait cette impression au sein d'une famille russe ; non seulement on y serait accueilli avec cette bonne grâce, cet élan qui disent la richesse du cœur slave, mais chacun, à l'abri des oreilles indiscrètes, ne tarderait pas à raconter ses petites affaires à son hôte, car le Slave tout en contrastes est bavard et aime se confier. Et cependant la méfiance est générale en Russie, elle est au cœur de chaque Russe, mais surtout du paysan.

D'abord parce que, dans tous les pays, les aléas de la production agricole ont rendu le paysan méfiant, mais aussi parce qu'en Russie il a été l'esclave misérable de tous les régimes, il a particulièrement souffert de la dernière révolution qui a tourné au seul bénéfice de la classe ouvrière supérieure, il a lutté contre la collectivisation dont il n'aperçoit guère jusqu'ici les avantages et qui ne lui apparaît que comme un moyen perfectionné de réquisition. Car ici aussi il y a l'apparence et la réalité. Le paysan est prétendument intéressé aux bénéfices du *kolkhoze*, mais tout se passe en fait comme s'il était un salarié ; s'il lui arrive de faire quelque économie, elle est destinée à l'emprunt forcé ; à la vérité il demeure encore serf, car si l'envie lui prend de quitter sa terre, il devient un paria, à moins de s'enrôler dans l'usine que lui désignent les autorités.

« Je ne suis pas content, mais plus ça change, plus ça va mal », a dit le vieux paysan. Et il se résigne par une méfiance, qui est le fruit d'une longue expérience, et aussi parce que depuis toujours il est installé dans la servitude. « La servitude abaisse l'homme jusqu'à s'en faire aimer », a dit Vauvenargues. A-t-elle été jusque-là chez le paysan russe ? Il la subit avec passivité, en tout cas, jusqu'au jour où une de ces furieuses colères, qui le soulèvent à longs intervalles, le dressera, si les armes à tir rapide lui en laissent le temps, à moins

que le paradis collectiviste ne finisse par lui manıfester ses bienfaits.

Est-il surprenant qu'il cherche à s'évader dans le domaine du rêve, ce paysan qui subit et qui peine et, d'une manière plus générale, ce Russe qui souffre dans sa servitude, physique souvent, morale toujours, qui a les yeux fixés sur l'infini de l'horizon national et qui se sent cependant enfermé, isolé du monde extérieur. Cette sorte de claustration dans l'immensité de la terre slave n'incite-t-elle pas, elle aussi, le Russe à la superstition ou au mysticisme, suivant sa condition, comme elle appelle la carmélite vers Dieu, derrière les barreaux de sa prison terrestre ?

* * *

Il importe cependant de reconnaître que cette mentalité ne paraît plus être celle de la jeunesse communiste des villes. La Révolution lui a donné un idéal réel, tangible, celui de la science au service de la production. L'école et la propagande ont gravé sur son cerveau le nom d'un père commun à tous, qui est puissant, juste et sévère comme le Dieu des Juifs et qui gère pour le mieux le patrimoine de tous : Staline. Pour que la jeune génération n'en puisse pas douter, le régime veille, avec un soin jaloux, farouche, à ce qu'elle n'ait pas d'éléments de comparaison.

Le témoignage suivant donne à penser que cette préoccupation domine même celle de la défense nationale. Le beau-frère d'un de mes bons amis, ingénieur d'une grosse firme américaine de construction aéronautique, est venu en U. R. S. S. à la tête d'une mission technique, pour présenter un hydravion aux autorités soviétiques et prêter son concours à l'installation d'une usine d'aviation construite près d'Odessa. Après avoir pris l'hydravion en charge, le personnel soviétique l'a démonté par ses propres moyens, tandis que la mission américaine, confortablement installée d'ailleurs, à quelques kilomètres de là, jouait au basket-ball. Par la suite, quand le remontage a soulevé une difficulté technique, un spécialiste de la mission a été appelé à l'usine ; il n'y a jamais pénétré que muni d'un sauf-conduit délivré par le chef de la Guépéou locale. Il en a été ainsi pour l'installation des appareils de fabrication. Quand ceux-ci ont été placés, les contacts de la mission avec l'usine sont devenus de plus en plus rares. Le

beau-frère de mon ami, bien qu'excellemment traité, est rentré aux États-Unis sur sa demande avant l'expiration du contrat, après avoir épuisé toutes les joies du basket-ball. Il n'y avait cependant pas d'espionnage à craindre dans une usine où les Soviets se bornaient à copier des modèles américains. Mais on ne tenait peut-être pas à ce qu'un ajusteur yankee vînt y raconter qu'il roulait aux États-Unis dans sa voiture personnelle.

L'école, la propagande, la Guépéou ont ainsi donné au jeune communiste russe un complexe qui serait un complexe de supériorité s'il ne s'y mêlait celui qu'il apporte en naissant, en sorte qu'en fin de compte c'est un complexe proprement russe.

En fait, on peut, semble-t-il, considérer qu'à l'exception du manœuvre le prolétariat soviétique est matériellement satisfait — pour autant qu'un Slave puisse l'être — et notamment le jeune communiste qui gravit rapidement les degrés de la hiérarchie, grâce à l'épuration.

C'est pourquoi j'ai cru pouvoir écrire au Quai d'Orsay, en 1938, et j'écrirais encore aujourd'hui, que le régime actuel est solide et que Staline n'a à craindre que le couteau et le poids des ans.

Je ne jurerais pas cependant que les générations nouvelles conservent pour le régime le même enthousiasme à mesure qu'elles montent et que viennent, avec l'âge et la réflexion, si peu que ce soit, les nouvelles de l'étranger.

***

Si je devais chercher l'explication de l'énigme russe sur le marc de café d'une voyante, je pense que j'y verrais tracé le mot *instable* écrit en lettres aussi mouvantes que peuvent l'être des caractères sur du marc de café. C'est le mot qui me semble porter en lui tout le registre du tempérament slave, toutes les sautes de l'humeur russe, avec un écart qui peut aller, comme l'a dit Kœstler, de zéro à l'infini. C'est ce mot qui permet de comprendre pourquoi l'autocratisme existait déjà en Russie alors qu'à côté, en Pologne, également slave, régnait le plus complet désordre politique, pourquoi à la doctrine de Lénine qui conduisait à l'anarchie a succédé le despotisme absolu de Staline, pourquoi dans l'U. R. S. S. de Staline comme dans la Russie des tsars la stabilité au moins momen-

tanée d'un régime ne peut être assurée que par une main de fer.

Le Slave est instable comme le Germain est insatiable. C'est par là d'ailleurs qu'apparaît la parenté des deux races. L'une et l'autre, dans une pâte très différente, portent en elles un ferment qui remue les peuples ensemencés et qui, s'il est plus actif chez le Germain, n'est peut-être pas beaucoup moins redoutable chez le Slave en raison de la masse.

Cette instabilité du Russe a une autre conséquence, mais qui n'est dangereuse que pour l'historien. Quand, en effet, il aura cru avoir expliqué l'énigme russe, il ne l'aura pas pour autant supprimée.

L'énigme demeure parce que, en raison même de son instabilité, le Russe la porte en lui.

Et maintenant, si d'aventure nous nous sommes égarés dans le labyrinthe de l'âme slave, je n'aperçois qu'un moyen d'en sortir, c'est de passer au chapitre suivant.

CHAPITRE X

LES LIENS SE RELÂCHENT

AGGRAVATION DE LA CRISE INTÉRIEURE EN U. R. S. S. PENDANT L'ANNÉE 1937. || XÉNOPHOBIE. || NÉGOCIATIONS LOCARNIENNES. || CHEMINEMENTS GERMANO-SOVIÉTIQUES. || REPLIEMENT DE L'U. R. S. S. SUR ELLE-MÊME. || MAUVAISE IMPRESSION ET MAUVAISES DISPOSITIONS A PARIS AU REGARD DE L'U. R. S. S. || LE MINISTÈRE DE L'AIR NE VEUT PAS D'AVIONS SOVIÉTIQUES. || APPRÉCIATION DE LA FORCE MILITAIRE RUSSE. || LE MINISTÈRE DE LA GUERRE EN NIE LA RÉALITÉ. || VOYAGE DE M. DELBOS EN ORIENT. || IL NE VIENT PAS A MOSCOU. || LES LIENS DE LA PETITE ENTENTE SE DÉNOUENT. || CEUX DE L'ENTENTE BALKANIQUE NE SE NOUENT PAS. || SUCCÈS TOTAL DU RÉGIME STALINIEN AUX ÉLECTIONS DE 1937. || CONTINUATION DE LA « GRANDE PURGE ».

DURANT l'année qui s'écoule du mois d'avril 1937 au mois de mars 1938, la relation détaillée de ma mission à Moscou ne serait que l'enregistrement assez fastidieux d'une aggravation continue des sujets de préoccupation que j'ai trouvés en arrivant : aggravation de la crise intérieure de l'U. R. S. S. et de sa position idéologique, aggravation de l'ambiguïté de sa politique extérieure ; toutes questions d'ailleurs interdépendantes.

L'économie soviétique, surmenée depuis plusieurs années, donne des signes apparents de fatigue. Pour assurer au plus vite à l'U. R. S. S. son indépendance économique, pour être au plus tôt en mesure de faire face au danger allemand, Staline a forcé la cadence et le pays est littéralement essoufflé. La main-d'œuvre qualifiée fait défaut dans les usines, la production est entravée par une sorte de sabotage larvé dû à la négligence, à l'incompétence, à la mauvaise volonté aussi, car le régime est loin d'être unanimement accepté, surtout par les paysans envoyés plus ou moins d'autorité dans les usines. C'est une lassitude générale après un effort inouï qui dure depuis dix ans et qui n'a pas encore donné tous

les résultats attendus. En fait, l'année 1937 traduit un fléchissement de la production de 15 p. 100 par rapport à 1936, de 27 p. 100 par rapport au plan.

La situation politique n'est pas plus satisfaisante. L'opposition semblait avoir cédé à la répression impitoyable qui suivit le meurtre de Kirov, ami de Staline, en 1934, en même temps qu'à l'avènement d'un esprit nouveau et à l'élaboration d'une constitution démocratique. Mais dans le peuple, dont le bien-être est sacrifié à l'accroissement de la puissance industrielle et militaire, le mécontentement grandit : la propagande ne peut pas grand-chose contre la faim. On accepte à la rigueur de ne penser que par le cerveau d'un autre, mais chacun continue à digérer avec son ventre. Dans le parti lui-même, les critiques se font jour et les idées vont plus vite que l'épuration. Or on est à la veille des élections.

Pour maîtriser la situation, Staline ne néglige rien. Il améliore le sort du paysan dans les kholkozes, à l'effet de faciliter le ravitaillement des villes. Il dope les cadres et les bons ouvriers des usines en les intéressant à la production. Il accroît aussi sans cesse la rigueur des sanctions contre tout manquement, si minime soit-il, à ce que chacun doit à son travail et à l'État. Le retard d'un quart d'heure à l'usine est puni sévèrement. Un mot contre le régime entraîne la déportation. Coûte que coûte les usines doivent produire à bénéfice, les prochains électeurs doivent se montrer dociles. Mon collègue lithuanien, qui est un poète, compare l'économie soviétique à un moulin dont la meule est trop lourde pour être actionnée par le vent. Alors, ne pouvant atteindre le vent, on frappe le meunier. A la vérité, Staline en déchaînant la tempête a tout de même réussi à faire tourner le moulin. Et quelle tempête ! Suivant sa politique en zigzag, Staline frappe à gauche les vieux Bolcheviks qui prétendent le ramener sur la ligne de Lénine, à droite les fonctionnaires qui songent à s'embourgeoiser. C'est la terreur. Une terreur qui, à condition de ne pas trop se prolonger, n'est peut-être pas pour déplaire tant que cela au peuple jaloux du confort des nouveaux parvenus, qui plaît en tout cas certainement à la jeunesse communiste dont elle favorise l'avancement.

Mais c'est aussi une terreur qui s'accompagne de xénophobie, car il faut exalter la ferveur du prolétariat soviétique en agitant l'épouvantail de l'encerclement par les États capitalistes ; c'est ce que fait Staline dès le mois de mars 1937,

dans un discours retentissant où tous les pays sont « maltraités » sur le même pied. Ainsi il stigmatise chez les autres les méthodes mêmes qu'il restaure chez lui. A ceux qui ignorent toutes les ressources de l'opportunisme stalinien de s'en étonner, et c'est malheureusement le cas de tous les gouvernements étrangers, le mien compris. Je le fais observer à Litvinov et lui indique combien un pareil discours est de nature à apporter de l'eau au moulin des détracteurs du pacte. « Il est à l'usage intérieur », me répond le commissaire du peuple. Je le sais, mais je sais aussi qu'il traduit une tendance ou plus exactement un état d'esprit qui n'est d'ailleurs pas particulier à l'U. R. S. S., qui inspire la politique de tous les États pacifiques d'Europe et que le bon sens populaire a appelé « l'esprit de Munich » parce qu'il a conduit l'Europe à cette défaillance finale et décisive que fut l'accord de Munich. C'est l'ère de la grande peur qui s'est ouverte, peur d'Hitler chez les uns, peur de la guerre en soi chez les autres, peu importe, car l'un incarne l'autre. Cette peur ne tenait pas, d'ailleurs, que les dirigeants et nous serions mal venus à leur jeter la pierre alors qu'à cette époque chacun de nous, penché sur sa radio, écoutait haletant les vociférations du Führer. Il n'y avait alors ni un Churchill, ni un Clemenceau au gouvernement pour dominer cette sorte d'angoisse collective et s'il y avait Staline à Moscou, il était lui-même dominé par les nécessités d'une situation propre à la Russie. Il ne m'appartient pas de faire le départ des responsabilités dans ce drame des années 1937-1939 et le verdict sera rendu par l'histoire ; mais je doute qu'il y ait beaucoup d'acquittements. Il me paraît cependant équitable de reconnaître que l'état de la Russie permet d'expliquer, s'il ne suffit pas à les justifier, les réticences et l'ambiguïté de sa politique extérieure.

L'U. R. S. S. traverse une crise intérieure qui, pour être une crise de croissance, ne l'affaiblit pas moins momentanément : ce n'est pas quand un homard change de carapace qu'il court l'aventure. La Russie a, pour des années encore, un besoin certain de paix. Si, en 1934, elle est entrée à la Société des Nations, si, en 1935, elle s'est liée à la France, c'est précisément parce que sa faiblesse temporaire ne lui permet pas de demeurer exposée, seule, aux coups de l'un ou l'autre de ses voisins et surtout du Reich allemand. Les mêmes raisons commandent son attitude en 1937 et ne lui permettent pas davantage de s'isoler. Mais la croissance de la force alle-

mande, la carence de la sécurité collective, la passivité des démocraties occidentales, qui seraient seules assez puissantes pour faire front, l'amènent à céder, à sa manière, à une force centrifuge qui agit alors sur tant de pays.

« Nous avons eu la preuve à Washington, devait me dire plus tard l'ambassadeur Bullitt, que, durant les années qui ont précédé la guerre, Moscou n'a cessé de causer avec Berlin. » Je n'en ai pas eu la preuve, pour ma part, mais j'en ai eu vent suffisamment pour alerter Paris. Le silence de la presse précédemment remplie d'invectives contre les nazis, la faveur avec laquelle l'attaché militaire allemand est accueilli dans les cercles de l'armée soviétique, l'amabilité que lui témoigne Vorochilov lui-même, alors qu'il est assez froid avec moi [1], les longs entretiens du comte de Schulemburg avec Litvinov et ses voyages à Berlin, la nervosité des ministres baltes qui savent plus ou moins confusément que leurs pays servent d'enjeu : autant d'impondérables qui annoncent que quelque chose est dans l'air. Il n'y a plus à douter qu'à tout le moins des contacts aient été pris quand, en avril, paraissent simultanément ou presque dans les deux presses des notes démentant tout rapprochement entre l'Allemagne et l'U. R. S. S. Il semble bien, d'ailleurs, qu'à ce moment la main ou la pince russe se soit brusquement retirée. Est-ce à la suite du complot de Toukatchevsky et de sa collusion avec le Reich, ou d'une réaction sentimentale d'Hitler contre les Soviets ? Je l'ignore ; mais je n'ai pas eu connaissance que les contacts aient été repris avant la conférence de Munich.

Les puissances occidentales poursuivent avec le Reich les conversations locarniennes ; elles négocient au grand jour et, à la vérité, leurs intentions sont pures ; celles de Staline le sont peut-être moins et il procède par cheminement souterrain, mais au fond, avec des méthodes différentes, le mobile et le but sont les mêmes. Ce louvoiement de la politique soviétique doit évidemment nous tenir en éveil. Doit-il nous détourner de l'U. R. S. S. parce qu'elle serait hors de jeu ? Doit-il nous inciter, au contraire, à la retenir dans notre alliance pour avoir son appui sans doute limité en cas de guerre et surtout pour éviter la guerre en maintenant dans la balance son énorme masse de nature à engager Hitler à la

1. Vorochilov parut effaré un jour qu'à dessein je lui demandais à brûle-pourpoint : « Quand venez-vous nous voir à Paris ? »

prudence ? C'est cette dernière thèse que je n'ai cessé d'appuyer.

Le réarmement britannique, le raffermissement pourtant net de la politique française qui se manifeste au Maroc vis-à-vis de l'Allemagne, en Espagne vis-à-vis de l'Italie, ne suffisent pas à modifier l'attitude, l'indifférence au moins apparente de l'U. R. S. S. Elle s'est repliée et semble durant toute cette année 1937 avoir le regard tourné en dedans : il n'est question que de déviation, de diversionnisme, de non-conformisme et si l'on parle de l'étranger c'est pour jeter l'anathème sur les intentions perfides des puissances capitalistes. Après l'Allemagne et le Japon, l'Angleterre et la Pologne ont à leur tour les honneurs du palmarès et, si la France n'est pas nommée, elle n'est pas exceptée. Le ton a été donné par le discours de Staline. Après lui, Vorochilov, Jdanov et d'autres lancent de véritables appels à la xénophobie.

Cette situation et cette attitude ne laissent pas d'impressionner défavorablement, en France, jusqu'aux partisans les plus fermes de l'alliance franco-soviétique. Quant aux autres, un exemple suffira pour indiquer leur état d'esprit.

Connaissant les insuffisances de notre aviation, je m'étais assuré, avant mon départ, auprès du général Gamelin, qu'il verrait favorablement figurer sur le programme des échanges de matériel militaire, la livraison d'avions soviétiques. Lorsque je fus à Moscou, notre attaché de l'Air, le commandant Donzeau, me dit que les Soviets fabriquaient un petit avion de chasse monoplace, le I-16, qui lui paraissait susceptible d'intéresser notre aviation et qu'il se proposait d'en demander le plan et les caractéristiques pour les communiquer à Paris. Je l'y encourageai vivement. Comme il ne parvenait pas à obtenir satisfaction, je décidai, fort de l'avis du général Gamelin, d'intervenir personnellement. Au cours d'un entretien avec le commissaire du Peuple à l'Aviation, je portai la question sur le terrain politique et m'exprimai d'une façon qui dut le convaincre, car, deux jours après, le commandant Donzeau partait pour Paris avec les indications demandées. A son retour, il m'apprit que le ministère de l'Air avait jugé l'avion intéressant du point de vue technique, mais ne lui avait pas moins prescrit de laisser tomber l'affaire sans d'ailleurs lui donner les raisons de cette décision.

J'entretins de la question le général Gamelin, quelques

mois plus tard : « J'ai appuyé le commandant Donzeau, me dit-il, mais le chef du service responsable au ministère de l'Air m'a répondu : « Jamais pareille humiliation. » — Quand un officier vous répond ainsi, vous ne le mettez pas aux arrêts ? » ai-je demandé au général Gamelin. Comprenne qui voudra ! Nos aviateurs étaient prêts, comme on va le voir, à une collaboration stratégique, c'est-à-dire à une guerre éventuelle aux côtés de l'U. R. S. S., mais ils refusaient son concours technique, c'est-à-dire la fourniture d'avions dont nous aurions le plus grand besoin en cas de conflit.

La compréhension de la situation ne paraît guère plus grande au ministère de la Guerre qu'à celui de l'Air. Au cours d'un voyage en Europe, en mai 1937, Litvinov s'est arrêté à Paris et a rendu visite à M. Delbos, car malgré son repliement l'U. R. S. S. tient à conserver des contacts. Le ministre français lui a parlé de l'ouverture de conversations d'état-major : d'après Potemkine, qui me renseigne à ce sujet, il lui a indiqué que les ministères de l'Air et de la Marine ont donné leur accord, mais que celui de la Guerre n'a pas encore fait connaître sa réponse. Sans doute ce dernier observe-t-il toujours l'attitude réticente que m'a signalée le président Blum. Un incident qui se produisit à la fin de ma mission à Moscou devait m'éclairer sur ses véritables dispositions.

Dans la mesure de mes moyens, à la vérité très réduits, je m'étais efforcé, dès mon arrivée à Moscou, de me renseigner sur l'état véritable de la puissance militaire russe. J'y fus beaucoup aidé par le colonel Pallace, aussi bon attaché militaire que le commandant Donzeau était excellent attaché de l'Air. Car je dois rendre à nos services techniques cet hommage qu'ils m'ont toujours fourni à l'étranger des collaborateurs remarquables, aussi compréhensifs qu'eux-mêmes l'étaient peu. Ce qui montre une fois de plus combien le Français a besoin de voyager. Donc, avec l'aide de Pallace et de Donzeau, je pus assez rapidement fournir au Quai d'Orsay, par écrit et de vive voix, des renseignements utiles. Je pus, notamment, indiquer l'effort inouï fait dans les dernières années sous l'impulsion de Toukatchevsky pour mécaniser l'armée et les résultats acquis dans ce domaine, comme d'ailleurs dans celui de la troupe et des aviateurs avec la mise en place dans de nombreux kholkozes d'un dispositif comprenant une mitrailleuse et plusieurs instructeurs, avec la création de l'*Ossaviakhim*, société pour l'étude de l'aviation et de la

guerre chimique, qui compte environ six millions de membres.

Dès 1936 : des effectifs sur pied de paix de treize cent mille hommes avec des réserves plus ou moins instruites mais inépuisables, effectifs qui augmentaient d'ailleurs sans cesse par suite d'une sorte de mobilisation larvée accompagnant l'accroissement de la puissance militaire allemande ; une armée bien équipée, déjà largement motorisée et disposant d'au moins 4 500 chars dont certains de 40 tonnes ; une aviation que le général Armengaud tenait alors pour la première du monde et qui possédait 3 500 avions de première ligne, avec 150 000 pilotes en formation ou à l'entraînement, 144 aérodromes et 600 tours de parachutisme ; sur l'ensemble de cette flotte aérienne, 400 bombardiers lourds stationnés à l'Ouest pouvaient jeter chacun une tonne et demie sur Francfort-sur-l'Oder en partant de Minsk ou sur le bassin industriel de Silésie en partant d'Ukraine et 120 bombardiers lourds stationnés à l'Est pouvaient, avec la même charge, couvrir tout le Japon.

A la fin de 1938, l'aviation soviétique s'était laissé distancer par l'aviation allemande pour la raison que les Russes, qui n'ont pas de génie créateur en mécanique, étaient en la matière tributaires des États-Unis et que ceux-ci ne leur fournissaient les nouveaux prototypes qu'avec un certain retard. Par contre, la motorisation de l'armée avait été très développée et l'on pouvait évaluer le nombre de chars à 8 000 au minimum. Mais, malgré les progrès réalisés, la faiblesse de l'armée soviétique résidait toujours, en 1938 comme en 1936, dans le mauvais état des moyens de communications et l'insuffisance des transports. Là encore, le colonel Pallace m'apporte, à ses dépens, d'utiles renseignements, car je ne crois pas qu'au cours de ses nombreuses randonnées en auto il soit rentré souvent dans la voiture qui l'avait emmené, tant les routes étaient encore mauvaises en Russie. Un autre point noir, qui s'était formé celui-là durant mon séjour, était la désorganisation du haut commandement décimé par l'épuration. Celle-ci faisait évidemment l'affaire des officiers subalternes qui montaient avec une rapidité[1] que nous n'avons

1. Un officier, né en 1905 et appelé sous les drapeaux en 1927 comme aide-cordonnier, figure, pour une décoration, comme lieutenant en premier au journal du 22 octobre 1937. Le 29 octobre de la même année, on le retrouve avec le grade de chef d'escadron, commandant l'un des trois régiments de cavalerie de la division Staline à Moscou.

connue que sous les guerres de l'Empire. Mais il était permis de se demander si un état-major aussi rapidement constitué disposerait de toutes les capacités techniques nécessaires pour nourrir, transporter et mener au feu une armée moderne de l'importance de l'armée soviétique.

C'est sur ces bases qu'à l'automne de 1938 l'attaché militaire établit, sur ma demande, un rapport que je communiquai, en l'appuyant, au Quai d'Orsay. Quelques semaines plus tard, le colonel Pallace vint me trouver, assez penaud. Il avait reçu, de son département, en réponse à son rapport, une lettre de blâme où ses chiffres étaient rejetés et lui-même durement invité à plus de modération dans son appréciation de la force militaire soviétique. L'attaché militaire n'ayant pas cru, par discipline, devoir répliquer, j'ai répondu pour deux à cette lettre qui était signée : pour le ministre, Dentz. Les hommes, qu'ils soient de droite ou de gauche, que leur passion partisane aveugle aux dépens de la patrie sont des malfaiteurs publics.

***

A l'automne de 1937, M. Yvon Delbos entreprend un voyage en Orient ; il fait la tournée des « amitiés françaises » : Varsovie, Prague, Bucarest, Belgrade sont sur le circuit. Moscou n'y figure pas et, malgré toutes les excuses qui pourront être présentées, cela ne sera pas pour améliorer les relations franco-soviétiques et restaurer la confiance. Cette initiative française est cependant des plus opportunes, car il y a là-bas bien des choses à remettre en place ; peut-être, quoiqu'il soit déjà tard, pourra-t-elle encore porter ses fruits, si les paroles nécessaires sont dites en cours de route, surtout si elles sont dites avec l'accord de nos alliés britanniques. De l'observatoire de Moscou, on a vue sur les deux versants de la planète et ce que je vois en Orient n'est pas fait pour me rassurer.

Là encore, les puissances cèdent comme ailleurs à la force centrifuge. C'est tout l'édifice élevé en 1921 qui se disloque. L'idée qui avait alors présidé à son édification était cependant juste. La création de la Petite Entente devait servir de noyau à l'organisation d'une fédération danubienne appelée à remplacer, sous une autre forme politique, l'ancienne monarchie austro-hongroise qui ne s'était pas constituée elle-même par l'effet du hasard, mais de la géographie. Sans doute, la Tché-

coslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie formaient-elles un groupe assez puissant de trente millions d'âmes, qui trouvait dans les mines serbes, dans le pétrole roumain et dans les usines tchèques des éléments suffisants à son armement. Mais, pour constituer sur le plan économique un tout cohérent qui leur eût permis de mieux résister à l'attraction allemande, il eût fallu qu'elles s'unissent à l'Autriche et à la Hongrie. J'ai travaillé, des années durant, à l'organisation de cette union économique danubienne : toujours vainement. C'est que les hommes qui dirigeaient la Petite Entente, et qui s'appelaient Bénès, Titulesco, Marincovitch, portaient en eux, à côté de qualités éminentes, une sorte de vice congénital : en face de Vienne et de Budapest, anciennes têtes de cette monarchie dualiste, qui avait si longtemps asservi leur pays, ils se trouvaient une mentalité d'affranchis. L'ombre de l'Autriche-Hongrie planait encore sur eux : « Plutôt l'Anschluss que le retour des Habsbourg à Vienne », me dit un jour Titulesco. Comme ces trois ministres étaient non seulement des hommes d'État de premier plan, mais aussi des amis sincères de la France, nos dirigeants s'en sont toujours remis à eux de la direction des affaires si complexes de l'Europe centrale et l'organisation nécessaire du bassin danubien ne s'est pas faite.

A l'automne de 1937, ce sont les liens politiques de la Petite Entente qui eux-mêmes se détendent. La Yougoslavie est dirigée par un opportuniste, Stoyadinovitch, dont on peut tout craindre. La Roumanie est dangereusement travaillée par la propagande du Reich qui convoite surtout les pétroles roumains. Berlin devient pour elle un pôle d'attraction comme Moscou l'est pour la Tchécoslovaquie. C'est à plus ou moins brève échéance l'écartèlement de la Petite Entente si la France, appuyée par l'Angleterre, ne regroupe pas ses amis autour d'elle. D'autant que la Roumanie est en coquetterie ouverte avec la Pologne, dont le gouvernement fait, à propos de Teschen, de l'irrédentisme antitchèque.

La situation n'est pas beaucoup plus satisfaisante dans l'Europe balkanique. Là encore un bloc de trente millions d'habitants, qui, sous l'égide de la Turquie, bien disposée pour nous, pourrait jouer son rôle dans la sauvegarde de la paix. Il faudrait, à cet effet, y rattacher la Bulgarie et je sais, par son représentant à Moscou, que celle-ci y consentirait si elle obtenait un débouché sur la mer Egée ou peut-être

même quelque chose en Dobroudja. Mais ni la Turquie, ni l'U. R. S. S. ne font l'effort nécessaire et la Bulgarie, comme la Roumanie, est mal protégée contre les séductions et les menaces de l'Allemagne.

***

L'an 1937 s'en va sans emporter avec lui ce goût de cendres que chacun a sur la langue depuis que sont apparues à Berlin les premières lueurs de l'incendie prochain.

A Moscou, les élections, par la grâce de la propagande et de la Guépéou, ont été un succès « total ». Elles envoient au parlement de l'Union, qui se réunit en janvier 1938, des hommes tous communistes ou sans parti, dévoués à Staline. Le Conseil des nationalités présente un aspect particulièrement pittoresque. Là sont réunis des délégués dont la majorité représente les républiques de la périphérie et de l'Europe centrale : Kirghizes, Tcherkesses, Tatars et autres, tous vêtus de costumes orientaux bariolés, coiffés de turbans. Le spectateur occidental a l'impression d'assister à un bal costumé. Dès le début, les délégués se déchaînent et, une heure durant, proposent Staline aux acclamations de l'assemblée. Les discours gouvernementaux d'ouverture mettent l'accent sur les desseins de guerre des pays capitalistes et la puissance de l'armée rouge. Jdanov, qui, en décembre 1936, a parlé d'élargir la fenêtre soviétique sur la Baltique, est nommé président de la Commission des Affaires étrangères, Dimitrov, qui dirige le Komintern, est au banc du gouvernement.

Ainsi, comme il sied en Russie, toutes les portes sont entrouvertes.

Cependant le succès complet du régime aux élections n'a pas atténué la violence de la purge. Celle-ci atteindra son point culminant dans les premiers mois de 1938, pour diminuer ensuite assez sensiblement sans cependant jamais disparaître. Le régime économique institué par Staline, en produisant sans cesse une bourgeoisie nouvelle peu favorable au régime, porte en lui-même la nécessité d'une épuration permanente.

CHAPITRE XI

LE DRAME SE NOUE

LE RAPT DE L'AUTRICHE. || LA TCHÉCOSLOVAQUIE MENACÉE. || LITVINOV PROPOSE LA RÉUNION D'UNE CONFÉRENCE. || CHAMBERLAIN PREND LA DIRECTION DE L'ATTELAGE FRANCO-BRITANNIQUE. || OUVERTURES SOVIÉTIQUES A PRAGUE POUR LA CONCLUSION D'UN ACCORD MILITAIRE. || L'U. R. S. S. FAIT FACE A L'OUEST. || L'INCIDENT POLONO-LITHUANIEN. || LE COUP DE SONDE A LA FRONTIÈRE DE MANDCHOURIE. || L'ASSISTANCE DE LA FRANCE ET DE L'U. R. S. S. A LA TCHÉCOSLOVAQUIE EXIGE UNE COORDINATION DE L'ACTION MILITAIRE DES TROIS PAYS. || LE NOUVEAU CABINET FRANÇAIS. || LE PRÉSIDENT DALADIER. || MES CONVERSATIONS AVEC M. GEORGES BONNET. || LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS APPROUVE L'OUVERTURE DE CONVERSATIONS MILITAIRES AVEC LA TCHÉCOSLOVAQUIE ET L'U. R. S. S.

13 MARS 1938 : annexion de l'Autriche. La nouvelle. n'était guère pour surprendre les chancelleries, pas la nôtre en tout cas, alertée par notre ministre à Vienne Elle provoqua à Moscou, est-il besoin de le dire, de violents remous dans le Corps diplomatique où chacun manifesta selon ses goûts. Mon infortuné collègue autrichien, qui était nazi, poussa l'égarement ou l'héroïsme jusqu'à porter ses félicitations à l'ambassadeur d'Allemagne. Mais les morts vont vite ; l'Autriche à peine défunte, chacun se demandait quelle serait la nouvelle victime et les yeux déjà se tournaient vers la légation de Tchécoslovaquie. L'occupation de l'Autriche n'était pas seulement un coin enfoncé dans le flanc de la Petite Entente, elle permettait de prendre à revers toute l'organisation défensive tchécoslovaque.

Il semble qu'en précisant la menace allemande contre Prague, l'Anschluss ait rendu du ton à la politique extérieure soviétique : la Tchécoslovaquie est la sentinelle avancée du slavisme à l'Ouest, le bastion occidental de l'U. R. S. S. Le 18 mars, alors que je fais route pour Paris, le Gouverne-

ment soviétique propose la réunion d'une conférence à l'effet d'aviser aux moyens de sauvegarder la paix en Europe. Mais il est seul à relever le gant.

On demeure confondu à lire les raisons que donne alors Chamberlain pour écarter l'idée d'une alliance anglo-franco-russe que lui suggère M. Churchill [1]. D'après M. Feiling [2], le premier ministre écrit à sa sœur le 20 mars : « Cette idée de « grande alliance », comme Winston l'appelle, m'était venue bien avant qu'il en fît mention.... J'en avais parlé à Halifax et nous l'avions soumise aux chefs de l'état-major et aux experts du Foreign Office. C'est une idée très séduisante ; il n'y a presque que du bien à en dire, jusqu'à ce que l'on se mette à en envisager la réalisation. A partir de ce moment-là le charme s'évanouit. Il suffit de jeter un regard sur la carte pour s'en rendre compte : rien de ce que la France ou nous-mêmes pourrions entreprendre ne saurait en aucune façon empêcher l'invasion de la Tchécoslovaquie par les Allemands, si ces derniers y étaient résolus.... J'ai donc abandonné toute idée d'offrir des garanties à la Tchécoslovaquie ou à la France en ce qui concerne ses obligations envers ce pays. »

Comment un chef de gouvernement a-t-il pu, surtout après consultation de ses conseillers militaires et politiques, considérer que la bataille pour la Tchécoslovaquie aurait à se gagner sur les monts de Bohême ?

Cette fin de mars 1938 fut, à la vérité, un moment décisif pour la paix : celui où la menace allemande contre Prague aurait pu rallier l'Europe pacifique autour de la Tchécoslovaquie. En cherchant à épuiser, aux dépens de cet infortuné petit peuple, les chances d'entente avec le chancelier allemand, les puissances occidentales allaient surtout épuiser les forces de paix. Une fois de plus, placées à la croisée des chemins, elles s'engageaient, par peur de la guerre, sur la voie qui y conduisait.

Le 24 mars, le premier ministre fait connaître à la Chambre des Communes la position de son gouvernement :

« Le Gouvernement de Sa Majesté estime que la conséquence indirecte, mais néanmoins inévitable, de l'action provoquée par le Gouvernement soviétique serait d'aggraver la tendance à la création de groupements exclusifs de nations

1. CHURCHILL, *Mémoires*, tome I, page 279.
2. M. Feiling est le biographe de Chamberlain.

qui, dans l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté, ne sauraient qu'être défavorables aux chances d'avenir de la paix en Europe. »

Il est très important de noter que, dès cette époque, c'est le chef du Gouvernement britannique, c'est Chamberlain, qui, personnellement, a pris les rênes de l'attelage franco-anglais et l'a conduit, de ses mains, jusqu'à la guerre. La plupart de ses initiatives interviendront sans consultation, parfois même sans information préalable du Gouvernement français, et celui-ci ne pourra guère que les entériner ou les subir, qu'elles lui aient plu ou non, car on ne conçoit pas une désunion des puissances occidentales en présence de la poussée allemande que leurs forces conjuguées ne suffiront même plus à contenir à l'automne de 1939.

Écartant les barrières qui pouvaient paraître à d'autres comme opposées aux entreprises nazies, mais que lui voyait dressées sur sa route vers Berlin, apportant une obstination, une force de caractère, un courage même qui appelle le respect, à la poursuite d'une politique sans courage, Chamberlain a prétendu, jusqu'à la dernière heure, faire plier sous sa volonté de paix la volonté de conquête d'Hitler.

Sans doute, cet industriel de Birmingham s'est-il inspiré, dans sa politique, de l'esprit de compromis qui est propre à la nation britannique et qui contribue tant à sa grandeur. Mais il l'a faussé, à mon sens, par le tour personnel qu'il lui a donné. Car l'esprit de compromis ne dispense pas de prendre des précautions et de mettre le plus d'atouts dans son jeu pour compromettre au mieux de ses intérêts. La Grande-Bretagne s'est même, en général, montrée habile à cette politique. Or Chamberlain a écarté la carte que lui offrait Litvinov et qui, si décriée que fût alors l'U. R. S. S., représentait tout de même un appoint sérieux pour compromettre dans de meilleures conditions. Il l'a refusée parce qu'elle pouvait déplaire au chancelier allemand et le détourner d'un accord, et aussi parce qu'il comptait arriver, d'homme à homme, à le convaincre de traiter. Acte de foi peut-être admirable s'il se fût agi d'idées, acte téméraire alors qu'il s'agissait du sort des peuples. Personne, j'imagine, ne conteste à l'heure actuelle que Chamberlain se soit trompé en jouant jusqu'au bout le jeu comme si Hitler n'était ni un tricheur, ni un fanatique. Mais je crois qu'il a commis une autre erreur, celle de ne pas apercevoir que, sur le plan moral sur lequel en somme il se plaçait,

le devoir n'était pas d'agir comme si le chancelier allemand, malgré ses antécédents, méritait la confiance, mais de se munir, quel que fût Hitler, de toute la prudence et de tous les moyens que commandait la légitime défense des États menacés et de la paix.

***

C'est au moment où le premier ministre prend cette position à Londres que j'entretiens M. Yvon Delbos de nos rapports avec l'U. R. S. S. Il ne les a jamais envisagés avec une particulière chaleur et la douche froide que nous administre Londres n'est pas faite pour les réchauffer.

Je l'informe aussi exactement que possible des difficultés intérieures qui semblent absorber momentanément l'attention de l'Union soviétique et rendre aléatoire sa collaboration effective dans un conflit. Je souligne toutefois que, si un pays peut l'amener à sortir de cette sorte d'isolement à la fois physique et moral où elle semble se confiner, c'est bien la Tchécoslovaquie. L'initiative de Litvinov proposant après l'Anschluss la réunion d'une conférence en est déjà la preuve. Mais il y a d'autres indices. Pour son anniversaire, le président Bénès a reçu du président Kalinine un télégramme particulièrement chaleureux où est affirmée la fidélité de l'U. R. S. S. à son alliance. Ultérieurement, le représentant des Soviets à Prague a été chargé à la fois de conseiller la prudence et la modération au Gouvernement tchécoslovaque vis-à-vis de Berlin et de l'inviter « à procéder, en accord avec la France, à l'examen d'une formule concrète d'assistance militaire de l'U. R. S. S. à la Tchécoslovaquie ». Ainsi le Gouvernement soviétique ne s'en tient pas aux manifestations purement verbales : ses ouvertures à Prague semblent bien indiquer au contraire qu'il envisage une participation effective à la défense de la Tchécoslovaquie et ses conseils de modération sont eux-mêmes un indice de la réalité de ses intentions. Je dis en conclusion au ministre que, si le Gouvernement français entend faire de Prague un point fixe de sa politique, il est plus utile et plus urgent que jamais d'ouvrir avec l'U. R. S. S des conversations militaires.

Malgré l'attitude négative observée à Londres, on ne reste finalement pas insensible, à Paris, aux réactions de l'Union soviétique, et notre ministre à Prague est chargé de conseiller

au Gouvernement tchécoslovaque de pousser ses entretiens militaires avec les Soviets.

Dès mon retour à Moscou, je vois mon collègue tchèque. Il me dit qu'il a repris, en février, les conversations engagées en 1936 à l'occasion des grandes manœuvres soviétiques. Elles avaient alors porté principalement sur le passage éventuel des troupes russes par la Roumanie et le Gouvernement tchécoslovaque avait, par la suite, conclu avec ce dernier pays un arrangement aux termes duquel celui-ci devait procéder à la réfection du réseau ferroviaire de Bukovine, en très mauvais état, moyennant une contribution financière de Prague. Depuis lors les missions tchécoslovaques de contrôle envoyées par intervalles en Roumanie avaient constaté que les travaux ne se poursuivaient qu'à un rythme très ralenti.

Le passage des troupes russes par la Pologne serait, à la vérité, beaucoup plus souhaitable que celui par la Roumanie, vu le faible débit du réseau de Bukovine. Mais l'hostilité de la Pologne écartant au moins pour le début des opérations la première hypothèse, force était bien de retenir la deuxième, qui n'était d'ailleurs pas négligeable [1].

La Roumanie avait, à cet égard, donné à plusieurs reprises à Prague l'assurance de sa fidélité au pacte de la S. D. N. aux termes duquel les signataires devaient assurer le libre passage aux troupes se portant à la défense de l'État attaqué. Mais cette garantie était bien fragile tant que ne serait pas réglée la question de la Bessarabie, que les Soviets n'avaient toujours pas reconnue comme roumaine *de jure ;* d'autant plus fragile qu'un article de la constitution roumaine soumettait la traversée du territoire par des troupes étrangères à l'autorisation du roi.

Mon collègue n'a pas repris la question dans ses entretiens actuels, qui ont exclusivement porté sur le concours de l'aviation soviétique. Il a obtenu la livraison immédiate de soixante bombardiers. Vingt ont déjà atterri à l'aérodrome d'Uggorod, en Slovaquie. La démonstration est ainsi faite que les avions russes peuvent se poser dans la partie la moins immédiatement menacée du pays. De leur côté, les Soviets ont créé un grand aérodrome à Vinnitza, sensiblement plus rapproché de la frontière Ouest que Kiev. Il reste à achever l'aménage-

1. M. Churchill évalue à trente le nombre des divisions russes qui auraient pu être transportées par cette voie (CHURCHILL, *Mémoires*, t. I, p. 312).

ment de l'aérodrome d'Uggorod, dont les travaux ont dû être suspendus à la suite d'une campagne de presse allemande, et à le munir des pièces de rechange et des dépôts d'essence nécessaires aux avions soviétiques.

Nous convenons, mon collègue tchécoslovaque et moi, d'appeler l'attention de nos gouvernements sur l'importance qui s'attache à agir à Bucarest et à Moscou afin d'obtenir de la Roumanie, au besoin à l'aide d'une concession soviétique dans la question de Bessarabie, qu'elle s'engage à autoriser le passage éventuel des troupes russes.

Je me décide à aller plus loin pour ma part et j'indique dans un rapport au Quai d'Orsay que, à partir du moment où la Tchécoslovaquie est devenue le point névralgique de la crise européenne, le facteur russe a pris son importance maximum : pour la sauvegarde de la paix, s'il est encore temps, pour l'issue d'un conflit, si celui-ci doit finalement éclater.

Bien entendu, c'est seulement sur la donnée russe du problème qu'il m'appartient de me prononcer. Le Gouvernement français est seul en mesure et a seul qualité pour en rechercher la solution d'ensemble. Mais plus on s'avance dans cette tragique année 1938, plus j'acquiers la conviction que la Tchécoslovaquie est la pierre d'angle de l'Europe édifiée à Versailles.

***

Je trouve dans mes notes de cette époque les traces nombreuses des réflexions qui m'amènent à cette conviction ; j'en reproduis ici l'essentiel.

a. Il est clair que les actes d'Hitler s'enchaînent méthodiquement et que chaque maillon en se fermant en prend un autre : réarmement, service obligatoire, réoccupation de la Rhénanie, *Anschluss*. Il est clair aussi que l'attitude jusqu'ici passive des puissances occidentales ne peut que l'inciter à « enchaîner » et que, si la route ne lui est pas barrée, il ne s'arrêtera pas, s'il s'arrête jamais, avant d'avoir incorporé au Reich toutes les populations européennes de langue allemande.

b. Les puissances occidentales n'ont donc d'autre alternative que de jouer perdu avec l'espoir qu'Hitler s'engagera dans une lutte à l'Est ou de choisir la meilleure position pour résister. Si elles jouent perdu, on peut effectivement penser qu'Hitler cherchera à l'Est cet « espace vital » dont il parle déjà. Mais il y rencontrera d'abord la Pologne et de deux choses

l'une : ou il la combattra, ou il s'assurera sa complicité pour attaquer la Russie. Dans les deux cas, la France verra jouer un *casus fœderis*. Et, à supposer qu'elle arrive à se libérer de ses liens à l'Est, elle devra tout de même se battre dans les plus mauvaises conditions, le jour où Hitler lui réclamera l'Alsace, de langue allemande.

c. La France et, par voie de conséquence, l'Angleterre, devant tôt ou tard se heurter à Hitler, la Tchécoslovaquie est la meilleure position de résistance, la dernière sans doute, sur laquelle les Alliés aient encore une chance de sauver la paix.

La Tchécoslovaquie a une population slave et ne comprend qu'une petite minorité allemande, celle des Sudètes. Son annexion par le Reich serait un acte de brigandage qui devrait provoquer l'indignation générale. Par ailleurs, plus sûrement qu'une agression contre la France, une attaque contre la Tchécoslovaquie entraîne la participation effective de la Russie au conflit. L'intervention de la Pologne devient, il est vrai, plus douteuse, mais le poids de la puissance russe et celui de la puissance polonaise ne sont pas à mettre en balance.

En fait, la Tchécoslovaquie m'apparaît comme le seul pays sur lequel puisse se conjuguer l'action des trois grandes nations pacifiques d'Europe. Seule leur union immédiate et l'affirmation claire de leur volonté de défendre au besoin par les armes ce petit État offre encore une chance de contenir Hitler alors surtout que jusqu'ici son prestige n'est pas engagé dans l'affaire.

Si cependant le conflit éclate, c'est que rien n'aura permis de l'éviter ; il se poursuivra en tout cas, sur le terrain des alliances, dans les conditions les plus avantageuses pour nous.

***

Durant tout ce printemps de 1938, je suis la politique de l'U. R. S. S., j'observe l'attitude de ses dirigeants avec une attention de tous les instants. Je renonce même, à cet effet, à un projet de voyage dans le Sud de la Russie.

Je vois fréquemment Litvinov pendant cette période. Son attitude est des plus satisfaisantes. Je relève à ce sujet dans mes notes la mention suivante : « Je suis frappé de l'objectivité avec laquelle s'exprime Litvinov. Jusqu'ici sarcastique et plein de scepticisme, il m'a parlé aujourd'hui avec le sérieux et la modération de quelqu'un qui a le sens de responsabilités

nouvelles, qui sait que le Kremlin jouerait sa partie dans un conflit européen. « Nous avons donné, me dit-il notamment, « des conseils de prudence au Gouvernement tchécoslovaque. « S'il peut faire aux Allemands du pays des Sudètes des « concessions de nature à les satisfaire, nous serons les pre- « miers à nous en féliciter. Mais, dans le cas où, à l'instigation « de Berlin, leurs revendications s'avéreraient irrecevables et « devraient entraîner un conflit, M. Bénès sait aussi que nous « tiendrions nos engagements. »

Le raffermissement de la politique soviétique se manifeste également dans les divers incidents qui se produisent à cette époque.

Celui qui surgit à la fin du mois de mars 1938 entre la Pologne et la Lithuanie aurait pu paraître comique si tout ne devait être pris au sérieux sur le plan international et si, dans l'état de l'Europe, la moindre étincelle n'eût risqué de mettre le feu aux poudres.

Un douanier polonais ayant été tué à la suite d'un échange de coups de fusil à la frontière, le Gouvernement de Varsovie adressa à la Lithuanie un ultimatum dont les conditions devaient être acceptées dans les vingt-quatre heures. Le ridicule de l'affaire ne résultait pas seulement de la menace de guerre d'un État comme la Pologne contre un pays minuscule et désarmé. Il tenait aussi aux termes mêmes de l'ultimatum qui exigeait, en plus des réparations d'usage pour la mort du soldat polonais, l'établissement immédiat de relations diplomatiques encore inexistantes entre les deux pays. Imagine-t-on un particulier qui mettrait, sous peine de duel, un de ses voisins en demeure de nouer des relations avec lui ? Dès qu'il a connaissance de l'ultimatum, Litvinov s'emploie à faire comprendre au Gouvernement lithuanien que celui-ci mettrait ses amis dans une fausse situation si la guerre éclatait parce qu'il aurait refusé d'établir des relations diplomatiques. Mais il convoque aussi mon collègue polonais dans la nuit du 16 avril et lui déclare que, si la Pologne allait trop loin, un conflit très grave s'ouvrirait dans cette région de l'Europe.

Si l'ours moscovite se borne à montrer les dents à la Pologne, il aiguise carrément ses griffes sur les Japonais. Tandis que sur le front d'Occident les chancelleries seules sont encore en action, ce sont les mitrailleuses qui crépitent à la frontière de Mandchourie. Le fait n'est sans doute apparu, en Europe, que comme un de ces incidents de frontière si fréquents en Extrême-

Orient. Il vaut cependant d'être rapporté, car il offre un exemple typique des procédés aussi spéciaux que subtils de la diplomatie asiatique.

Peu de temps après mon arrivée à Moscou, un incident de frontière assez sérieux s'était déjà produit dans la même région. Mais cette fois, les agresseurs avaient été les Japonais. Ceux-ci avaient subitement découvert que certaines îles du fleuve Amour étaient litigieuses et les avaient occupées sans autre forme de procès. La réaction locale des Russes avait été faible, celle de Moscou le fut aussi. L'affaire s'arrangea à l'amiable et fit peu de bruit, même dans la presse soviétique. Quelques semaines plus tard, les Japonais envahissaient la Chine. Ils n'avaient pas voulu s'engager dans une aussi grande aventure sans s'être assurés au préalable et à leur manière de la neutralité russe.

A leur tour, en 1938, les Russes prennent l'offensive. Cette fois, ce sont de véritables batailles qui se poursuivent sur les plateaux de Mandchourie ; des crêtes sont prises et reprises, l'aviation entre en jeu, les pertes sont élevées de part et d'autre. Mais le bruit de ces combats n'arrive que très amorti en Europe. Il est étouffé des deux côtés, surtout du côté japonais. Le Kremlin est fixé ; il sait qu'il n'a, pour le moment, rien à craindre à l'Est.

Ce serait d'ailleurs une erreur de croire que l'U. R. S. S. réserve pour l'Asie ces façons de coups de pied dans le ventre, cette diplomatie à la fois subtile et brutale, tissée si fin que même un œil exercé a peine à distinguer l'endroit de l'envers. Elle nous l'applique aussi, à nous Occidentaux, mais en l'adaptant à notre conception sinon à notre goût. La vie humaine a plus de valeur chez nous qu'en Asie et nous n'admettrions évidemment pas que quelques-uns de nos régiments fussent décimés pour les seuls besoins de la diplomatie. Mais il est à remarquer que le Gouvernement soviétique fait à peu près toujours précéder d'une période de tension la recherche d'un accord ou d'une trêve, un peu comme les cuisiniers battent certaines viandes pour les attendrir. Quand, au contraire, l'ours moscovite fait patte de velours, méfiez-vous.

Toujours est-il que l'attitude du Kremlin à l'Est est pour moi un nouvel indice de sa volonté de faire front à l'Ouest et la nécessité d'ouvrir des conversations militaires, d'arriver même au plus tôt à un accord technique pour la défense de la Tchécoslovaquie, s'impose à mon esprit de plus en plus.

Ce n'est pas sans intention que le Gouvernement soviétique a mentionné la France dans les ouvertures qu'il a faites à Prague. Le pacte d'assistance tchéco-soviétique est en effet un accord à double détente : il ne joue qu'après que le pacte d'assistance franco-tchèque a lui-même joué, c'est-à-dire que l'appui de l'U. R. S. S. est subordonné à l'intervention préalable de la France. N'est-il pas normal, nécessaire même, qu'avant d'engager toutes nos forces contre l'Allemagne le Gouvernement français entende connaître non seulement l'aide militaire que l'Union soviétique pourra donner à la Tchécoslovaquie, mais aussi celle qu'elle sera en mesure de fournir à la France. Il ne suffit donc pas que les conversations militaires se poursuivent entre Prague et Moscou. Elles doivent s'étendre sans délai à l'examen d'une coordination de l'action militaire des trois pays pour la défense de la Tchécoslovaquie.

Je me proposais de me rendre à Paris pour y soutenir ce point de vue quand j'y fus moi-même convoqué par M. Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères dans le nouveau cabinet, présidé par M. Daladier.

***

Je reçus, le matin même de mon arrivée, la visite d'une journaliste, Mme Geneviève Tabouis.

Geneviève Tabouis est extrêmement menue et pâle, elle est même diaphane et doit être transparente à la lumière. Elle est impondérable et semble glisser dans l'air plutôt que marcher, comme ces « voleurs » qui se détachent de certaines plantes.

Rien de surprenant à cela : elle se nourrit de journalisme et d'un peu de salade qu'elle mange entre onze heures et minuit. Elle abandonnerait d'ailleurs toutes les feuilles de salade pour une feuille de journal.

Comme le procureur Hallers, elle mène une existence en partie double. Quand elle en a le temps, elle est une mère admirable et une amie délicieuse, mais elle est avant tout journaliste. Et, pour un bon article, elle vendrait qui sait quoi. Elle a d'ailleurs le don de faire parfois des articles étonnants sur des sujets qui lui sont parfaitement étrangers.

Que flaire-t-elle en venant ainsi me surprendre au débotté ? Je n'ai encore parlé de mon projet à âme qui vive et je ne lui en souffle pas un mot, bien entendu. Elle devait cependant, comme je l'appris plus tard, téléphoner le soir même à Polyakof, du

Daily Telegraph, pour lui annoncer que je venais amorcer la conclusion d'un accord militaire. Peut-être se fût-elle abstenue, tout de même, si elle avait connu les réactions que devait provoquer, à Londres, sa communication.

M. Georges Bonnet me reçoit le 20 mai. Je reproduis ici textuellement mes notes. « Le ministre me dit qu'il a tenu à me voir après son séjour à Genève et ses conversations avec Litvinov. Il a pris à Londres une position très ferme. Toutefois, la situation de la France menacée sur trois frontières et faible en aviation exige la plus grande prudence. Il fera donc tout pour éviter un conflit. Litvinov s'est plaint à lui du manque de confiance qui nuisait aux relations des deux pays. La France, lui a-t-il dit, n'a jamais voulu indiquer ce qu'elle ferait au cas où jouerait le pacte. Le ministre lui a répondu qu'en ce cas la France, se trouvant en conflit avec l'Allemagne, serait engagée nécessairement à fond. Il lui a demandé à son tour ce que ferait l'U. R. S. S. dans cette hypothèse. Litvinov a répliqué que seules les autorités militaires soviétiques pourraient répondre à cette question. Le ministre verrait donc avantage à ce que mes conseillers militaires et moi eussions des conversations à ce sujet avec les autorités soviétiques. Je lui réponds que telle est précisément la proposition que je voudrais lui faire et que nous n'avons que trop tardé à nous engager dans cette voie. Je lui rappelle l'état de la question. S'agissant de la Tchécoslovaquie, il a paru préférable de passer par Prague. Mais, du moment que l'hypothèse est celle d'un conflit engageant à la fois la France et l'U. R. S. S., il y aurait intérêt à ce que nous participions le plus tôt possible aux conversations. Je propose en conséquence que celles-ci soient reportées à Moscou et poursuivies, sous ma direction, par nos techniciens et ceux de l'Union soviétique et de la Tchécoslovaquie. M. Georges Bonnet se montre d'accord et me dit d'en parler avec MM. Léger et Massigli. »

Je me réjouis de trouver mon nouveau ministre dans d'aussi bonnes dispositions. Toutefois, instruit par l'expérience, je tiens à rapporter à Moscou un texte qui ait reçu l'accord de toutes les autorités responsables. Je vois à cet effet en premier lieu le général Gamelin, qui se montre favorable à l'ouverture des conversations militaires. Je mets alors noir sur blanc le projet de procédure que j'ai envisagé et le soumets au Secrétaire général et aux chefs de service du Quai d'Orsay, qui l'approuvent. Sur le conseil de M. Massigli, je précise dans un

dernier alinéa que, « en vue d'éviter des réactions inopportunes à l'étranger, les conversations conserveront un caractère secret et auront toujours lieu à deux : entretiens tchéco-français, tchéco-soviétiques, franco-soviétiques. »

Le 23 mai, je présente ce projet à M. Georges Bonnet. Que s'est-il passé depuis le 20 mai ? Il se montre hésitant malgré la prudence dont témoigne le texte. Il craint, me dit-il, que la perspective d'un appui militaire soviétique n'incite certains éléments français à se montrer belliqueux. Il m'autorise cependant à soumettre le papier à M. Daladier. Après avoir rendu visite au président de la République, je vois, le soir même, le président du Conseil.

***

Je ne connaissais encore que de vue M. Daladier. Par la suite, je devais avoir, dans l'exercice de ma charge à Berlin, des rapports fréquents avec lui. Il m'est même arrivé de lui téléphoner, si bien que les humoristes ont prétendu que, lorsque nous avions des communications confidentielles à nous faire, nous nous téléphonions en provençal, pour la grande confusion de nos écouteurs.

Durant les premiers mois de la guerre, il m'a appelé à l'assister dans ses fonctions de ministre des Affaires étrangères et les contacts quotidiens que j'ai eus alors avec lui n'ont fait que confirmer ma haute estime pour celui qui fut mon chef direct durant ces heures tragiques.

D'aucuns l'ont cru abattu par la tempête et ont tenté de le piétiner ; ils se sont vite aperçus, à leurs dépens, qu'il était toujours debout. Il est reparti après l'orage, comme l'olivier chenu de chez lui, à la vitalité profonde, qui malgré la hache et la scie pousse des ramures nouvelles.

M. Édouard Daladier est en effet typiquement un produit de la Provence. Du Provençal, il n'a pas seulement le doux accent chantant, il en a aussi les qualités de cœur qu'il m'a été donné personnellement de connaître, la probité intellectuelle, l'esprit critique ; comme lui également, il est méfiant et taciturne. Un tempérament qui, contrairement à ce que croit le vulgaire, a bien peu de points communs avec celui du Marseillais, du Toulonnais ou du Cannois, pas plus que la lumière cendrée de la Provence ne ressemble à celle si crue de la côte d'Azur.

C'est que la plus grande partie du pays du roi René ressortit au climat alpestre qui vivifie ses habitants ; depuis son enfance,

le Provençal a durci son regard sur les crêtes aiguës des Préalpes, il l'a plongé dans une atmosphère ardente, aussi, mais contenue, faite surtout de la blancheur des roches éparses, de la poudre d'argent des oliviers environnants et des lointains bleutés des pentes montagneuses. Le Méditerranéen, lui, repose son regard gai mais alangui sur une mer immensément nue et scintillante, nue et scintillante comme une courtisane aux yeux glauques qui offrirait à ses adorateurs le spasme permanent d'une nature en folie.

Chez M. Édouard Daladier, ces vertus provençales, portées cependant au plus haut degré, se combinent fréquemment en un précipité plutôt négatif : une défiance qui provient surtout, m'a-t-il semblé, de ses scrupules de conscience, mais tend à entraver l'esprit d'initiative et de décision pourtant présent en lui. Sans doute est-ce une force politique par temps calme ; dans la tempête, l'action nécessaire s'en ressent.

Dieu sait si M. Daladier est patriote, ardemment patriote. Ne pourrait en douter qui a vu l'expression de ses yeux quand on est venu lui montrer le tube d'un canon antichar rongé par l'acide, à l'époque où la lune de miel germano-soviétique — de miel synthétique bien entendu — battait son plein et où certaines consignes — déjà — prescrivaient le sabotage de l'outillage français. Ne pourrait en douter qui a vu sa douleur quand M. Léger, Secrétaire général au Quai d'Orsay, est venu lui démontrer que le ministre de l'Air, M. Guy Lachambre, trompé sans doute par ses services, le trompait à son tour en l'assurant de l'existence d'une première ligne de quinze cents avions de chasse, alors que ce chiffre n'existait que sur le papier, peut-être aussi sur les aérodromes, mais que la majorité de ces avions, sortis pour faire nombre, étaient incapables de prendre l'air. Quand, le lendemain, je conseillai au président Daladier de mettre un homme plus énergique à la tête de ce département tragiquement déficient, il parut d'accord un moment. Je pris l'annuaire du Sénat et prononçai à la suite une série de noms ; chaque fois, d'un geste, le président écartait l'appelé, souvent avec le mot « affairiste ». Sans doute se défiait-il de tous ceux que j'avais nommés ; sans doute se disait-il qu'après tout, si Guy Lachambre était de bonne foi, il serait injuste de le frapper.

Que de fois ainsi, durant les heures affreuses de la pré-invasion, il a subi les coups implacables d'une terrible réalité.

Et cependant, je ne pense pas que, de cette France encore

exsangue, après la formidable hémorragie de 1914, même l'énergie sauvage d'un Clemenceau eût pu tendre à temps les muscles relâchés, assez fort pour lui permettre de résister à la poussée allemande. Que de fois j'ai entendu M. Édouard Daladier se plaindre de ce relâchement. « Ah ! disait-il, si j'étais servi comme Hitler ! » Il est vrai que d'aucuns, dans son ministère même, l'ont cruellement desservi. Mais, hélas! le mal était plus profond. Notre France était dans un état de faiblesse qui avait, sinon brisé, du moins détendu tous ses ressorts.

***

C'est pour lui parler de l'ouverture de conversations militaires avec les Soviets que je prends pour la première fois officiellement contact avec le président Daladier en ce mois de mai 1938.

Après avoir lu le projet de procédure que je lui soumets, il me donne son accord, tout en me recommandant la plus grande prudence afin d'éviter des réactions d'Hitler et en insistant pour que les conversations soient secrètes et n'aient jamais lieu à trois. Il me dit qu'il n'a pas de bons renseignements sur l'armée soviétique, mais que c'est une raison de plus pour savoir ce qu'elle pourrait faire le cas échéant.

Je revois M. Georges Bonnet le soir même. Il se montre toujours hésitant et nous reprenons la discussion du problème dans son ensemble. Il me dit à nouveau les préoccupations que lui causent la situation militaire de la France et celle de l'Angleterre, dont le réarmement n'est qu'à ses débuts, l'attitude de la Pologne, l'ambiguïté de la politique soviétique. Je comprends, certes, ses inquiétudes, mais il faut toutefois prendre garde qu'à vouloir sauver la paix à tout prix on risque de se laisser acculer à la guerre. Je lui répète ma conviction que si la France et la Grande-Bretagne veulent barrer la route à Hitler, la Tchécoslovaquie est la meilleure position de résistance. Je n'aperçois pas que l'U. R. S. S. ait une attitude ambiguë sur la question de Prague et le seul moyen de connaître la valeur de son appui est d'avoir les conversations militaires que je préconise. Quant à la Pologne, je dis à M. Georges Bonnet comme j'ai dit au président de la République que nous lui donnons trop d'importance. Je sais pertinemment que le Kremlin ne la considère pas comme un front et, autant que j'aie pu m'en rendre compte, le Gouvernement

allemand pas davantage. Pour Hitler, les deux seuls fronts sont celui de Russie et celui de France; ce sont ceux-là, s'ils se conjuguent avec l'alliance anglaise, qui pourront, peut-être encore, retenir le Führer, du moins faut-il aller vite et ne pas attendre qu'il ait engagé son prestige dans l'affaire tchécoslovaque. Je dis encore à M. Georges Bonnet que c'est un contresens politique d'avoir des alliances orientales qui se contrarient l'une l'autre et qu'à mon avis l'occasion est venue de les aligner en mettant la Pologne en demeure d'être pour ou contre. Notre système d'alliances et d'amitiés exige qu'elle se prononce.

Le ministre se montre d'accord et finalement approuve l'ouverture de conversations militaires.

A la fin du mois de mai, je rentre à Moscou pensant avoir, enfin, fait un pas en avant. Le vent de la peur n'allait pas tarder à balayer, avec les autres, la feuille que je rapportais de Paris.

CHAPITRE XII

MUNICH

CAUSES MULTIPLES DE LA DÉFIANCE DES FRANÇAIS ENVERS L'UNION SOVIÉTIQUE. || LE DÉSARROI DES ESPRITS EN FRANCE. || IL N'Y EST PLUS GUÈRE QUESTION DE LA RUSSIE. || L'ALERTE DU 20 MAI. || CONVERSATION AVEC L'AMBASSADEUR DE POLOGNE. || LA QUESTION POLONAISE EST SOULEVÉE PAR LITVINOV. || PARIS ABANDONNE LE PROJET DE CONVERSATIONS MILITAIRES. || LE BOIS POLONAIS A MASQUÉ LA FORÊT RUSSE. || LA MISSION DE LORD RUNCIMAN AU PAYS DES SUDÈTES. || M. G. BONNET FAIT INTERROGER LE GOUVERNEMENT SOVIÉTIQUE SUR SES INTENTIONS ET SES POSSIBILITÉS EN CAS DE CONFLIT. || LA SITUATION INTERNATIONALE SE TEND. || J'INTERROMPS MON CONGÉ POUR REJOINDRE MON POSTE. || CHAMBERLAIN A BERCHTESGADEN. || LE COMPLOT DES GÉNÉRAUX ALLEMANDS. || CHAMBERLAIN A GODESBERG. || LA CONFÉRENCE DE MUNICH.

JE me suis souvent demandé pourquoi le facteur russe n'a pas été apprécié à sa valeur exacte par la grande majorité des Français en 1938. C'est un fait que nous l'avons presque tous sous-estimé, mais pour des raisons qui ont varié avec la qualité du public.

Pour les Français, d'ailleurs peu nombreux, qui suivent les questions extérieures, il y a eu, évidemment, en premier lieu la crise intérieure soviétique : elle leur a donné le sentiment que l'U. R. S. S. n'était momentanément plus en jeu et les a incités à tenir pour un bluff le raffermissement de sa politique extérieure en 1938. Il est probable en outre que notre alliance avec la Pologne leur a fait apparaître comme secondaire le concours de la Russie. Le bois polonais leur a masqué la forêt russe. Ils se sont doublement trompés à l'égard de la Pologne : sur la valeur de son alliance, d'abord, comme on l'a vu en 1938 ; sur la puissance de son armée, ensuite, comme on l'a vu en 1939.

Mais ce sont des considérations d'un autre ordre qui me

paraissent surtout avoir influencé le grand public français. Les Bolcheviks à leur avènement ont renié et les engagements politiques et les engagements financiers de leur pays. Ils ont abandonné l'alliance avec la France pour traiter avec l'Allemagne et annulé la dette extérieure de la Russie. Or les petits rentiers, détenteurs de titres russes, étaient légion en France et ils n'ont pas pardonné aux Bolcheviks de les avoir dépouillés. Bien des fois, j'ai retrouvé cet état d'esprit au cours de nos négociations économiques avec les Soviets. « Ne leur ouvrez pas de crédits, me disait-on, une fois de plus ils ne paieront pas. » Je répondais invariablement : « Leur passé même oblige les Soviets à être plus ponctuels que quiconque dans leurs règlements. » Effectivement, ils ont toujours payé rubis sur l'ongle. En matière politique, les Français auraient sans doute plus aisément oublié la désertion bolchevique de 1917 et je demeure, pour ma part, convaincu que, si les Soviets avaient pris des engagements militaires précis pour la défense de la Tchécoslovaquie, ils les auraient tenus parce que tel était leur intérêt. Malheureusement, et c'est toujours là qu'il faut en venir, cette subtilité asiatique que nous, Occidentaux, appelons duplicité, les a amenés à biaiser avec le premier accord qu'ils ont signé avec nous, le pacte de non-ingérence, et ils se sont ainsi eux-mêmes interdit la confiance du peuple de France. Cette immixtion continue du Kremlin, sous le masque du Komintern, dans notre vie publique, en irritant et inquiétant à la fois l'opinion française, l'a mise dans un état de défiance hostile qui rendait bien difficile une collaboration politique réelle entre les deux pays.

La peur d'Hitler, l'attitude de la Grande-Bretagne ont fait le reste.

Lorsque je vins en France, en ce mois de mai 1938, à peu près personne ne me parla de la Russie, et quand j'en parlai moi-même dans les cercles politiques, c'est tout juste si on m'écouta. J'aurais pu compter sur les doigts ceux qui, avec la froide lucidité du président Paul Reynaud, savaient encore se dégager de toute considération idéologique pour ne regarder que l'impératif géographique sur le papier glacé de la carte.

En fait, je fus aussi frappé qu'attristé par le désarroi qui régnait alors dans les esprits. L'un vous signalait confidentiellement la stagnation de notre aviation, l'autre la désertion de la Pologne, chacun se demandait si notre position à l'égard

de la Tchécoslovaquie n'était pas devenue intenable. Du moins eût-il fallu prévenir le Gouvernement tchécoslovaque en vue de l'amener à lâcher du lest à temps pour enlever à Hitler le prétexte d'une intervention. Le président Daladier m'a dit alors l'avoir fait et avoir donné au président Bénès les conseils de prudence nécessaires. C'est tout ce que je puis mentionner d'une partie de notre politique à laquelle je n'ai pas participé.

Ce que j'ai pu voir de mon poste lointain, c'est que la France n'a pas joué dans l'affaire tchécoslovaque le rôle que l'on pouvait attendre d'elle. Sans doute l'intérêt de la Grande-Bretagne était-il aussi grand que le sien à défendre à Prague la paix faite à Versailles et sans doute aussi celui de l'U. R. S. S. était-il plus grand encore à conserver le bastion de sa frontière occidentale ; mais c'était tout de même la France que le jeu des traités avec la Tchécoslovaquie devait mettre la première en cause.

On a beaucoup fait état de divergences de tendances au sein du cabinet Daladier. Il est possible qu'elles aient contribué à le mettre dans le sillage de Chamberlain, mais je ne pense pas qu'elles aient le moins du monde influencé sa politique orientale. On n'a pas parlé clair à Varsovie et on n'a pas parlé du tout à Moscou parce que cela n'aurait été du goût ni de Londres, ni de Berlin. Car on écoutait d'autant plus volontiers Chamberlain qu'il s'agissait de ne pas irriter Hitler. Mais l'alignement et le resserrement de nos alliances ne l'auraient-ils pas plutôt calmé ? Chamberlain parle de lui, dans sa correspondance privée, comme d'un fou. S'il le tenait pour tel, on s'étonne qu'il ait pu espérer jusqu'à la dernière heure lui faire entendre raison. Mais tous les exaltés ne sont pas des fous, et je ne crois nullement qu'Hitler en fût un. Il était aussi prudent et méticuleux dans la préparation de ses coups que hardi dans leur exécution. Peut-être encore, en 1938, la crainte du gendarme, d'un gendarme à la carabine chargée, eût-elle pu être pour lui, comme elle l'est pour les Allemands en général, le commencement de la sagesse. Encore fallait-il que le développement de la force militaire des alliés fût aussi discret que rapide et ne vînt à sa connaissance que par le canal de ses services secrets. Or ce fut exactement le contraire qui se passa.

A la fin du mois de mai, une sorte de panique, dont les causes demeurent mal connues, amena le Gouvernement

tchécoslovaque à mobiliser une classe. Des concentrations de troupes allemandes en direction de sa frontière lui avaient, semble-t-il, été signalées. Le Gouvernement allemand nia le fait et les attachés militaires français et anglais qui se rendirent sur les lieux n'aperçurent rien de suspect. L'ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin m'a raconté, un an plus tard, qu'une curieuse coïncidence avait contribué à donner à l'incident plus d'importance qu'il n'en méritait. Ayant été chargé par son gouvernement de se renseigner à la Wilhelmstrasse sur les mouvements de troupes signalés, Sir Neville Henderson en profita incidemment pour demander que l'on mît un wagon à sa disposition. Celui-ci était en fait destiné à assurer le déménagement de l'attaché militaire ; mais la chancellerie allemande crut sur le moment à la menace d'un départ de l'ambassadeur.

Que la mobilisation tchèque ait été motivée ou non, qu'Hitler ait reculé ou non, il était essentiel que l'incident fût réduit, dans la presse, à sa plus simple expression. A Londres comme à Paris la plupart des journaux en triomphèrent comme d'une victoire, engageant ainsi dans la question tchécoslovaque le prestige du dictateur allemand. Que de fois, jusqu'à la guerre, les gouvernements ou les opinions auront ainsi des réactions à contresens des intérêts de la paix.

***

Le lendemain même de mon retour à Moscou, le 26 mai, je reçus la visite de mon collègue polonais. Je crois devoir la relater ici, pour la lumière qu'elle peut jeter sur l'attitude du gouvernement de Varsovie, d'autant que le comte Grbowsky était un ami personnel de Beck.

L'empressement qu'il apporte à me venir voir témoigne assurément de son amitié pour moi, mais sans doute aussi de la curiosité de son gouvernement. Je sais par le correspondant d'Havas qu'il s'est montré nerveux durant mon absence et a cherché à savoir si mon voyage n'avait pas trait à la négociation d'un accord militaire. Il n'en souffle pas un mot cependant, moi non plus bien entendu, et la conversation se fixe sur l'affaire tchèque. Je lui parle de l'attitude de la Pologne et de la réponse apportée par M. Lukacevicz à M. G. Bonnet. Il me dit qu'il a été également informé de la décision prise à Varsovie de garder la neutralité dans le cas où un conflit

éclaterait à propos de Prague, mais il pense que c'est la crainte de voir l'U. R. S. S. pousser la Tchécoslovaquie à une attitude provocante qui incite la Pologne à observer cette réserve. Je lui indique que j'ai des informations contraires et lui parle des conseils de prudence qu'Alexandrowski a été chargé de donner à Bénès. « N'apercevez-vous pas, lui dis-je, combien il serait dangereux pour la Pologne de laisser toucher à la Tchécoslovaquie ? Dans le traité de Versailles, à côté de la page que vous aideriez ainsi à déchirer, se trouve la vôtre. Seriez-vous en droit, demain, d'attendre du secours de nous si vous n'étiez pas aujourd'hui à nos côtés ? » Visiblement embarrassé, mon interlocuteur biaise. Les choses n'en étaient pas là et il s'agissait surtout de gagner du temps. Mais, si elles venaient à se gâter, il voulait espérer, « il avait même la conviction », me dit-il en soulignant ce mot, que la France, dans sa sagesse, éviterait de faire jouer le sort des armes pour la poursuite d'une chimère. « Car c'en est une, ajoute-t-il, que de vouloir sauver la Tchécoslovaquie. Elle croulera tôt ou tard comme un château de cartes. — Croyez-vous, lui dis-je, que le couloir polonais, nonobstant les droits historiques de la Pologne sur cette région, ne crée pas lui aussi, dans l'Est de l'Europe, un état de choses pour le moins anormal, sinon artificiel. Si vous en doutez, écoutez les réflexions des voyageurs étrangers qui doivent le traverser. En tout cas, la Tchécoslovaquie et la Pologne sont imbriquées dans la même construction : prenez garde, une lézarde appelle l'autre. » Cette perspective n'est manifestement pas du goût de mon interlocuteur, qui tourne court et revient sur le caractère à son avis suspect de l'intérêt que l'U. R. S. S. porte à la Tchécoslovaquie.

La visite du comte Grbowsky me laisse assez déprimé. Il est manifeste que la Pologne tourne casaque. Mais pourquoi mon collègue m'a-t-il regardé avec insistance quand il m'a dit sa conviction que la France n'irait pas jusqu'au bout ? Certes, Beck n'est pas sûr des dispositions du Gouvernement français puisqu'il cherche à savoir si nous ne négocions pas un accord militaire avec l'U. R. S. S. Mais il doit avoir des raisons de penser qu'à Paris on trouvera une échappatoire.

Je rends successivement visite à Potemkine et à Litvinov.

Le premier, avec qui je suis assez lié, se montre très affecté par le mauvais état de sa femme, une charmante petite Russe qui, avec sa robe bouffante et bariolée, ressemble à ces jolies

poupées que l'on met ici sur les théières. Et spirituelle aussi. Comme elle avait toujours les bras nus et qu'on la plaisantait un jour à Paris à propos d'un mandement épiscopal invitant les femmes à se couvrir les bras pour venir à l'église : « Je mettrai des manches longues, dit-elle, quand les moines mettront des chaussettes. » Mais ses préoccupations familiales ne suffisent pas à expliquer le silence qu'observe le commissaire adjoint quand je lui parle de la situation politique. La défection polonaise ne le surprend pas, mais il s'abstient de la commenter et, quand je fais allusion à l'ouverture prochaine de conversations militaires, il ne me répond pas. Potemkine est un homme doux et aimable ; il n'aime pas dire des choses désagréables à ses amis. A-t-il lui aussi de mauvaises nouvelles de Paris ? Je serai sans doute fixé par Litvinov que je dois voir le lendemain et qui, lui, ne mâche pas les mots, même s'ils sont gros.

C'est lui-même qui aborde la question tchèque. Il me dit que Polonais et Roumains négocient un accord d'état-major pour s'opposer au passage éventuel des troupes russes. Je sais la qualité des renseignements soviétiques et que Litvinov ne ment pas. Mais alors, la Pologne ne se borne pas à rester neutre ; elle fait la main à l'Allemagne et sa défection devient une trahison ! Le commissaire du Peuple se montre moins frappé que moi par la manœuvre polonaise. Au Kremlin, on néglige la puissance militaire de la Pologne, on voit en elle un champ de bataille ou un terrain d'entente avec l'Allemagne, mais pas un front. C'est notre attitude qui préoccupe surtout Litvinov. « Je désirerais savoir, me dit-il, ce que ferait la France alliée de la Pologne dans le cas où celle-ci, ayant attaqué la Tchécoslovaquie, serait à son tour attaquée par l'U. R. S. S. — Poser la question, lui dis-je, c'est la résoudre puisque la France est liée avec la Tchécoslovaquie comme avec la Pologne par une alliance défensive et sans doute est-ce déjà trop de la poser. » Litvinov, jusque-là maussade, se détend à ma réponse. Mais je sors, moi, plein d'anxiété de chez lui. L'U. R. S. S. envisagerait donc une action par les armes contre la Pologne. Est-il admissible qu'elle y recourre, éventuellement, sans une entente préalable avec l'Allemagne ? La question tient à cœur à Litvinov car, huit jours plus tard, il me dit que le chargé d'affaires soviétique à Paris l'a posée officiellement au Gouvernement français. M. Georges Bonnet aurait répondu au chargé d'affaires sovié-

tique que la question allait être étudiée. Voilà qui n'est pas de nature à restaurer la confiance entre Paris et Moscou. Quelle que soit la circonspection à laquelle est tenu un ministre des Affaires étrangères, il est des moments où le partenaire doit savoir quel jeu on joue. Mais, pour M. G. Bonnet, l'U. R. S. S. est-elle encore le partenaire ? Les jurisconsultes du Quai d'Orsay indiquent, comme moi, que la réponse va de soi pour la raison qu'aux termes des accords avec la Tchécoslovaquie l'U. R. S. S. ne doit son concours que si la France intervient. Je m'attire de Litvinov, auquel je communique cette réponse, la réplique suivante : « C'est exact, mais il y a une autre hypothèse, celle où, pour une raison ou une autre, l'U. R. S. S. interviendrait sans que la France eût bougé. »

En rendant compte à Paris de ces entretiens, j'essaie de montrer combien une attitude irrésolue de notre part risque d'aggraver le flottement que crée dans l'organisation d'un front défensif la défection polonaise, et j'insiste encore sur l'urgence des conversations militaires.

Je ne devais recevoir aucun apaisement de Paris à ce sujet, et je n'allais pas tarder à apprendre qu'une fois de plus j'avais roulé un rocher de Sisyphe. Le 1er juillet, mon collègue Fierlinger vient me communiquer un rapport, qui lui a été transmis par Prague, du ministre de Tchécoslovaquie à Paris. « Le Gouvernement français, écrit M. Osuski, ne donne pas suite, pour le moment, aux projets de conversations militaires franco-soviétiques pour ne pas éveiller les susceptibilités des conservateurs anglais. » Sans doute ceux-ci ont-ils été alertés par Polyakof, *via* Geneviève Tabouis, et ont-ils réagi à Paris. Décidément le gardénia ne fait toujours pas bon ménage avec la casquette ! Je suis surpris d'apprendre par cette voie détournée la décision de mon gouvernement, mais surtout attristé d'avoir à enregistrer l'inutilité de mes pauvres efforts. « M. G. Bonnet, continue M. Osuski dans son rapport, m'a indiqué que, d'après M. Lukacevicz, le Gouvernement polonais, tout en marquant sa volonté de neutralité dans un conflit germano-tchèque, réexaminerait la question dans le cas où la France serait engagée dans le conflit. » Mon collègue tchécoslovaque croit savoir que le Gouvernement britannique a accepté de s'associer au Gouvernement français pour agir auprès de la Pologne et l'amener à se ranger à nos côtés.

Ainsi, à Paris comme à Londres, on a donné plus de poids

au pays de trente millions d'âmes qu'à celui de deux cents millions, on a accordé plus de crédit à la politique de Beck qu'à celle de Litvinov. Bien des raisons expliquent ce choix. Elles ne suffisent pas à le justifier. L'erreur n'est-elle pas, d'ailleurs, d'avoir fait un choix ? N'était-ce pas plutôt à la Pologne à choisir entre la fidélité au traité qui avait enregistré sa résurrection et un isolement mortel pour elle, et n'avions-nous pas à la mettre en demeure de se prononcer ? Certes, les avertissements et les objurgations de notre ambassadeur à Varsovie ne lui ont pas manqué, mais une intervention en temps voulu, commune et solennelle, de la France et de l'Angleterre n'eût-elle pas été plus efficace ?

Telle est, me semble-t-il, l'attitude qu'eût commandée une ferme volonté de voir chacun, à commencer par soi-même, jouer le rôle que lui assignaient l'organisation et la défense de la paix. Si nous l'avions prise, il n'est pas douteux que Litvinov, de son côté, se fût chargé de démontrer à Beck que sa politique d'équilibre entre l'Allemagne et l'U. R. S. S. n'était plus de mise et de lui indiquer où le conduirait sa complicité dans une agression contre la Tchécoslovaquie. Cette faute stratégique devait s'aggraver un an plus tard, en mai 1939, d'une erreur tactique non moins lourde, lorsque la Grande-Bretagne accorda sa garantie à la Pologne sans s'être assurée au préalable du concours de l'U. R. S. S. Celui-ci était dès lors définitivement perdu pour nous.

***

Je m'écarterais de la ligne que je me suis tracée si je m'étendais sur les événements qui ont précédé la conférence de Munich. Durant cette période, en effet, l'U. R. S. S., délibérément négligée par les puissances occidentales, s'est trouvée à peu près hors de jeu et, de ce fait, c'est en spectateur que j'ai dû assister au drame.

Brièvement évoquée, l'histoire de cette période est celle d'une sorte de joute tragique entre deux hommes dont l'un portait une branche d'olivier et l'autre un couteau. Le tempérament du premier ministre britannique, son désir passionné d'arracher la paix à Hitler, la faiblesse aussi de la politique française expliquent que la résistance aux entreprises nazies se soit alors exprimée dans cette lutte sinistre en champ clos.

Rentré en France en congé au début du mois d'août, je vois M. G. Bonnet, que je trouve plus pénétré que jamais de la nécessité d'éviter, à tout prix, un conflit. Il me parle avec optimisme de la mission confiée par Chamberlain à Lord Runciman et compte que celui-ci, après une enquête sur place, saura proposer un compromis qui s'imposera à la fois au Gouvernement tchèque et aux Sudètes. Le Gouvernement français a donné son accord à cette tentative de médiation.

Je ne puis pour ma part que former des vœux pour sa réussite, bien que je voie mal Lord Runciman dans ce rôle d'amiable compositeur. Je l'ai connu à la Conférence économique de Londres, en 1933, et je l'aperçois encore, dans le fauteuil présidentiel de la commission du Commerce. Glabre, impassible, sanglé dans une jaquette noire, la tête perchée au sommet d'un immense col droit, il semblait être tombé d'une page de Dickens et se ressentir de sa chute.

Il était alors secrétaire d'État au *Board of Trade* et j'accompagnai un jour chez lui M. Serre, membre de la délégation française et lui-même ministre du Commerce, qui désirait l'entretenir des relations commerciales entre les deux pays. M. Serre, qui avait bien étudié son dossier, lui tint un assez long discours, qu'il termina par des suggestions susceptibles, à son sens, d'améliorer les échanges franco-britanniques. A la fin de cette harangue qu'il avait écoutée sans un mot ni un geste, Lord Runciman, de sa bouche à peine entrouverte, laissa tomber ces trois mots : « *I don't agree* [1]. » Puis un léger mouvement du corps et un aimable sourire firent comprendre à M. Serre, qui en demeurait pantois, que l'audience était terminée. En me remémorant cette entrevue, je me prends à souhaiter que le nouveau médiateur se montre plus compréhensif que l'ancien chef du *Board of Trade*.

Tandis qu'il mène son enquête et ses apparentes négociations, Hitler, lui, précipite les événements. A la lumière du procès de Nuremberg, on peut l'apercevoir poursuivant sa sinistre besogne. Tous les moyens lui sont bons pour l'accomplir, la ruse surtout. Il ruse avec ses généraux, qui craignent une catastrophe, en leur promettant de n'attaquer la Tchécoslovaquie que s'il est certain de la neutralité des puissances occidentales. Il ruse avec son peuple, qui voit d'un mauvais œil une agression contre Prague, en exploitant

1. En français : « Je ne suis pas d'accord. »

l'incident du 20 mai et en mettant en jeu l'honneur allemand ; mais c'est surtout envers Chamberlain qu'il use de ses dés pipés pour surprendre la bonne foi du Premier britannique.

Il a envoyé en juillet son aide de camp, le capitaine Viedman, à Londres porter des paroles de paix et de conciliation. En même temps, il pousse les Sudètes à l'insurrection. Au début de septembre, la situation internationale se tend au point que je reçois comme tous mes collègues en congé l'ordre de regagner mon poste. En passant à Paris, je prends naturellement contact avec mes chefs.

M. G. Bonnet me dit qu'ayant fait demander officiellement aux Gouvernements polonais et roumain s'ils laisseraient passer les troupes soviétiques sur leur territoire en cas de conflit et ayant reçu une réponse négative, il a fait interroger Litvinov sur les conditions dans lesquelles Prague pourrait, étant donné ce refus, compter sur l'appui soviétique en cas d'agression de l'Allemagne. Le commissaire du Peuple a répondu que l'U. R. S. S. tiendrait ses engagements. Pressé de se montrer plus précis, il a suggéré un recours à la S. D. N. et le dépôt d'un projet de recommandation qui pourrait amener la Roumanie à se départir de son attitude négative. Ne comptant en aucun cas sur une décision favorable de la Pologne, il a éliminé d'emblée l'idée d'en forcer la volonté en dehors de toute décision de Genève. « Nous ferions figure d'agresseur, a-t-il dit, et nous ne le pouvons pas. » Litvinov a proposé en outre des conversations militaires tripartites en vue de conjuguer les mesures à prendre en cas de conflit.

Réponse dilatoire, qui ne permet pas d'escompter une aide effective de l'U. R. S. S., estime M. Georges Bonnet. Je ne puis m'empêcher de me demander ce que pense de son côté Maxime Litvinov de l'attitude de son collègue français. On sent tellement, dans toutes les paroles de M. G. Bonnet, le désir de mettre la France à l'abri de l'orage qui s'annonce ! Je me borne à remarquer que si la France avait engagé plus tôt ces conversations militaires, comme je n'avais cessé de le demander, nous serions sans doute plus avancés.

Le président Daladier ne disconvient pas de l'importance qui s'attache, pour la sauvegarde de la paix, à ce qu'Hitler se sache exposé à une guerre sur deux fronts importants ; il admet qu'il faut éviter de pousser l'U. R. S. S. vers l'Allemagne, mais il me dit qu'avant tout sa politique est celle d'une entente étroite avec la Grande-Bretagne et qu'il doit

tenir compte des préventions anglaises contre la Russie bolchevique ; par ailleurs, le bain de sang dans lequel Staline a plongé son pays n'a-t-il pas anémié celui-ci au point de paralyser son action éventuelle ? Sans doute ses ressources sont-elles grandes et son redressement probable, mais, en face de la menace allemande croissante, il n'est plus suffisant d'escompter l'avenir ; c'est l'immédiat qui compte.

Je n'emporte guère d'illusions sur le sort de l'alliance quand je rentre à Moscou. Peu à peu le fossé s'est creusé et le sort de la Tchécoslovaquie, qui se joue, ne suffit pas à le combler. Mon devoir n'en est pas moins de tout faire pour favoriser un rapprochement et d'agir comme si à Paris on le souhaitait.

Dès mon arrivée, en l'absence de Litvinov, encore à Genève, je demande audience à Potemkine. Il me reçoit le 11 septembre. « La réponse de Litvinov, lui dis-je, ne suffit pas à inspirer au Gouvernement français la confiance sur laquelle doit reposer l'action conjuguée des puissances appelées à s'opposer à un coup de force d'Hitler.

« Vous devéz comprendre quel enjeu terrible est celui de la France dans une guerre contre l'Allemagne, et combien il est nécessaire qu'elle soit assurée du concours réel de chacun de ses partenaires. Du côté anglais, j'ai lieu de penser que nous serons fixés incessamment. Il importe qu'il en soit de même du côté russe. Or, si les suggestions de M. Litvinov sont à retenir, s'il peut convenir de saisir la S. D. N. et d'engager des conversations militaires tripartites au plus tôt, la gravité et la proximité du danger exigent davantage. Il ne suffit pas d'une conférence des pompiers devant la maison en flammes. Il s'agit de savoir si chacune des trois puissances intéressées est prête à s'opposer à une agression contre la Tchécoslovaquie en mettant toutes ses forces au service de la cause commune. »

Mutisme complet de mon interlocuteur. Il en référera à Litvinov. Je ne puis lui arracher autre chose. Il n'a cependant pas l'air gêné d'un homme qui se sent découvert ; je vois très bien que sa réponse est derrière son front, mais qu'il ne veut pas me la donner. En fait, j'en prends connaissance le lendemain de la bouche de mon collègue tchécoslovaque : on ne croit pas au Kremlin que la France et l'Angleterre soient prêtes à faire la guerre pour la Tchécoslovaquie et, dans ces conditions, on juge préférable de se tenir sur la réserve. Il y

a là, me dit M. Fierlinger, un redoutable malentendu qu'il faut se hâter de dissiper.

Y a-t-il réellement malentendu ? Quel que soit mon sentiment personnel à ce sujet, je dois faire effort pour chercher à connaître les intentions réelles du Kremlin. Je me renseigne à cet effet auprès de mes collègues, surtout auprès des représentants des petits États, souvent mieux informés ici que les autres et qui suivent la crise avec un intérêt passionné parce qu'ils savent que le sort de la Tchécoslovaquie peut être demain celui de leur propre pays.

Antonov, ministre de Bulgarie, homme sage et avisé, est convaincu que les Soviets « marcheront » parce que c'est leur intérêt et que, s'ils laissaient faire l'Allemagne, elle serait vite aux portes de l'Ukraine à travers la Roumanie. Mais il se demande dans quelle mesure Staline peut s'engager sans compromettre le régime. Il redoute, en outre, les conséquences de la désorganisation qu'il aperçoit partout. « C'est plus qu'un désarroi, c'est un commencement de paralysie. »

Lord Chilston, ambassadeur de Grande-Bretagne, partage ce sentiment. A sa connaissance, les Soviets n'ont encore pris aucune mesure spéciale de sécurité militaire. Il persiste à se montrer sceptique au sujet de l'appui que ceux-ci pourraient éventuellement nous prêter, et il marque son étonnement que nous n'ayons pas eu encore de conversations militaires avec l'U. R. S. S. Je lui conseille de dire cela à son gouvernement, et lui indique qu'à Londres on s'est jusqu'ici mis en travers des tentatives faites dans ce sens.

Baltrousaitis, ministre de Lithuanie, le seul d'entre nous qui ait des contacts directs au Kremlin, est toujours convaincu que l'U. R. S. S. soutiendra militairement la Tchécoslovaquie, mais il ne peut me donner aucune précision ni aucun chiffre. Il a été frappé de la défiance que l'on marque en haut lieu envers l'Angleterre que l'on soupçonne toujours de vouloir pousser l'Allemagne contre les Soviets. « Pourtant, ajoute-t-il, je puis vous assurer que l'on est d'accord ici sur l'air à jouer. — Oui, lui dis-je, mais on ne peut pas accorder les violons. »

J'ai une conversation curieuse avec M. Dianou, ministre de Roumanie. Il me dit qu'il souhaiterait voir s'engager des conversations au sujet d'une coopération éventuelle de son pays et de l'Union Soviétique. Son attitude, qui, selon toute vraisemblance, reflète celle de son gouvernement, vient à l'appui de la déclaration qu'a faite Litvinov le 2 septembre

à notre chargé d'affaires, et semble bien indiquer un revirement de la politique roumaine, favorable aux Alliés. Mais M. Dianou n'a pas retiré une bonne impression de ses premiers contacts avec Litvinov. Celui-ci, la veille de son départ pour Genève, lui a à peine parlé de la menace de guerre, et pas du tout de ce que l'U. R. S. S. attend de la Roumanie.

Comme tout cela est trouble ! Serait-ce réellement la désorganisation consécutive à la grande purge qui motiverait l'attitude ambiguë de l'Union soviétique ? En partie, sans doute, mais je pense pour ma part que cette attitude tient davantage à la défiance qu'inspire au Kremlin la politique suivie à Londres et à Paris. On doit être bien renseigné ici à ce sujet et les dirigeants soviétiques ne seraient pas slaves s'ils coupaient les ponts avant la dernière minute. Tant que les puissances occidentales ne se sont pas engagées à fond, on ne veut pas se compromettre à l'égard de l'Allemagne, cela d'autant moins que la crise intérieure rend plus redoutable, en cas de reculade de notre part, un face à face avec le Reich.

Et pourtant, si l'on pense au Kremlin qu'en Occident il y a, au gouvernement, des hommes anxieux de trouver des justifications à une politique passive, ne comprend-on pas qu'un excès de prudence fait dangereusement leur jeu ?

Je me prends à envisager une démarche personnelle auprès de Staline. Bien qu'il ne reçoive pas les diplomates, peut-être me donnera-t-il audience si j'insiste. Mais, pour espérer agir sur lui, je devrais être franc et direct, mettre à nu les uns et les autres : ne vais-je pas affaiblir la position de mon pays et aggraver la situation au lieu de la redresser ? Je m'abstiens. Souvent, depuis, je me suis demandé si je n'avais pas alors manqué de courage.

Avec les jours qui passent, la température continue à monter et les événements se précipitent. Le Corps diplomatique les suit avec une attention passionnée. Je sens que les regards sont fixés sur l'ambassade. La France l'emportera-t-elle dans cette épreuve de force ?

Le 12 septembre, au Congrès de Nuremberg, Hitler rugit. Oh ! ce n'est pas la voix du lion qui chasse ! c'est le cri, bien imité, de la bête dont un des petits a été blessé. « Les Allemands des Sudètes sont assommés jusqu'au sang. Si ces créatures martyrisées nous demandent de leur venir en aide, il en sera ainsi fait. » Devant ces grondements, c'est, comme le dit Litvinov, le sauve-qui-peut en Europe. Pas pour Cham-

berlain. Lui, ne cède pas à la peur, mais il est trop foncièrement honnête pour pénétrer à fond le jeu d'Hitler et l'insurrection des partisans d'Henlein, qui suit immédiatement le discours du Führer, ne suffit pas à le lui révéler. Sans doute, aussi, sa confiance en lui-même le persuade-t-elle que, s'il y a mauvaise foi, il saura en triompher à force de volonté et de droiture. Il télégraphie à Hitler pour lui proposer d'aller le voir. Le Gouvernement français informé donne son accord : de bon gré semble-t-il ; mais de toute façon n'est-ce pas la carte forcée ? Le 15 septembre M. Chamberlain prend l'avion pour Berchtesgaden.

Le même jour, s'il faut en croire les déclarations formelles et détaillées de plusieurs des inculpés au procès de Nuremberg, les généraux allemands, estimant que la témérité de sa politique conduisait à la défaite, avaient décidé, à l'instigation du général Beck, d'arrêter Hitler. Au moment où ils venaient de prendre une résolution dont l'exécution eût pu changer la face du monde, la radio leur apprit le départ de Chamberlain pour Berchtesgaden. On n'arrête pas le chef de l'État alors qu'il négocie avec l'adversaire. Les généraux convinrent de surseoir. Il va sans dire qu'après le succès qu'Hitler remporta à Munich il ne fut plus question de son arrestation.

Comment le Führer n'aurait-il pas cru à son étoile quand il vit son principal adversaire donner à tire-d'aile dans le piège tendu ?

L'émeute qui avait accompagné en pays sudète son discours du 12 avait été brisée, le Gouvernement tchèque avait la situation en main et, joignant, un peu tard d'ailleurs, la conciliation à la fermeté, il proposait une autonomie régionale. Mais qu'importait : Chamberlain venait à Canossa !

Durant le voyage, la température s'élève encore ; Henlein lance une proclamation réclamant pour la première fois le rattachement des Sudètes à l'Allemagne et, quand le Premier britannique aborde Hitler, c'est pour s'entendre notifier que cette exigence doit être satisfaite. Il accepte de la soumettre à son gouvernement et rentre à Londres où MM. Daladier et Bonnet sont convoqués. Lord Runciman présente son rapport qui va au-devant des désirs d'Hitler et préconise le rattachement à l'Allemagne, par voie de plébiscite, des territoires tchécoslovaques à majorité allemande. Les deux gouvernements adoptent cette solution et interviennent auprès du Gouvernement tchécoslovaque pour qu'il l'accepte

à son tour. Sous leur pression, celui-ci s'incline le 21 septembre.

A Moscou, nous ignorions tout de ces tractations, à part le voyage de Chamberlain annoncé par la presse ; mais l'atmosphère était des plus lourdes. Le 17, je reçois la visite du ministre de Bulgarie. Lui d'ordinaire si calme est fébrile. Potemkine vient de lui dire que la France abandonne la Tchécoslovaquie et lui conseille d'accepter un plébiscite en pays sudète. « S'il en était ainsi, s'écrie-t-il, nous n'aurions plus, nous et tous les petits peuples d'Europe, qu'à rechercher la protection de l'Allemagne et à nous soumettre à ses volontés pour échapper au sort qui attend la Tchécoslovaquie. »

Que se passe-t-il au juste ? Nous sommes tenus dans une ignorance totale du développement de la crise. Il semble que, pour Londres et Paris, Moscou ne soit plus en Europe. Le courrier du 17 m'apporte cependant communication d'une information réconfortante ; Lord Halifax a dit à notre ambassadeur à Londres que la Grande-Bretagne viendrait au secours de la France si celle-ci se trouvait engagée dans un conflit avec le Reich à propos de la Tchécoslovaquie. Je communique cette bonne nouvelle à mon collègue tchécoslovaque, qui ne sort plus de chez moi. « Enfin, dit-il, le front de sécurité s'affirme à l'Ouest. Mais à l'Est ? Qu'attend-on à Paris pour s'assurer du concours russe, du moment surtout que la défection polonaise est patente ? » Je n'ose pas lui dire le fond de ma pensée.

Le 21 septembre, Litvinov fait à la Société des Nations une déclaration précisant la position de son gouvernement. Après avoir rappelé l'initiative prise par celui-ci après l'*Anschluss* et sa récente réponse à la question posée par le chargé d'affaires de France, il ajoute : « C'est il y a deux jours seulement que le Gouvernement tchèque a demandé officiellement à mon gouvernement si l'Union soviétique, dans le cadre du pacte d'assistance soviéto-tchèque, fournirait à la Tchécoslovaquie une aide efficace et immédiate, au cas où la France, fidèle à ses engagements, lui apporterait une aide similaire. Mon gouvernement a répondu nettement par l'affirmative. »

Mais la voix de la grande puissance de l'Est ne parvenait même plus aux oreilles de Chamberlain. Celui-ci avait repris le 22 l'avion pour Godesberg.

On sait que l'atterrissage fut plus rude encore que la fois précédente. Hitler, accroissant ses prétentions, refusait de discuter les modalités du transfert de territoire, prétendait

occuper militairement le pays des Sudètes dès le 1er octobre et remettait au Premier britannique un véritable ultimatum.

Avait-il, cette fois, dépassé les limites pourtant bien élastiques de la complaisance franco-britannique ? Le 23, c'est, avec l'accord des puissances occidentales, la mobilisation générale tchécoslovaque, le 24, c'est la mobilisation partielle française. Cependant Hitler prononce le 26, au Sport-Palast, un discours passionné où il attaque furieusement la Tchécoslovaquie et son président, Bénès, et il notifie le 27 à Londres que ses troupes entreront en Tchécoslovaquie le 28 à 14 heures. La Grande-Bretagne répond en mobilisant sa flotte.

Est-ce à cette riposte, au raidissement des Alliés, à la pression de ses généraux qu'il faut attribuer le temps d'arrêt que marque alors Hitler ? Il répond le 28 sur un ton relativement conciliant à une lettre personnelle de Chamberlain. Celui-ci lui télégraphie aussitôt pour lui proposer une nouvelle réunion à laquelle il suggère d'inviter la France et l'Italie, et il demande à Mussolini d'appuyer sa proposition auprès du chancelier allemand.

Deux heures avant l'expiration de l'ultimatum, l'ambassadeur d'Italie à Berlin remettait à Hitler un message du Duce lui demandant d'ajourner de vingt-quatre heures l'ouverture des hostilités. Peu après, il revenait lui faire connaître que Mussolini acceptait l'offre anglaise d'une conférence à quatre. Dans l'après-midi du 28, Hitler invitait MM. Chamberlain, Daladier et Mussolini à se rencontrer avec lui à Munich le lendemain 29 septembre.

Mes collaborateurs et moi attendions les nouvelles avec une anxiété fiévreuse durant cette dernière semaine de septembre. Le 29, nous apprenons la réunion des quatre chefs de gouvernement à Munich, le 30 la conclusion d'un accord. Bien qu'on n'en connaisse pas encore la teneur exacte, on peut comprendre, à travers les informations de presse, que la Tchécoslovaquie a servi d'holocauste à la paix. En fait, l'ultimatum de Godesberg avait été accepté.

La population de Paris et celle de Londres ont acclamé à leur retour de Munich MM. Daladier et Chamberlain, croyant qu'ils en rapportaient la paix. Je m'explique parfaitement cette réaction. Ceux qui, comme moi, étaient alors à l'étranger, aux avant-postes, comprendront aussi que la douleur m'ait mis des larmes dans les yeux.

La première visite que je reçois le 30 septembre est celle

du ministre de Bulgarie, Antonov. Il est presque méconnaissable tant son visage est bouleversé. « C'était donc vrai, me dit-il, la France a abandonné la Tchécoslovaquie et avec elle nous tous, et avec nous sa politique de toujours. Sachez que, dans tous les petits pays d'Europe, ce 30 septembre sera une journée de détresse et de deuil. Pour ma part, il m'aura causé, en détruisant une foi que j'avais acquise dès ma jeunesse sur les bancs de l'école, une des plus grandes tristesses de ma vie. »

Quoi qu'il m'en coûte, je décide d'aller exprimer ma sympathie au ministre de Tchécoslovaquie. Quand j'entre dans son bureau, je ressens ce froid qui vous pénètre dans la maison où il y a un mort. Fierlinger est vêtu de noir. Il a les yeux rouges. Les mots s'arrêtent dans ma gorge et je me borne à lui serrer la main. Tout ce que je lis dans son regard me secoue jusqu'à l'âme.

CHAPITRE XIII

CONSÉQUENCES ET LENDEMAINS DE L'ACCORD DE MUNICH

LES PUISSANCES OCCIDENTALES ONT PERDU LE CONCOURS DE L'UNION SOVIÉTIQUE. || LA POLOGNE A PRÉPARÉ SON QUATRIÈME PARTAGE. || LE JEU DU KREMLIN ENVERS VARSOVIE DEVIENT PLUS PERSONNEL. || LA COLLUSION GERMANO-SOVIÉTIQUE S'ANNONCE. || APPLICATION DE L'ACCORD DE MUNICH : LA CONFÉRENCE DE BERLIN.

L'ABANDON de la Tchécoslovaquie eut deux conséquences immédiates également graves. Il rejeta l'U. R. S. S. vers l'Allemagne et il ouvrit la crise polonaise.

Avant même la réunion des quatre à Munich, Hitler avait déjà partie gagnée sur un point important, celui qui, s'il faut en croire la déclaration du maréchal Keitel [1] au procès de Nuremberg, lui tenait alors le plus à cœur : il avait réussi à détacher la Russie des puissances occidentales. Il avait suffi qu'il élevât la voix pour que se disloquât le front, à la vérité déjà bien inconsistant, dressé contre ses entreprises.

Pour autant que nous ayons jamais trouvé l'U. R. S. S., on peut considérer que nous l'avons perdue à Munich. Sans doute eût-elle pu être encore retrouvée, par un gros effort, au cours de l'année 1939 ; elle fit elle-même à deux reprises des avances aux puissances occidentales durant cette année, mais ce ne fut plus de sa part qu'une « politique de secours », suivant la méthode chère aux Russes, la politique sur laquelle elle se rabattrait si le rapprochement avec l'Allemagne devait se heurter à l'intransigeance d'Hitler.

Quant à celui-ci, désormais maître du destin de la Tchécos-

1. A une question du colonel Eger, représentant de la Tchécoslovaquie au procès de Nuremberg, le maréchal Keitel a répondu : « Le but de l'accord de Munich a été d'éliminer la Russie de l'Europe, de gagner du temps et de parachever nos armements. »

lovaquie qu'il tranchera à son heure, c'est-à-dire au mois de mars 1939, il peut songer à choisir sa nouvelle victime et son regard s'arrête sur la Pologne.

Comme on va le voir, celui de Staline se porte aussi sur elle. L'heure de l'expiation approche pour cette infortunée nation. Sera-ce aussi l'heure du châtiment pour l'aventurier auquel elle s'est confiée ?

***

Peu après la conférence de Munich, je reçois de Paris, sous la signature de M. G. Bonnet, une longue circulaire tentant d'expliquer les raisons qui ont conduit le Gouvernement français à l'accord du 30 septembre et m'invitant à les faire connaître au gouvernement auprès duquel je suis accrédité.

C'est la gorge assez sèche qu'en l'absence de Litvinov je me rends le 4 octobre auprès de Potemkine pour remplir cette désagréable mission. Il me reçoit froidement et m'écoute sans mot dire. « Je constate simplement, me dit-il, quand j'ai terminé, que les puissances occidentales ont délibérément tenu l'U. R. S. S. en dehors des négociations. » Un silence pèse sur nous. Puis l'émotion le gagne et, bien que Slave, bien que diplomate, il me dit toute sa pensée : « Mon pauvre ami, qu'avez-vous fait ? Pour nous, je n'aperçois plus d'autre issue qu'un quatrième partage de la Pologne. »

Il est assez singulier qu'après ces paroles les chancelleries aient paru tomber des nues quand intervint, dix mois plus tard, l'accord germano-soviétique. Il va sans dire que j'informai Paris. Voici d'ailleurs les principaux passages du rapport que j'adressai le 4 octobre à M. G. Bonnet :

« Il n'était pas besoin d'avoir lu les journaux français pour savoir quel immense soulagement apporterait à un peuple épris de paix comme le nôtre l'annonce qui lui a été faite le 30 septembre.

« A l'inverse de notre presse, celle des Soviets n'a vu que le prix énorme auquel a été payé le maintien, au moins temporaire, de la paix et elle n'a pas eu assez de sarcasmes pour le premier ministre britannique qu'elle tient pour responsable de la « défaillance des démocraties », ni de commisération pour la France qu'elle tient pour diminuée.

« C'est que l'accord de Munich, si lourd de conséquences pour l'avenir de l'Europe entière dont bien des valeurs auront

sans doute à être revisées, est particulièrement gros de menaces pour l'Union des Soviets.

« Après les dates du 16 mars 1934, du 7 mars 1936, du 12 mars 1938, qui sont comme autant de stations du long calvaire de la paix portant sa croix, celle du 30 septembre a vu tomber, avec l'une des clauses territoriales essentielles du traité de Versailles, le bastion central de l'Europe pacifique. Avec la neutralisation de la Tchécoslovaquie, la voie du Sud-Est est désormais ouverte à l'Allemagne. Se trouvera-t-il des puissances qui voudront et pourront l'empêcher de s'y engager, ou l'y arrêter avant qu'elle ait atteint la Russie pour y chercher le *Lebensraum* annoncé dans *Mein Kampf* ? Cette question est assurément à l'heure actuelle au centre des préoccupations du Gouvernement soviétique et la réponse négative que celui-ci est porté, non sans raison d'ailleurs, à y donner suffit à expliquer l'humeur de sa presse.

« Les derniers événements, estime-t-on ici, ont établi que ni la France ni la Grande-Bretagne ne sont prêtes à s'opposer par les armes à l'expansion germanique en Europe centrale et orientale. On veut même voir dans la déclaration commune publiée par MM. Chamberlain et Hitler, le 30 septembre, une promesse des bons offices de la Grande-Bretagne pour la satisfaction des visées allemandes dans l'Est européen moyennant l'abstention du Reich à l'Ouest. Cette entente, cette « complicité », dit-on, anglo-allemande, apparaît ici comme donnant à l'accord de Munich une pointe dirigée contre l'U. R. S. S. Et elle fait assez douloureusement sentir aux Soviets la proximité du danger auquel ils pensaient avoir échappé en se joignant aux gardiens du traité de Versailles, celui qu'ils redoutent par-dessus tout depuis que s'est manifesté le dynamisme allemand : le face à face avec le Reich.

« En présence de la caducité du statut donné à l'Europe en 1919 et de la rupture d'équilibre qui s'ensuit, quelle va être l'attitude du Gouvernement soviétique ?

« En premier lieu, on peut avancer, sans témérité, qu'il a perdu toute confiance dans la sécurité collective. Il est toutefois peu probable qu'il la rejette ouvertement au moins pour le moment, en quittant par exemple la S. D. N.

« A l'un de mes collègues qui lui avait posé la question, M. Potemkine a répondu : « Nous comptons toujours sur les « masses ouvrières pour mener le bon combat » ; il a ajouté, après un instant de réflexion : « Et sur les conséquences inexorables

« de la crise économique. » Les Soviets ne veulent donc pas exclure de leurs calculs la possibilité d'un revirement politique en France et en Angleterre en faveur d'une politique d'intervention et ils entendent exercer dans ce sens leur influence sur le prolétariat. Il est par ailleurs à présumer qu'ils s'emploieront, en attendant, à faire sentir aux gouvernements incriminés tous les inconvénients qu'il peut y avoir à manquer aux devoirs de la sécurité collective et nous devons nous attendre en France à un redoublement d'activité du Komintern.

« Toutefois, il est probable que Moscou ne se bornera pas à agir sur le plan de la Troisième Internationale, mais recherchera aussi sur le terrain de la politique extérieure une parade à la menace allemande.

« De la France, l'U. R. S. S. n'attend pour le moment plus rien ; si elle conserve le pacte, ce ne sera pas qu'elle croie à son efficacité ; ce sera pour ménager l'avenir et peut-être aussi pour sauver les apparences, car malgré les rodomontades de ses dirigeants, elle craint de paraître isolée.

« Dans ces conditions, quelle autre issue lui reste-t-il que de revenir à la politique d'entente avec l'Allemagne qu'elle avait abandonnée en 1931 ?

« Sans doute, en favorisant un démembrement de la Pologne, les Soviets s'exposeraient-ils au danger qu'ils avaient fui en 1931, au contact direct avec un pays dont le dynamisme et la force militaire sont supérieurs aux leurs. Mais, aujourd'hui, ce serait un pis-aller, le seul moyen, semble-t-il, qui leur resterait de détourner le Reich de l'Ukraine en le menant en Pologne avec l'espoir qu'il y assouvirait sa soif d'espace.

« J'ai lieu de penser que cette idée occupe déjà l'esprit des dirigeants soviétiques. A plusieurs de mes collèges, M. Potemkine a répété ces jours-ci ce qu'il m'a dit à moi-même : « La « Pologne prépare son quatrième partage. »

« Du côté allemand, si la marche vers l'Est ne paraît guère douteuse, il semble difficile de prévoir dès maintenant dans quelle direction le Reich l'orientera et sur quelle combinaison de forces il l'appuiera. Le dernier discours de M. Hitler donne à penser que celui-ci entend ménager encore Varsovie. Cependant l'hypothèse d'une collusion secrète en vue du partage de la Pologne me paraît assez plausible pour que je croie devoir la signaler à l'attention de Votre Excellence et que notre diplomatie se prépare à y faire face.

« Elle est en tout cas la seule formule d'expansion allemande à l'Est acceptable pour les Soviets et il faut s'attendre que ceux-ci en préparent l'application éventuelle. Ils se préoccuperont notamment de savoir quelle serait, en l'occurrence, l'attitude de la France. J'imagine que, pour l'instant, ils sont portés à penser qu'à Paris on ne montrera pas plus de sollicitude pour Caïn que pour Abel.

« J'estime, pour ma part, que si nous songions à faire avec la Pologne la politique constructive dont a parlé M. Beck à M. Noël, si par conséquent nous étions amenés à confirmer notre alliance avec ce pays, ce ne pourrait être qu'à la condition que l'Angleterre apportât à cette politique la garantie de son concours militaire éventuel et que la Pologne elle-même s'engageât à accepter l'U. R. S. S. comme puissance d'ados.

« Au moment où croulent les pièces maîtresses de l'édifice élevé à Versailles, emportant avec elles les contreforts de papier avec lesquels, par la suite, on avait cru les étayer, un ordre nouveau doit évidemment être envisagé.

« Bien des plans peuvent être conçus, depuis le repli derrière la ligne Maginot jusqu'à la poursuite de la politique de sécurité collective.

« Il ne m'appartient pour ma part que de fournir des éléments d'appréciation à Votre Excellence. Je me permettrai seulement d'exprimer avec ferveur l'espoir que, si nous croyons pouvoir encore intervenir pour tenter de rétablir un ordre européen qui serait autre que celui de la loi germanique, nos positions soient prises cette fois à bon escient, en fonction de nos forces et soient suffisamment solides pour que nous puissions les tenir jusqu'au bout.

« Notre prestige international sort de cette crise durement atteint et notre moral, déjà ébranlé, en souffrira. Je me demande avec angoisse ce qu'il adviendrait de l'un et de l'autre s'ils devaient à nouveau subir un choc pareil. La France risquerait alors d'être en péril mortel dans un monde où certains peuples font encore bon marché de leur conscience pacifique et ont remis leur sort aux mains de condottieri.

« Seul un programme de politique extérieure simple et clair, accessible à chacun, ni supérieur, ni inférieur à nos possibilités, sera susceptible de regrouper les énergies françaises et d'assurer la marche de notre nation vers ses destinées. »

Le 30 septembre, un haut fonctionnaire du commissariat

aux Affaires étrangères avait déjà dit cyniquement à un de mes collègues : « Nous avons failli nous appuyer sur une planche pourrie. Nous allons ailleurs. » Certes, les Soviets n'étaient pas embarrassés pour trouver le chemin de Berlin. Ils ne l'avaient jamais désappris, tenant à leur habitude plusieurs fers au feu.

Il paraît même probable qu'ils ont songé à appliquer cette politique d'entente avec l'Allemagne au lendemain même de l'accord de Munich en procédant à un coup de force qui eût servi de prélude au quatrième partage de la Pologne.

Déjà, le 23 septembre, Potemkine avait mis l'accent sur l'attitude de ce dernier pays. Il m'avait dit que, le Gouvernement polonais ayant massé des troupes sur la frontière tchécoslovaque, il avait convoqué à quatre heures du matin le chargé d'affaires de Pologne et lui avait remis une note assez comminatoire, menaçant le gouvernement de Varsovie de la dénonciation du pacte de non-agression polono-soviétique dès l'heure où l'armée polonaise aurait franchi la frontière. C'était dire que les Soviets songeaient à contre-attaquer la Pologne si celle-ci attaquait la Tchécoslovaquie.

En un mois l'Union Soviétique avait fait du chemin.

Jusque-là, comme en témoigne la réponse donnée à la question posée par le chargé d'affaires de France le 2 septembre, l'U. R. S. S. entend s'en tenir aux termes des pactes d'assistance et de celui de la Société des Nations. Litvinov, à la session de Genève, se fait le champion de la politique de sécurité collective, s'accroche à la procédure de Genève dont la France et l'Angleterre semblent au contraire faire fi. C'est que l'U. R. S. S. craint de se trouver en flèche et veut avant tout éviter d'attirer trop exclusivement sur elle le dynamisme hitlérien. Son attitude est en cela conforme à la théorie de la division des risques qui est l'âme de la politique extérieure soviétique.

Après l'entrevue de Berchtesgaden, le tableau change. La défaillance des puissances occidentales se précise. Le danger allemand s'accentue, aggravé de la complicité polonaise. Le moment n'est plus de faire de la tactique, de subordonner ses démarches à celles d'autres puissances et de doser habilement, dans le cadre d'une action collective, les sacrifices réciproques. L'U. R. S. S. récupère l'autonomie de ses réflexes et entend pourvoir par ses propres moyens à la défense de ses intérêts.

Il n'est d'ailleurs pas exclu qu'en agissant ainsi elle ait également cherché à trouver un point d'intervention pour ses forces dans l'éventualité d'une action commune. En fait, Potemkine attirait mon attention, le 23 septembre, sur l'importance que présentait pour la France la position prise par son gouvernement à l'égard de la Pologne.

Ce qu'il me dit le 4 octobre éclaire la politique soviétique. On sait qu'au lendemain de la conférence de Munich Beck, comme le chacal aboie derrière la hyène, adressa un ultimatum à la Tchécoslovaquie à l'effet de lui arracher le district de Teschen. « L'ultimatum a été accepté. C'est une nouvelle capitulation », constate avec amertume Potemkine. Le dépit qu'il manifeste indique assez qu'une intervention soviétique était envisagée et que la décision tchèque l'avait privée de base.

Le même jour, j'adresse à ce sujet à Paris un autre rapport dont voici la conclusion :

« Ainsi donc, l'on a constaté, du début à la fin de septembre, une évolution de la politique de l'U. R. S. S. dans le sens de l'autonomie.

« Ce n'est d'ailleurs pas à dire que la position brusquement prise par les Soviets à l'égard de la Pologne soit le fruit d'une génération spontanée. Elle paraît au contraire répondre à un dessein longuement mûri. C'était évidemment pour déblayer le terrain à toute éventualité que M. Hirschfeld avait, au nom de son gouvernement, consulté M. Léger sur la valeur du traité polono-français, au cas où la Pologne attaquerait la Tchécoslovaquie : la France s'estimerait-elle alors toujours liée par son accord avec Varsovie ?

« D'une manière générale, à la lumière des derniers événements, on peut aussi se demander dans quelle mesure la démarche du chargé d'affaires des Soviets auprès de M. Léger n'avait pas pour but de poser les premiers jalons d'une action de grande envergure que les Soviets pussent entreprendre pour parer le cas échéant aux risques d'une expansion allemande en direction de l'Ukraine par la voie du Sud-Est. Cette démarche pourrait bien révéler certaines arrière-pensées. Jugeant désormais de plus en plus difficile, dès lors que le bastion tchèque a cessé de jouer son rôle, d'endiguer le dynamisme hitlérien, les Soviets ne voudront-ils pas le détourner de la direction où sa pointe leur est le plus sensible en cherchant à trouver avec lui, en Pologne, un terrain de complicité

et en rouvrant, de leur propre initiative, la question polonaise, quitte à offrir ensuite de faire part à deux ? »

Le 16 octobre, j'ai avec Litvinov un entretien qui me confirme dans mes premières impressions. « L'U. R. S. S., me dit en substance le commissaire du Peuple, n'a désormais qu'à assister, à l'abri de ses frontières, à l'établissement de l'hégémonie allemande sur le Centre et le Sud-Est de l'Europe. Et si d'aventure les puissances occidentales s'avisaient enfin de vouloir l'arrêter, elles devraient s'adresser à nous car, ajoute-t-il en me jetant un regard aigu, nous aurions notre mot à dire. »

Mais il ne s'arrête pas à cette hypothèse et me dit avoir fait la déclaration suivante à Lord Halifax : « Une fois son hégémonie solidement établie en Europe et la France neutralisée, Hitler pourra s'attaquer à la Grande-Bretagne ou à l'U. R. S. S. Il choisira la première solution parce qu'elle lui offrira de bien plus grandes satisfactions avec la possibilité de substituer l'Empire germanique à l'Empire britannique et, pour mener cette entreprise à bien, il préférera s'entendre avec l'U. R. S. S. » Je fais observer à Litvinov que si Hitler s'attaque à l'Empire britannique il devra, selon toute probabilité, pour l'atteindre aux Indes, passer par l'Ukraine.

En rendant compte le 18 octobre de cette conversation à mon gouvernement, j'ajoute :

« La déclaration que le commissaire du Peuple m'a dit avoir faite à Lord Halifax me paraît assez significative. D'ores et déjà on envisage ici l'alternative d'une attaque de l'Allemagne contre l'Empire britannique ou contre l'U. R. S. S. et, si l'on est peut-être moins assuré que ne feint de l'être M. Litvinov du choix du Reich, il n'est pas besoin de dire que l'on fera effort pour que ce choix se fasse dans le sens souhaité.

« Nous devons compter sur une action prochaine, sans doute officieuse et indirecte, du Kremlin pour approcher Berlin et sonder ses intentions. »

***

Les lendemains de la réunion de Munich furent tout aussi sinistres que la journée du 29 septembre. Une conférence des ambassadeurs devait assurer la mise en œuvre de l'accord.

Elle se réunit aussitôt à Berlin et siégea sous le signe effectif de la cravache. Hitler avait-il compris à Munich qu'il pouvait tout oser ? Quand, plus tard, mon collègue Henderson me parlait, à Berlin, de ce sujet, qu'il n'aimait d'ailleurs pas aborder, le rouge lui montait encore au front. Des aides de camp du chancelier vinrent y dicter, la menace à la bouche, les volontés de leur maître, au point que les représentants alliés durent à plusieurs reprises menacer de se retirer ; nantis des instructions que l'on peut deviner, leurs protestations ne purent être que platoniques. Quant à la victime, elle acheva de comprendre et, renonçant à des soutiens illusoires qui n'avaient fait qu'aggraver sa chute, elle engagea des négociations directes avec l'Allemagne et s'en remit à la générosité d'Hitler. On sait comment il en usa au mois de mars 1939.

CHAPITRE XIV

RÉFLEXIONS SUR L'ACCORD DE MUNICH

HITLER AURAIT-IL FAIT LA GUERRE POUR LA TCHÉCOSLOVAQUIE ? || L'AVIS DES GÉNÉRAUX ALLEMANDS. || LA RÉPONSE NE PEUT ÊTRE DEMANDÉE QU'A HITLER LUI-MÊME. || LE BLUFF D'HITLER A DIMINUÉ A MESURE QUE CROISSAIT LA FORCE DE SON ARMÉE. || A MUNICH ENCORE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE EUT PU ÊTRE UTILEMENT DÉFENDUE SANS CONFLIT ARMÉ. || MARS 1938 : MOMENT CRUCIAL POUR LA PAIX. || LA MORALE DU DRAME TCHÉCOSLOVAQUE. || CONVERSATION AVEC M. CHURCHILL. || MA NOMINATION A BERLIN. || UN CONFLIT AVEC LITVINOV. || MON DÉPART DE MOSCOU.

Si les puissances occidentales s'étaient opposées au démembrement de la Tchécoslovaquie, Hitler l'aurait-il attaquée par les armes ? Cette question se posera sans doute toujours, car seul le Führer aurait pu y répondre. Encore n'est-ce pas certain, vu sa nature complexe. Après avoir soigneusement fait mûrir les solutions, méticuleusement pesé le pour et le contre, il s'en remettait à son inspiration et attendait de son subconscient l'indication de la décision à prendre. Peut-être lui-même, s'il était encore vivant, ne pourrait-il pas dire de façon certaine celle que, sur son balcon du Berghof, lui eût inspirée le clair de lune.

On ne peut donc qu'émettre des hypothèses.

Jusqu'ici, ceux qui ont traité ce sujet encore brûlant se sont prononcés, parfois avec quelque passion, les uns pour l'affirmative, les autres pour la négative. Sans doute, comme il arrive souvent, ont-ils les uns et les autres en partie tort et raison, et la vérité se trouve-t-elle sur le chemin qui relie leurs conjectures. La question ne se pose pas, en effet, de façon aussi simple qu'on la présente en général, et il semble bien qu'elle appelle plusieurs réponses, c'est-à-dire que la guerre ou la paix serait sortie d'une opposition des puissances occidentales suivant le moment où cette opposition se serait produite et suivant le caractère qu'elle aurait pris.

A la vérité, les généraux allemands qui ont été traduits devant le tribunal de Nuremberg ont déclaré que, pour des raisons militaires, parce que l'armée allemande n'était pas encore assez forte, Hitler n'aurait pas fait la guerre en septembre 1938. « Pour les hommes au courant des choses, dit le général Halder, chef de l'état-major général, notre déploiement stratégique en face de la Tchécoslovaquie n'était qu'un vaste bluff. »

Cet avis des généraux allemands ne suffit pas, quelle qu'en soit la valeur, à emporter ma conviction. Je crois qu'ils se sont trompés ou plutôt qu'ils ont été trompés par Hitler, qui a rusé jusqu'au bout avec eux comme avec les autres. Ils n'étaient d'ailleurs pas aussi sûrs qu'ils l'ont prétendu du bluff d'Hitler, puisque, de leur propre aveu, ils ont songé à l'arrêter, au mois de septembre 1938, pour l'empêcher de se lancer dans une guerre qu'ils jugeaient prématurée.

Hitler étant un dictateur, c'est à lui et à lui seul qu'il faut s'adresser pour répondre à la question posée. C'est la connaissance de son état d'esprit, c'est la fixation de la courbe de son évolution psychologique qui doit fournir les hypothèses les plus vraisemblables, puisqu'en tout état de cause nous en sommes réduits à des hypothèses.

Les débats de Nuremberg, les récits des hommes politiques et des diplomates qui ont approché Hitler permettent d'établir ce graphique sans trop de risques d'erreur.

Dans la suite inouïe des victoires diplomatiques qu'il a remportées, Hitler n'a d'abord disposé pour toute arme que du bluff. Pour briser les chaînes du traité de Versailles, rétablir le service militaire obligatoire et réarmer, force lui est de bluffer puisqu'il n'a pas d'atout dans son jeu, au risque d'avoir à rompre si l'adversaire fait front. Bluff toujours et uniquement, quand en 1936 il réoccupe la Rhénanie : une base de départ est nécessaire à ses entreprises ultérieures, mais il ne peut toujours pas être question de guerre en l'état embryonnaire de l'armée allemande. On sait aujourd'hui que les quelques bataillons envoyés alors de l'avant avaient reçu l'ordre d'éviter le contact et de se replier en cas de résistance des troupes françaises.

Ainsi, jusqu'en 1936, Hitler ne veut pas la guerre parce qu'il ne peut pas la faire. En 1939, à la veille du conflit, il déclare à l'ambassadeur de Grande-Bretagne que, s'il doit

faire la guerre, il la fera le plus tôt possible, car elle sera longue, il a déjà cinquante ans, et il veut la mener lui-même jusqu'au bout. Il devait être alors dans un de ses moments de colère où la vérité lui échappait, car la présence ou la parole de Sir Neville Henderson avait pour effet curieux de le mettre en rage. C'est qu'en 1939 Hitler voulait la guerre. Il la voulait pour bien des raisons, notamment parce que, pas plus que la plupart des autres dictateurs, il n'avait su résister au vertige des sommets, parce qu'il mourait d'envie de faire éclater ses qualités, d'ailleurs réelles, de stratège, mais surtout : il la voulait parce qu'il savait qu'il pouvait la faire désormais avec de grandes chances de succès.

Hitler a donc évolué du tout au tout, de 1936 à 1939. A mesure que grandit l'armée allemande, c'est-à-dire l'atout qu'il a mis dans son jeu, son bluff diminue, le risque de guerre se substitue pour lui au risque d'une perte de prestige.

C'est sur le chemin de cette évolution qu'il faut chercher Hitler en 1938 et, comme on ne dispose pas à ce moment de ligne précise de recoupement, il est normal que les avis varient sur ce qu'il aurait fait si les puissances s'étaient opposées à ses desseins sur la Tchécoslovaquie.

Il semble cependant que pour qui a approché Hitler, comme moi, et quelque peu compris sa mentalité, le problème puisse être serré de plus près.

Jusqu'en 1936 il a dû risquer le tout pour le tout afin de faire sauter les liens qui paralysaient l'Allemagne et de refaire une armée. Maintenant, à grands coups sur l'enclume, il forge l'instrument indispensable à la politique de puissance et d'expansion qui l'attire. L'heure de la libération est passée, c'est celle des réalisations qui approche. Normalement, elle ne devrait sonner que lorsque l'instrument aurait été entièrement forgé. Mais c'est ici qu'apparaît la complexité du tempérament d'Hitler. D'une part, rusé, méticuleux, ne négligeant rien, ce qui est le propre de son génie, il n'entend plus risquer prématurément le tout pour le tout, maintenant qu'il s'agit de réaliser. Mais, d'autre part, il est impatient de faire du butin. Gangster dans l'âme, il demeure l'homme des coups de main et les petites proies qu'il flaire à sa portée lui échauffent le sang.

Ainsi, quand il s'attaque à l'Autriche, Hitler bluffe encore, dans une certaine mesure, car l'atout de son jeu n'est pas encore assez gros pour qu'il veuille la guerre et il se lance

cependant dans une entreprise qui peut la provoquer. S'il prend alors ce risque de guerre, c'est qu'il le sait infime ; encore ne le prend-il — et c'est là surtout qu'est le bluff — que dans la mesure où, en cas d'opposition des puissances, il se trouverait déjà engagé au point que la perte de prestige consécutive à une reculade lui paraîtrait plus redoutable que les aléas d'un conflit armé.

C'est surtout cette dernière considération qu'il faut avoir présente à l'esprit si l'on veut se prononcer avec quelque chance de vraisemblance sur le cas tchécoslovaque.

La réussite du coup sur l'Autriche a enhardi Hitler ; pas au point toutefois de lui faire perdre toute prudence. Il sait que le chemin de Prague est plus périlleux que celui de Vienne en raison des alliances en jeu et des intérêts en cause, et, bien que la force de l'armée allemande s'accroisse avec les mois qui passent, elle n'est pas assez grande pour qu'il veuille se heurter à une coalition européenne. Mais les renseignements qu'il reçoit sur les dispositions à Londres et à Paris, les avis de son entourage immédiat, de von Ribbentrop surtout, lui donnent la conviction qu'il pourra, sans avoir à en découdre avec les grandes puissances, enlever la Tchécoslovaquie comme il a raflé l'Autriche.

Il s'engage sur cette voie parce qu'il sait que le risque de guerre générale est encore très faible et il va de l'avant à mesure que ses adversaires se dérobent devant lui. Un moment viendra où il se sera avancé au point de ne plus pouvoir reculer sans perdre son prestige. Cela, il ne le fera pas, parce que lui, le Führer, doit, comme tout chef religieux, être infaillible pour les fidèles de cette religion du national-socialisme qu'il a créée. Ce n'est pas l'opposition de ses généraux qui pourra alors modifier son comportement. Il faut entendre avec quel mépris il les traite dans ses conversations avec ses intimes et comment, le 22 août 1938, il leur notifie sa décision d'attaquer la Tchécoslovaquie.

Maintenant qu'Hitler est devant nous, tel du moins que je le vois en 1938, il semble qu'on puisse le faire répondre avec quelque vraisemblance à la question posée. Nous sommes au printemps de 1938. Avec la rapidité du rapace qui fond sur sa proie, Hitler s'est abattu sur la petite Autriche. Les chancelleries savent qu'avant même d'avoir digéré cette première victime son regard s'est tourné vers Prague. Mais il ne s'est pas encore découvert ; son prestige n'est pas en jeu.

Si, à ce moment, la France, la Grande-Bretagne et l'U. R. S. S. s'étaient groupées pour lui barrer la route, Hitler n'aurait pas cherché à passer de force ; il aurait attendu, il aurait pu et dû attendre, comme le lui demandaient ses généraux. Pour quelques années au moins, la paix aurait été sauvée. Que pouvait-on espérer de plus dans l'état de notre pauvre monde ?

Il est clair, pour moi, que c'est en ce début de printemps de 1938 qu'a sonné à l'horloge de l'histoire une heure capitale pour la paix.

Les puissances ne pouvaient guère se battre avec le Reich à propos de l'annexion de l'Autriche. Il n'y avait même pas de terrain plus défavorable pour entrer en campagne. Le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, c'est une annexion, mais c'est aussi l'*Anschluss*, la réunion de deux peuples de même race et de même langue. Il a été, à la vérité, réalisé par une agression, qui est en principe un crime en droit international, mais un fils ne vole pas son père ! C'est une affaire de famille et puis, quoi qu'en disent aujourd'hui les Autrichiens, quelle que soit la sympathie qu'appelle ce petit peuple aimable, si souriant dans sa grande infortune, il faut bien constater que les seules blessures reçues par les soldats allemands à leur entrée à Vienne furent provoquées par des bouquets lancés avec trop d'ardeur.

Non, cette cité rose n'était pas faite pour les décors pourpres de la guerre, mais son sacrifice aurait en revanche pu et dû épargner au moins momentanément un conflit aux autres nations si les Alliés avaient su en tirer la leçon.

Qu'ont fait la France et la Grande-Bretagne ? Rien. A l'Ouest, rien de nouveau, a dû penser Hitler. Une voix s'éleva cependant, mais elle venait de l'Est. Ce fut celle de Litvinov qui proposa la réunion d'une conférence à l'effet d'aviser aux meilleurs moyens de sauvegarder la paix. Pour les multiples raisons que j'ai déjà indiquées, son appel resta sans écho.

A mesure qu'Hitler s'avance et se découvre davantage, le danger de guerre s'aggrave à vouloir lui barrer la route de Prague. La réponse à la question posée cesse d'être négative pour devenir progressivement affirmative.

A partir du moment où Hitler a exigé de Chamberlain à Berchtesgaden le rattachement à l'Allemagne du pays des Sudètes, on peut présumer qu'il aurait envahi la Tchécoslovaquie plutôt que d'abandonner la position qu'il a prise publiquement.

Ce n'est pas à dire, cependant, que, malgré ses trépignements et son apparente colère, il sacrifie délibérément la paix avec les grandes puissances au plaisir certain d'une chevauchée guerrière en Tchécoslovaquie. Il a toutefois si aisément obtenu le pays des Sudètes qu'il tente d'aller plus loin et lance son ultimatum de Godesberg. S'il pouvait écraser d'un coup ce petit pays tchèque qui a osé le braver le 20 mai, qui est appelé à servir de porte-avions à ses adversaires de demain, s'il pouvait arracher cette écharde du flanc de l'Allemagne ! Mais les Alliés mobilisent. Hitler paraît ébranlé : il s'est surtout aperçu qu'il est allé trop vite, qu'il n'a pas eu la manière. Il reprend l'affaire à Munich et le tour est joué.

Certains documents, notamment une note prise par l'aide de camp du chancelier, Schmundt, donnent à penser que les Alliés auraient peut-être encore pu redresser la situation à la veille de la réunion de Munich s'ils avaient eu le courage et le bon sens d'exiger que l'U. R. S. S. et la Tchécoslovaquie participent à la conférence.

A Munich même, la France et la Grande-Bretagne avaient perdu l'essentiel de la partie. Du moins, avec un peu d'énergie, auraient-elles pu obtenir que l'ablation du pays des Sudètes se fît dans des conditions moins mauvaises, et surtout que le territoire tchécoslovaque restant fût garanti sans conditions ni réserves par les quatre puissances signataires. La Tchécoslovaquie aurait été amputée et neutralisée, mais non sacrifiée.

A la fin de l'été de 1938, les puissances pacifiques ne pouvaient guère éviter d'aller à Munich. L'erreur a été de s'y rendre sans la Russie et avec « l'esprit de Munich ». Mais la faute lourde, « la faute plus lourde que le crime », aurait dit Talleyrand, a été de ne pas faire en sorte que l'on n'eût pas à y aller.

***

De si près que l'on serre Hitler, si avant que l'on aille dans ses intentions, il est bien sûr qu'un doute demeurera toujours sur ce qu'il aurait fait si les puissances lui avaient barré la route de Prague.

Il est pourtant un point sur lequel les historiens pourraient, me semble-t-il, se montrer d'ores et déjà d'accord, à savoir que les Alliés auraient eu plutôt avantage à ce que la guerre éclatât en 1938.

Ce n'est cependant pas le cas et l'on bataille fort à ce

sujet, tant la bataille est du goût de l'homme, même le plus pacifique.

En 1938, disent les uns, l'aviation anglaise était encore des plus faibles ; les types nouveaux, susceptibles de se mesurer avec ceux de l'adversaire, commençaient à peine à sortir : cinq escadrilles de Hurricane en septembre 1938 ; pas encore de Spitsfire [1]. De l'aviation française, hélas ! il vaut mieux ne pas parler. L'aviation allemande, au contraire, avait à peu près atteint son plafond, dès cette époque. Que fût-il advenu si l'assaut aérien contre la Grande-Bretagne avait été donné un an plus tôt ?

L'argument ne résiste pas à l'examen, répondent les autres. L'Allemagne ne pouvait attaquer l'Angleterre par air qu'à la condition de disposer de bases assez rapprochées pour que ses bombardiers pussent être accompagnés par des chasseurs dont le rayon d'action à cette époque n'était pas grand. Elle devait donc, au préalable, occuper la France. Or son armée n'était pas en état de battre l'armée française en 1938.

De part et d'autre les arguments sont bons. Il est exact que le rapport des forces de 1938 à 1940 s'est modifié à l'avantage des Alliés dans l'air, à celui de l'Allemagne sur terre.

Mais la discussion me paraît oiseuse. En effet, si la guerre avait éclaté un an plus tôt, Hitler aurait tout aussi bien conservé l'initiative des opérations, car l'armée française n'aurait pas davantage envahi l'Allemagne en 1938 qu'en 1939 [2]. Or malgré la supériorité aérienne dont il disposait encore en 1939, et bien que celle-ci s'effaçât rapidement, Hitler, après avoir écrasé la Pologne, a attendu huit mois pour attaquer la France parce que c'est en 1940 seulement qu'il a estimé que son armée était en état de prendre victorieusement l'offensive. Si le conflit s'était ouvert en 1938, Hitler, après avoir écrasé la Tchécoslovaquie, aurait attendu vingt mois au lieu de huit pour attaquer à l'Ouest.

Ainsi, toutes réserves faites sur l'intervention russe qui n'eût pu que nous être favorable, le déroulement de l'action militaire n'aurait pas été sensiblement modifié par la date à laquelle les hostilités auraient commencé.

1. CHURCHILL, *Mémoires*, tome I, page 346.

2. Je me rappelle avoir demandé au général Gamelin, un jour de septembre 1939, s'il comptait laisser écraser la Pologne sans intervenir. Il me répondit : « J'épuiserais tout mon stock de munitions à vouloir seulement percer la ligne Siegfried. » La réponse eût-elle été différente un an plus tôt ? C'est bien douteux.

Mais le cours des événements aurait changé à l'avantage des Alliés pour d'autres raisons qui ne me paraissent plus prêter à discussion. Il est aujourd'hui établi qu'en 1938 la population aussi bien que l'armée allemandes étaient hostiles à une guerre pour la Tchécoslovaquie.

Au cours de l'été, le général Beck, chef de l'état-major général, avait remis à Hitler un mémorandum où il l'avertissait que la politique des coups de force provoquerait une coalition qui entraînerait l'Allemagne à une nouvelle défaite. N'ayant pas convaincu le dictateur, il démissionnait. On peut imaginer l'état d'esprit des autres chefs de la Reichswehr si l'on se rappelle que le 15 septembre ils avaient décidé d'arrêter Hitler.

Quant au moral de la nation, on sait aujourd'hui qu'il était bas à cette époque. Le comte Schwerin von Krosigk, ministre des Finances, fonctionnaire discipliné mais courageux, que j'ai bien connu, écrivait le 1er septembre 1938 à son Führer : « Lorsqu'il s'agissait de reconquérir la Rhénanie ou de libérer l'Autriche, la nation tout entière était profondément convaincue de nos droits et de la légitimité de notre action. Mais l'attitude du peuple dans le cas de la Tchécoslovaquie est différente et, s'il en résultait une guerre mondiale, sa confiance en vous, mon Führer, serait ébranlée jusqu'à la racine. »

J'ai moi-même des souvenirs personnels à ce sujet. A mon arrivée à Berlin, en novembre 1938, je retrouvai un homme avec lequel m'avaient lié de longues années de collaboration, le docteur Schmidt, interprète en chef de la Chancellerie d'État. Il est de ces Allemands dont la probité intellectuelle et le sens international vous font toujours et malgré tout espérer, à tort peut-être, dans la possibilité d'une entente réelle avec l'Allemagne. M. Schmidt était à Berchtesgaden quand je m'y rendis pour remettre mes lettres de créance au chancelier et, en sa qualité d'interprète, il assista à l'entretien. Je fis le voyage de retour avec lui. Mon premier contact avec Hitler avait été bon et il s'en montrait ravi. « Nous sommes quelques-uns, me dit-il, qui nous félicitons de vous voir ici. Nous savons que vous y travaillerez pour la paix. — Elle vient de l'échapper belle », lui répondis-je. M. Schmidt fronça les sourcils : « Le Führer a compris à la dernière heure et c'est bien heureux pour nous tous et pour lui. — Oh ! vous êtes disciplinés, vous auriez suivi. » Le mouvement de tête

et le durcissement du regard de mon interlocuteur furent pleins d'éloquence. Après une pause, il me dit : « Si vous aviez été à Berlin dans les jours de tension qui précédèrent la conférence de Munich, quand le chancelier fit défiler des régiments et jouer leur musique dans le silence glacial de la population, vous auriez compris. »

A supposer qu'Hitler n'eût pas été arrêté par ses généraux, il est certain que le moral de la nation et, par conséquent, de l'armée allemandes aurait été beaucoup plus bas dans un conflit ouvert en 1938 qu'il ne le fut en 1939 pour la guerre, assez populaire, contre la Pologne.

***

La morale du drame de 1938 est sans doute celle de l'histoire de tous les temps et de toutes les activités humaines. A la longue, il n'y a en fin de compte que la probité, la probité intégrale, qui paie. Ce qui avait été promis à la Tchécoslovaquie aurait dû être tenu, dans l'esprit comme dans la lettre, tenu sans biaiser, quoi qu'il pût en advenir : nous n'aurions pu qu'y gagner.

Quelle dure leçon nous ont donnée les faits et comme, d'ailleurs, le peuple français l'a bien comprise !

Peu à peu, comme vient le jour, la lumière s'est faite en lui. Confusément d'abord, puis de plus en plus clairement, il a vu en Munich un des tournants les plus tragiques de son histoire. Il a saisi ce que signifiait ce mot : pour l'immédiat, la guerre avec le Reich dans des conditions aggravées ; pour l'avenir, le repliement de la France, l'abandon de son rôle traditionnel de catalyseur des petits pays : une déchéance, le mot n'est sans doute pas trop fort.

Oui, Munich a sonné le glas d'une certaine France, de la grande France d'antan et de 1914 encore, de celle que, dans le secret de notre cœur, nous ne cesserons de regretter. Oh ! il faut se garder de forcer le sens des mots et des faits. Les cloches qui sonnent le glas ne tuent pas un malade, elles annoncent son décès. L'accord de Munich n'a pas provoqué la chute de la France ; il l'a enregistrée.

D'abord et avant tout, la France d'aujourd'hui peut-elle, en valeur relative, avec ses quarante millions d'habitants, face aux États-Unis, à la Russie, à l'Allemagne même, se comparer à celle de Louis XIV et de Napoléon ?

Sur le plan politique, le glissement a commencé dès après la victoire, en 1918, et peut-être est-il moins imputable à ceux qui nous ont dirigés qu'à l'état d'épuisement où la guerre, sanglante, longue de quatre années, avait laissé la France.

Je ne pense pas cependant que l'histoire passe condamnation aux hommes dont la couardise a permis la remilitarisation allemande et la réoccupation de la Rhénanie. Ils ont bafoué nos morts et sacrifié nos enfants.

Elle montrera, j'imagine, plus d'indulgence pour ceux qui ont eu affaire à Hitler de 1936 à 1939. Plus l'orage avançait, plus l'horizon s'obscurcissait et plus il était difficile à un chef de gouvernement de discerner clairement sa route.

Il est aisé de critiquer et de trancher aujourd'hui ; encore l'accord n'est-il pas unanime sur la politique qu'il eût fallu suivre. Reportons-nous au mois de septembre 1938. Jamais Hitler n'a été aussi en porte à faux qu'à ce moment. Mais on l'ignorait sans doute à Paris. On y savait, en revanche, que la Grande-Bretagne était reluctante, l'Union soviétique évasive et que la Pologne trahissait pour les trente deniers de Teschen. On y savait aussi la tragique déficience de l'aviation française. Jusqu'au sein du cabinet, des hommes sans caractère prêchaient la paix à tout prix. Que celui qui n'a jamais péché jette la première pierre à l'homme qui eut la terrible responsabilité de présider alors aux destinées de la France.

***

J'aurais beaucoup aimé parler de tout cela avec M. Churchill lors de son récent séjour en Provence. Je ne m'y trouvais malheureusement pas à ce moment. Aussi vais-je essayer de mettre ma pensée par écrit dans l'espoir, sans doute bien prétentieux, que ces lignes tomberont sous ses yeux. A quelque chose malheur est toujours bon. Cela me permettra d'introduire le petit préambule suivant, que j'aurais eu quelque gêne à lui présenter de vive voix.

Devant Churchill, n'est-ce pas, chapeau bas ! Je rougirais d'ailleurs de chercher des mots pour exalter son œuvre. En présence de telles manifestations de la grandeur humaine, on admire et on se tait. Les mots passeraient toujours trop bas. Mais un acte ? Un acte qui nous serait commun à tous et qui serait à sa mesure à lui. Il y a, à l'entrée de New York, une immense statue de la Liberté éclairant le monde. Pourquoi,

par souscription publique mondiale, n'élèverait-on pas sur la falaise britannique, face à l'Europe, une immense statue de Churchill sauvant la Liberté ? Et pourquoi ne l'élèverait-on pas maintenant, de son vivant, et en pleine période de privations et de restrictions de toute sorte, alors que le ciment et le métal sont si précieux, pour mieux marquer le prix que nous attachons à la liberté et la gratitude que nous vouons à son sauveur ?

Et voici maintenant ce que j'aurais aimé dire à M. Churchill :

« Dans vos *Mémoires*, vous avez été sévère pour le Gouvernement français de 1938, vous en aviez le droit. Vous n'avez pas ménagé le Gouvernement britannique, vous en aviez le devoir. Mais vous avez fait porter à la France la principale responsabilité du drame de Munich pour la raison qu'elle était liée à la Tchécoslovaquie et que la Grande-Bretagne ne l'était pas et, là, je ne vous suis plus.

« D'abord, sur le terrain des obligations envers Prague, élargissons un peu le débat : ce sont la Grande-Bretagne et la France conjointement — disons pour les matérialiser Lord Curzon et Philippe Berthelot — qui ont tenu la Tchécoslovaquie sur les fonts baptismaux à Versailles ; elles étaient donc conjointement responsables, moralement, de la vie de ce noble petit peuple. Car, si l'on ne regarde pas la question sous un angle aussi large, on peut alors discuter aussi sur les textes et démontrer que la France n'a pas manqué à la lettre de ses engagements, ce qui n'est pas de mon goût.

« Mais il y a plus. Quand le Gouvernement français, placé en face de ses responsabilités, a demandé au Gouvernement britannique s'il était disposé à prendre les siennes et à engager la Grande-Bretagne, aux côtés de la France, dans une guerre pour la Tchécoslovaquie, qu'a répondu celui-ci ? Sa réponse, comme vous l'indiquez vous-même, n'a pas été affirmative et elle n'a finalement cessé d'être négative que pour demeurer réticente jusqu'au bout. En outre quand, le 19 septembre, les deux gouvernements ont fait pression sur le Gouvernement tchécoslovaque pour l'amener à accepter la cession du pays des Sudètes à l'Allemagne, il ne paraît pas contestable, quelle qu'ait pu être l'attitude de M. G. Bonnet, que leur intervention eut lieu sur l'initiative de Chamberlain qui menait le jeu, qui, trois jours auparavant, s'était rendu spontanément à Berchtesgaden auprès d'Hitler et qui avait accepté de soumettre à son gouvernement les exigences du

Führer. Il ne faut enfin pas oublier l'influence déprimante que produisit à ce moment critique le rapport de Lord Runciman, qui concluait au rattachement de cette région à l'Allemagne.

« Sans doute le Gouvernement français eût-il pu refuser de se rallier au point de vue britannique, refuser d'admettre que fussent discutées les frontières de la Tchécoslovaquie alliée et, seul sur sa position, faire front. Cette attitude, en quelque sorte héroïque, il ne l'a pas prise. Mais s'ensuit-il qu'il porte, dans ce drame, la plus lourde responsabilité ?

« Avez-vous bien réfléchi à ceci, monsieur Churchill, que si, en 1938, le peuple anglais n'était pas disposé à se battre pour la Tchécoslovaquie, le peuple français, lui, n'était pas prêt à se battre, seul, contre l'Allemagne ? C'est d'ailleurs pourquoi le pacte d'assistance franco-tchèque avait été lié aux accords de Locarno et conclu dans le cadre du pacte de la S. D. N. Ce n'était pas un ministre, avec ou sans arrière-pensée, c'était la France entière qui posait à la Grande-Bretagne cette question émouvante, tragique : « Nous aiderez-vous ? » Vous, monsieur Churchill, qui nous avez donné tant de preuves de votre estime et de votre affection, vous en avez assurément saisi tout le caractère pathétique. Vous n'avez pas oublié la terrible hémorragie qu'a subie notre pays de 1914 à 1918. C'était une France à peine rétablie, encore affaiblie à la vérité, qui venait savoir si elle aurait le soutien d'une Angleterre tout de même moins éprouvée, n'ayant pas été envahie, et ayant bien moins saigné. Cet avis n'était-il pas capital ? C'est déjà pour avoir méconnu cette notion de la France convalescente que vos gouvernements successifs, faisant peut-être par là trop de confiance à sa vitalité, ont laissé se créer le malentendu le plus lourd de conséquences de ce dernier demi-siècle. C'est pour avoir vu un État recherchant l'hégémonie européenne, là où il n'y avait qu'une nation épuisée et crispée sous la menace renaissante, qu'après 1919 ont été consentis ou tolérés l'évacuation anticipée du Rhin, le réarmement du Reich, l'évacuation de la Ruhr, la réoccupation de la Rhénanie, et que s'est ainsi déroulé tout cet enchaînement de défaillances communes qui ont amené la France à tomber en 1940 sous les balles allemandes.

« Vous dites : « Si la Grande-Bretagne avait été liée à la « Tchécoslovaquie comme l'était la France, elle se serait bat-

« tue. » Je le crois. Toutefois, ne pourrait-on vous répondre : si la France avait reçu de la Grande-Bretagne alliée l'appel qu'elle-même lui adressa, elle l'aurait entendu ?

« Mais, à la vérité, où peut conduire la pesée, sur la balance de la morale ou du droit, de responsabilités que, politiquement, les deux gouvernements supportent l'un comme l'autre pour avoir commis, dans leur désir passionné de sauver la paix, la même erreur tragique au regard de la Tchécoslovaquie ?

« Ne convient-il pas plutôt de tirer du passé la véritable leçon qui s'en dégage, à savoir que de la collaboration étroite, de l'union intime de nos deux nations peut dépendre le sort de l'Europe et peut-être même encore celui de la paix ?

« Puisse la France justifier, par l'achèvement de son redressement intérieur, le rôle qui lui revient dans l'organisation de l'Union européenne ; puissent nos amis anglais ne pas tomber aujourd'hui dans une erreur contraire à celle d'hier et sous-estimer la France après l'avoir surestimée. Nous admirons Montgommery, qu'ils n'oublient pas Foch. Nous exaltons Churchill, qu'ils se rappellent Clemenceau. »

***

Le 15 octobre 1938, un coup de téléphone de M. G. Bonnet m'apprenait que le gouvernement avait décidé de m'envoyer comme ambassadeur à Berlin.

Un incident devait attrister mon départ de Moscou. Vers le milieu du mois d'octobre, un hebdomadaire de langue française, *Le Journal de Moscou*, publiait un article particulièrement violent sur l'accord de Munich. La France y était présentée comme « ayant tout sauvé fors l'honneur ». La France n'a, sur ce chapitre, de leçon à recevoir de personne, surtout pas des signataires de la paix de Brest-Litovsk. Bien qu'un peu gêné par mon départ imminent, je pouvais d'autant moins passer cette insulte sous silence que la feuille qui l'avait proférée paraissait sous le contrôle du commissariat du Peuple aux Affaires étrangères.

Litvinov prit d'abord la chose sur un ton badin. Lorsqu'il vit qu'il n'y avait pas matière à plaisanterie, il me promit d'ouvrir une enquête, m'assurant avoir personnellement ignoré l'article. Sa réponse, quand je le revis, fut assez embarrassée. Après avoir observé avec aplomb que la presse soviétique était libre et que les opinions qu'elle formulait n'enga-

geaient que leurs auteurs, il me dit pouvoir me donner l'assurance que l'article incriminé n'avait pas été préalablement communiqué à son commissariat. « Dans ce cas, lui répondis-je, le moins que vous puissiez faire est d'obtenir l'insertion de cette indication dans un prochain numéro du *Journal de Moscou.* » Litvinov me demanda à réfléchir. Il voulait évidemment en référer au Kremlin. Deux jours après, il me fit connaître qu'il ne pouvait faire paraître une rectification quelconque pour les raisons déjà données mais que, puisque j'insistais, il m'exprimait verbalement ses regrets. Je lui répondis que j'en référerais, comme lui, en haut lieu, et que mon gouvernement apprécierait, mais que pour ma part j'attendrais pour reprendre contact avec son commissariat qu'il eût fait paraître l'insertion demandée.

***

C'est ainsi que prennent fin mes rapports avec les autorités soviétiques. Les dîners d'adieu prévus de part et d'autre sont décommandés et c'est tout juste si le cérémonial d'usage est observé sur le quai de la gare.

Tandis que le train m'emmène vers la frontière, je me demande si les appréhensions de mon ami Wladimir d'Ormesson n'étaient pas justifiées et si je n'ai pas perdu ma gaieté à Moscou. J'y suis venu plein d'espoir, comme un jeune. Pardieu, je n'ai pas la force d'âme d'un Guillaume d'Orange ! J'espère quand j'entreprends. J'espérais contribuer, dans ma faible mesure, à ramener à la vie cette alliance franco-russe qui eût dû sauver la paix, je le crois aujourd'hui comme je l'ai cru hier. Cette entente, alors déjà malade, est mourante. Pour que la mesure soit bien comble, j'en suis arrivé à rompre même mes relations personnelles avec les autorités soviétiques alors que je prétendais nouer avec elles des liens plus étroits.

J'ai échoué dans ma mission et je pars pour Berlin ! J'aurais tant voulu savoir présenter mon point de vue avec plus de succès. J'ai gardé en tout cas infiniment de reconnaissance aux hommes qui, comme Édouard Herriot et Paul Reynaud, m'ont inspiré, guidé et aidé. Je n'en veux certes pas aux autres. Il y avait trop de chemins qui se croisaient et, sans parler du rideau de fer, il y avait trop de voiles à lever pour voir.

DEUXIÈME PARTIE

BERLIN

NOVEMBRE 1938 —
— SEPTEMBRE 1939

CHAPITRE PREMIER

PRÉLUDE A MA MISSION A BERLIN

REGARDS SUR LE PASSÉ : LA PAIX DE VERSAILLES, L'EFFORT CONTINU ET VAIN DE LA FRANCE POUR Y RALLIER L'ALLEMAGNE. || UNE CRISE GERMANO-POLONAISE INÉVITABLE. || ENTRETIENS AVEC MM. G. BONNET, E. DALADIER ET A. LEBRUN, AVEC LES GÉNÉRAUX GAMELIN, BOURRET, MOUCHARD. RÉCEPTIONS A L'AMBASSADE D'ALLEMAGNE ET A « FRANCE-ALLEMAGNE ». || DÉPART POUR BERLIN.

J'AI de la peine à me faire à ma nouvelle mission en Allemagne, à la rendre mienne après l'avoir acceptée du gouvernement. Mais aussi c'est à une véritable acrobatie que l'on me soumet. Après être venu à Moscou travailler à une entente contre Hitler, je dois maintenant aller à Berlin m'employer à une entente avec Hitler. Comment s'étonner que les diplomates se montrent souvent sceptiques et désabusés ! Malheureusement je ne suis ni l'un ni l'autre ; j'aime trop mon métier. Il ne me reste qu'à essayer, malgré mon âge, de faire le grand écart.

J'ai eu jusqu'ici la conviction que la route suivie par Hitler devait tôt ou tard le jeter sur la France à moins d'être solidement barrée. Cette route a-t-elle amorcé à Munich un tournant éloignant le danger de notre frontière ? Je n'ai pas eu cette impression à Moscou. Il m'a paru au contraire que les Alliés, en s'égaillant, risquaient fort de se faire battre séparément et qu'en se rapprochant d'Hitler ils allaient au-devant de ses coups.

C'est cependant ce qu'ils ont fait. Chamberlain a même été jusqu'à signer avec lui une déclaration commune qu'il a présentée à la foule anglaise enthousiasmée comme un brevet de longue paix ; il a bien dû avoir quelque raison de croire à la possibilité d'une entente. Le long et filandreux plaidoyer que j'ai reçu du Quai d'Orsay en faveur de l'accord de Munich ne m'a pas convaincu, mais tout de même, ai-je le droit

d'admettre, sans plus ample informé, que les gouvernements des deux plus forts pays d'Europe, dont le mien, se soient dégonflés, en s'appuyant l'un sur l'autre, comme deux outres percées ? J'ai bien plutôt le devoir d'y regarder maintenant de plus près et d'essayer non pas d'imaginer, mais de voir s'il y a encore réellement, pour la France, une chance d'accord durable avec Hitler, où elle est et comment on peut la saisir.

Bien sûr, je ne vais pas changer d'avis parce que je suis nommé à Berlin, mais, pour aller jusqu'aux réalités à travers les apparences de la situation actuelle, je dois faire peau neuve et repartir à zéro. Je connais heureusement la méthode. Quand une affaire est difficile, compliquée, embrouillée par le fait des hommes et des événements, on prend le dossier, on en néglige les méandres et on remonte à la source. C'est le seul point où l'on soit sûr d'y voir clair.

Je n'ai pas besoin, cette fois, de me plonger dans les archives du Quai d'Orsay. Durant seize années consécutives passées à ce ministère, de 1920 à 1936, j'ai pu suivre l'affaire allemande, j'ai même eu souvent à la traiter. Pour arriver en eau claire, je dois en remonter le cours, dans mes souvenirs, jusqu'au bout, jusqu'à la paix de Versailles.

Là, tout de suite, un fait vous frappe : les armées des Alliés ne sont pas à Berlin. Dans un sentiment infiniment respectable, pour épargner des milliers de vies humaines, ceux-ci ont accepté que fût signé l'armistice demandé par le Reich avant que son territoire eût été occupé, avant même que ses armées eussent été vaincues dans la bataille. Or ils lui ont imposé un traité très dur, dont l'application exigeait des moyens d'exécution physiques et moraux que seule pouvait offrir l'occupation et leurs troupes ne se sont installées qu'en bordure de l'Allemagne.

C'est cette erreur psychologique, cette disproportion entre les exigences et les moyens des Alliés qui a sapé les bases du traité de Versailles et peu à peu ruiné un édifice pourtant solidement construit. N'ayant pas souffert sous la botte ennemie, l'Allemand n'a assez senti, ni physiquement, ni moralement, sa défaite pour accepter de la payer le prix énorme imposé par les Alliés ; en fin de compte il en est venu, plus ou moins hypocritement, à ne pas l'admettre. Ses chefs militaires, qui n'ont pas cessé, depuis 1918, de demeurer ses chefs et de préparer la revanche, l'ont d'ailleurs perfidement confirmé dans ce sentiment, en lui donnant à croire qu'il

avait été abattu par-derrière, en accréditant la légende du coup de poignard dans le dos alors que les mutineries sur le front avaient précédé les émeutes à l'intérieur.

Le député Erzberger, négociateur de l'armistice, avait révélé cet état d'esprit en déclarant que le Reich ne pouvait pas ne pas signer mais que, du moment où on lui demandait la lune, il ne pouvait tout de même pas la donner.

En matière de réparations, il n'était pas très loin de la vérité, car imposer au Reich le paiement de tous les dommages causés aux biens et aux personnes s'accordait avec la justice, mais non avec la réalité ; il était déraisonnable de penser que celui-ci pût s'acquitter de sommes aussi astronomiques et, à supposer qu'il y fût parvenu, ce n'aurait été qu'au prix des pires perturbations économiques mondiales. Il n'essaya d'ailleurs pas et préféra aller à la faillite.

Mais Erzberger aurait pu s'exprimer avec plus de franchise encore et se faire l'interprète plus précis de ses compatriotes s'il avait ajouté que ce qui était pire que de demander la lune, c'était de prendre un morceau du Reich. Les Alliés, en vue de résoudre la difficulté qu'a toujours posée le problème allemand, — mettre la Prusse, entrepreneur de guerres impénitent, hors d'état de nuire, — s'étaient décidés pour son démembrement.

Les tendances particularistes qui s'étaient dessinées dans les États du Sud lors de l'effondrement de la résistance allemande leur auraient offert une chance d'adopter une meilleure solution s'ils avaient disposé des leviers de commande nécessaires pour favoriser et coordonner ces mouvements. La restauration d'une Allemagne fédérale, qu'ils auraient peut-être alors pu envisager et qui aurait diminué la Prusse en valeur relative, eût d'ailleurs été la conclusion logique de la défaite allemande, dans une guerre commencée un demi-siècle plus tôt par Bismarck, pour assurer « par le fer et par le feu » l'hégémonie prussienne en Allemagne d'abord, en Europe ensuite. Recul de l'histoire ? Redressement plutôt.

N'occupant pas l'Allemagne, les Alliés devaient miser sur la République de Weimar dont les tendances, nécessairement centralisatrices, excluaient toute solution par le fédéralisme. Aussi les auteurs du traité n'avaient-ils d'autre moyen d'entraver la vocation belliqueuse de la Prusse que de lui rogner les griffes. Malheureusement des considérations politiques secondaires les avaient détournés de leur véritable

objectif, qui était dans la Ruhr, pour les amener à démembrer la Prusse à l'Est, et à ouvrir à travers son territoire ce couloir polonais qui devait demeurer comme une annonce permanente de son démembrement. Les arguments historiques ou économiques que l'on pouvait invoquer en faveur de son attribution à la Pologne valaient-ils, quel que fût leur prix, que l'on tirât, comme disait le jurisconsulte Fromageot, ce trait rouge sur le traité de Versailles, que l'on offrît une arme aussi terrible aux partisans de la revanche ? Est-il en effet plus redoutable propagande que celle par l'image, auprès des enfants surtout, et ceux d'Allemagne pouvaient-ils sans émotion regarder sur une carte la Prusse orientale séparée de la mère patrie comme une tête de son tronc ?

Le peuple allemand saurait se résigner au retour à la France de l'Alsace-Lorraine qu'il n'a pas pu assimiler ; il n'acceptera jamais sincèrement la mutilation de son territoire à l'Est. C'est là, avec les clauses militaires, ce *Diktat* qu'il subira avec d'autant plus d'amertume qu'il y verra le résultat d'une trahison plus que d'une défaite ; c'est le prétexte qu'avec une habileté consommée saisira Hitler pour l'entraîner en 1939 dans une guerre de conquêtes.

Nous voici au centre du drame, voici le pivot qui relie le passé au présent, celui autour duquel a tourné durant treize ans la politique du Reich.

De 1919 à 1933, d'Ebert à Hitler, l'histoire des relations franco-allemandes est en effet celle des efforts faits par la France pour asseoir la paix de Versailles sur l'accord des deux parties, et des dérobades de l'Allemagne. Elle constitue ce que l'on pourrait appeler la période française de l'après-guerre, par opposition à celle qui suivit et qui fut marquée, du côté allié, par la prééminence de l'action britannique.

Les critiques n'ont pas fait défaut à la politique extérieure française de cette période. Suivant les uns, elle aurait dû être plus énergique et réaliste, suivant les autres plus conciliante et compréhensive. Elle vaut à mon sens d'être admirée précisément pour la diversité des moyens mis en œuvre dans sa continuité. Ce sont les meilleurs des hommes d'État de la Troisième République, Poincaré, Briand, Tardieu, notamment, qui l'ont conduite ; ils lui ont imprimé assurément le tour de leur propre tempérament, manière forte, mitigée ou douce, mais il est remarquable que chacun d'eux prit les rênes au moment où la situation appelait sa

manière ; élevés dans la pratique de la démocratie et le respect de la République, ces hommes avaient le sens de l'État avec le goût de servir et en se renversant ils se passaient le flambeau.

C'est d'abord en 1923 un essai de manière forte avec Poincaré. L'occupation de la Ruhr et l'exploitation réussie de ce gage par nos propres moyens est sans doute la seule démonstration de force qui ait fait sentir aux Allemands qu'ils avaient perdu la guerre. Elle prépare les voies à la politique de rapprochement de Briand. En 1924, l'application du plan Dawes a atténué les charges de réparation de l'Allemagne et restauré ses finances. Briand met alors sur pied avec Stresemann les accords de Locarno, qui assurent à la frontière commune à l'Allemagne et à la France la garantie anglaise et italienne. Et ce sont cinq années d'euphorie politique et économique durant lesquelles la France se rapproche de l'Allemagne avec l'espoir de l'amener à accepter le traité de Versailles et l'Allemagne vient à la France à seule fin de le lui faire abandonner. La réconciliation franco-allemande, que les Français crurent voir briller sur la route qu'avaient prise Briand et Stresemann, n'était qu'un mirage ; les deux hommes s'étaient bien donné le bras, mais ils étaient tournés en sens contraire.

La Haye est en 1929 le terminus de cette promenade ensoleillée entre deux tempêtes. La France est allée, dans ces conférences de La Haye, sur la voie de la réconciliation, jusqu'à la limite des concessions possibles et peut-être même au-delà. Briand et Tardieu, pourtant si dissemblables, s'y sont également employés de toute la force de leur vaste intelligence et de leur esprit compréhensif. La dette allemande des réparations est commercialisée par l'emprunt Young et perd son caractère punitif. Après les contrôleurs militaires, les contrôleurs financiers disparaissent avec la Commission des réparations. Enfin et surtout les dernières troupes encore installées en Allemagne évacuent la Rhénanie.

Déjà admise dans la Société des Nations, à Genève, déjà assurée de sa sécurité par les accords de Locarno, l'Allemagne est désormais dégagée de toute contrainte et de tout contrôle. Elle est debout et ses mains sont libres. Va-t-elle prendre celle qui lui est tendue ? Le dernier soldat français a à peine quitté la Rhénanie que les légions du *Stahlhelm* y défilent à grand fracas et c'est le bruit aigre de leurs fifres qui nous répond.

Un an plus tard, l'Allemagne est à nouveau au bord de la faillite à la suite du reflux des capitaux anglo-saxons. Dans un suprême effort de réconciliation, le Gouvernement français invite le chancelier Brüning, en route pour Londres, à s'arrêter à Paris et lui offre un crédit de cinq cents millions de dollars remboursable en dix ans, à la condition que le Gouvernement allemand s'engage, pour la même période décennale, à appliquer de bon gré les dispositions encore en vigueur du traité de Versailles, à ne pas augmenter notamment ses dépenses militaires. Le chancelier Brüning refuse. « Vous venez de voir, me dit Briand en sortant, comment on rate un tournant. » Avant de refuser, Brüning s'était tenu longtemps la tête dans les mains, puis, levant un visage où se peignait la douleur, avec un accent de réelle sincérité, il avait dit : « Ce qui est tragique dans les relations de nos deux pays, c'est que la France se résout toujours un quart d'heure trop tard aux gestes qu'elle devrait faire ! » Il est en effet trop tard, en juillet 1931, pour rapprocher les deux peuples.

Trop tard depuis un quart d'heure ou trop tard depuis douze ans ?

Il est trop tard en tout cas, en juillet 1931, pour traiter avec la République de Weimar. L'Allemagne a déjà amorcé son tournant, mais il n'est pas celui qu'envisageait Briand, car il conduit à la dictature d'Hitler. Aux élections de septembre 1930, les électeurs allemands avaient déjà envoyé cent sept députés nationaux-socialistes au Parlement qui n'en comptait jusque-là que douze.

Ainsi le fossé qui séparait les deux peuples au lendemain de la paix de Versailles était trop profond pour que tous les efforts que l'on pût faire, de part et d'autre peut-être, tous les matériaux que l'on y pût jeter du côté français, dix années durant, suffissent à le combler.

Un an après son avènement au pouvoir, Hitler signe un pacte de non-agression avec la Pologne et d'aucuns, aussi peu perspicaces que Beck, peuvent penser que ce pays est désormais à l'abri. Suivant sa méthode, Hitler se couvre d'un côté pour agir de l'autre. Mais il est exclu que le Führer, ostensiblement bagarreur, accepte ce qu'a repoussé la République de Weimar apparemment pacifique. Il est sûr, au contraire, qu'après avoir réussi à modifier le rapport des forces en rétablissant le service militaire et en réarmant, il renversera les signes de l'équation et prétendra faire aboutir

des revendications que le précédent régime s'est seulement refusé à abandonner. Il l'a écrit dans *Mein Kampf*, il l'a inscrit dans son programme, il a déjà pris sa position de départ en neutralisant la Tchécoslovaquie.

Voilà ce qui me paraît ressortir jusqu'à l'évidence de l'examen du dossier allemand. Je dois donc savoir, en me rendant à Berlin, que l'ouverture d'une crise germano-polonaise est tôt ou tard inévitable et que, du moment où elles ont renoncé à maintenir le traité de Versailles par la force, les puissances occidentales doivent se préparer à négocier à nouveau sur cette affaire et à favoriser l'intervention d'un compromis acceptable pour les deux parties.

C'est une condition nécessaire à la réussite de leur nouvelle politique. Sera-t-elle suffisante ? Toute la question est de savoir si Hitler se contentera d'une revision de la frontière orientale imposée au Reich. Il est fort possible que l'attitude conciliante des Alliés ait pour seul effet de lui rendre les dents plus longues. C'est le risque qui doit être couru. Les politiques de faiblesse, tout comme les autres, comportent des risques et ce sont en général les plus redoutables.

***

Ma première visite à mon arrivée à Paris est, naturellement, pour mon ministre. M. G. Bonnet me met aussitôt au courant des négociations entamées par M. A. François-Poncet avec Hitler en vue d'amorcer une collaboration franco-allemande. Il ne s'agirait pas d'un accord proprement dit, mais d'une déclaration aux termes de laquelle le Reich renoncerait formellement à l'Alsace-Lorraine et les deux pays s'engageraient à se consulter en cas de difficultés. Ce serait une sorte de réplique de la déclaration Chamberlain-Hitler. Mais la clause relative aux provinces récupérées y ajouterait une valeur spéciale pour la France. Pour la première fois, le Reich entérinerait de son plein gré une des clauses territoriales du traité de Versailles, et c'était précisément celle qui nous concernait directement. M. A. François-Poncet avait saisi la balle au bond en engageant cette négociation et le Gouvernement français était logique avec lui-même en la poursuivant.

La nouvelle est assurément intéressante, et je me dis que je vais ainsi trouver du pain sur la planche en arrivant à Berlin.

Reste à savoir avec quelle farine il sera fait. Si Hitler prend sur lui de consacrer la renonciation du Reich à l'Alsace-Lorraine, ce n'est sans doute pas pour nos beaux yeux, et peut-être nourrit-il quelque projet vers l'Est pour lequel il désire gagner notre complaisance. J'ignorais alors complètement qu'il eût déjà mis Beck sur la sellette, mais j'avais dans l'idée que, tôt ou tard, la question polonaise viendrait en discussion. Revenant auprès de M. G. Bonnet sur le fiasco de nos alliances orientales sur lequel je me suis étendu dans mes derniers rapports de Moscou, je lui dis que celles-ci sont appelées à jouer en sens contraire à cause de l'hostilité latente de la Pologne contre l'U. R. S. S. et qu'Hitler se servira de cet antagonisme plus encore aujourd'hui qu'hier. S'il s'est assagi depuis Munich, il n'y aura que demi-mal, mais si, comme nous pouvons le craindre, il envisage de nouvelles conquêtes, quelle sera notre situation ? Ne conviendrait-il pas de tenir la dragée un peu haute à la Pologne, après sa défection, afin de la rendre plus compréhensive et de l'amener, dans le cas où elle serait réellement menacée par le Reich, à accepter d'organiser avec l'U. R. S. S. une coopération militaire sans laquelle le soutien russe risquerait de n'être qu'un mirage et l'appui polonais une illusion ? M. G. Bonnet me dit qu'il est de cet avis, mais je ne suis pas sûr qu'il comprenne la chose comme moi.

Le président du Conseil, que je vois ensuite, me donne pour instructions, comme son ministre des Affaires étrangères, de m'employer de mon mieux à une détente franco-allemande. Mais il me paraît se méfier beaucoup plus que M. G. Bonnet des desseins d'Hitler. Il ne semble pas avoir conservé de celui-ci un bon souvenir. On m'a dit que, lorsqu'il est rentré de Munich et qu'il a vu, au moment où son avion allait atterrir, une foule immense gesticulant, il a d'abord cru à une manifestation hostile. J'ignore si c'est exact ; mais je sais bien que j'ai emporté de ma visite l'impression qu'il avait encore Munich dans la gorge.

Comme à chacun de mes passages à Paris, je demande audience au président de la République. M. A. Lebrun me félicite avec beaucoup de bienveillance de ma nomination à Berlin. « Après deux ans de Moscou, on vous devait bien cela. — Je serais resté bien volontiers plus longtemps à Moscou, lui dis-je, si j'avais pu m'y employer utilement. » Et j'exprime une fois de plus le regret que le pacte d'assis-

tance franco-soviétique n'ait pas été mis en œuvre. Mais il est plus monté que jamais contre l'U. R. S. S., et ne m'écoute qu'avec une visible impatience. Du moment que je ne suis plus en poste à Moscou, il ne juge sans doute plus nécessaire de garder la même réserve que dans nos précédents entretiens. « Le pacte d'assistance, s'exclame-t-il, une duperie ! Une duperie puisque l'U. R. S. S. ne peut venir à notre aide qu'en passant en Pologne et que celle-ci s'y oppose ; une duperie puisque l'U. R. S. S. est épuisée par sa révolution permanente ; le pacte n'a d'autre effet que de favoriser l'inoculation à la France du venin bolchevik. »

Une fois de plus je comprends, à l'écouter, la vanité des espoirs que je formais quand je partis pour Moscou ; avec sa grande droiture, M. A. Lebrun étaie sa conviction personnelle sur la certitude qu'elle est celle de la grande majorité des Français qu'il représente. Une fois de plus cependant, je plaide la cause de l'alliance russe. « La question, dis-je au président, en terminant, n'offre pas seulement un intérêt rétrospectif. Pour le moment, c'est entendu, le pacte est en sommeil. Mais si, comme c'est hélas trop probable, la politique de détente franco-allemande échoue, il faudra bien chercher à construire le double front défensif, et pour y parvenir, si c'est encore possible, il faudra se décider une bonne fois à le vouloir. » Mais je sens que la seule mention de cette éventualité l'irrite ; sans doute la politique qui a conduit à Munich a-t-elle à ses yeux au moins l'avantage d'avoir mis l'U. R. S. S. hors du circuit. « Un front défensif, me dit-il, mais ne voyez-vous pas qu'il existe déjà et qu'il groupe toutes les puissances susceptibles de le constituer, à savoir la France, la Grande-Bretagne et la Pologne ? » Je lui réponds qu'en politique un équilibre de forces est un phénomène moins simple qu'en physique. Il y rentre en effet un élément subjectif constitué par l'appréciation du poids des États en présence. Or si nous tenons la Pologne pour une grande puissance, ou tout au moins une puissance moyenne, ni l'U. R. S. S., ni, à ma connaissance, l'Allemagne n'accordent à ce pays la même importance. L'une et l'autre sont convaincues qu'elles en viendraient aisément à bout, en sorte qu'à lui seul il ne constitue pas pour elles un front de guerre. Par contre, l'U. R. S. S., avec son formidable potentiel en hommes et en matières premières, avec son effort militaire, représente pour l'Allemagne, malgré toutes les hémorragies de la

Révolution, une force redoutable. Par ailleurs, puisque l'hypothèse est maintenant celle d'une agression du Reich contre la Pologne, la question du passage des troupes soviétiques devrait être plus aisément résolue.

Pourquoi insister ? M. A. Lebrun, qui est sorti, je crois, major de Polytechnique, sait évidemment mieux que moi résoudre un problème. Mais que vaut la solution si les données ne sont pas exactes ?

Je me permets seulement de rappeler au président l'attitude scandaleuse du Gouvernement polonais dans l'affaire tchécoslovaque. Ne conviendrait-il pas de prendre également une longue cuillère pour dîner avec qui a si volontiers soupé avec le Diable ? Sur ce point je rencontre son assentiment. La conduite du Gouvernement polonais l'a profondément choqué, et il se propose, me dit-il, en prenant congé de moi, de le faire savoir à M. Beck.

« Le président, me dis-je en me retirant, est vraiment un trop honnête homme pour traiter avec des pirates de l'espèce de Beck. »

***

Je désire d'autant plus me renseigner sur l'état de notre puissance militaire que les confidences qui m'ont été faites, les critiques que j'ai entendu formuler, par des officiers notamment, n'ont pas été sans éveiller en moi de sérieuses inquiétudes. Que vaut une diplomatie qui s'appuie sur des baïonnettes émoussées ?

Le général Gamelin m'accueille avec son habituelle courtoisie. Comme lors de mes précédentes visites, je suis frappé et mis en confiance par la sérénité qui se dégage de toute sa personne, de la mesure des propos et des gestes, du calme du regard et du visage. A la question que je lui pose sans détours, il me répond : « Vous pouvez repartir rassuré. Faites-nous de bonne diplomatie ; notre armée pour sa part est prête, et quand sonnera son heure elle justifiera la confiance qui doit lui être faite. — Mais l'aviation ? lui dis-je. — L'aviation a traversé une crise, mais elle regagne le temps perdu. » Comment en effet ne pas se sentir rassuré quand on a vu et entendu cet homme que Joffre tenait pour le meilleur de ses officiers d'état-major ! Comment imaginer que ce chef, si maître de soi, l'était si peu de ses armées, et que le donjon de Vincennes était une tour d'ivoire ! Cette impression ne m'est

pas personnelle. Plusieurs fois, par la suite, au cours de conseils de guerre tenus durant les hostilités, sous la présidence de M. E. Daladier, j'ai entendu des hommes avertis, Champetier de Ribes notamment, murmurer, parlant de Gamelin et de Georges : quels chefs admirables, quelle sérénité!

Durant mon séjour à Paris, je rencontre plusieurs de nos principaux chefs militaires. Ils témoignent tous de la même confiance aveugle dans la puissance de notre armée.

Un déjeuner me réunit notamment avec l'inspecteur général Jacomet, le général Bourret, qui vient de quitter la direction du cabinet militaire du président Daladier pour prendre le commandement de l'armée des Vosges et le général Decamp, qui l'a remplacé. M. Jacomet, très obligeamment, va au-devant de toutes les questions et brosse un tableau très brillant de la situation : la production du matériel de guerre est satisfaisante, elle est même en avance sur les programmes ; l'armée est largement pourvue de tout ce dont elle peut avoir besoin, et elle est prête à l'action. Ses déclarations sont très rassurantes, trop peut-être. Malgré moi je pense aux paroles du maréchal Lebœuf. L'optimisme du général Bourret ne le cède en rien à celui de M. Jacomet. J'ai mis la conversation sur le terrain des fortifications. Pour lui, la ligne Maginot est imprenable. En cas de guerre, nous n'avons qu'à rester sur la défensive ; en nous attaquant, les Allemands n'obtiendront pas d'autre résultat que d'ouvrir un cimetière tout le long de la ligne. Quelqu'un fait observer que celle-ci s'arrête aux Ardennes ; le général Bourret répond qu'elle a été prolongée jusqu'à la mer par un système de blockhaus très puissants. Il en vient à parler des chars et considère que nos fortifications en diminuent beaucoup l'intérêt. « Nous en avons déjà trop, dit-il textuellement, et il serait ridicule de vouloir augmenter les divisions blindées. » « Quels chefs admirables », me dit en sortant M. Laugier, l'ancien directeur du cabinet de M. Yvon Delbos au Quai d'Orsay. Je ne réponds pas ; à la vérité, je ne sais que répondre. Je voudrais croire à tout ce que je viens d'entendre ; je me sens réconforté, mais pas convaincu. Le général Bourret est, paraît-il, un magnifique entraîneur d'hommes ; je trouve surprenant que, hier encore collaborateur direct du ministre de la Défense nationale, il ait cette conception linéaire de la guerre, alors que dans l'entourage du général Gamelin on m'a laissé entendre qu'en cas d'attaque allemande le sort des armes se jouerait en Belgique.

Un second déjeuner me réunit notamment avec le général Georges, sous-chef d'état-major général, et le général Mouchard, chef d'état-major de l'armée de l'Air. « D'aucuns, dis-je à ce dernier que je prends à part, prétendent que nous n'avons pas d'aviation de bombardement, est-ce exact ? — Mais oui, me répond-il, et vous qui êtes diplomate devez comprendre mieux que quiconque pourquoi. Vous n'êtes pas sans savoir que nous avons adhéré à des accords internationaux aux termes desquels les signataires s'interdisent de bombarder des objectifs non militaires. Or il est pratiquement impossible d'épargner ceux-ci, même si on ne vise que les autres. Le seul moyen de respecter nos engagements est donc de ne pas bombarder par la voie des airs. » Je regarde mon interlocuteur. Il paraît parfaitement sérieux. « En revanche, ajoute-t-il, nous avons une excellente aviation de chasse. — Je suis consterné de ce que je viens d'entendre, dis-je au général Georges, qui s'est joint à nous. — J'en suis aussi surpris que vous », me répond-il. Sa réponse ajoute encore à ma stupéfaction. Serait-ce le premier contact entre les deux chefs d'état-major ? Je n'en suis pas encore revenu quand on va à table. Ainsi nous n'avons pas d'aviation de bombardement, c'est-à-dire pas d'artillerie lourde mobile, alors que le Reich la fabrique en série, et cela pour ne pas risquer de manquer aux accords qui en limitent l'usage. J'oublie de manger pour regarder le général Mouchard. Ce petit homme svelte et sec m'a-t-il raconté une histoire de Marseille pour me cacher la vérité ? On ne fait cependant pas mystère de grand-chose à Paris et à chacun de ces deux déjeuners j'ai été choqué de constater que l'on poursuivait les conversations les plus confidentielles en présence des serveurs. Il est vrai, que venant de Moscou, je suis entraîné à la prudence ; on sait bien tout de même qu'à chaque guerre on voit paraître avec les premières troupes allemandes des garçons de café en uniforme.

Ces quelques contacts ne suffisent pas pour me permettre de me faire une opinion sur notre force militaire réelle. J'en ai pourtant assez entendu pour comprendre que le désarroi dont souffrent les Français depuis quelques années n'a pas épargné les milieux militaires. Les négligences comme les initiatives discordantes aux degrés intermédiaires sont un indice de faiblesse à l'échelon supérieur. Il faudrait une main de fer pour remettre tout et chacun en place, pour coordonner

les efforts, pour imposer les disciplines et les collaborations nécessaires. Malheureusement la France ne l'aura pas et, tandis qu'au début de la drôle de guerre les troupes allemandes s'entraîneront secrètement, sur un fleuve de l'Est, à la percée de la ligne Maginot, on organisera en France le théâtre aux armées.

***

L'ambassadeur d'Allemagne, le comte von Welczeck, se montre plein d'attention pour moi durant mon séjour à Paris. C'est un grand seigneur apparenté à des familles françaises, qui voit la politique d'assez haut et est bien à sa place à Paris pour un essai de rapprochement. Il me reçoit à déjeuner avec les principaux correspondants des journaux allemands. Le bruit de ma brouille avec Litvinov est venu jusqu'à eux, et ils se montrent aussi friands de détails que moi peu désireux de leur en fournir. Pour détourner la conversation, je raconte quelques bonnes histoires de la Russie soviétique ; ils rient grassement. Ils se montrent d'ailleurs assez discrets ou réservés sur les perspectives de ma mission à Berlin.

Je n'en dirai pas autant des membres du groupe France-Allemagne dont je suis l'hôte. Je n'en connais à peu près aucun mais, d'emblée, le milieu me déplaît. Les Allemands ont des têtes de faux témoins et les Français des airs de chiens battus. Je sens que l'atmosphère n'y est pas saine. Après le déjeuner, les dames allemandes me cajolent et se repassent leur Führer pour me le présenter sur leurs grandes mains sèches. « Notre Führer est très compréhensif », me dit l'une ; « notre Führer aime la belle France », me dit l'autre. Je le pense bien et c'est ce qui m'inquiète. Hitler par-ci, Hitler par-là. Tout de même, il n'est pas à Paris, grâce à Dieu ; c'est à Berlin et non ici que je veux le connaître et essayer de le comprendre. Manifestement ces gens ont un mot d'ordre, mais quelle façon de me préparer à ma mission en Allemagne ! Au risque de passer pour chauvin, je préfère le désordre intelligent des Français à cet ordre imbécile.

Le seul Allemand qui m'ait intéressé durant ce court séjour à Paris est Sieburg, l'auteur fameux de *Wie Gott in Frankreich*. Il vit depuis longtemps dans notre pays et s'en dit un ami sincère, fervent même. Certes, son livre est un témoignage. J'imagine qu'après avoir fait de la France la « terre d'élec-

d'élection » il serait assez bon chrétien et bon Allemand pour y voir, sans trop de déplaisir, venir éventuellement ses compatriotes ; mais tout de même il voit assez haut et ne fait pas mauvaise figure à cheval sur la frontière franco-allemande. Il me paraît en outre avoir un sens politique assez aigu, peut-être parce que ses préoccupations vont au-devant des miennes. « Je pense, me dit-il, que si l'on parvenait à trouver pour notre frontière orientale une solution acceptable à la fois par l'Allemagne et la Pologne, la paix pourrait avoir partie gagnée. »

Sans doute était-il mieux informé que moi et que mon propre gouvernement, et connaissait-il le *hint* que tout récemment Hitler venait de faire à Beck à ce sujet.

Au moment où part mon train pour Berlin, Sieburg me crie du quai : « Et surtout tenez bon ! » Je fais oui de la tête, car c'est bien mon intention.

CHAPITRE II

PREMIERS CONTACTS

MON ARRIVÉE A BERLIN. || LE PERSONNEL DE L'AMBASSADE. || PREMIER TOUR D'HORIZON. || REMISE DE MES LETTRES DE CRÉANCE A HITLER. || PREMIER ENTRETIEN, PREMIÈRES IMPRESSIONS.

JE suis accueilli à la gare de Berlin par le baron von Dornberg, chef du protocole. C'est un géant blond de 2m,07. Tandis que je me tords le cou pour répondre à son compliment de bienvenue, je vois les reporters braquer inexorablement leur appareil sur nous et je me dis qu'avec ma petite taille je serai ridicule sur leurs photos. J'imagine que la plupart de mes collègues du Corps diplomatique ont dû éprouver le même malaise et chercher des yeux une chaise. Le prince de Bülow n'aurait pas commis cette petite bévue, car il se flattait d'avoir plus de tact que ses compatriotes. Il est vrai que Ribbentrop, si haute que soit l'opinion qu'il a de lui-même, n'a jamais émis pareille prétention ! Au demeurant, le baron von Dornberg est un bon géant on ne peut plus affable et il s'excuse lui-même de sa taille anormale en expliquant qu'elle est le résultat surprenant d'une insuffisance alimentaire au cours de la dernière guerre.

L'arrivée de tout un essaim de femmes ravissantes fait heureusement diversion. Ce sont les épouses de mes nouveaux collaborateurs. Sans doute ont-elles ignoré que ma femme, retenue à Paris au dernier moment, ne m'accompagnait pas, à moins qu'elles ne m'aient fait la grâce de me venir sauver de Dornberg. Toujours est-il que, sous le grand pavois de leurs sourires, je me sens le cœur en fête. Elles sont toutes jolies comme si on les avait choisies ; je saurai bientôt qu'elles sont plus encore et que, avec des types très différents, elles sont toutes pleines de charme, d'intelligence et de courage. Nelly Hardion, Marie Dejean, Simonne Comty, Vico de

Vauxelles, à vous toutes va ma pensée reconnaissante. Je vous revois comme un rayon de lumière à travers ces jours si sombres de Berlin ; c'est beaucoup à vous et à vos sœurs que la France doit ce miracle d'être aimée parfois même de ses ennemis.

Dès mon arrivée à l'ambassade, je réunis mes collaborateurs pour leur dire comment je conçois ma mission, que je veux être aussi leur mission. Je ne leur tiens pas, bien entendu, le même langage qu'à mon ministre. Lui doit fixer notre politique et en préparer les voies ; eux et moi avons une tâche d'information et d'exécution. Mais je ne veux cependant leur rien cacher de ma pensée.

« Nous partons de Munich, leur dis-je en substance. Chacun de nous est libre de juger comme il l'entend la politique qui y a conduit. Le fait est que, pour sauvegarder la paix, les puissances occidentales y sont allées. La question, la seule question qui se pose, est de savoir si la paix peut effectivement se trouver sur cette route.

« Voilà ce que vous et moi avons à rechercher. M. Hitler a affirmé à M. Chamberlain que le pays des Sudètes était sa dernière revendication territoriale. Ce serait aussi absurde de penser qu'il peut cesser brusquement toute activité extérieure que d'imaginer l'arrêt instantané d'un train lancé. S'il veut de nouvelles conquêtes, nous n'aurons qu'à rebrousser chemin. Mais il peut limiter ses objectifs à un aménagement du grand Reich et de ses frontières et dans ce cas l'expérience est susceptible de réussir. Au départ, nous devons admettre un préjugé favorable ; le passé toutefois nous commande de nous tenir sur nos gardes, afin de déjouer les ruses et de dénoncer les supercheries.

« Ce que j'exige de chacun de vous, c'est qu'il suive la ligne que je viens de tracer ; mais ce que j'en attends c'est davantage, c'est qu'à cette heure si grave il joue dans l'équipe avec le maximum de ses moyens en se disant que rien n'est négligeable, qu'un rien peut décider du succès. »

Je vis tout de suite que j'avais partie gagnée. Je n'y eus d'ailleurs pas grand mérite, car j'avais affaire à des hommes qu'avait déjà admirablement entraînés mon prédécesseur, M. A. François-Poncet, un normalien qui, s'il est maître ès diplomaties, est aussi assurément un excellent maître tout court.

Les uns et les autres, secrétaires politiques et attachés

techniques, se sont si bien employés qu'après la publication du *Livre Jaune* en 1940 le Gouvernement allemand, surpris par la qualité des renseignements qu'avait fournis mon ambassade, prescrivit une enquête pour en connaître les sources. Jamais je n'ai aussi bien compris qu'auprès de mes collaborateurs de Berlin quelles inépuisables ressources peut offrir le Français quand il lui est fait confiance et qu'il se sait dirigé.

***

Le premier tour d'horizon que je fais à mon arrivée à Berlin ne me montre, de tous côtés, que des nuages qui montent.

Les troubles antisémites très violents qui se sont produits au début de novembre dans toute l'Allemagne, et auxquels a servi de prétexte l'assassinat à Paris d'un jeune diplomate allemand, ont créé un malaise que l'on peut constater non seulement dans les cercles étrangers, mais aussi dans les milieux allemands. Nul n'ignore qu'ils ont été organisés, à Berlin notamment, par la Gestapo à l'aide d'agents provocateurs qui ont agi avec une sauvagerie sans nom. Aux détails qui me sont fournis, je m'aperçois que les méthodes de Moscou sont en honneur sur les bords de la Sprée. Ici comme là-bas, ce sont celles d'un État policier. Toutefois, les modalités d'exécution diffèrent. En U. R. S. S., la Guépéou frappe à coups redoublés, mais en silence, avec la seule préoccupation d'anéantir l'opposition et d'en prévenir la renaissance par la terreur. En Allemagne, où il faut tout de même se soucier un peu plus de l'opinion publique, la Gestapo agit dans un sens plus positif, en travaillant à déclencher des mouvements populaires. C'était hier contre la persécution des Allemands du pays sudète par les Tchèques ; c'est aujourd'hui contre les méfaits des Juifs ; une fraction de la population blâme ces procédés, mais la partie basse est entraînée et il n'y avait pas seulement des policiers dans les bandes qui ont saccagé les magasins israélites de Berlin. Le gouvernement nazi en est venu à se servir de l'antisémitisme comme d'un dérivatif, à développer chez le peuple allemand des passions mauvaises pour le détourner des difficultés matérielles qui l'assaillent.

La situation économique et financière est en effet de plus en plus tendue. La monnaie allemande a beau avoir été habilement mise par Schacht en circuit fermé, la dette extérieure et intérieure a beau avoir été annulée, le Reich est de plus

en plus besogneux. Le plus clair de ses ressources, de ses forces vives a été affecté au réarmement, à la création d'une économie de pré-guerre en partie improductive alors que ses importations massives de produits nécessaires à ses armées exigent une exportation croissante. On a pu, un certain temps, régler les créanciers étrangers à l'aide d'opérations financières plus ou moins véreuses, mais il faut maintenant payer avec des produits qui doivent être prélevés sur les besoins normaux de la population. Grâce au *dumping* malsain de la production de guerre, le chômage a été entièrement résorbé ; mais encore faut-il assurer la subsistance des ouvriers. Entre les canons et le beurre nous avons choisi, a dit le maréchal Gœring, grand maître de l'économie nouvelle, mais le rationnement a, lui aussi, ses limites. Il ne semble pas que la tension actuelle puisse se prolonger bien longtemps sans que, sous une forme ou sous une autre, une rupture ne se produise.

Les journalistes français, que je reçois, se montrent extrêmement pessimistes. Ils sont tous d'accord pour estimer que l'Allemagne hitlérienne est enfermée dans un cycle infernal qui ne peut conduire qu'à la chute du régime ou à la guerre. La chute du régime ! Je suis tenté de hausser les épaules. J'ai déjà entendu cette antienne à Moscou et je sais ce qu'en vaut l'aune. La guerre, oui, voilà l'issue, à moins qu'Hitler ne se décide à renverser la vapeur, à moins qu'à la faveur d'une détente extérieure il n'oriente à nouveau son pays vers ces activités fécondes et pacifiques qui en ont fait la force au début du siècle. Son prestige et ses moyens doivent lui permettre de vaincre, si grandes qu'elles soient, les difficultés politiques et économiques d'une telle conversion. Mais le dictateur allemand est-il disposé à étonner mes journalistes comme il a déjà étonné ses diplomates et ses généraux ?

Je n'aperçois jusqu'ici aucun indice qu'il s'engage dans cette voie. Le discours qu'il a prononcé le 9 octobre à Sarrebruck a rendu au contraire un son métallique qui ne présage rien de bon ; il a paru préoccupé de prouver aux Allemands comme aux étrangers qu'à Munich il n'a pas reculé devant la guerre ; il a même semblé regretter, étant en si bon chemin, de s'être arrêté à Munich. La pression qu'au même moment il a fait exercer sur la conférence des ambassadeurs à Berlin pour que la Tchécoslovaquie reçoive une nouvelle frontière qui la prive de toute défense naturelle n'autorise que trop une interprétation pessimiste de ses paroles.

Par contre, je vois monter sur la mer du Nord l'orage dont j'avais déjà aperçu, de mon observatoire de Moscou, les premiers nuages. La secousse qu'elle a reçue à Munich a replacé assez brutalement la Grande-Bretagne sur sa ligne traditionnelle : elle réarme pour s'opposer, au besoin par la force, à l'hégémonie allemande en Europe ; or Hitler est irrité de ce réarmement qui marque — dit-il — un défaut de confiance à son égard, qui contrarie en fait ses desseins secrets. Il ne va pas jusqu'à s'en prendre encore à Chamberlain, mais il s'écrie : « Que Duff Cooper, Eden ou Churchill remplacent Chamberlain et le but de ces hommes sera aussitôt d'entreprendre une nouvelle guerre mondiale. » L'encre de la déclaration Chamberlain-Hitler est à peine sèche que les rapports anglo-allemands commencent à se tendre. De part et d'autre, le ton de la presse devient aigre, sinon violent. Ici c'est contre le réarmement de l'Angleterre qu'elle s'élève ; là-bas, c'est surtout contre la persécution des Juifs. Fait significatif : les journaux gouvernementaux anglais font chorus avec ceux de l'opposition. Certes, la conduite odieuse des nazis à l'égard des Israélites suffirait à expliquer une indignation qui a gagné le monde civilisé tout entier, et notamment les États-Unis ; mais il est remarquable que les grands mouvements d'opinion s'accompagnent généralement en Grande-Bretagne de manifestations sentimentales.

Tandis que l'accord anglo-allemand tombe dans la boîte aux souvenirs, n'est-il pas quelque peu paradoxal que je doive m'employer à en préparer un semblable pour la France ?

Toutes ces observations ne sont pas encourageantes et je dois me secouer pour garder bon moral. Mais les chances de trouver la paix sur la route de Munich doivent être épuisées.

Dans le dernier entretien qu'il a eu avec mon prédécesseur le 20 octobre, c'est-à-dire après son discours de Sarrebruck, le chancelier s'est montré détendu et compréhensif. Il a paru regretter que l'accord de Munich ne marquât pas le début d'une ère de rapprochement entre les peuples. Peut-être, tout de même, Chamberlain parviendra-t-il à mieux faire entendre ses appels pacifiques maintenant que sa voix prend à travers le réarmement de son pays une autre résonance. Peut-être aussi la France, en améliorant ses rapports avec l'Allemagne, pourra-t-elle exercer une action conciliatrice et jouer entre le Reich et la Grande-Bretagne un rôle analogue à celui de Londres entre Paris et Rome. Tout dépend de ce que veut Hitler.

***

Je dois remettre mes lettres de créance au chancelier le 21 novembre à Berchtesgaden. Accompagné du conseiller de l'ambassade, M. de Montbas, et de l'attaché militaire, le colonel Didelet, je suis accueilli à Munich par le docteur Meissner, chef de la chancellerie, qui nous conduit en automobile jusqu'à la résidence du Führer. Le ministre Meissner est l'homme bouchon de l'Allemagne. Depuis le début du siècle il a été de tous les régimes, plongeant parfois dans les remous politiques, mais revenant toujours à la surface. C'est d'ailleurs un homme fort utile qui, tandis que notre voiture roule sur les pentes des Alpes bavaroises, m'informe de la vie, des habitudes, de l'entourage d'Hitler. Il a dû dire cela tant de fois déjà que sa parole a le ton monotone du guide qui récite. A l'hôtel de Berchtesgaden, où nous sommes descendus pour quelques heures, il m'initie au cérémonial de la présentation avec le soin, la sollicitude d'une mère qui va marier sa fille. Sa voix, plus basse, est devenue plus solennelle.

Je suis conduit jusqu'à la résidence du chancelier, située à quelques kilomètres du village, par deux de ses aides de camp, des officiers des S. S. à l'uniforme noir. Si le décor qu'offre ici la nature est grandiose, celui qui entoure immédiatement le Führer est d'une simplicité presque affectée. Sa demeure est celle que j'aurais imaginée pour un Autrichien aisé, sans plus ; elle est d'ailleurs de proportions agréable et a, sur la vallée qu'elle domine, un joli mouvement en avant qui laisse deviner chez l'architecte le meneur d'hommes. La garde d'honneur n'est composée que de quelques soldats. Tandis que je gravis les marches de l'escalier extérieur, mon cœur bat à coups précipités. J'ai beau me commander le calme, j'ai le trac de l'acteur à l'entrée en scène. Un roulement de tambours annonce mon arrivée. Comme au cirque, avant le saut de la mort ! Cette pensée me donne envie de rire et me rend un peu d'assurance. Quelques pas dans un vestibule, quelques marches et me voici dans la salle de réception. Une pièce presque nue. Au milieu et dans le fond, le dictateur est assis dans un grand fauteuil ; quelques hauts dignitaires se tiennent debout à ses côtés. Tandis que j'accomplis avec soin le cérémonial des doubles salutations, il se lève et vient à quelques pas de moi. Il se tient raide et un peu incliné sur le côté. Il

a l'air gauche, gêné même ; un peu comme un chien savant mal à l'aise sur ses pattes de derrière. Il est frêle et de taille moyenne. Son visage aux traits flous est insignifiant, même avec la note un peu comique de la petite moustache à la Charlot piquée sous le nez épaté, même avec la menace des sourcils froncés comme pour corriger le reste. Sa fameuse mèche a disparu. Elle est réservée, paraît-il, pour les manifestations de politique intérieure. Sa tenue est simple, mais de mauvais goût : une vareuse kaki clair sur un pantalon noir avec un brassard à croix gammée qui le fait ressembler à un caporal infirmier. J'ai beau avoir eu bien des fois son portrait sous les yeux, son aspect, son attitude surtout me surprennent. C'est ça Hitler, Hitler qui a libéré l'Allemagne de ses chaînes à la barbe des Alliés, qui a annexé l'Autriche et démembré la Tchécoslovaquie sans tirer un coup de fusil, dont des millions d'hommes de par le monde épient les paroles et les gestes ? Il doit nécessairement y avoir un autre homme derrière ce masque de baraque foraine !

Cette pensée me poursuit tandis que je lis, un peu machinalement, mon allocution. Le thème en est nécessairement banal, mais j'en ai chauffé le ton pour éviter le plat froid traditionnel de ces manifestations protocolaires et marquer mes sentiments personnels. Les deux peuples, dis-je en substance, se sont assez souvent affrontés sur les champs de bataille pour avoir appris à s'estimer à leur valeur ; le sort changeant des armes, en leur donnant tour à tour la victoire, leur a également démontré l'inanité de leur lutte. Leur réconciliation répond à leur intérêt, à la raison, aux besoins de la communauté européenne. C'est avec ferveur que je souhaite pouvoir m'employer à cette grande œuvre. La réponse du chancelier est conçue dans le même sens, mais d'un ton au-dessous ; on ne peut toutefois attendre mieux de l'office de Ribbentrop, où elle a certainement été élaborée. Il la lit d'une voix basse, me serre ensuite la main et me conduit dans une pièce voisine, plus froide encore que la première, ceinturée d'un étroit divan blanc. Seuls l'accompagnent le ministre des Affaires étrangères, von Ribbentrop, et l'interprète chef, docteur P. Schmidt.

Nous nous asseyons côte à côte sur le petit divan blanc. Hitler ne s'y est pas étalé, mais plutôt ramassé. Il me regarde sans m'adresser la parole. Le jour cru, qui tombe de la fenêtre placée au-dessus de nous, le met en pleine lumière. Je suis

tout de suite frappé par la beauté un peu étrange de ses yeux, d'un bleu très pâle cerné de marron [1]. Il me regarde sans m'adresser la parole et, comme tout à l'heure, son attitude semble traduire une gêne qui me gagne d'ailleurs. Les secondes qui tombent sont lourdes et je me décide à parler le premier, dussé-je manquer au protocole. Je dis en allemand quelques mots de courtoisie. Aussitôt son visage s'éclaire : « Ah ! dit-il à Ribbentrop, l'ambassadeur parle allemand. » Il aborde alors lui-même le problème des relations franco-allemandes et toute trace d'embarras s'efface à mesure qu'il s'anime [2]. « Ces relations, me dit-il en substance, je désire qu'elles soient pacifiques et bonnes et je n'aperçois pas de raisons pour qu'elles ne le soient pas. Il n'y a aucun motif de conflit entre l'Allemagne et la France. Nos deux pays peuvent au contraire, à la faveur de rapports de bon voisinage, se rendre de mutuels et grands services. »

Hitler s'exprime avec simplicité et naturel ; sa voix est calme et chaude ; il y a dans ses yeux de la ruse et une singulière fixité des prunelles très dilatées, mais il y a aussi beaucoup de douceur et de clarté, et on oublie à les regarder le burlesque du visage ; son regard n'a rien de fascinant, il n'est pas lourd et difficile à soutenir, mais plutôt attirant. Il parle avec bon sens, avec conviction aussi, semble-t-il. Ma mauvaise impression du début s'efface peu à peu à le regarder et à l'écouter ; je sens la confiance me gagner et il ne faut rien moins que tout ce que je sais d'Hitler pour que je reste sur mes gardes.

« J'espère en tout cas, me dit-il en concluant, que si jamais des difficultés s'élevaient, vous vous emploieriez à les aplanir dans le même esprit que votre prédécesseur et avec la même sincérité. » Je sens que si je pouvais lui demander quelle est sa sincérité, à lui, il me répondrait, en me regardant dans les yeux, qu'elle est totale. Quant à la mienne, pour lui en donner un témoignage immédiat, je dépeins aussi exactement que possible l'état d'âme du peuple français dont l'immense

1. M. Sumner Welles, ancien sous-secrétaire d'État aux États-Unis, à qui je parlais un jour d'Hitler, me dit que sa sœur, qui avait bien connu le Führer, avait remarqué comme moi qu'il avait les yeux bleus et non pas marron, comme on le croit en général.

2. La dépêche qui relate cet entretien figure au *Livre jaune* publié en 1940, comme d'ailleurs la plupart des rapports où sont relatées les conversations que j'aurai ultérieurement avec Hitler ou avec des membres du Gouvernement allemand.

majorité souhaite la réconciliation, mais qu'un long passé et le régime d'alertes auquel il est soumis a rendu méfiant. Que les deux gouvernements, avec la prudence nécessaire, amorcent le mouvement et les peuples suivront. J'enchaîne en faisant allusion au projet ébauché dans les dernières conversations du chancelier avec mon prédécesseur et j'insiste sur l'intérêt qui s'attache à aboutir rapidement « afin, lui dis-je, de ne pas voir s'estomper les effets psychologiques de l'accord de Munich, comme le ferait une plaque photographique qui ne serait pas fixée. » Hitler sourit et approuve ; il se tourne vers Ribbentrop, lui demande où en est l'affaire et l'invite à en hâter la conclusion. Il se recueille alors une seconde, puis me parle de la renonciation de l'Allemagne à l'Alsace-Lorraine, renonciation qui figure dans le projet de déclaration commune. Son expression s'est brusquement modifiée. Ses traits se sont tendus. Sa voix est devenue plus dure, son regard plus fixe. « Ne croyez pas, me dit-il, avec des paroles saccadées, que je renonce aisément à l'Alsace-Lorraine. Le clocher de Strasbourg, cela représente beaucoup pour moi, pour nous tous Allemands. » Il ne me regarde plus ; il s'est levé. « Si je le fais, dit-il, c'est que cela coûterait trop de sang allemand pour le reprendre. » Je sens, je suis certain, qu'à ce moment tout au moins Hitler est sincère. Jusqu'à mon départ de Berlin, jusqu'à la guerre, cette phrase sonnera à mes oreilles. Hitler me regarde. S'aperçoit-il de mon trouble ? « Je sais, me dit-il, que je suis d'accord avec M. Daladier pour estimer qu'une modification de frontière ne suffirait pas à justifier les sacrifices qui devraient être consentis. » Oui, M. Daladier a bien pu lui dire qu'une rectification de frontière ne valait pas que coulât le sang des deux peuples. Mais lui a dit « trop de sang allemand ». Alors, si un jour l'entreprise n'était pas trop coûteuse....

Au moment de prendre congé de moi, Hitler me dit, en me serrant longuement la main : « Nous sommes l'un et l'autre des anciens combattants ; si jamais des difficultés surgissent, nous saurons les régler pacifiquement. » Une réelle émotion me gagne à ces paroles inattendues. Hitler ne pouvait pas trouver de mots plus susceptibles de m'atteindre.

« La confiance que vous voulez bien me faire, lui dis-je, m'émeut profondément. » S'il pouvait dire vrai, pensais-je en sortant.

Au déjeuner que je prends avec l'entourage du Führer,

le docteur Schmidt, qui est une vieille connaissance, me dit en riant : « Les puissances devraient recruter leurs diplomates en France. Vous avez gagné d'emblée les bonnes grâces du Führer qu'avait su déjà s'assurer M. A. François-Poncet. » Mes hôtes me font force courbettes et insistent à l'envi sur le fait que l'entretien s'est prolongé au-delà de l'horaire prévu.

Effectivement j'ai lieu d'être satisfait. Ma personne n'a rien à voir dans l'affaire, mais si je retrouve ici la même consigne qu'à France-Allemagne, à Paris, si le grand chef lui-même s'est montré si aimable, c'est que la politique allemande est réellement orientée vers une détente avec la France. Or celle-ci figure dans *Mein Kampf* comme l'ennemi numéro un. C'est tout de même un progrès.

Il y a bien cette phrase d'Hitler : « Il faudrait verser trop de sang allemand pour reprendre l'Alsace-Lorraine » qui me tracasse. C'est donc une question de mesure ! Et si cet homme a le fanatisme qu'en un éclair j'ai cru apercevoir en lui, il peut avoir aussi la main lourde. Mais, après tout, avec les Allemands, un accord n'est-il pas toujours tacitement soumis à la clause : *rebus sic stantibus ?* Il importera seulement de se rappeler que la renonciation d'Hitler à l'Alsace-Lorraine ne vaut qu'en fonction de notre force militaire et diplomatique.

Il y a bien aussi l'insistance avec laquelle le chancelier a souligné l'importance de cet abandon. Quel prix compte-t-il donc nous le faire payer ? Mais à chaque jour suffit sa peine.

Je ne veux pas, pour le moment, inquiéter Paris avec des réflexions chagrines et je donne sur mon entrevue avec Hitler une note plutôt optimiste. Ce qui importe, c'est d'amorcer le rapprochement des deux peuples, et le mouvement se prouve en marchant.

Dans le train de nuit, qui nous ramène à Berlin, je m'endors très tard. Ma pensée revient sans cesse à Hitler et j'éprouve un peu l'impression pénible de celui qui craint d'avoir perdu son chemin.

Je pensais rencontrer dans un palais un Jupiter tonnant et je trouve dans une maison de campagne un homme simple, doux, timide sans doute ; j'ai entendu à la radio le Führer à la voix rauque, vociférant, menaçant, exigeant, et je viens de connaître Hitler à la voix chaude, calme, affable, compréhensif. Lequel est le vrai ? Ou sont-ils vrais tous les deux ? L'un est-il au service de l'autre ? Dans ce cas, c'est évidemment Hitler qui sert le Führer. N'est-ce pas lui qui a joué avec

l'honnête Chamberlain à Berchtesgaden comme le chat avec la souris, lui qui a joué avec tout le monde à Munich et n'est-ce pas le Führer qui a gagné ?

Je me dis tout cela, je me dis que, si ses yeux m'ont séduit, j'y ai tout de même vu luire la ruse et cependant je me répète ses dernières paroles, si humaines, et je me prends à espérer je ne sais trop quoi. En somme l'homme, chez moi, est attiré, malgré tout ce que je sais de lui, et le diplomate se méfie. Mais voilà qu'à mon tour je me dédouble. Serait-ce contagieux ? Après tout, les dés sont maintenant jetés. Quel qu'il soit, ou il aura la sagesse de s'en tenir à la recherche d'un compromis avec la Pologne, ou il se lancera dans les folles aventures et alors le Führer à son tour sera la victime d'Hitler.

« Quelle sorte d'homme au juste peut être ce diable d'Hitler ? » me disais-je encore en m'endormant.

Le lendemain de mon retour à Berlin, une note de l'agence officieuse allemande D. N. B. annonce en termes amicaux la préparation d'une déclaration commune et la venue prochaine de Ribbentrop à Paris pour procéder à sa signature.

CHAPITRE III

LA DÉCLARATION FRANCO-ALLEMANDE DU 6 DÉCEMBRE 1938

ENTRETIENS AVEC RIBBENTROP, GŒRING, HESS, GŒBBELS, ROSENBERG, SCHACHT, FUNCK. || VISITES DANS LE CORPS DIPLOMATIQUE. || VENUE DE RIBBENTROP A PARIS. || SIGNATURE D'UNE DÉCLARATION FRANCO-ALLEMANDE. || LE MALENTENDU. || CONTACTS AVEC LES CHEFS MILITAIRES ALLEMANDS. || HITLER VA CERTAINEMENT AGIR.

AVEC l'accord de M. G. Bonnet, j'avais fait connaître au Gouvernement allemand mon désir de déposer une couronne sur la tombe du soldat allemand inconnu. J'étais le premier représentant de la France à accomplir ce pèlerinage. Mais le geste ne me paraissait revêtir aucun caractère humiliant ; il valait tout au plus acte de contrition pour les innombrables guerres passées, rendait hommage à un adversaire valeureux et marquait notre volonté de réconciliation ; il invoquait les morts pour sauver les vivants ; il pouvait contribuer à créer une atmosphère. La cérémonie a lieu le lendemain de mon retour à Berlin. Le gouvernement du Reich a tenu à y donner une grande solennité. Une compagnie de parade rend les honneurs et le général commandant la place de Berlin m'accueille lui-même à l'entrée du monument.

Avant d'aller à Berchtesgaden j'avais, selon l'usage, rendu visite au ministre des Affaires étrangères pour lui remettre copie figurée de mes lettres de créance. Je n'en ai pas parlé encore parce que notre entretien, comme ceux que j'aurai avec lui, par la suite, n'a eu d'autre histoire que celle tombée de sa bouche et que j'ai dû subir. Hitler monologue quand la passion l'emporte, Herr von Ribbentrop monologue à froid. Ne tentez pas de lui exposer votre manière de voir : il ne l'entend pas plus que ses yeux lunaires, froids et vides, ne vous voient. Toujours au balcon, la tête levée, il vous administre, de sa voix coupante, l'allocution qu'il vous a préparée,

puis se désintéresse de la suite : vous n'avez qu'à vous retirer. Chez ce Teuton, au demeurant beau garçon, il n'y a rien d'humain que les bas instincts de l'homme : il est vaniteux et envieux jusqu'à la déraison. Il ne pardonne pas à l'Angleterre l'échec de sa mission à Londres où il s'est rendu ridicule en arborant jusqu'à la Cour le salut fasciste. Il a juré de se venger et a dépeint à son chef la Grande-Bretagne sous les couleurs les plus fausses : celles d'un pays qui a renoncé, qui abandonnera plutôt l'Europe que de se résoudre à la guerre. Il en a d'ailleurs fait autant pour la France. Les événements d'Autriche et de Tchécoslovaquie, les imprudentes paroles de Chamberlain sur « ces pays qu'on connaît à peine » ont semblé lui donner raison et ont assis son crédit auprès d'Hitler. Maintenant que l'Angleterre réarme, il va pousser celui-ci à précipiter les choses et à la mater quand il est temps encore ; ce faisant il est bon courtisan, car il sait qu'il va au-devant des tendances, des instincts de son Führer. Une sorte de fanatisme commun a rapproché les deux hommes, les incompréhensions anglaises, les défaillances françaises ont fait le reste, au point qu'Hitler a pu dire de son ministre des Affaires étrangères que c'était un nouveau Bismarck. Il est vrai qu'il se posait ainsi lui-même sur un degré supérieur.

Au cours de cette première audience, Ribbentrop s'est étendu longuement et avec suffisance sur le rôle personnel qu'il a joué dans les années passées pour un rapprochement franco-allemand : il a été, estime-t-il, mal compris des hommes d'État français qui n'ont pas su se dégager de préjugés hors de saison contre le Reich et son Führer. Son panégyrique terminé, Ribbentrop est devenu tout de même plus substantiel. Ce qui importe selon lui à la bonne entente des puissances, c'est que chacune d'elles confine son action extérieure dans la zone où elle a ses véritables intérêts. Celle de l'Allemagne, a-t-il ajouté, est le Sud-Est européen. Il n'a pas indiqué quelle était celle de la France ou de l'Angleterre et je me suis gardé de le lui demander, car je ne pense pas que mon gouvernement soit disposé à le suivre dans cette voie. C'est, en fait, la politique des sphères d'influence que préconise le gouvernement du Reich, ou à tout le moins Ribbentrop, car il arrive que le Führer laisse galoper ses poulains.

Dès mon retour de Berchtesgaden, je commence mes visites aux grands feudataires du III[e] Reich et aux membres du Corps diplomatique.

A tout seigneur tout honneur. Je débute par le feld-maréchal Gœring, premier dignitaire de l'Empire, héritier présomptif du Führer, commandant en chef de l'aviation, président de la Chambre des Députés, grand veneur du Reich. On ne peut pas dire que Hermann Gœring ait une physionomie très engageante. Avec sa figure plate et ses yeux obliques, il a un peu l'air d'un faux témoin, mais sa bonne grâce, sa jovialité, son embonpoint même et son teint rose effacent rapidement cette première impression. Sa tenue me fascine; il brille de mille feux comme un miroir à alouettes : il y a des brillants sur sa cravate, sur ses manchettes, sur les décorations dont sa vareuse est constellée. Je pense à la plaisanterie d'un collègue : « En voilà un, m'a-t-il dit, auquel le Seigneur n'ouvrira jamais les portes du Paradis s'il tient à conserver ses étoiles. »

Très cordial, Gœring me félicite d'arriver à Berlin au moment où se dessine un mouvement de rapprochement qu'il approuve et veut favoriser. Je devine, à l'entendre répéter certaines phrases d'Hitler, qu'il a une consigne. Mais il se montre plus explicite que son chef : « Les Français doivent comprendre que l'Allemagne désire trouver un champ d'expansion économique dans le Sud-Est de l'Europe. » C'est une ambition trop légitime pour que je n'y souscrive pas aussitôt et j'exprime l'espoir que l'action du maréchal contribuera à convaincre aussi les Français que le Troisième Reich ne recherche pas davantage. Je vois tiquer Gœring. Il semble avoir deviné ma pensée, car il me dit brusquement : « Vous pouvez compter sur tout mon concours et si vous vous heurtez jamais à des difficultés à la Wilhelmstrasse, venez me trouver. » Je suis un peu interloqué par cette manière assez cavalière de traiter Ribbentrop, mais Gœring marque un point. Il en marque un autre à la fin de l'entretien. Il a mis la main sur mon bras, a donné une expression pathétique à son gros visage joufflu : « C'est maintenant Hermann Gœring qui veut parler seul à seul avec Robert Coulondre. » Le conseiller de l'ambassade qui m'a accompagné, les aides de camp se retirent et il poursuit : « Demain est un jour grave pour votre pays [1]. Si le parti du désordre venait à l'emporter, la révolution, qui bat déjà vos portes, pourrait entrer chez vous. J'ai confiance dans

1. On était au 29 novembre 1938, c'est-à-dire à la veille du jour fixé en France pour la grève générale.

votre chef. Je suis certain qu'il aura le dessus. Mais, surtout, qu'il ne cède pas d'un pouce. C'est à cette condition qu'il matera les mutins. J'en parle par expérience. Nous n'étions qu'une poignée, au début, et nous avons eu des moments difficiles. J'ai toujours fait reculer la canaille en la regardant en face et en marchant sur elle. Voulez-vous transmettre cet avis à M. Daladier avec tous mes souhaits de succès ? » Ce que je fis avec l'espoir de divertir un instant le président du Conseil au milieu de tous ses soucis. « Sans doute, me disais-je en sortant, Gœring a-t-il cherché à m'impressionner favorablement et tout ceci n'est qu'une comédie ; tout de même il n'aime pas Ribbentrop et par ailleurs il aime trop les hochets pour être très mauvais. » Je me promis de le revoir souvent. Malheureusement sa maladie d'abord, les événements ensuite m'en empêchèrent. Désireux de ne pas être en reste avec lui, et pour reconnaître sa « bonne manière », je lui fis porter cinquante bouteilles de Pommery 1928. Il dut trouver la chose fort naturelle, car il me remercia à peine, quand je le revis, et ce fut surtout pour me dire qu'à son avis seule une fine Napoléon pouvait l'emporter sur un bon champagne. Très obligeamment, M. Daladier, à qui je fis également part de ce nouveau souhait, s'employa à y satisfaire, mais la caisse de nectar n'arriva à l'ambassade qu'après les événements de Prague et elle y resta.

Gœring est à la fois ridicule et redoutable. Il fait sourire quand il se désole de ne pas avoir dans sa collection le bâton de maréchal de Napoléon ; il fait frémir quand il parle de ses avions et de ses canons, dont il poursuit la fabrication avec une énergie farouche. Selon toute probabilité Hitler, qui sait employer ses hommes, l'utilise pour endormir les méfiances des diplomates étrangers. Il est son donneur de belles paroles et même de paroles tout court. Il se parjure à propos de l'Autriche d'abord, de la Tchécoslovaquie ensuite. Il invite les représentants des puissances à venir tirer le cerf chez lui ; dans sa somptueuse villa, où l'on fait bonne chère, il joue à merveille la scène de la séduction. Il la joue d'autant mieux qu'il est en partie sincère. Il souhaite réellement voir Hitler se contenter de victoires pacifiques. Comme beaucoup des lieutenants de Napoléon vers la fin de l'Empire, il voudrait bien, après avoir beaucoup besogné, jouir en paix des avantages et des honneurs de sa situation acquise. En fait, il s'efforcera jusqu'à la dernière heure de freiner l'action de Ribbentrop

et il y usera même son crédit. Parmi les sinistres personnages qui entourent Hitler, il est un de ceux qui font la moins mauvaise figure.

Le second dignitaire du Troisième Reich est Rudolph Hess. C'est un tout autre genre. Il est aussi réservé que Gœring est exubérant. Sa façon d'être et de se taire, ses yeux enfoncés, son front têtu révèlent l'application, la ténacité plus que l'intelligence. Le « Parti », dont il est l'enfant chéri, l'a confié à Hitler, qui en a fait son suppléant ; il est le deuxième héritier présomptif du pouvoir. Mon entretien avec lui est sans intérêt. Excès de prudence ou défaut d'envergure : Hesse ne se risque pas au-delà des lieux communs.

Je suis plus heureux avec Gœbbels. Dans le luxueux salon du ministère de l'Information, où il m'accueille, c'est un infirme que je vois venir au-devant de moi. Une tête énorme sur un corps d'enfant, une jambe atrophiée sur laquelle flotte le pantalon, une peau marbrée de rouge qui explique sa salacité notoire. En voyant son nez crochu et ses oreilles décollées, je comprends la réponse que lui fit un chauffeur genevois, après que Gœbbels, qu'il avait conduit à la Société des Nations, lui eut dit, en lui donnant un généreux pourboire : « Tenez, mon ami, et sachez que les nazis sont de braves gens. — C'est possible, rétorqua celui-ci, mais vous avez tout de même bien fait de vous réfugier à Genève. »

Quand Gœbbels parle, je ne regarde plus ses infirmités. Sa figure est expressive, ses yeux brillent d'intelligence ; il dit des choses intéressantes et les dit bien. C'est évidemment un des cerveaux du régime. Il entre tout de suite dans le vif du sujet. « Nos pays sont voisins, me dit-il, et leur passé est bien la preuve que ce n'est pas toujours une garantie de bonne entente. Mais ils ont réellement épuisé leur capacité d'hostilité. Il n'y a plus de revendications territoriales allemandes à l'Ouest ; vous n'en avez pas, que je sache, à l'Est. Il y a, il est vrai, l'opposition des régimes : national-socialisme et démocratie, des idéologies qui s'affrontent ». Ici Gœbbels sourit et il poursuit : « Les régimes importent peu ; ce sont les hommes qui les animent qui comptent. Nous autres, nazis, par cela même que nous sommes des hommes d'action, des réalisateurs, nous commençons par établir l'effort à fournir à la mesure de nos forces ; nous savons ce que nous pouvons vouloir et ce que nous voulons nous le faisons. Nous savons qu'à l'Ouest l'entente est possible et nous la voulons. Si

l'on sait chez vous se montrer également réaliste, le rapprochement est assuré. » Le ministre devient alors plus direct : « Dans cette œuvre, me dit-il, il dépend de vous de jouer un rôle important. Vous pouvez, comme l'ambassadeur d'hie et de demain, suivre les chemins battus de la diplomatie vous serez bien reçu, comblé d'égards et ce sera tout. Vous pouvez au contraire être l'ambassadeur du grand moment que nous vivons. » Je regarde Gœbbels sans répondre. Il en a trop dit pour ne pas achever. « Je ne suis pas ministre des Affaires étrangères, continue-t-il, et ce n'est pas à moi qu'il appartient de vous définir le programme de notre action extérieure ; mais je puis bien vous dire que notre champ d'expansion est à l'Est ; il est d'évidence que si nous devons nous entendre ce sera aussi pour ne pas nous heurter sur notre chemin. »

Je remercie le docteur Gœbbels de me parler aussi ouvertement et j'en fais autant. « La France, lui dis-je en substance, qui a encore le sens de la mesure, ne désire nullement tenir en Europe le rôle de gendarme qu'on lui a prêté et pour lequel, d'ailleurs, elle n'aurait pas les bras assez longs. Mais, qu'on le veuille ou non, elle s'y trouve depuis longtemps, elle y a une place, des amitiés à cultiver, des intérêts à sauvegarder. Il serait vain d'espérer d'elle des renoncements qui équivaudraient à une abdication. Mais l'Europe est grande et l'Allemagne du Troisième Reich peut trouver à y respirer et à s'y nourrir si elle oriente son industrie vers les productions qui assuraient autrefois sa prospérité. »

En ce qui me concerne, et pour le cas où ce petit diable boiteux serait en quête d'âmes à vendre, je précise que je ne suis qu'un agent d'information et que toute mon ambition est d'éclairer assez le terrain pour que de part et d'autre on voie où l'on va.

M. Rosenberg, que j'aborde ensuite, a, malgré son nom, une tête de bon chrétien de l'Est, rasée et ronde. Il est un des théoriciens du régime. D'origine balte, je crois, il s'est spécialisé dans les questions orientales et dans celle, qui s'y rattache, du fameux « espace vital ». Aussi loquace que Hess est silencieux, il m'explique pourquoi le peuple allemand doit élargir son habitat, pourquoi c'est à l'Est qu'il doit s'étendre, pourquoi nous devons souscrire à cette nécessité. J'essaie d'observer qu'il y a d'autres moyens que l'expansion territoriale pour améliorer les conditions d'existence d'une population,

que d'autres peuples, comme les Belges, plus à l'étroit pourtant que les Allemands, s'assurent par leur industrie un standard de vie plus élevé. M. Rosenberg a bien voulu s'interrompre. Après des arguments aussi négligeables, il reprend sa conférence au point où il l'avait laissée. Quand elle est terminée, j'oublie d'applaudir et je prends congé. J'ai rencontré au cours de ma carrière pas mal de théoriciens et plus encore d'experts ; j'ai même compté parmi ces derniers. Je ne suis jamais parvenu à distinguer quelle était la variété la plus redoutable.

De tous ces entretiens, une conclusion très nette se dégage : le gouvernement du Reich veut l'accord avec la France pour se couvrir à l'Ouest en prévision d'entreprises à l'Est ou au Sud-Est. L'accueil qui m'est réservé, — c'est une véritable conspiration du sourire, — les déclarations toutes concordantes qui me sont faites ne laissent pas de doute à ce sujet. Aucun de mes interlocuteurs, il est vrai, n'appuie ses assertions sur des déclarations d'Hitler ; peut-être est-ce simplement pour créer autour du Führer cette atmosphère de mystère dont ses proches cherchent à l'entourer, peut-être celui-ci n'a-t-il effectivement pas encore arrêté sa position ; il est cependant manifeste qu'il a donné une consigne.

Je vois encore, bien entendu, beaucoup d'autres Allemands de moindre grandeur, ceux notamment avec lesquels j'ai été en rapport alors que je dirigeais les services économiques du Quai d'Orsay : Von Krosigk, ministre des Finances, Woermann, sous-secrétaire d'État à la Wilhelmstrasse, Ritter, chef des services économiques, Gauss, jurisconsulte pour les Affaires étrangères dont l'autorité et la probité professionnelles sont telles qu'il arriva à Tardieu de le choisir comme arbitre officieux d'un litige franco-allemand au cours de la Conférence des réparations de La Haye. Malheureusement ils n'ont plus, à l'égard de l'ambassadeur de France, la liberté de langage que je leur ai connue. Mais l'embarras que trahit leur silence, quand je leur parle d'une détente de la situation internationale, est assez éloquent. Ritter, que je connais mieux et que j'interroge directement, me laisse entendre avec quelque gêne que le Reich va s'occuper plus spécialement de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie.

Schacht, que je vois ensuite, n'est pas moins net que mes premiers interlocuteurs. Il est gouverneur de la Reichsbank ; il a été le véritable dictateur économique de l'Allemagne

pendant quelques années, mais son étoile a pâli, au bénéfice de celle de Funck, qui l'a remplacé comme ministre de l'Economie nationale. Schacht a un physique étonnant. Son cou gigantesque est enfermé dans un immense col blanc en sorte que sa tête paraît reposer sur un fût de plâtre. C'est un grand financier et un original fini. Il n'aime pas les nazis et ne s'en cache pas. De lui-même, il en vient à me parler de leurs visées sur l'Ukraine, « une dangereuse aventure qui tendrait à établir à l'Est une zone d'influence allemande atteignant la mer Noire ». Je ne devais pas voir Schacht longtemps. Quelques semaines plus tard il était remplacé par Funck à la banque d'État. Avant d'entreprendre un voyage en Orient, il vint, aimablement, prendre congé de moi. Je lui exprimai mes regrets de son départ : « Je ne suis pas parti, se récria-t-il d'un air triomphal, on m'a mis à la porte. »

Funck est aussi petit et rond que Schacht est grand et anguleux. Au milieu des graisses blondes de son visage bouffi brillent de petits yeux pleins de malice. Moins entier que le premier, plus rusé sans doute aussi, il a réussi peu à peu à l'évincer. Avec le concours de von Krosigk, il a mis la dernière main à l'organisation de l'économie allemande en circuit fermé et il faut reconnaître qu'il a assez bien réussi. La circulation monétaire en Allemagne rappelle celle de l'eau dans certaines fontaines où c'est toujours le même liquide qui va et vient entre le bassin et les jets d'eau. Funck me prodigue d'amicales paroles sur l'opportunité d'un rapprochement franco-allemand, mais se dérobe quand je lui parle du retour éventuel à une économie normale.

***

Mes premiers contacts avec les milieux diplomatiques ne me fournissent pas d'éléments d'information bien nouveaux. Les ambassadeurs de Grande-Bretagne et des États-Unis sont absents pour cause de maladie, réelle chez le premier, diplomatique chez le second. La persécution juive a indigné l'Amérique, où les Israélites sont nombreux et influents, et le président Roosevelt a rappelé son représentant pour « faire rapport ». L'ambassadeur d'Italie, le baron Attolico, paraît sincèrement désireux d'éviter un conflit. « Je suis vieux, me dit-il, et ne veux pas voir une nouvelle guerre avant ma mort. »

Il doit au demeurant être bien renseigné, car il se rend chaque matin à la Wilhelmstrasse suivant les ordres du Duce, qui est payé pour se méfier des initiatives de son associé. Mais je ne puis guère attendre de confidences d'un agent de l'Axe, surtout avec la tension des relations franco-italiennes.

Parmi les représentants des petites nations, le vicomte Davignon, ambassadeur de Belgique, occupe une place spéciale. Depuis longtemps à Berlin, il a ses grandes et ses petites entrées chez les nazis qui s'ouvrent beaucoup à lui, tellement, que je ne serais pas étonné qu'ils l'emploient, à son insu, comme leur haut-parleur auprès du Corps diplomatique sur lequel ses confidences exercent d'ailleurs une action assez déprimante. Il faut, selon lui, marcher ici sur la pointe des pieds, s'abstenir de tout geste, de toute parole susceptibles d'irriter le Führer. C'est d'ailleurs là un sentiment assez général chez les représentants des petites nations à Berlin et, en somme, bien compréhensible quand on sait le goût d'Hitler pour les petites proies. Pour le moment, le vicomte Davignon n'est pas trop au noir. Il a été reçu récemment par le chancelier. Celui-ci lui a déclaré, comme à moi, qu'il ne voulait rien à l'Ouest et lui a parlé des colonies sur un ton détaché, indiquant que c'était plutôt là, pour le Reich, qui en a conservé la nue-propriété, une question de principe. Ce ne sont pas paroles en l'air, car l'entourage du Führer a reçu à ce sujet une consigne et répète volontiers que, pour les colonies, on pourra s'arranger ; Ribbentrop a déclaré à Davignon que l'affaire pouvait attendre cinq à six ans. J'imagine que les confidences faites à mon collègue belge sont surtout destinées au Gouvernement britannique. On prend la Grande-Bretagne à partie dans la presse, dans les discours, mais on caresse encore l'espoir de l'amener, moyennant des concessions coloniales, à laisser les mains libres à l'Allemagne en Europe. Hitler doit avoir un mauvais professeur d'histoire, pour penser que l'Angleterre pourrait admettre aussi aisément l'hégémonie d'une puissance en Europe ; mais peut-être ce professeur a-t-il été Chamberlain !

Pour ce qui est de l'Est, le chancelier a été moins clair et mon collègue belge estime que tout n'est pas réglé de ce côté-là sans savoir au juste ce qui se trame. La situation intérieure lui paraît assez sérieuse, non pas que la position personnelle du Führer soit entamée, mais le mécontentement contre le régime va croissant ; en outre, les querelles entre grands

dignitaires, entre Gœring et Ribbentrop notamment, pourraient entraîner des révolutions de palais. L'ambassadeur de Turquie donne la même note ; par ailleurs, l'activité du Troisième Reich dans le bassin danubien et le développement de sa flottille sur le Danube lui paraissent un indice sérieux de la poussée vers l'Est.

***

J'interromps mes visites le 4 décembre pour me rendre à Paris où doit être signée le 6 la « déclaration franco-allemande ». Fait sensationnel, c'est Ribbentrop qui vient en personne procéder à cette signature avec M. G. Bonnet. Sa venue à Paris est une initiative allemande. On a voulu à Berlin nous donner, après l'humiliation de Munich, une satisfaction d'amour-propre. Mais ce personnage glacial est peu propre à réchauffer une atmosphère. L'accueil du Gouvernement français est courtois, celui du public parisien est froid. A la gare des Invalides, de nombreuses personnalités entourent M. G. Bonnet venu accueillir Ribbentrop. La plupart font une tête moitié figue, moitié raisin qui en dit long. Au moment où le ministre allemand descend de wagon, M. de Castellane me serre le bras en me disant : « On aura tout vu. » Pas absolument tout, car la gerbe de fleurs que, dans un sentiment très féminin et très naturel, Mme G. Bonnet comptait offrir à Mme von Ribbentrop est restée dans la voiture, sur l'ordre de son mari.

Le lendemain soir, par contre, à l'abri des murs de l'ambassade d'Allemagne, les invités du ministre des Affaires étrangères se montrent plus expansifs. C'est le public de France-Allemagne qui se presse dans les salons de M. von Welczeck et accable Ribbentrop d'hommages que celui-ci reçoit avec une souveraine bienveillance.

Le projet d'accord, qui a, bien entendu, reçu sa forme définitive avant la rencontre des deux ministres, est clair et bref. On reconnaît la pâte du jurisconsulte Gauss qui l'a rédigé : les deux Gouvernements constatent qu'entre leurs pays aucune question territoriale ne reste en suspens et ils reconnaissent solennellement comme définitive la frontière entre la France et l'Allemagne telle qu'elle est actuellement tracée ; ils se déclarent résolus, sous réserve de relations particulières avec des puissances tierces, à demeurer en contact sur toutes

les questions intéressant leurs deux pays et à se consulter en cas de difficultés.

Après la signature, les deux ministres lisent chacun une déclaration personnelle. Le temps, qui jette un voile sur les choses, les éclaire aussi parfois. Quand on relit aujourd'hui ces deux documents, leur divergence saute aux yeux.

Le ministre français enregistre la reconnaissance formelle des frontières existantes comme donnant à l'accord une fin en soi, comme autorisant « la conviction qu'il n'existe entre les deux pays aucun différend de nature à mettre en cause la base pacifique de leurs rapports ». Le ministre allemand voit dans cette consécration de leurs frontières leur volonté « de faciliter la voie à une reconnaissance et à une considération réciproque de leurs intérêts vitaux nationaux ». Pour le premier, il s'agit d'un reçu, pour le second d'une traite. La contrepartie attendue par l'Allemagne ne figure pas dans l'accord, mais apparaît dans la déclaration de Ribbentrop.

Je ne pense pas que l'étendue de cette divergence de vues soit apparue au Gouvernement français à la signature de l'accord. Cependant on a soutenu du côté allemand que le malentendu n'était qu'apparent et qu'en fait les deux ministres étaient d'accord. Le 18 mars, quand je remettrai à M. von Weizsäcker une note de protestation contre l'annexion de la Tchécoslovaquie, celui-ci invoquera des assurances verbales qui auraient été données à Paris par M. G. Bonnet à Ribbentrop et selon lesquelles la Tchécoslovaquie « ne saurait plus faire désormais l'objet d'un échange de vues ». M. G. Bonnet traitera cette affirmation d'extravagante et fera observer avec juste raison que, s'il en avait été ainsi, des notes n'auraient pas été échangées entre les deux chancelleries en février au sujet de la Tchécoslovaquie. Mais la querelle des deux ministres n'en restera pas là. Ribbentrop reviendra à la charge, comme on le verra à propos de la Pologne et, dans une lettre personnelle adressée le 13 juillet à M. Bonnet, il lui écrira : « A l'occasion des entretiens du 6 décembre 1938, j'ai fait remarquer expressément que l'Europe orientale constituait une sphère d'intérêts allemands et vous avez, contrairement à ce qui est affirmé dans votre notice, souligné à ce moment de votre côté que, dans l'attitude de la France à l'égard des problèmes de l'Europe orientale, un revirement radical s'était accompli depuis la conférence de Munich. » A cette lettre, M. G. Bonnet répondra par une lettre des plus pertinentes,

rappelant sa déclaration du 26 janvier 1939 à la Chambre des Députés. Je n'ai pas assisté à l'unique entretien officiel qu'ont eu les deux ministres à l'occasion de la signature de la déclaration ; seuls y ont pris part pour l'Allemagne le comte von Welczeck et pour la France M. Alexis Léger, secrétaire général du Quai d'Orsay. Le docteur P. Schmidt, qui assistait Ribbentrop comme interprète, affirme, dans un livre récent [1], que les paroles relevées par ce dernier sont bien tombées des lèvres de M. G. Bonnet au cours de la conversation, mais il pense qu'elles ne visaient que la Tchécoslovaquie. M. A. Léger, que j'ai interrogé à l'époque et qui n'est pas suspect de tendresse pour M. G. Bonnet, m'a au contraire confirmé que rien n'avait été dit, dans cette conversation [2], qui pût donner même un semblant de justification aux dires de Ribbentrop. C'était lui, Léger, qui avait soulevé la question de la Tchécoslovaquie, rappelant les engagements pris à Munich pour donner une garantie commune à ce pays, mais Ribbentrop était resté évasif et M. G. Bonnet n'avait pas insisté. Un autre entretien, privé celui-là, a eu lieu entre les deux ministres à l'hôtel Crillon. Mais il s'est passé sans témoins et seul M. G. Bonnet sait aujourd'hui ce qui y a été dit.

La conversation du Quai d'Orsay a eu d'ailleurs pour seul résultat de faire apparaître qu'à part ce qui a été l'objet précis de la déclaration on ne s'entend sur rien. Ribbentrop parle bien d'une « collaboration des deux axes », mais dès qu'il est question de l'Angleterre il devient hargneux, il traite sous la jambe nos griefs contre l'Italie et, quand il s'agit de l'U. R. S. S., il voit rouge. « La politique allemande, dit-il, est avant tout antibolchevique. »

Le 7 décembre, répondant à mon geste de Berlin, Ribbentrop dépose à l'Arc de Triomphe une couronne sur la tombe du soldat inconnu. L'après-midi il va visiter le musée du Louvre, et, comme je l'y accueille, il me dit avec sa bonne grâce coutumière : « Comment, vous êtes également ici ? »

Comme il marche toujours la tête haute, à la manière des jars, il manque de tomber, à son départ, sur la voie très en contrebas de la gare des Invalides. Il allait avancer le pied dans le vide quand je le ramenai en arrière. De mauvaises langues diront que je n'ai pas la main heureuse.

1. *Statist auf diplomatischer Bühne*, page 424.
2. M. Alexis Léger en a dicté, aussitôt après la séance, un compte rendu qui figure au *Livre jaune*.

***

Dès mon arrivée à Berlin, je suis l'objet d'attentions et d'invitations de la part des milieux militaires, et notamment du général Halder, sous-chef d'état-major général, qui nous réunit à déjeuner, l'attaché militaire et moi, avec ses principaux collaborateurs. Des toasts très amicaux sont échangés. Tous ces officiers, la plupart Prussiens, à l'ordinaire raides et distants, sont aux petits soins pour nous. L'armée française a bonne réputation parmi eux et il est manifeste qu'ils frayent volontiers avec nous. Halder, avec qui j'ai une longue conversation, se montre ouvert et me paraît s'exprimer avec beaucoup de franchise. « Je tiendrais pour détestable, me dit-il, une guerre entre les deux pays. Pour arriver à quoi ? Nous avons mieux à faire. » Je lui réponds que j'ai retiré de ma première conversation avec Hitler l'impression qu'il avait le même sentiment. « Je sais, lui dis-je, que la Reichswehr est écoutée ; aidez-moi à maintenir le Führer dans cet état d'esprit et nous aurons tous deux fait du bon travail. » Il sourit : « Je ne fais pas, me répond-il, mystère de mes opinions. Je n'appartiens pas au parti national-socialiste et n'approuve pas son action. C'est parmi ses chefs qu'il vous faudrait trouver des porte-parole et je voudrais pouvoir penser que vous rencontrerez chez eux le même état d'esprit que chez moi. Mais, ajoute-t-il, il faut que vous sachiez bien que, si je ne suis pas nazi, je suis militaire et que j'exécuterai les ordres de mon gouvernement, quels qu'ils soient. » Ainsi la Reichswehr est maintenant bien aux mains d'Hitler et Halder, après Gœring, après d'autres, ne me cache pas que dans l'entourage du chancelier il y a un puissant parti de la guerre.

Il me donne, sur la vie d'Hitler, un détail curieux : celui-ci consacre plusieurs heures par semaine à étudier avec lui et le général Jodl les campagnes de Napoléon. « Il veut les connaître à fond, dit-il, afin d'éviter de tomber dans les erreurs qui ont conduit le Français à sa perte. » Est-ce un pressentiment ?

Quelques jours plus tard, je suis prié à dîner chez le général von Brauchitsch, chef d'état-major général. Son accueil est courtois, mais plus réservé que celui de Halder. C'est un homme simple à l'air réfléchi et appliqué. Il fournit une somme de travail énorme, prenant souvent son déjeuner au bureau,

et sa femme se plaint qu'il soit surmené. Après le dîner, Krupp von Bohlen vient se joindre aux invités et annonce à von Brauchitsch que le procédé pour la fabrication du drap militaire avec de la peau de pomme de terre est au point. Nous rions tous, eux de satisfaction, moi d'amusement. Mais à la réflexion, je n'ai plus envie de rire. Toute l'économie du pays est tendue à se rompre en vue de fournir au Reich les produits de remplacement nécessaires pour le rendre indépendant de l'étranger pendant une guerre longue. J'entends Krupp indiquer également à son hôte que le moteur à poussière de charbon est en bonne voie de réalisation.

C'est chez Brauchitsch que je rencontre pour la première fois le général Keitel, adjoint au commandant en chef de l'armée allemande, c'est-à-dire à Hitler. C'est le prototype de l'officier de cavalerie. Il porte beau, il est fort courtois, mais il paraît mieux fait pour gagner un steeple qu'une guerre. A la dévotion du Führer, il est ce que les Anglais appellent un *yes sir*. Pour qu'Hitler l'ait choisi, il faut qu'il soit résolu à prendre personnellement la direction effective des opérations en cas de guerre.

***

Ainsi, à la tête de la Reichswehr des hommes travaillent fébrilement à forger un instrument de guerre aussi puissant que possible et ils ne dissimulent pas que cet instrument est entre les mains d'Hitler et qu'ils entendent l'y maintenir.

Par ailleurs, tous les renseignements que me fournissent mes collaborateurs techniques indiquent que l'économie allemande, les forces vives de la nation sont tendues vers la préparation de la guerre. Tous les hauts fourneaux sont allumés, toutes les cheminées d'usine fument, tous les ouvriers sont au travail et un effort maximum leur est demandé. Or le principal de cette activité est employé à la production du matériel de guerre et les usines Hermann Gœring, où l'on fabrique des produits de remplacement nécessaires à l'armée, comme le pétrole synthétique, s'étendent sur tout le pays. Il faut rattraper le temps perdu ; on s'y emploie dans tous les domaines, notamment dans celui de la préparation militaire, et les périodes d'entraînement des réservistes sont multipliées.

On ne chôme pas non plus sur le terrain politique. Dans ce qui est tout de même encore une nébuleuse, on peut voir déjà se dessiner les formes de la vaste entreprise allemande

que j'ai devinée à travers les paroles de Gœbbels et de Rosenberg. L'intégration du *Deutschtum*, de tout ce qui parle allemand dans le Reich — première partie du programme d'Hitler — est à peu près terminée. C'est maintenant l'heure du *Lebensraum*, de l'espace vital, qui sonne. Les convoitises portent sur la riche Ukraine, dont on voudrait faire la terre nourricière du Reich. Je sais que les centres d'études Rosenberg, les services du docteur Gœbbels, l'organisme Est-Europe, que dirige l'ancien ministre Curtius, le deuxième bureau de l'armée sont sur la question. Sans que les voies et moyens soient arrêtés, on songe, dans l'entourage d'Hitler, à une opération qui reproduirait sur une plus grande échelle celle des Sudètes : propagande en Pologne, en Roumanie, en U. R. S. S. en faveur de l'indépendance ukrainienne ; le moment venu, appui par la voie diplomatique et par l'action de corps francs ; la Tchécoslovaquie, vassalisée, singulièrement la Ruthénie, serait le foyer du mouvement. Ainsi, par un curieux renversement du destin, la Tchécoslovaquie, établie comme un bastion pour contenir la poussée allemande, va peut-être servir de bélier au Reich pour enfoncer les portes de l'Orient.

Mais, pour mettre, sous une forme ou sous une autre, d'aussi vastes desseins à exécution, il faut convaincre la Roumanie, courber la Pologne, dessaisir l'U. R. S. S. Comment tout cela se ferait-il sans guerre ? Et à supposer que la France voulût et pût y rester étrangère, n'entendrait-elle pas, une fois privée de ses appuis extérieurs, le Reich, démesurément agrandi, lui réclamer l'Alsace-Lorraine, quand « cela ne coûterait plus trop de sang allemand ».

Il est vrai que le « Parti » ne paraît pas entièrement uni sur la conduite à tenir. Le cours de la politique nazie est loin d'être calme et clair ; il est tumultueux comme celui de l'âme allemande. Des courants le traversent et se contrarient. Ils traduisent les ambitions et les convoitises des hommes qui suivent le sillage d'Hitler, suivant qu'ils désirent jouir de ce qu'ils ont déjà ou qu'ils sont encore avides d'aventures, de gains et de gloire. Les modérés, avec Gœring, semblent bien vouloir cantonner leurs visées vers l'Est dans les limites compatibles avec le maintien de la paix, mais ils ne sont pas les plus influents et le crédit du feld-maréchal de l'Air ne semble pas être en hausse. Il est clair en tout cas que si l'établissement de bons rapports avec la France répond à un désir général en Allemagne, si le peuple allemand, pacifique dans

son ensemble, y voit un gage de paix, le « Parti » y cherche une couverture pour ses entreprises à l'Est. Pour lui, la réconciliation est un moyen et pas un but. Sa sincérité envers nous est une sincérité « à l'allemande, *rebus sic stantibus* », pour le temps présent.

Il plane ainsi sur les relations franco-allemandes un malentendu que risque d'aggraver la faveur avec laquelle la déclaration du 6 décembre a été accueillie outre-Rhin et qu'il importe de dissiper. C'est à quoi je m'emploie dans un rapport du 15 décembre 1938, où je fais part au Quai d'Orsay de mes constatations et de mes inquiétudes.

Dès maintenant j'ai pu m'assurer que, d'une façon ou d'une autre, Hitler agirait et que la conviction avec laquelle j'étais venu en Allemagne était fondée. Comment agira-t-il ? Suivra-t-il la voie que semblent lui tracer Gœring et ses partisans, qui est, à tout prendre, celle de la sagesse ? Se laissera-t-il glisser, au contraire, sur celle où le poussent à peu près tous ses familiers ? Il a déclaré à plusieurs reprises que le pays des Sudètes était sa dernière revendication territoriale, mais ses engagements sont sujets à caution ; par ailleurs, son tempérament donne à craindre que, plus encore que toute autre, sa dictature n'aboutisse à la guerre extérieure. Il devient de plus en plus autoritaire et irritable, supporte de moins en moins la critique et la contradiction. « Le droit de tout faire et le pouvoir de tuer sont un vin trop fort pour la raison des hommes. » Staline est l'exception qui confirme la règle. Je redoute d'autant plus qu'il n'en soit pas de même pour Hitler que les difficultés croissantes de la situation intérieure et les querelles entre factions nazies doivent l'inciter à se lancer dans des entreprises susceptibles de remplir les coffres vides du trésor et les poches profondes de ses lieutenants.

Peut-être cependant que rien n'est encore définitivement arrêté dans son esprit. Le baron de Rheinbaben, qui est bien renseigné, m'assure que c'est une erreur de prêter au chancelier un programme déjà fixé de politique extérieure. Hitler l'établirait, au contraire, au fur et à mesure des circonstances et des possibilités. « A vous Français, me dit-il, de l'intéresser à vos vues. »

Il faut continuer à lutter et, pour le faire au mieux, il faut espérer.

CHAPITRE IV

INVESTIGATIONS ET ACTIVITÉS DIPLOMATIQUES

L'ALLEMAGNE ET LE CONFLIT FRANCO-ITALIEN. || LES AVENTURES D'UN GRAND CORDON. || MANIFESTATIONS ARTISTIQUES ET SPORTIVES. || RÉCEPTIONS DIPLOMATIQUES ET CONTACTS AVEC HITLER. || DÉVOTION DU PEUPLE ALLEMAND POUR LE FUHRER. || FANATISME DE LA JEUNESSE ALLEMANDE.

POUR ses débuts, l'accord franco-allemand trouve sur sa route une difficulté qui va peut-être permettre d'en apprécier l'efficacité. Il s'agit de la tension des relations franco-italiennes qui a pris au cours des derniers mois un caractère assez préoccupant. Il est délicat pour le Reich de s'immiscer dans la querelle que nous avons avec son partenaire de l'Axe ; si cependant il voit dans son accord avec la France l'élément d'une collaboration pacifique des puissances européennes, il sera porté à s'entremettre amicalement à Rome pour calmer son alliée dont l'attitude envers nous, hostile depuis plusieurs années, est devenue agressive.

On sait comment est né le conflit. La politique louvoyante de Laval, après avoir incité Mussolini à se lancer dans l'affaire d'Abyssinie, a abouti à ce piètre résultat que les sanctions sans efficacité prises contre l'Italie ont discrédité la Société des Nations, mais que l'opinion publique italienne nous en a tout de même tenu rigueur [1]. Mussolini a exploité cet état d'esprit à un moment où il pouvait penser que les difficultés de notre situation intérieure nous mettraient hors d'état de résister à une pression qui pèserait de tout le poids de l'Axe. Le 29 novembre, veille du jour fixé par la C. G. T. pour la grève générale, une manifestation se produisait à la Chambre italienne où étaient poussés des cris de « Tunis, Corse, Nice ».

1. Je me suis trouvé mêlé bien malgré moi à cette lamentable histoire.

Le Duce s'est trompé sur le compte de la France : la tentative de grève générale a échoué. Se trompe-t-il aussi sur celui de l'Allemagne ? Sondé par M. G. Bonnet, au cours de l'entretien du 6 décembre, sur les dispositions du Gouvernement allemand à cet égard, Ribbentrop, bien qu'éludant tout engagement, s'est montré assez bien disposé. Tout en affectant de considérer les questions méditerranéennes comme échappant à l'observation allemande, il a affirmé que rien dans l'existence des deux groupements politiques ne lui paraissait s'opposer à une harmonisation des rapports des quatre puissances susceptible d'aller jusqu'à une collaboration des deux axes et il a donné à entendre que, pour le Reich, l'objectif réel de l'entente germano-italienne était la lutte contre le bolchevisme.

Dès mon premier entretien avec le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, le 22 décembre, j'aborde franchement la question. « La France, lui dis-je en substance, est résolue à ne pas céder à la pression italienne. Comme l'a déclaré Mussolini lui-même, les frontières ne se discutent pas, leles se défendent. Or notre frontièɹe en Afrique du Nord englobe la Tunisie. Mais je suis bien convaincu que l'Italie ne passera pas aux actes aussi longtemps qu'elle ne sera pas assurée d'un appui effectif de l'Allemagne. J'ose espérer qu'après l'accord du 6 décembre, non seulement le Gouvernement du Reich n'encourage pas son partenaire dans cette voie, mais qu'il lui donne les conseils nécessaires à une détente de la situation générale en Europe. J'ajoute que j'ai été cependant assez troublé par une déclaration récente de M. Rosenberg appuyant les revendications coloniales italiennes ; de semblables manifestations risquent de donner à l'opinion française le sentiment qu'elle a été trompée. »

M. von Weizsäcker me déclare, tout d'abord, qu'il n'y a pas à attacher d'autre importance aux paroles de Rosenberg. Ses discours sont académiques. « Depuis un an, me dit-il, pas une de ses idées n'a prévalu. » Quant à l'affaire italienne elle-même, elle ne lui paraît pas « être actuelle ni devoir être dramatisée ». « Le gouvernement du Reich a reçu du Quirinal l'indication que la manifestation de la Consulta avait eu un caractère spontané. » Les Italiens font beaucoup de bruit, ajoute en souriant M. von Weizsäcker, et il conclut en m'assurant que les déclarations de Ribbentrop à M. G. Bonnet sont toujours valables. Si prudente et mesurée qu'elle soit, la réponse

du sous-secrétaire d'État me paraît assez satisfaisante. Je reviens pourtant à la charge quelques semaines plus tard, mais sans obtenir davantage de lui. « Les rapports entre puissances de l'axe comportent informations, mais pas conseils », me dit-il, et il ajoute : « Vous n'avez pas l'impression, n'est-ce pas, que nous jetons de l'huile sur le feu ? » Je lui réponds : « Non, mais nous aimerions que vous y jetiez un peu d'eau. » En somme, la position de M. von Weizsäcker se résume en deux mots : l'Allemagne ne fait pas pression sur l'Italie, mais elle ne l'encourage pas non plus. Ces réponses me laissent sous l'impression que le Gouvernement allemand n'acceptera pas d'être entraîné dans un conflit par son partenaire italien, que du moins telle est la position de la Wilhelmstrasse. Si Hitler est d'un autre avis, M. von Weizsäcker doit l'ignorer ; il s'est montré trop à l'aise sur la question pour qu'il en soit autrement. Mais pour autant que je puisse le connaître, Hitler n'est pas homme à tirer les marrons du feu pour un autre, fût-ce le Duce. S'il devait favoriser la tension franco-italienne, ce serait pour l'exploiter à son propre avantage. Les confidences recueillies dans l'entourage du Führer semblent d'ailleurs confirmer les indications de M. von Weizsäcker, et Gœring a soin de faire observer au député Scapini que Hitler a marqué le caractère défensif de l'alliance germano-italienne dans son discours du 30 janvier. Des Allemands bien informés me font toutefois remarquer que, pour que le Reich puisse rester ainsi à l'écart du conflit, il faut que le Gouvernement français demeure très ferme sur sa position de résistance. Le Führer, disent ses confidents, ne veut pas faire la guerre pour l'Italie. Il ne poussera donc pas le Duce dans une voie qui risquerait d'y conduire. Si, au contraire, les revendications italiennes peuvent être satisfaites par voie de négociation, il lui sera bien difficile de ne pas appuyer son allié.

Je signale cette situation à Paris où d'aucuns croient discerner un certain flottement. Heureusement, la position française se raffermit. L'offre de médiation anglaise est amicalement déclinée, et le président du Conseil déclare à Tunis : « Nous ne céderons pas un pouce de notre souveraineté. » Cette attitude énergique produit le meilleur effet à Berlin.

Cependant, sous la politique officielle, nette et claire, du Gouvernement français, se développe déjà une action officieuse ou tout au moins inspirée — mal inspirée — qui vient contrarier la première. En l'occurrence, dans l'affaire italienne,

elle s'est exercée sans grand dommage. Je crois cependant devoir m'y arrêter parce qu'elle permet de se faire une idée plus exacte de la politique française à cette époque.

Dans les premiers jours du mois de février 1939, un journal allemand annonce que M. Baudouin vient de se rendre à Rome pour y rencontrer le comte Ciano, ministre des Affaires étrangères d'Italie, et engager avec lui des conversations officieuses. Très étonné, je téléphone à M. G. Bonnet qui m'autorise à démentir l'information. Le hasard fait que, le jour où paraît ce démenti, je me trouve chez Ribbentrop, à qui j'avais demandé audience quelques jours auparavant. Dès mon arrivée, il se fait apporter un journal et me dit en me montrant mon communiqué : « Je suis étonné que vous ayez fait publier ceci car, d'après mes renseignements, M. Baudouin a bien fait des sondages à Rome. » Il ajoute : « C'est M. de Brinon qui vient de me le dire. » Je lui réponds, naturellement, que j'ai été autorisé par mon gouvernement à démentir l'information, telle qu'elle a été publiée et que, si M. Baudouin a procédé à des sondages, il n'a pu le faire que de sa propre initiative. Mais je me sens fort gêné. Brinon, qui m'a rendu visite la veille, m'a dit qu'il était venu en Allemagne en touriste et, s'il a indiqué qu'il irait voir Ribbentrop, il a ajouté que c'était à titre personnel. Il n'a d'ailleurs soufflé mot du voyage de M. Baudouin. Je le convoque dès mon retour à l'ambassade. Il m'assure que c'est Ribbentrop qui lui a parlé le premier de ce voyage et que lui, Brinon, a répondu que si M. Baudouin était allé à Rome c'était dans l'exercice de ses fonctions de président du conseil d'administration des salines d'Éthiopie et qu'il était naturel qu'à ce titre il eût vu Ciano, lui-même membre dudit conseil. Interrogé sur la substance de sa conversation avec Ribbentrop, Brinon me déclare qu'il s'est borné à demander à son interlocuteur comment il concevait une reprise des négociations avec l'Italie et par quels moyens. Mais il a le tort d'ajouter que le ministre des Affaires étrangères allemand lui avait conseillé d'aller voir le Führer, ce qui diminue singulièrement la valeur des assurances qu'il vient de me donner. Il serait en effet bien singulier qu'il eût été invité par Ribbentrop à aller déranger Hitler pour lui faire part de ses impressions touristiques sur l'Allemagne et même de son sentiment personnel sur les relations franco-italiennes. De passage à Paris, quelques jours plus tard, je marque au Quai d'Orsay mon mécontentement, non pas tant de ce que

des émissaires plus ou moins officieux soient utilisés, c'est là après tout affaire du gouvernement, mais de ce qu'ils viennent développer une action contraire à la politique dont je suis officiellement informé, me mettant ainsi dans une situation fausse et nuisible à mon autorité [1]. En fait, ces fausses manœuvres ne paraissent pas avoir d'autres conséquences que de trahir à tout le moins un certain flottement de la politique française et cela est déjà assez fâcheux. Mais à Berlin personne ne semble prendre beaucoup plus au sérieux que M. von Weizsäcker les rodomontades italiennes. Un petit incident dont je fus l'auteur involontaire en donnera une idée.

Suivant les habitudes allemandes, je passais toujours sous mon habit le grand cordon d'une décoration quand j'avais à assister à une cérémonie officielle. Un soir où je devais me rendre au banquet offert aux journalistes étrangers par M. Dietrich, secrétaire d'État à la presse, ma main tomba sur le grand cordon de l'ordre national tunisien du Nicham Iftikar. Je n'y avais pas cherché malice, mais du moment que j'avais pris celui-là, j'aurais considéré comme une petite lâcheté envers moi-même d'en mettre un autre. Le grand cordon fit sensation. Tous les Allemands se le montraient du doigt en riant sous cape. Funck me prit sous le bras, après dîner, et, après m'avoir mené dans un coin, me dit en se tordant : « *Was für eine Delikatesse* [2] ! » Pas un des sujets du Reich présents ne douta un instant que je n'eusse arboré ces insignes sur les instructions de mon gouvernement et pour affirmer notre résolution de ne pas laisser toucher à la Tunisie. Le bruit en fut jusqu'à Tunis d'où je reçus, deux jours après, un télégramme m'apportant les « chaleureuses félicitations » du résident général, mon ami Erik Labonne. J'en fus tout interloqué.

En somme le *test case* italien se montre plutôt favorable et cette constatation m'aide à redoubler d'efforts et à multiplier les contacts pour essayer de mettre en valeur l'accord du 6 décembre.

1. L'affaire s'ébruita je ne sais comment et Brinon fut violemment pris à partie dans la presse par M. de Kérillis. Il m'écrivit alors pour me demander de lui confirmer par écrit notre conversation. Je déférai à son désir, mais en ayant soin de conserver à cet entretien sa véritable physionomie, c'est-à-dire son caractère assez équivoque. Ma lettre dut cependant le satisfaire, car il la prodigua jusque dans les couloirs des Chambres, où il finit par se la faire dérober. Elle fut publiée par M. de Kérillis avec un commentaire qui dénotait chez son auteur un esprit critique plus aigu que celui de Brinon.

2. En allemand, *delikatesse* signifie « friandise ».

***

Aux réceptions que m'offrent les différents groupements favorables au rapprochement franco-allemand, je plaide inlassablement la même thèse : l'entente des deux pays, clé de voûte de la paix européenne ; partout elle est accueillie avec la même faveur. A France-Allemagne, le président von Arnim est entouré des deux secrétaires d'État aux Affaires étrangères, von Weizsäcker et Wœrmann, de l'Obergruppenführer Lorenz, un des principaux chefs S. S., d'Abetz, représentant personnel de Ribbentrop et de beaucoup d'autres personnalités. Le gouvernement a entendu donner à ce déjeuner un éclat particulier. Les toasts prononcés sont exceptionnellement chaleureux, notamment celui de von Arnim. Ce dernier, qui appartient à une grande famille rhénane, tombera à la tête de son régiment dans les premiers jours de l'invasion. J'ai l'honneur d'avoir à mes côtés Mme Lorenz qui me raconte, en me coulant de ses yeux jaunes des regards mielleux, que son mari est si absorbé par son service qu'il n'a plus le temps de s'occuper d'elle, que c'est d'ailleurs le cas de tous ses collègues, et qu'il est temps que cela change. C'est la première note discordante que j'entends sur le régime ; ce ne sera pas la dernière.

Je suis l'objet, au cercle de l'Union, d'une manifestation de sympathie assez soulignée et von Papen, qui en est le président, m'assène au dessert de redoutables éloges. Pour rester dans la note, je me taille un succès assez facile en suggérant que le choix de ma personne pour remplacer mon éminent prédécesseur est peut-être dû au fait que j'ai eu une nourrice allemande et qu'étant ainsi de sang français et de lait allemand je constitue comme un symbole du rapprochement souhaité. Après le dîner, je suis accaparé par M. von Papen. Je l'ai connu en 1932 à Lausanne à la dernière conférence des réparations, à laquelle il a pris part comme chancelier du Reich. M. Édouard Herriot, qui présidait la délégation française et à qui l'on demandait comment il le trouvait, répondit : « Je lui trouve une tête transitoire. » Quelques mois après, en effet, il passait la main aux nazis auxquels il avait servi de fourrier, ce qui ne les empêchait pas de lui casser quelques dents, un soir d'émeute. M. von Papen m'entreprend sur les bienfaits de l'accord de Munich et sur les pers-

pectives de puissance et d'hégémonie même mondiale que leur entente pourrait ouvrir à nos deux nations. Mais cet homme, qui a aussi les yeux jaunes et qui a fait sauter les navires américains pendant la guerre de 1914 avant de faire sauter la république allemande, ne m'inspire qu'une confiance très limitée et je reste sur la réserve.

Il y a beaucoup à faire ou à refaire dans le domaine des relations intellectuelles et économiques franco-allemandes. Bien des trames que de bons ouvriers de la paix avaient tissées dans les années antérieures au national-socialisme se sont déchirées et il faut s'employer à les rétablir.

Je prends contact avec Hans Maubach, *Bannführer* représentant de Baldur von Schirach, chef de la jeunesse allemande, et nous convenons de multiplier les rencontres de scouts des deux pays. Maubach se rend en France en vue d'organiser une première réunion à Salzbourg, pour les vacances du Nouvel An. Je lui promets de m'y faire représenter et j'accepte d'assister à une fête franco-allemande de la jeunesse qu'il envisage pour le mois de mars.

Sur le terrain commercial, tout est à reprendre à pied d'œuvre. La plupart des liens créés sous l'égide du comité de rapprochement économique de 1930 se sont rompus ou relâchés, les ententes industrielles sont en sommeil, les échanges commerciaux se sont amenuisés. J'entre en rapport avec de grands industriels que je sais favorables à la reprise de l'œuvre interrompue, Karl Haniel de Dusseldorf, Bruno Bruhn et Lammers de Berlin, Frowein d'Elberfeld. Je suis très aidé dans cette tâche par le comte de Nostiz, qui se dépense sans compter à la tête du Comité franco-allemand de Berlin. Je ne saurais assez dire l'intelligent dévouement avec lequel sa remarquable épouse et lui-même travaillent au rapprochement des deux pays.

Parallèlement à cette action, les services compétents français étudient les modalités d'une coopération économique éventuelle, plus étroite, entre les deux métropoles et surtout entre l'Allemagne et nos colonies. Au début de 1939, une délégation française vient à Berlin et je suis d'accord avec M. Hervé Alphand qui la dirige pour demander à Paris d'envisager un élargissement des négociations engagées. Si l'Allemagne venait à manifester le désir de sortir de l'état de pré-guerre où elle se trouve pour revenir à une économie normale de temps de paix, il serait de notre devoir et de notre

intérêt de l'aider à effectuer cette difficile conversion en lui offrant de nouveaux débouchés. Aussi invraisemblable que soit cette hypothèse, elle ne doit pas être exclue.

Malheureusement Hitler se montre, non pas hostile, mais indifférent à ces efforts dans le domaine économique. Quand on lui en parle, il oppose son incompétence et renvoie à ses experts. La question ne l'intéresse-t-elle pas parce que effectivement il l'ignore ou parce qu'il est bien résolu à ne pas modifier le sens donné à l'économie allemande ? L'un et l'autre sans doute. Il aime se moquer des experts financiers et de ceux qui lui parlent de difficultés monétaires. Pour lui, l'argent n'est qu'un signe dont l'État a la libre disposition ; la richesse d'un pays est faite du travail de sa population. Je ne pense pas qu'un seul instant Hitler ait songé à ralentir le rythme des fabrications de guerre allemandes et s'il lance, un jour, le slogan « exporter ou mourir », c'est surtout parce qu'il veut à tout prix pouvoir continuer à importer les matières premières indispensables à cette production et qu'il doit se procurer à cet effet les moyens de paiement. Tous les sondages auxquels je procède montrent qu'une limitation quelconque des armements est pour le moment hors de question. Comme il l'a déjà déclaré à M. A. François-Poncet, le chancelier accepterait seulement d'examiner, le cas échéant, les moyens d'humaniser la guerre. D'ailleurs, à Londres, où l'on veut rattraper le temps perdu, un projet de limitation des armements aurait aussi peu de succès qu'à Berlin. Mais alors, n'est-ce pas la course à l'abîme ?

***

Cependant, au milieu de cette Allemagne toute bruissante de ses préparatifs militaires, les manifestations pacifiques, artistiques ou sportives se poursuivent durant l'hiver 1938-1939, et la France y prend sa bonne part.

Le maître Paul Paray, d'excellents exécutants comme Cortot, Fournier, le quatuor Calvet, viennent s'y faire applaudir. Sous la conduite de l'étonnant abbé Maillet, les Petits Chanteurs à la Croix de Bois obtiennent le plus vif succès. Ces chœurs enfantins sont purs et aériens comme une fresque de Fra Angelico.

Le concours hippique est l'occasion de fêtes brillantes où

fraternisent des officiers des principales armées européennes.

C'est surtout le Cadre Noir, dont j'ai demandé la venue, qui fait valoir nos couleurs. Il est le grand favori du public berlinois, pour qui il incarne l'élégance française. Ces magnifiques écuyers font une fois de plus admirer, dans des exercices à la fois gracieux et savants, de la plus belle ordonnance, leur style sobre et racé. Hitler a accepté d'assister à une des dernières séances. Sa présence donne lieu à un incident assez comique. Quelques minutes avant l'entrée des écuyers, les officiers allemands du service d'ordre apprennent que les chevaux vont danser sur un air de valse de Mendelssohn. Mendelssohn ! Ils font aussitôt savoir au colonel commandant le Cadre Noir que la musique des compositeurs juifs est interdite en Allemagne et le prient de choisir autre chose. Le colonel répond que ses chevaux ont appris à danser sur cet air et pas sur un autre. Il faut donc renoncer à l'exhibition si on interdit Mendelssohn. Chacun reste sur ses positions ; le temps passe et le public s'étonne. Je suggère que l'on en réfère au Führer, ce que l'on fait, et celui-ci autorise avec bonne grâce la valse incriminée. Mais le spectacle le laisse indifférent et manifestement il s'ennuie. Il ne s'intéresse pas aux chevaux, qu'il ne connaît pas d'ailleurs. Ses origines modestes l'ont tenu éloigné de cet animal de luxe et il a servi dans l'infanterie. Mais son regard s'allume aux pétarades que font des engins motorisés en entrant en piste. Connaissant ses goûts, on a jugé utile d'ajouter quelques chevaux vapeur à ceux du Cadre Noir. Le programme a été corsé par une exhibition mixte de motocyclistes sautant des obstacles et se faisant eux-mêmes franchir par des cavaliers. Après le spectacle d'élégance discrète et raffinée qui vient de nous être offert, cette manifestation guerrière assez sauvage m'est aussi pénible qu'elle paraît ravir Hitler et je remue en m'en allant des pensées aussi sombres que les cavaliers du Cadre Noir.

Cependant, au cours des entretiens que j'ai avec lui durant l'hiver, le chancelier ne laisse percer aucune intention belliqueuse. Il semble s'attacher au contraire à donner à ses propos un tour pacifique. Ce sont, il est vrai, des conversations de caractère général au cours desquelles la politique n'est jamais qu'effleurée.

C'est le 12 janvier que je le vois de nouveau, à la réception du Nouvel An. Le Corps diplomatique est reçu pour la pre-

mière fois dans la nouvelle chancellerie. Pour parvenir jusqu'à la salle des audiences, nous traversons une longue et somptueuse galerie décorée d'admirables tapisseries viennoises, mais nous n'avons guère le loisir de les admirer, car chacun regarde ses pieds tant le parquet est glissant. Un voisin me fait observer que les fenêtres ont été établies de façon qu'on puisse y couler du ciment en cas de guerre. Toujours la même préoccupation ! Hitler me remercie d'un magnifique album, réunissant les photographies artistiques des principaux monuments de Paris, qu'a fait établir à son intention M. G. Bonnet et que je lui ai offert de la part de M. Daladier. Il entend se « revancher », mais il n'indique pas comment et il n'en sera d'ailleurs plus question. Il fait preuve en parlant de ce présent de connaissances architecturales surprenantes et me cite les dimensions exactes de la place de la Concorde. Il voudrait pouvoir habiter Paris un ou deux ans, en simple particulier, pour en visiter à son gré les merveilles. « Ce sont les monuments, me dit-il, qui font les grands siècles, car ils demeurent, et non les victoires dont les résultats s'effacent. » Je lui réponds : « Bâtissez, monsieur le chancelier, c'est le vœu de toute l'Europe. — C'est aussi le mien », dit-il en riant.

Je le revois, le 1er mars, au dîner qu'il offre chaque année au Corps diplomatique et qui est l'événement mondain de la saison. Les femmes lui ont réservé leur plus belle toilette, les hommes sont en uniforme. Par une affectation de simplicité qui est de règle chez les gens haut placés, lui, est en habit noir, sans décoration. Mais comme son frac est mal coupé et qu'il le porte mal, il y fait triste mine.

Après le repas, chacun, à son tour, a l'honneur d'un entretien de quelques minutes avec lui. Il se montre fort aimable avec ma femme et comme celle-ci lui déclare, bien entendu, que Berlin lui a beaucoup plu, il remarque avec un sourire : « C'est sans doute parce que vous venez de Moscou. » Il a raison au fond, mais il ne me plaît pas de paraître accepter cette hypothèse et je riposte : « Mon Dieu, monsieur le chancelier, il est dans la nature des hommes d'aimer se déplacer ; c'est l'attrait de l'inconnu. »

Bien qu'on soit à quinze jours de l'annexion de la Tchécoslovaquie, je ne remarque rien d'anormal ce soir-là, à part peut-être l'air préoccupé d'Hitler. Gœring, au contraire, me dit qu'il va profiter de ce qu'on est au calme pour prendre

un mois de congé sur la Riviera italienne [1]. Il paraît radieux : « Pensez donc, me dit-il, un mois, un long mois de vacances, durant lequel je passe entièrement la main, je n'ai plus de responsabilité ; pour la première fois je vais pouvoir vivre uniquement pour moi et pour les miens sous le beau ciel d'Italie. » Est-ce cette euphorie qui le rend si cordial ? Il m'accable de démonstrations d'amitié : « Mais comment se fait-il que l'on vous ait mis si loin du Führer à table ? me dit-il. Le représentant de la France a droit à mieux que cela. » Je le remercie, en riant, de sa sollicitude : « J'ai exactement occupé, monsieur le maréchal, la place qui me revenait, étant le dernier ambassadeur arrivé à Berlin, et j'avais pour voisines des femmes charmantes. — Non, non, répond-il. L'ambassadeur de France ne passe pas après celui de Belgique. » Je relate ce menu incident parce qu'il me paraît révélateur de tout un état d'esprit. L'égalité des droits des puissances, baliverne ! Pour ces hommes arrivés à coups de browning, et qui gardent l'escopette à la main, seule la force compte. Ce sont à la vérité des hommes d'un autre âge, précisément du temps où chaque représentant diplomatique prenait le rang qu'il estimait correspondre au prestige de son maître. Il en résultait d'ailleurs des compétitions qui dégénéraient parfois en de véritables batailles entre escortes diplomatiques. En nous épargnant d'en venir aux mains entre collègues, le protocole a tout de même fait œuvre utile.

Au fond, le ministre de l'Agriculture, Darré, qui est un des théoriciens du régime, ne m'en dira pas beaucoup plus que le feld-maréchal Gœring, quand il m'exposera un soir à Dresde, après un banquet réunissant des délégués agricoles de toute l'Europe, la doctrine nationale-socialiste. Dégagé des précautions oratoires que l'on prend quand on parle à un ambassadeur étranger, ce que m'a dit Darré revient à ceci : la communauté européenne doit reposer sur une utilisation appropriée des moyens de chaque état et une répartition rationnelle des tâches. Les peuples forts, de race pure et supérieure — lisez l'Allemagne — sont faits pour porter les armes et défendre l'Europe contre toute agression extérieure. Les autres peuples assurent, par leur travail et leurs ressources, chacun suivant ses capacités, le bien-être de la communauté

1. Je me rappelle qu'en sortant de la Chancellerie je dis à ma femme, en riant : « Gœring m'a déclaré qu'on était au calme, au moins pour un mois. Méfions-nous. » Je pensais plaisanter....

et particulièrement des peuples forts. Les peuples les plus éclairés — lisez l'Allemagne — prêtent le concours de leurs savants et de leurs techniciens pour la mise en valeur des pays moins évolués.

C'est en somme la restauration de la féodalité à l'échelon européen, avec un peuple seigneur et des peuples vassaux. Quel anachronisme et quelle absurdité quand on sait que la vocation de l'Allemagne, celle qui a fait sa prospérité avant 1914, l'appelle à être comme l'abeille ouvrière de l'Europe, le pays qui usine et transforme en articles finis les produits bruts ou demi-bruts venus d'ailleurs. On connaît aussi, je sais bien, une autre vocation à l'Allemagne, mais celle-là, c'est plus spécialement celle de la Prusse, celle qui, à travers le national-socialisme et Hitler, a conduit l'Allemagne à la catastrophe.

***

C'est, si je me souviens bien, au cours de cette soirée du 1er mars que l'adjudant major d'Hitler me raconte un fait qui les a tous, me dit-il, beaucoup frappés. Se rendant en avion au lancement d'un vaisseau de ligne, le Führer avait brusquement donné l'ordre de retour. Le vol de l'avion était pourtant normal, le temps était beau, le pilote le fit remarquer. L'ordre fut maintenu, et l'on revint à Berchtesgaden à la stupéfaction de l'escorte. Le lendemain, on apprenait qu'un cyclone avait traversé la zone où devait s'engager l'avion au moment où celui-ci fit demi-tour.

Volontiers l'entourage d'Hitler le présente ainsi comme doué de facultés supranormales. Cela paraît rentrer dans un plan tendant à en faire un personnage de légende. Si le fait qui m'est rapporté est exact, il est probable qu'il s'agit d'une simple coïncidence, Hitler étant sujet à des sautes d'humeur inexplicables. Il est d'ailleurs à noter que la chance le favorise singulièrement; à plusieurs reprises, elle le fera échapper à des attentats dans des conditions que son entourage et lui-même qualifieront de miraculeuses. On peut seulement constater que pareille prescience du danger, s'il en jouit, ne le détournera pas de l'abîme. Ses adversaires racontent, eux, qu'il a des crises d'hystérie au cours desquelles il se roule à terre et mord les tapis, mais je n'ai pas pu davantage vérifier ces allégations.

Pour ma part, à l'exception de son extraordinaire puis-

sance oratoire et de ses yeux aussi, qu'on n'oublie pas, rien de ce que je vois ou de ce que je sais d'Hitler ne me révèle un être anormal ou particulièrement remarquable. Dans son petit habit noir, parmi ses hôtes élégants, aux uniformes chamarrés, il m'apparaît, le 1er mars, endimanché comme un petit bourgeois et dépaysé comme un rêveur solitaire ; il est l'un et l'autre et peut-être autre chose aussi, car son regard n'est pas seulement songeur, mais rusé et, en se perdant au loin, semble vouloir passer par la poche du voisin. S'il s'attarde à rêver à la lune dans son Berghof, il aime également le cinéma et les réunions intimes, où il peut discourir à son aise. Il aime d'ailleurs aussi les fleurs et la musique, Wagner surtout. Son violon d'Ingres est l'architecture ; à Berchtesgaden, une pièce est pleine de ses maquettes d'un style plat et lourd. Le chevaleresque lui plaît. Il dit admirer la France quand il la regarde à travers les pages de Michelet, qu'il a lu, mais il affecte de la mépriser quand il la voit à travers le Palais-Bourbon. Ses goûts en somme sont simples, ce sont ceux d'un Allemand moyen qui aurait peu de besoins. Il ne semble pas qu'il ait de vices, mais il n'est pas un ascète. Je sais par une actrice autrichienne qui a été dans son intimité, et dont j'ai reçu les confidences que, sexuellement, il est normal, mais qu'il a peu de tempérament. « Il ne s'intéresse pas aux femmes, me dit-elle, et il n'est pas intéressant pour elles. Il les traite comme des poupées. » Il est végétarien, mais je l'ai vu se servir abondamment de poisson ; pour des raisons de santé, il ne fume pas et ne boit pas d'alcool. Il ne joue pas non plus, aux cartes du moins. Cependant il a un tempérament de joueur et le jeu auquel il s'est pris est le plus redoutable.

De même que son aspect peuple a contribué à faire sa popularité, la simplicité de ses goûts et de sa vie lui a gagné auprès du public allemand une sympathie qui, en se combinant avec le prestige que lui a valu l'accomplissement d'une tâche prodigieuse, est devenue peu à peu de la dévotion. Il est parvenu à s'attacher son peuple par une sorte de lien mystique qui est même indépendant de ce parti national-socialiste dont il s'est servi pour se hisser au pouvoir. J'ai eu bien des fois l'occasion de le constater durant mon séjour à Berlin, dans toutes les classes de la société. Peu de jours après mon arrivée, au lendemain du pogrom juif, j'ai bavardé avec le logeur d'un de mes collaborateurs. « Il me semble qu'on n'a pas la main légère par ici, lui ai-je dit. — Ah ! monsieur, m'a-

t-il répondu, c'est abominable, ces gens-là se conduisent comme des bandits ; si le Führer savait cela, il y mettrait bon ordre. » J'ai reçu les soins d'une jeune masseuse, qui est une authentique princesse de Bismarck. Elle a plusieurs frères officiers et nazis. « Ils ne s'intéressent, m'a-t-elle dit, qu'à leur métier et au parti, et leurs camarades sont comme eux. Ce régime a entraîné une incroyable dépréciation des valeurs intellectuelles. Hitler réussira-t-il à redresser cela ? » J'ai retrouvé une vieille amie, Emma Schaeffer, qui est modiste et que j'ai connue autrefois lors d'un séjour en Allemagne. De ses deux frères officiers, l'un a quitté la marine après la défaite, l'autre est toujours dans l'armée. Ni l'un ni l'autre ne sont nazis. « Vous le savez, m'a-t-elle dit, il y a dans notre famille de vieilles traditions libérales qui ne peuvent s'accorder avec les méthodes autoritaires et brutales du parti. Mais nous sommes tous hitlériens parce que Hitler a libéré l'Allemagne et qu'avec la fierté de notre pays il nous a rendu le goût de vivre. »

Bien des fois j'entends le même son de cloche. Des Allemands critiquent souvent le parti devant moi, jamais Hitler. Les rapports de nos agents donnent la même note. « Tout le monde grogne en Saxe et on y mange mal, me dit notre consul général à Dresde, M. Boissier. Les nazis prétendent forcer la résistance d'une économie violentée en accélérant la cadence, mais les signes de lassitude se multiplient. Les dégâts pour incendie, par exemple, ont doublé de 1937 à 1938, par suite de la fatigue du matériel et du personnel. Cependant personne ne songe à incriminer Hitler ; beaucoup disent au contraire : « Nous devons faire cet effort pour notre « Führer. »

J'écris moi-même à Paris :

« Les difficultés économiques, les restrictions alimentaires, les excès du parti et ses dissensions intestines créent un malaise général et une atmosphère d'orage. Mais il ne me paraît pas que le prestige d'Hitler soit en aucune manière atteint. Il est au-dessus des nuages qui passent sur l'opinion et des querelles qui divisent ses collaborateurs. »

De temps à autre éclatent de petits scandales provoqués par le faste excentrique de Gœring, la lubricité de Gœbbels, la cruauté d'Himmler, les incartades ou les exactions de beaucoup d'autres ; des scandales comme on en voit d'ailleurs dans tous les pays, et qui sont rapidement étouffés. Hitler

ferme les yeux et les Allemands pensent qu'il ne voit pas tout cela. Même ceux qui critiquent se serrent la main en disant « *Heil Hitler* ». Sans doute la fraction communiste de la classe ouvrière ne va-t-elle pas jusque-là. Mais elle est matée et elle se tait. Dans les usines, il y a un peu partout des « travailleurs » de la Gestapo qui savent recueillir les paroles imprudentes.

J'ai, dans le courant de l'hiver, une conversation curieuse avec Lutze, qui a remplacé Rœhm à la tête des S. A. [1]. Ceux-ci ont perdu de leur importance au bénéfice de la Reichswehr et des milices noires depuis qu'Hitler détient le pouvoir ; mais s'ils ne sont plus les soldats du Parti, ils en sont toujours les militants et le chef des milices brunes peut s'intituler à juste titre le « Grand Électeur du Führer ». C'est un beau soldat au visage ouvert. Grand blessé de la dernière guerre, il s'est donné avec passion au national-socialisme et à Hitler et me dit avec simplicité pourquoi. Il a été humilié par les conditions de la défaite, écœuré par la veulerie des gouvernements socialistes et bourgeois qui se sont succédé depuis 1920. « Mon cas, poursuit-il, était celui de millions d'autres Allemands. Notre peuple était comme un corps sans âme qui roulait à l'abîme. Il fallait une poigne de fer pour l'y arracher et aussi une doctrine nouvelle pour le rendre au sentiment de sa grandeur et de ses devoirs. Après tant de vicissitudes et de souffrances, nous avons enfin eu notre chance : avec notre Führer nous est venu le salut. J'ai essayé de lui rendre un peu de ce qu'il nous avait donné en le faisant mieux connaître et aimer de chacun de nos hommes. Je crois avoir réussi et j'entends continuer, mais encore faut-il que l'entourage soit digne du chef. » La voix de Lutze se fait alors âpre, son expression devient amère. « Tout serait bien, dit-il, si

1. S. A. sont les initiales allemandes du nom que portent les chemises brunes : « Troupes d'assaut ». Elles ont été effectivement les éléments de choc du parti jusqu'au jour où Hitler, parvenu au pouvoir, en a massacré les chefs. Les véritables troupes de choc sont, en 1938, les milices noires, les S. S. (Troupes de protection). Véritables soldats de métier, les S. S. constituent en période de paix la garde prétorienne d'Hitler et la police armée du régime ; en temps de guerre, ils sont appelés à servir à la fois de gendarmerie du front et de pointe d'armée pour les batailles de rupture. Les S. A. ne sont enrégimentés que sur le papier. Ils portent encore un uniforme et sont tenus à de fréquentes périodes d'entraînement, mais il suffit de les voir défiler et de compter les ventres proéminents pour comprendre qu'à l'ordinaire ces guerriers d'occasion exercent des métiers plus pacifiques. Mais les S. A. sont le nombre. Alors qu'en 1938 les S. S. ne sont que quelques dizaines de mille, les S. A. se comptent par centaines de mille.

tous ceux qui le servent étaient des gens convenables (*anständige Leute*). » Ces mots reviennent à plusieurs reprises sur ses lèvres. « Nos deux peuples ont un avantage commun et évident à s'entendre. Nul plus que moi ne désire la réalisation de l'œuvre à laquelle vous travaillez, mais encore faut-il qu'elle soit aux mains de gens convenables. » Je n'obtiens pas de lui qu'il précise davantage, mais les termes mêmes qu'il emploie : « l'entourage du Führer », les allusions d'ailleurs très voilées qu'il fait à plusieurs reprises au danger de solutions extrêmes, me semblent bien indiquer qu'il ne vise pas seulement quelques ambitieux qui cherchent à se pousser, mais des gens en place, qui ont les faveurs d'Hitler, ceux qui forment le parti de la guerre. Peut-être Lutze est-il trop honnête ou n'est-il pas assez intelligent pour comprendre exactement son Führer ; il me paraît en tout cas sincère et il doit refléter la pensée moyenne des milices brunes.

Si donc Hitler voulait renverser la vapeur et s'orienter vers une politique de paix, il répondrait à un désir qui est certainement encore celui de la majorité du peuple allemand et sans doute même celui d'une fraction importante du Parti. Mais apparemment il ne veut pas.

Un ami berlinois auquel je m'ouvre de la question me fait observer que le divorce de l'opinion d'avec le Parti, à tout le moins d'avec la fraction belliciste du Parti, n'est pas aussi général que je parais le croire. Les Allemands avec lesquels j'ai été en rapport sont des gens d'âge mûr, qui ont conservé assez d'esprit critique pour apercevoir les tares ou condamner les excès du national-socialisme, tout en gardant leur confiance ou leur foi en Hitler. Mais, si je me tournais vers la jeunesse allemande, je verrais que pour elle hitlérisme et national-socialisme ne font qu'un.

Il me suffit d'assister à quelques-unes des fêtes de la jeunesse hitlérienne, c'est-à-dire de toute la jeunesse allemande, pour comprendre que mon ami a raison. Il me semble chaque fois voir se dérouler une sorte de cérémonie sacrée. Il ne s'agit certes plus du christianisme, mais plutôt d'un retour aux vieilles légendes nordiques, d'un culte rendu à la Nation et à son héros déjà légendaire et divinisé, au Führer qui a brandi, tel Siegfried, son épée flamboyante pour délivrer de ses liens l'Allemagne enchaînée.

Je suis très frappé par le caractère rituel de ces manifestations, de celle du 1er mai 1939 notamment. Ce jour-là, des

dizaines de milliers de jeunes gens et de jeunes filles, uniformément vêtus de brun ou de blanc, garnissent les gradins de l'immense stade olympique de Berlin. Des oriflammes innombrables secouent au vent leur croix gammée. Tout le pourtour de la grande piste est drapé des bannières des groupements. De temps à autre des mouvements d'ensemble, combinés avec la couleur des vêtements font apparaître en lettres vivantes, blanches ou brunes, des slogans à la gloire d'Hitler, tels que : « Vivre, mourir pour notre Führer. » Des hymnes patriotiques montent comme des cantiques. Puis un groupe de jeunes gens allument une flamme sur un autel gigantesque dressé au centre de l'enceinte. Le chef de la jeunesse, son grand prêtre, Baldur von Schirach, qui paraît aussi jeune que ses auditeurs, se lève alors. Dans un langage simple et direct, il dit à cette jeunesse la sainteté de la mission à laquelle l'appelle celui que la Providence a désigné pour la guider et qui compte sur elle pour mener le Reich par les voies du national-socialisme vers ses destinées. Tous les cous sont tendus, tous les yeux brillent. On sent que l'émotion étreint ces jeunes gens, qu'une ferveur religieuse les exalte. Von Schirach a annoncé le Führer comme saint Jean le Messie. Quand Hitler paraît, tard comme d'habitude, une sorte de délire mystique secoue cette assemblée, et les premiers cris qu'elle pousse avant de clamer sa foi ressemblent à des sanglots. C'est cette jeunesse fanatisée qui nous donnera l'assaut sur la Meuse.

Pour le moment, c'est la famille allemande qui fait les frais de cette action sur les jeunes. L'enseignement nazi, qui est obligatoire, leur apprend jusqu'à l'espionnage de leurs parents pour le service de la patrie. « Ce qui est affreux pour une mère, me confie une Allemande, c'est d'avoir à se méfier de ses enfants. »

J'ai déjà connu une jeunesse dont l'État s'est emparé pour en modeler le cerveau à sa guise, ce sont les *Komsomols*, c'est la jeunesse d'U. R. S. S. Combien de fois durant ces dix mois d'Allemagne aurai-je cette impression du déjà vu ! Avec les nuances que crée la différence de latitude, c'est le même État policier, c'est le même régime de force et de contrainte d'où toute liberté est exclue, c'est la même exploitation idéologique de l'enfance. Là-bas on exalte les masses, ici l'individu, mais là-bas comme ici on exploite les premières, on bafoue le second, on a le même mépris de la vie et de la

dignité humaines. Évidemment toutes les dictatures se ressemblent, mais les dictateurs diffèrent. Celui qui est à Moscou a la tête plus solide et plus froide, et il n'est tout de même pas comme l'autre, un « accident » dans la vie de la nation. Les pays aussi diffèrent. L'U. R. S. S. est assez vaste, dispose de ressources assez grandes et assez variées pour pouvoir vivre en économie fermée, même en économie de pré-guerre sans dommage pour les voisins. L'Allemagne doit y renoncer ou faire la guerre.

CHAPITRE V

LA CURÉE

L'EMPRISE ALLEMANDE SUR LA TCHÉCOSLOVAQUIE. || LA GARANTIE INTERNATIONALE DES FRONTIÈRES TCHÈQUES. || CONVERSATIONS AVEC VON WEIZSACKER ET RIBBENTROP. || LA NOTE FRANÇAISE DU 8 FÉVRIER ET LA RÉPONSE ALLEMANDE DU 28. || SIR NEVILLE HENDERSON. || LA CRISE : 10-15 MARS. || LA CURÉE. || ALERTE EN EUROPE. || LA PROTESTATION FRANÇAISE. || LE RAPPEL DES AMBASSADEURS DE FRANCE ET DE GRANDE-BRETAGNE A BERLIN.

Si l'attitude du Gouvernement allemand dans le conflit franco-italien, tout en demeurant très nuancée et même assez équivoque, me paraît permettre de marquer, au cours de cet hiver 1938-1939, un point pour la déclaration du 6 décembre, il en va autrement pour l'accord de Munich.

Les renseignements que je recueille, dès mon arrivée à Berlin, ne laissent guère de doute sur le sort réservé à l'infortunée Tchécoslovaquie, et j'écris à Paris dès le 15 décembre : « La vassalisation de la Tchécoslovaquie est malheureusement déjà un fait à peu près accompli. Le deuxième bureau n'y travaillerait déjà plus que du côté polonais, et l'on irait, dans certains milieux allemands, jusqu'à déclarer que désormais l'armée tchèque est appelée à jouer le même rôle que l'armée bavaroise sous le Deuxième Reich.... On annonce, pour une date prochaine, un accord germano-tchèque sur la parité des monnaies qui serait bientôt suivi d'une union économique et monétaire. « Mon pays, dit mon collègue tchèque. « n'est plus qu'une province allemande. »

Mais la lettre, tout au moins, de l'accord de Munich sera-t-elle observée ? Le Reich respectera-t-il l'existence de la Tchécoslovaquie ? Je ne parviens pas à me rendre un compte exact des intentions d'Hitler avant le mois de mars. Il est possible que lui-même ne soit pas fixé, c'est du moins ce que disent plusieurs de ses intimes. Quand on sait que, dès le

mois d'octobre 1938, il a amorcé une négociation avec le colonel Beck, on peut présumer qu'il a hésité un certain temps entre Prague et Dantzig.

Pour nous renseigner sur les intentions d'Hitler, nous n'avons qu'un moyen : demander au Gouvernement allemand s'il est disposé à faire jouer la garantie internationale qui doit être accordée aux nouvelles frontières de la Tchécoslovaquie, aux termes de l'annexe I à l'accord de Munich.

Contrairement à ce que l'on a pu croire, je n'ai à aucun moment été freiné sur ce point par des instructions verbales de M. G. Bonnet. Lorsque je suis rentré à Berlin, le 7 décembre, il m'a recommandé de tout mettre en œuvre pour faire valoir l'accord qui venait d'être signé et ne m'a pas parlé spécialement de la Tchécoslovaquie. Il se peut qu'il ait observé une attitude différente avec d'autres, mais, pour ma part, je n'avais aucune raison de ne pas me tenir sur la ligne de la conversation officielle qu'il avait eue le 6 décembre avec Ribbentrop en présence de MM. von Welczeck et Léger.

D'ailleurs, de ma propre initiative, je fais de la Tchécoslovaquie l'un des points principaux de mon premier entretien avec M. von Weizsäcker, le 22 décembre. Ribbentrop a déclaré à M. G. Bonnet qu'il réexaminerait à son retour à Berlin la question de la garantie commune. Je demande à mon interlocuteur s'il y a du nouveau depuis cette conversation. « Pas à ma connaissance, me répond-il. Mais cette affaire ne pourrait-elle pas être oubliée ? On la voit sans aucune sympathie, ici. Étant donné la prédominance de l'Allemagne dans cette région, la garantie du Reich ne suffirait-elle pas ? » Je proteste. « Comment voulez-vous, lui dis-je, que notre accord du 6 décembre inspire confiance en France si vous n'observez pas celui que vous avez signé quelques mois auparavant. Maintenant qu'est intervenu l'arbitrage de Vienne [1], la condition posée à l'octroi de la garantie paraît remplie ; alors, qu'attendez-vous ? — Encore faudrait-il que la Tchécoslovaquie la demandât, me répond-il. En tout cas nous ne sommes pas pressés de régler la question, et M. Chvalkovsky [2] ne doit venir à Berlin qu'après les fêtes. »

Ayant rendu compte de cette conversation à M. G. Bonnet,

1. Cet arbitrage, rendu le 2 novembre 1938 par Ribbentrop et Ciano, avait réglé la question de la minorité hongroise en Tchécoslovaquie.

2. M. Chvalkovsky était alors ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie.

j'ai à attendre ses instructions avant d'intervenir à nouveau. Celles-ci me parviennent le 5 février, le jour même où je viens d'avoir un long entretien avec Ribbentrop. Je fais aussitôt remettre au ministre des Affaires étrangères une note marquant le désir du Gouvernement français de connaître le plus rapidement possible les vues du Gouvernement allemand touchant l'octroi d'une garantie internationale à la Tchécoslovaquie. Mon collègue britannique a dû faire une démarche analogue.

Dans l'entretien que j'ai avec lui, Ribbentrop se montre plus violent qu'à l'ordinaire, entendant sans doute marquer ainsi un raidissement de la politique allemande. La tête rejetée en arrière, les lèvres pincées, il m'explique, une fois de plus, que c'est l'agneau qui a sali l'eau de la rivière. Il ajoute que le communisme et la juiverie empoisonnent les relations internationales et que l'Allemagne est décidée à tout faire afin de les éliminer de la surface du monde pour le plus grand bien de l'humanité. Il passe ensuite aux colonies. Lui qui, peu de semaines auparavant, disait encore que cette question était secondaire, me déclare que le Reich ne peut pas admettre d'en être privé alors que les autres ne savent qu'en faire. Ici je vois percer le bout de l'oreille. C'est l'Angleterre qui est visée. Revenant aux rêves exposés dans *Mein Kampf*, Hitler a cru, après Munich, après la signature de la déclaration anglo-allemande, qu'il pourrait s'entendre avec la Grande-Bretagne pour se partager les dépouilles des autres. Il a pris pour un homme de sa trempe Chamberlain, qui ne méritait ni cet excès d'honneur, ni cette indignité. Mais il voit la Grande-Bretagne se ressaisir peu à peu et réarmer. Il se demande s'il ne s'est pas trompé et il s'irrite. L'orage que, de Moscou, j'ai déjà vu monter sur la mer du Nord s'approche. Ribbentrop se plaint ensuite des déclarations faites par M. G. Bonnet à la Chambre des Députés, le 26 janvier. « Elles risquent, dit-il, d'amener certains pays à penser que la France n'a pas renoncé à la politique qui a conduit à la dernière crise ; des représentations ont dû être faites à ce sujet au ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie lors de son récent séjour à Berlin. La politique que je suis, ajoute-t-il avec emphase, n'est pas la mienne, mais celle du Führer. »

Évidemment, le 5 février il y a déjà anguille sous roche.

Je n'ai pas été informé de la venue de M. Chvalkovsky, et il s'en va sans que je l'aie rencontré. Suivant ce qu'il a

dit à son retour à notre représentant à Prague, le Reich poserait trois conditions à la garantie des frontières tchécoslovaques : 1° l'élimination de l'élément juif ; 2° l'octroi de droits spéciaux à la minorité allemande ; 3° une réduction importante de l'armée tchèque. Huit jours après, M. de Lacroix apprend que ces trois conditions ont été augmentées de sept autres, dont le départ de la Tchécoslovaquie de la S. D. N., et la cession à l'Allemagne d'une partie de sa réserve d'or. C'est une sinistre farce.

Le 2 mars me parvient enfin la réponse allemande à la note du 8 février. Elle est datée du 28 février. Pleine de menaces voilées et d'allusions perfides, elle constitue sous une forme enveloppée une fin de non-recevoir. Les conditions posées par l'annexe à l'accord de Munich, dit cette note en substance, ne sont pas réalisées, car l'arbitrage de Vienne ne s'est pas avéré satisfaisant et les revendications territoriales des voisins de la Tchécoslovaquie ne sont pas éteintes ; par ailleurs, une garantie des puissances occidentales, en risquant de réveiller des passions seulement assoupies, serait plus nuisible qu'utile ; enfin, il s'agit d'une zone d'influence allemande. « Le Gouvernement allemand, conclut la note, se rend parfaitement compte qu'en dernière analyse l'évolution générale dans cette partie de l'Europe appartient en premier lieu à la sphère des intérêts les plus essentiels du Reich et cela non seulement du point de vue historique, mais encore du point de vue géographique et surtout économique. »

Ce document marque un revirement de la politique allemande envers la Tchécoslovaquie. Jusqu'au mois de décembre la presse nationale-socialiste avait présenté l'arbitrage de Vienne comme un compromis équitable réglant de façon définitive les difficultés entre Tchèques et Hongrois. Les Polonais ayant reçu de leur côté complète satisfaction avec la cession de Teschen, la Tchécoslovaquie était désormais un État stable qui prouverait au monde la supériorité des conceptions politiques de l'Axe sur les constructions superficielles édifiées par les anciens traités de paix. Le Reich considérait alors qu'une Tchécoslovaquie vassale et docile à ses ordres constituerait une base de départ pour ses entreprises vers le Sud-Est ; de là son opiniâtreté à sauvegarder, le 2 novembre, l'existence d'une Ukraine karpathique dans le cadre de l'État tchécoslovaque. Mais il apparaît que le projet d'expansion vers l'Ukraine risque de dresser contre l'Allemagne une coalition

des États de l'Est : U. R. S. S., Pologne, Roumanie. On le met alors en veilleuse et on envisage des entreprises d'une réalisation plus aisée. A partir de janvier, le silence se fait sur les mérites de l'arbitrage de Vienne ; dans son discours du mois de janvier, Hitler glisse rapidement sur la Tchécoslovaquie, mais ses agents travaillent à la dislocation de cet État. Ils encouragent à la résistance les éléments slovaques avancés ; ils s'assurent le concours de certains ministres comme Mach et Durkansky. M. Karmasin, le Führer des cent vingt mille Allemands de Slovaquie, fait déjà figure de Quisling.

Le 5 février, une personne de l'entourage d'Hitler déclare à un de mes collaborateurs qu'il faut se préparer à l'éventualité d'une dislocation probablement inévitable de la Tchécoslovaquie. Dans ce cas, ajoute-t-il, la Slovaquie deviendrait indépendante, la Hongrie annexerait l'Ukraine karpathique et le Reich devrait, sous une forme ou sous une autre, s'assurer le contrôle de la Bohême et de la Moravie.

La note du 28 février, en condamnant l'arbitrage de Vienne, en refusant la garantie des frontières tchèques, en marquant d'une façon à peine voilée la volonté du Reich de rechercher une autre solution, vient donner une singulière consistance aux confidences qui nous ont été faites. En la transmettant à Paris, j'ajoute : « Ce document est loin d'être rassurant en ce qui concerne les intentions prochaines de M. Hitler à l'égard de la Tchécoslovaquie. »

La même réponse, dans des termes identiques, est remise à l'ambassadeur d'Angleterre, Sir Neville Henderson.

Celui-ci vient de rentrer à Berlin après quatre mois d'absence. Il a été retenu en Angleterre par les premières atteintes d'une maladie qui devait l'emporter trois ans plus tard. Je m'incline devant le courage avec lequel cet homme a dominé son mal durant les six mois où il a encore combattu pour la cause de la paix. Je ne crois pas, malheureusement, que les armes qu'il a employées fussent celles qui convenaient à Berlin. Son caractère assez entier, son goût marqué pour les gouvernements autoritaires le portaient à voir avec une certaine faveur le régime national-socialiste. Je ne suis pas sûr que les espoirs, qu'avec une grande sincérité il a placés dans une entente spéciale de l'Angleterre et de l'Allemagne hitlérienne et qu'il a dû souvent formuler ici, n'aient pas contribué à aggraver le malentendu anglo-allemand en donnant à penser à Londres que les nazis étaient des gens dignes de confiance,

en donnant à croire à Berlin que la Grande-Bretagne pourrait, moyennant compensation, s'accommoder d'une hégémonie allemande en Europe. Je n'étais pas en Allemagne quand il y est venu, mais je me demande si, à entendre certaines de ses allocutions, comme celle qu'il prononça à la Chambre de commerce anglo-allemande et où il paraissait prôner le développement parallèle et amical des deux impérialismes, beaucoup d'Allemands ne se sont pas mépris.

Sir Neville semble revenu de la fâcheuse impression où l'avait laissé, après l'euphorie de Munich, la brutalité avec laquelle Ribbentrop avait conduit la Commission internationale de Berlin chargée de régler les modalités de la dépossession tchèque. Il trouve bien que la situation s'est tendue pendant son absence et n'a pas retiré une très bonne impression de son premier contact avec Hitler le 1er mars. Il a cependant encore bon espoir que tout s'arrangera. Suivant ses informations, que recoupent d'ailleurs les miennes, les projets sur l'Ukraine ont été mis en veilleuse ; Hitler lui-même a déclaré récemment au colonel Beck qu'ils n'étaient pas « actuels ». Quant à la Tchécoslovaquie, pourquoi le Reich la prendrait-il de force alors qu'elle se livre ? Les intimes du Führer parlent de 1939 comme d'une année de consolidation. « Nous avons à digérer l'Autriche et les Sudètes. On a beau avoir bon estomac, il faut le temps », dit l'un d'eux. Ce cynisme même a un accent de sincérité qui est rassurant, et puis enfin il y a la parole donnée. Je sais tout cela et cependant je ne suis pas aussi optimiste que Henderson.

***

La crise éclate le 10 mars. Destitué par le gouvernement central de Prague, en raison de la mollesse avec laquelle il combat le mouvement séparatiste, Mgr Tiso, chef du gouvernement slovaque, fait appel à Berlin sur le conseil des agents allemands qui l'entourent. Il fournit ainsi à Hitler le prétexte que celui-ci attendait pour s'immiscer dans la querelle entre Tchèques et Slovaques.

A partir de ce moment, les événements se déroulent avec la rapidité foudroyante que le Führer sait leur donner.

Dès la réception de la note du président destitué, les services officiels allemands font connaître que, pour le Reich, le gouvernement de Mgr Tiso a seul un caractère légal, et qu'en nommant un autre président du Conseil Prague a violé

la constitution. Le même jour, la presse berlinoise commence à dénoncer la terreur que les Tchèques font régner à Bratislava parmi les résidents allemands. Les jours suivants, elle devient plus violente et, avec les mêmes expressions qu'au mois de septembre dernier, elle stigmatise les brutalités dont seraient victimes les sujets allemands dans toute la Tchécoslovaquie : « Les Tchèques, en qui s'est réveillé l'esprit hussite et la vieille haine contre le germanisme, ont organisé de nouveau la chasse à l'homme, la vie de cinq cent mille Allemands est en danger ; la situation est intenable. »

En réalité, à part Bratislava, où des troubles sont fomentés par des agents allemands et par les gardes Hlinka que Berlin a armés, l'ordre n'est troublé nulle part en Tchécoslovaquie.

Le 13, Mgr Tiso est convoqué à Berlin. Entre-temps, quatorze divisions motorisées sont concentrées sur la frontière tchèque. Le même jour, en mettant Paris au courant, je suggère de faire une démarche immédiate pour marquer que toute solution de force compromettrait la politique de collaboration affirmée par la déclaration du 6 décembre.

Dans la nuit du 13 au 14, Mgr Tiso, accompagné du ministre Durkansky, a une longue entrevue avec Hitler qui affirme sa volonté de voir proclamer l'indépendance slovaque.

Le 14, celle-ci est votée à l'unanimité par les soixante membres de la Diète slovaque. Le même jour, les troupes allemandes pénètrent en territoire tchèque et occupent Morawska-Ostrawa.

Le 14 également, M. Hacha, président de la République tchécoslovaque, et M. Chvalkovsky, ministre des Affaires étrangères, arrivent à Berlin [1], convoqués par Hitler qui les reçoit en présence de Gœring, de Ribbentrop et de Keppler. Un document est préparé sur une table. Le chancelier expose que l'heure n'est pas aux négociations. Les ministres tchèques ont été convoqués pour prendre connaissance des décisions du Reich qui sont irrévocables. Prague sera occupée le lendemain à 9 heures. La Bohême et la Moravie seront érigées en protectorat et intégrées dans le Reich. Quiconque résisterait serait écrasé. Ayant dit, Hitler signe et se retire. Il est minuit trente. Alors, quatre heures durant, les trois aides du chancelier pressent les deux ministres de signer l'acte de

1. Mon collègue britannique et moi avions recommandé la venue immédiate de M. Chvalkovsky. Mais ce fut une grave erreur d'envoyer le président Hacha lui-même.

décès de la Tchécoslovaquie. Le président Hacha, qui est vieux, s'évanouit et doit recevoir les soins du médecin personnel de Gœring qui se trouve là à point nommé ; on le ranime avec des piqûres. Ses interlocuteurs lui disent et lui répètent que Prague sera détruite à 6 heures du matin par les bombardiers allemands s'il ne signe pas. A 4. h. 30, accablé, il donne sa signature [1].

C'est ce même jour, 14 mars, que je suis invité par mon gouvernement à effectuer auprès du secrétaire d'État une démarche « d'information ». Le 15, je suis reçu par M. von Weizsäcker en l'absence de Ribbentrop. Toutefois, mes instructions étant dépassées par les événements, je ne puis que lui marquer l'émotion profonde avec laquelle j'ai appris l'entrée des troupes allemandes en Moravie et, en réservant entièrement l'attitude de mon gouvernement, l'inviter à me donner des éclaircissements. Il ressort des explications de M. von Weizsäcker que le Gouvernement allemand entend couvrir l'annexion de la Tchéquie par l'accord que vient de signer le président Hacha. Mon collègue britannique, qui avait été reçu par le secrétaire d'État la veille, s'était vu assurer que « tout se passerait de façon décente » !

Le même jour, 15 mars, les premiers éléments motorisés allemands atteignent Prague; l'après-midi, Hitler y fait son entrée, et le drapeau à croix gammée est hissé sur le « château impérial » du Hradschin.

Le lendemain 16 mars, un décret d'Hitler intègre la Bohême et la Moravie dans le territoire du Reich et l'érige en protectorat. Le même jour, Mgr Tiso, chef du nouvel État slovaque, prie Hitler, qui accepte, de prendre la Slovaquie sous sa protection. Quant à la Russie sub-carpathique, le Reich reste sourd à ses appels et l'abandonne à la Hongrie.

***

La Tchécoslovaquie a vécu. Elle est tombée sous les coups du Reich. Le flagrant délit est patent. Ma conviction est faite : Hitler est bien tel que je le redoutais. Les apparences,

1. Cette scène dramatique a été rapportée, le lendemain même, à M. Dejean, secrétaire à l'ambassade de France, par un témoin, le propre conseiller de la légation de Tchécoslovaquie à Berlin qui avait accompagné ses chefs à la chancellerie.

Pendant que se déroulait le drame, Mlle Hacha, venue à Berlin avec son père, recevait à son hôtel une boîte de chocolats envoyée par le Gouvernement allemand.

son apparence, ont pu donner le change. Mieux que quiconque, je comprends que beaucoup l'aient vu jusqu'ici tel qu'il paraissait être. Aujourd'hui il a jeté le masque ; seuls, ceux qui n'osent pas regarder peuvent encore ne pas le voir tel qu'il est : un gangster, chef du plus puissant État d'Europe.

Avant même que fût entièrement clos le chapitre du *Deutschtum*, il a ouvert celui des conquêtes. Il y avait, au mois de mars 1939, une croisée des chemins, mais il serait inexact de dire qu'Hitler a choisi. Il a poursuivi sa route en quête de nouvelles agressions. C'est l'Europe entière qu'il convoite en attendant davantage. On ne l'arrêtera que par la force et, s'il est encore une chance d'éviter la guerre, c'est en lui opposant une force assez grande pour lui imposer. Cette chance va en s'amenuisant avec chaque année qui passe ; si elle existe encore, tout doit être mis en œuvre pour la saisir.

A chacun maintenant d'assumer ses responsabilités. Pour ma part, il ne me revient qu'un rôle modeste d'informateur. J'ai cependant le devoir de prendre position. Je me sens d'autant plus à l'aise pour le faire que, de propos délibéré, contrairement à mes convictions intimes, je suis venu à Berlin favorable à une revision de ce qui pourrait paraître inacceptable au peuple allemand dans la fixation de ses frontières orientales, résolu à faire ce qui dépendrait de moi pour qu'Hitler eût « sa chance » s'il voulait réellement une organisation pacifique de l'Europe.

Dans deux rapports des 16 et 19 mars, qui figurent au *Livre jaune*, je tire les enseignements et les conclusions du drame tchécoslovaque. Je me bornerai à en citer ici quelques extraits [1].

« L'opération dont la Tchécoslovaquie vient d'être victime porte à un degré plus grand encore que les précédents coups de force nazis les marques spécifiques des entreprises hitlériennes : le cynisme et la perfidie dans la conception, le secret dans la préparation, la brutalité dans l'exécution.

« A Munich, les dirigeants nazis et le Führer lui-même avaient fait valoir l'impossibilité pour les Tchèques et pour les Allemands des Sudètes de coexister au sein d'un même État,... ils s'étaient en revanche défendus de vouloir incorporer

1. J'ai personnellement contrôlé la préparation de ce *Livre jaune*. Je puis affirmer que pas un mot n'a été ajouté ou retranché aux textes originaux des dépêches ou des télégrammes qui y figurent. Seuls ont été faits les démarquages nécessaires à la sauvegarde du « chiffre ».

au Reich des éléments allogènes.... Aujourd'hui il n'est plus question d'une séparation entre Tchèques et Allemands, indispensable à la pacification du bassin danubien et de l'Europe. Renversant complètement ses batteries, l'Allemagne reforme l'amalgame germano-tchèque dont elle avait proclamé en septembre dernier les éléments incompatibles.... Les accords de Munich n'ont donc été en définitive, pour les dirigeants hitlériens, qu'un moyen de désarmer la Tchécoslovaquie avant de l'annexer.... En annexant la Bohême et la Moravie, le gouvernement du Reich, signataire des accords de septembre, s'est rendu coupable d'un abus de confiance, d'une véritable félonie à l'égard des États cosignataires et en particulier du Gouvernement tchèque qui, se fiant à la parole des grandes puissances, s'était résigné à la cession des pays sudètes.

« C'est au nom du principe ethnographique que le Reich avait obtenu en septembre le rattachement de trois millions et demi d'Allemands. C'est au mépris de ce principe qu'il annexe aujourd'hui huit millions de Tchèques, que l'abandon des pays sudètes avait laissés sans défense.

« C'est le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes que l'Allemagne invoque actuellement en faveur de l'indépendance, d'ailleurs bien illusoire, de la Slovaquie, mais le même droit est refusé aux Carpatho-Ukrainiens, qui sont abandonnés à la Hongrie, ainsi qu'aux Tchèques, qui sont incorporés de force dans le Reich.

« L'Allemagne a manifesté ainsi, une fois de plus, son mépris pour tout engagement écrit et sa préférence pour la méthode de la force brutale et du fait accompli. D'un seul geste elle a déchiré les accords de Munich aussi bien que la sentence de Vienne, prouvant à nouveau que sa politique ne connaissait qu'un principe directeur : épier l'occasion favorable et saisir tout butin à portée de la main. C'est, à peu de chose près, la morale commune aux gangsters et aux habitants de la jungle....

« L'Allemagne hitlérienne vient de jeter le masque. Elle s'était défendue jusqu'ici de tout impérialisme. Elle avait prétendu ne viser qu'à réunir, autant que cela se pouvait, tous les Allemands du centre de l'Europe en une même famille, à l'exclusion des allogènes. Aujourd'hui, il est clair que la soif de domination du Führer ne connaît plus de limites.

« Il est clair également qu'il est vain d'espérer opposer avec

succès au Führer d'autres arguments que celui de la force. Le Troisième Reich a, pour les traités et les engagements, le même mépris que l'Empire de Guillaume II. L'Allemagne reste le pays des « chiffons de papier ».

« La sécurité nationale, aussi bien que la paix mondiale, exigent donc avant tout du peuple français un immense effort de discipline et d'organisation de toutes les énergies du pays, qui, seul, permettra à la France, appuyée par ses amis, de s'affirmer et de défendre ses intérêts en face d'un adversaire aussi redoutable que l'Allemagne d'Adolf Hitler, désormais lancée à la conquête de l'Europe....

« Il convient également de se demander s'il est temps encore d'ériger à l'Est une barrière capable de contenir, dans certaines limites, la poussée allemande et si nous ne devons pas profiter de l'occasion favorable que nous offrent l'émotion et l'inquiétude qui règnent dans les capitales de l'Europe centrale, notamment à Varsovie. »

***

Le Gouvernement français se devait d'élever une protestation formelle contre ce coup de force et de marquer son refus de reconnaître la légitimité de la situation de fait ainsi créée. C'est ce qu'il fit, en réponse à une communication de M. von Welczeck, dans une note que le 17 mars il me chargea de porter à Ribbentrop. Ce fut en l'absence de ce dernier M. von Weizsäcker qui me reçut.

La remise de ce document donna lieu, entre le sous-secrétaire d'État et moi, à une passe d'armes qui fera sans doute la joie des professeurs de droit international. Je l'avais déposé sur son bureau. M. von Weizsäcker refusa de le recevoir et m'invita à le remporter. En avait-il le droit ? J'entendais le lui laisser, en avais-je le droit ? Je me serais, en tout cas, fait couper la main plutôt que de le reprendre. L'épreuve de force se prolongea durant un pénible quart d'heure. Enfin mon interlocuteur se montra plus raisonnable, ou meilleur diplomate que moi, et décida de garder la note en considérant qu'elle aurait tout aussi bien pu lui parvenir par la poste.

Mon collègue britannique avait dû remettre une protestation semblable, mais je crois qu'il la fit porter. Il se montrait extrêmement irrité contre le secrétaire d'État, esti-

mant que celui-ci lui avait personnellement manqué en l'assurant que tout se passerait « d'une façon décente ».

Il me dit avoir écrit à Lord Halifax pour préconiser une rupture des relations diplomatiques. Je n'étais pas de cet avis, et l'écrivis à M. G. Bonnet. Pareille mesure me paraissait spectaculaire et vaine, elle risquait, le jour où il y serait mis fin, de se traduire par un aveu d'impuissance. Ce qui importait, c'était, d'une part, d'organiser le groupement des forces de paix, d'autre part, sans tapage, mais avec fermeté, de marquer à Hitler que la route des conquêtes était barrée.

Les Gouvernements français et anglais décidèrent de « rappeler leurs ambassadeurs pour faire rapport ».

Je quittai Berlin le 19 mars pour n'y revenir que le 26 avril.

Dans le train qui m'emmenait à Paris, je me répétais avec angoisse les paroles prononcées la veille par un des lieutenants de Gœbbels : « Nous avons devant nous tant de portes ouvertes, tant de possibilités, que nous ne savons plus où donner de la tête. »

CHAPITRE VI

SUS A LA POLOGNE

LA GARANTIE ANGLAISE A LA POLOGNE ET A LA ROUMANIE. || LA TRIPLE ALLIANCE ANGLO-FRANCO-RUSSE COMPROMISE. || LE DISCOURS D'HITLER DU 28 AVRIL, LA DÉNONCIATION DU PACTE DE NON-AGRESSION GERMANO-POLONAIS. || DANTZIG N'EST PAS L'OBJET DE LA CONTESTATION. || LE RAPPROCHEMENT GERMANO-SOVIÉTIQUE. || LE RENVOI DE LITVINOV. || LES CONFIDENCES DU GÉNÉRAL BODENSCHATZ. || LES OBJECTIFS DE RIBBENTROP.

MALGRÉ mon désir de m'en tenir à des souvenirs personnels, je ne puis passer sous silence les faits diplomatiques qui sont survenus durant mon absence de Berlin, car ils ont exercé une influence considérable, peut-être décisive, sur le cours des événements.

Dès mon retour à Paris, j'ai pu me rendre compte de l'effet produit en France par l'annexion de la Tchécoslovaquie. Quel renversement depuis l'enthousiasme de la paix retrouvée à Munich. Le malaise, qui avait peu à peu gagné l'opinion, a fait place à son tour à une sourde irritation, née de la déception des espoirs fondés sur une réconciliation franco-allemande, du sentiment que l'on s'est inutilement prêté à une vilenie, de la nécessité de faire encore front à l'Est.

Sous les remous, déjà assez profonds, où s'affrontent les partisans du national-socialisme et ceux du communisme, également dupes d'idéologies qui dissimulent des appétits de races, le peuple français dans son immense majorité n'a pas changé. Il a le goût de l'ordre et du travail et il veut la paix ; mais il n'est pas éloigné de détester tout autant que la guerre cet état de tension et d'alerte dans lequel il doit vivre, avec des mobilisations semestrielles.

Au Parlement, c'est de l'indignation. Le président de la commission des Affaires étrangères de la Chambre, M. Mistler, à qui je dis que je devrais rentrer à Berlin avec une solide

alliance anglo-franco-russe, s'écrie : « Ne parlez pas devant mes collègues de votre retour à Berlin, vous vous feriez honnir », et le président Herriot, à qui je rends visite, s'exprime sur le compte du Reich dans une langue particulièrement verte. Pour une fois il semble qu'il y ait presque unanimité autour d'une idée juste : puisqu'on n'a pas pu obtenir la paix avec Hitler, il faut l'assurer contre lui.

C'est à quoi on va s'employer, mais mal.

Fait curieux, c'est à Londres, où l'on est resté si amorphe durant la dernière crise, que vont se produire les premières réactions gouvernementales. Le 15 mars encore, Chamberlain paraît prendre assez philosophiquement la disparition de la Tchécoslovaquie qu'il annonce au Parlement en déclarant : « Je regrette naturellement de tout cœur ce qui vient de se produire, mais ne nous laissons pas, à ce propos, détourner de notre route. » Mais le 17, à Birmingham, il prononce un discours qui rend un son tout à fait nouveau. Après avoir rappelé les assurances qu'il a reçues d'Hitler, il s'écrie : « Je partage aujourd'hui le désappointement et l'indignation de la grande majorité du pays, dont les espoirs viennent d'être si gratuitement foulés aux pieds. » Sous le choc de l'opinion publique, Chamberlain sort la tête du sable. Sans souci des transitions, avec une brusquerie où éclate sa bonne foi, il renverse sa position. Malheureusement, il va ainsi passer d'un extrême à l'autre et la diplomatie, qui est tout de même fille de la sagesse, n'aime pas les excès. Après avoir été joué par Hitler, il va l'être par Beck et compromettre une partie qui s'annonce comme capitale pour les intérêts de la paix. J'éprouve, chaque fois que j'examine l'action de Chamberlain sur le continent, durant ces années 1938-1939, le sentiment que l'on aurait pour un missionnaire égaré parmi des anthropophages.

Le 18, à la suite de rumeurs inquiétantes, Lord Halifax convoque l'ambassadeur des Soviets et lui demande quelle serait l'attitude de son gouvernement si la Roumanie était l'objet d'une agression non provoquée [1]. L'U. R. S. S. répond en proposant la réunion immédiate à Bucarest d'une conférence des six puissances les plus directement intéressées. Cette suggestion n'est pas retenue par le Gouvernement britannique qui préfère proposer le 21 à la France, à l'U. R. S. S. et à la

1. Cf. *Diplomatic Prelude, 1938-1939*, par le professeur L.-B. Namier, pages 82 et suivantes.

Pologne la signature et la publication d'une déclaration par laquelle les quatre puissances s'engagent à se consulter à l'effet de faire face à toute action susceptible de menacer l'indépendance politique d'un État européen. La procédure paraît meilleure que celle élaborée à Moscou, qui risque de s'éterniser. Or il faut aller vite et profiter de l'émotion générale pour faire le front défensif. La proposition anglaise est aussitôt acceptée par le Gouvernement français et l'U. R. S. S s'y rallie sous réserve de l'adhésion de la Pologne.

Celle-ci était redoutablement en vedette depuis la disparition de la Tchécoslovaquie. Le 21 mars, M. Lipski, ambassadeur de Pologne à Berlin, convoqué par Ribbentrop, avait pu constater que ce dernier avait abandonné le ton amical des précédents entretiens pour devenir singulièrement agressif [1]. Le ministre des Affaires étrangères s'était plaint de ce que Beck n'eût pas encore répondu aux suggestions du Führer qui s'en montrait surpris. Le chancelier maintenait encore son offre, avait-il dit, mais il lui fallait une prompte réponse.

Le 23 mars, Hitler enlève à nouveau une petite proie en occupant, sans autre droit que celui du plus fort, le port lithuanien de Memel.

Le même jour, Beck répond à la proposition anglaise d'une « déclaration des quatre puissances ». Invoquant les difficultés et les complications inhérentes aux négociations multilatérales, la perte de temps qui en résulterait et la marche rapide des événements, il demande si le Gouvernement britannique ne voudrait pas envisager la conclusion immédiate avec la Pologne d'un accord bilatéral qui ne préjugerait pas des négociations générales ultérieures.

En fait, Beck, qui commence, tout de même, à se défier d'Hitler, désire renforcer sa position par une garantie britannique, mais il ne veut pas d'un accord avec la Russie qui fixerait la Pologne dans un front défensif et l'exposerait

1. Déjà, le 25 octobre 1938, Ribbentrop avait « amicalement » fait à M. Lipski des propositions pour un règlement d'ensemble des questions en suspens. Dantzig serait rattachée au Reich et un « couloir exterritorialisé » relierait la Prusse orientale au reste de l'Allemagne à travers le corridor polonais. La Pologne harmoniserait en outre sa politique avec celle du Reich contre les Soviets. Le 5 janvier suivant, Beck recevait lui-même d'Hitler confirmation de ces revendications. Puis l'affaire avait été mise en sommeil, afin de ne pas inquiéter la Pologne pendant l'opération sur Prague. Il est à remarquer que le Gouvernement polonais ne nous avait soufflé mot de ces conversations.

au ressentiment du Reich. Malgré la menace terrible qui pèse sur son pays, malgré le précédent tchécoslovaque, il prétend poursuivre son jeu équivoque et gagner sur les deux tableaux [1].

Le Gouvernement britannique endosse la suggestion de Beck et, le 31 mars, Chamberlain fait devant le Parlement la déclaration suivante : « Je dois dès maintenant faire connaître à la Chambre des Communes que, dans l'éventualité d'une action qui menacerait nettement l'indépendance de la Pologne et à laquelle le Gouvernement polonais estimerait être de son intérêt vital de résister avec toutes ses forces nationales, le Gouvernement de Sa Majesté se considérerait comme tenu d'apporter immédiatement au Gouvernement polonais toute l'aide en son pouvoir. Le Gouvernement de Sa Majesté a donné au Gouvernement polonais des assurances dans ce sens. J'ajoute que je suis autorisé par le Gouvernement français à affirmer clairement que son attitude est la même que celle du Gouvernement de Sa Majesté. »

Le 13 avril, Chamberlain annonce au Parlement que la garantie accordée à la Pologne est étendue à la Roumanie et à la Grèce. Le même jour, Paris s'aligne sur Londres.

Le Gouvernement britannique est allé vite en besogne, si vite qu'il a dépassé la station. Il suffit de jeter les yeux sur une carte pour comprendre la gravité de la situation diplomatique ainsi créée. La Pologne et la Roumanie forment pratiquement de la mer du Nord à la mer Noire un front continu qui sépare l'Allemagne de l'U. R. S. S. Le Reich ne peut attaquer par terre la Russie sans emprunter le territoire polonais ou roumain, c'est-à-dire, depuis le 13 avril, sans faire jouer la garantie des puissances occidentales et sans déclencher par conséquent la guerre avec elles. Staline a obtenu, indirectement et sans avoir à s'engager lui-même, la couverture à l'Ouest qu'il recherchait depuis dix ans. Il est désormais au balcon, il pourra sans danger voir venir les événements et mener double politique suivant la méthode chère aux Russes. Il ne faut pas tenter les saints : *a fortiori* ceux qui n'en sont pas. Par ailleurs, Hitler sait désormais qu'une entente avec

1. Beck a expliqué son attitude à M. Gafenco, alors ministre des Affaires étrangères de Roumanie, en se disant certain que jamais Hitler n'attaquerait la Pologne aussi longtemps que celle-ci ne se lierait pas à l'U. R. S. S., certain aussi que seule cette dernière éventualité pouvait entraîner la guerre (Cf. Grégoire GAFENCO, *Derniers Jours de l'Europe*, pages 70 et suivantes). C'était exactement le contraire de la réalité, comme les événements l'ont prouvé.

l'U. R. S. S. est la seule issue pour échapper, le jour où il attaquera la Pologne, au double front qu'il redoute.

Après avoir poussé Staline vers Hitler à Munich, c'est maintenant Hitler que l'on pousse vers Staline.

N'aurait-il pas été préférable de maintenir la proposition du 21 mars et, si Beck avait persisté dans son refus d'y adhérer, de s'orienter franchement et immédiatement vers l'alliance anglo-franco-russe que demandait M. Churchill avec sa prophétique clairvoyance et que les Soviets étaient alors prêts à accepter ? Il n'était pas à craindre que Beck se courbât devant Hitler ; son orgueil et la fierté du peuple polonais l'en auraient empêché. Il n'aurait eu d'autre ressource, le jour où le Reich aurait accentué sa pression, que d'accepter l'offre anglaise et de se résigner à une coopération militaire éventuelle avec l'U. R. S. S. En l'occurrence, une fois de plus, les exigences de la morale se rencontraient avec les intérêts de notre politique. Après sa conduite odieuse envers la Tchécoslovaquie, il n'était que juste que la Pologne eût à se racheter et qu'elle fît l'effort, si pénible qu'il lui fût, d'un rapprochement avec les Soviets.

L'erreur tactique commise en mars 1939 ne sera pas réparée. Cependant le contact avec Moscou, qui ne paraît pas avoir été maintenu après le 20 mars, est repris le 15 avril ; le Foreign Office fait demander au Gouvernement soviétique s'il est disposé à accorder à son tour unilatéralement sa garantie à la Pologne et à la Roumanie. Celui-ci répond qu'il appartient à ces deux pays, s'ils la désirent, de lui en faire la demande, mais il propose la conclusion immédiate d'une alliance anglo-franco-russe. Cette offre était alors presque inespérée. Elle fut formulée, à mon avis, parce que l'U. R. S. S. était encore sur sa lancée vers les puissances occidentales, parce que Litvinov, qui s'était fait le champion de la sécurité collective, dirigeait encore le département des Affaires étrangères. Pourquoi n'avoir pas saisi avant Hitler l'amarre soviétique qui nous était lancée et qui eût peut-être empêché l'arche de la paix de partir à la dérive ? C'était la chance que nous valait la faute commise par Hitler le 15 mars, la chance qui s'offre en passant, mais qui ne revient plus quand elle n'est pas prise.

La contreproposition soviétique n'était pas retenue à Londres et les pourparlers allaient s'enliser dans les méandres de formules de plus en plus alambiquées destinées à assurer,

sans le dire, la garantie soviétique à des pays qui n'en voulaient pas.

Il est vrai que Chamberlain nourrissait pour les Soviets des sentiments assez semblables à ceux de M. A. Lebrun. Il est vrai aussi que l'on ne croyait guère à Londres à l'efficacité d'une aide soviétique et que l'on attachait bien plus d'importance au concours militaire de la Pologne. Le Gouvernement britannique était en somme à l'égard des Soviets, au mois d'avril 1939, assez exactement dans l'état d'esprit où j'avais connu mon propre gouvernement un an plus tôt.

Heureusement ce dernier avait évolué. Je trouvai, avant de repartir pour Berlin, une entière concordance de vues entre le président du Conseil et le ministre des Affaires étrangères, entre ce dernier et ses bureaux, sur le problème russe, sur l'urgence de la triple alliance. Sous le choc des derniers événements, devant l'imminence du danger, on faisait balle et le Quai d'Orsay s'employait avec intelligence et bon sens à rapprocher les positions prises à Londres et à Moscou. « Rassurez-vous », me dit le directeur politique, M. Rochat, au moment de mon départ, « nous finirons bien par aboutir. »

***

Après les jours de liesse où le cinquantième anniversaire du Führer a été célébré au milieu d'un déploiement extraordinaire de troupes, dans la griserie des revues, des défilés et des musiques militaires, je retrouve Berlin calme, propre et laid comme à l'ordinaire.

Dès mon arrivée je reprends contact avec mes collègues. Je revois d'abord le vicomte Davignon, qui est la meilleure gazette de l'endroit. Il se tient de plus en plus sur la pointe des pieds. « Les dirigeants nazis veulent toujours la paix, me dit-il, Hitler plus que tout autre, mais ils ne renoncent pas à leurs objectifs, d'ailleurs limités pour le moment. Il faut surtout être très prudent et éviter d'irriter le Führer. » Oui, sans doute, mais l'ambassadeur de Belgique n'est plus tout à fait à la page.

Je vois ensuite Sir Neville Henderson. Il est revenu à Berlin le 24 avril, afin d'annoncer lui-même au Gouvernement allemand la décision de la Grande-Bretagne d'instituer le service militaire obligatoire. On a préféré à Londres éviter que

cette grave mesure ne parvienne à Hitler par la presse, la veille du jour où il doit prononcer un important discours. Henderson a eu le matin même un entretien avec M. von Weizsäcker et lui a indiqué que la conscription a été établie dans la conviction que la façon la plus efficace de sauvegarder la paix est de se tenir prêt à combattre. Le secrétaire d'État s'est montré très réservé et a seulement marqué que la garantie donnée par le Gouvernement britannique à la Pologne est de nature à encourager l'oppression des Allemands installés en territoire polonais par les fonctionnaires polonais subalternes.

« Il va falloir faire preuve de beaucoup de prudence, conclut Henderson, et éviter surtout d'irriter Hitler. — Oui, lui dis-je, mais nous devons surtout parler avec beaucoup de netteté. Il importe avant tout de ne laisser planer aucune équivoque sur les dispositions de nos gouvernements. » Comme j'insiste sur ce point, il s'en montre un peu agacé. Je note en rentrant : « J'ai l'impression que Henderson est revenu à ses conceptions de février dernier comme si rien ne s'était passé. »

Le 27, je vois M. Lipski. Il me confirme que depuis le 21 mars, Polonais et Allemands restent sur leurs positions. Il me précise les propositions allemandes : rattachement de la ville libre de Dantzig au Reich avec maintien des droits économiques de la Pologne. Ouverture d'un couloir allemand, de 25 kilomètres de large, à travers le corridor polonais, harmonisation de la politique des deux pays contre le bolchevisme. En échange, des avantages pour la Pologne en Slovaquie et, ajoute-t-il, également en Ukraine soviétique. Son gouvernement a refusé parce qu'il sait bien que cela signifie le rattachement de la Pologne à l'Axe et qu'une fois le doigt dans l'engrenage celle-ci perdra le corridor d'abord, son indépendance ensuite. Fidèle à sa politique, il ne veut s'inféoder ni à Berlin, ni à Moscou.

Le 28, j'écoute à la radio le discours d'Hitler. Mes collègues anglais et polonais se sont abstenus comme moi de se rendre à la séance du Reichstag.

Débité sur un ton relativement calme, modéré dans sa forme, ce discours est un plaidoyer plus qu'un réquisitoire. Mais il annonce des mesures graves. S'adressant successivement à la Pologne et à la Grande-Bretagne, Hitler rappelle les propositions qu'il a faites à la première et qu'il ne renouvellera pas, les offres d'entente qu'il a adressées à la seconde,

et il déclare que, n'ayant pas été entendu, il doit mettre fin au pacte de non-agression germano-polonais de 1934, et à l'accord naval germano-anglais de 1935. La deuxième partie du discours est une réponse sur un ton de persiflage aux avis que, le 15 avril, le président Roosevelt a adressés à Hitler et à Mussolini en les engageant à rassurer clairement sur leurs intentions l'ensemble des nations pacifiques et inquiètes. Si Hitler a eu un don de « voyance », il n'a en tout cas pas su voir le gros gourdin qui se cachait derrière cet avertissement et qui devait durement châtier les malfaiteurs.

Les deux dénonciations annoncées par Hitler semblent bien être des dispositions de combat. Il en est une autre qui me donne à réfléchir : non seulement le Führer n'a fait aucune allusion à l'organisation du front commun contre le bolchevisme dont il a parlé à Beck, mais il ne s'est livré à aucune de ces diatribes anticommunistes qui ont été jusqu'ici la monnaie courante de tous ses discours.

M. Lipski, qui me rend visite le 29, avant d'aller à Varsovie où il va collaborer à la préparation de la réponse polonaise, se montre assez satisfait du discours d'Hitler. « Il importe, me dit-il, pour déjouer la manœuvre allemande, de se montrer prudent et d'éviter toute apparence d'intransigeance. Mais la modération dont vient de faire montre le chancelier n'en est pas moins la conséquence de la fermeté de l'attitude des trois puissances alliées [1]. »

Il est possible qu'il ait raison. En tout cas le putsch qu'avaient préparé les nazis fin mars, à Dantzig, en vue de rattacher la ville libre au Reich, n'a pas eu lieu, soit que Greiser, président du Sénat dantzigois, venu à Berlin prêcher la modération, ait obtenu gain de cause, soit que les troupes polonaises massées aux abords de Dantzig aient incité les agitateurs à la prudence.

Vers la mi-mai, le conflit germano-polonais semble être parvenu à un point mort.

Beck a riposté, le 5 mai, au discours d'Hitler, et un mémorandum répondant à la note allemande qui portait dénonciation de l'accord de 1934 a été remis à la Wilhelmstrasse. Le Gouvernement polonais y rappelle ses propositions tendant « à garantir en commun l'existence de la ville libre de Dantzig »

1. M. Beck, qui s'est rendu à Londres, en a rapporté un projet d'alliance bilatérale anglo-polonaise.

et indique qu'il n'a connu le refus allemand que par le discours du 28 avril.

Chacun reste sur ses positions. Toutefois la presse allemande a peu à peu baissé de ton envers la Pologne. Suivant des renseignements que recoupent ceux de mon collègue britannique, Hitler serait décidé à laisser traîner l'affaire polonaise. Il considérerait que le temps travaille pour lui, que Dantzig est un bon terrain de discussion sur lequel il parviendrait à diviser l'opinion en France et en Angleterre et que la Pologne devrait elle-même un jour demander l'aman.

C'est bien parce que c'est le point faible qu'Hitler a choisi la route de Dantzig pour aller à Varsovie comme il a pris celle des Sudètes pour entrer à Prague. Il est d'une habileté démoniaque pour trouver chaque fois le défaut de la cuirasse où il enfoncera son couteau.

Je signale à Paris la manœuvre qui se prépare et la nécessité de la prévenir. Les arguments ne manquent pas pour éclairer le public français. Comment l'Allemagne, après avoir incorporé brutalement sept millions de Tchèques, peut-elle se réclamer du principe ethnique pour revendiquer le retour de quatre cent mille Allemands ? Comment, alors qu'elle invoque le principe de l'espace vital et des droits historiques pour expliquer l'annexion de la Tchécoslovaquie, peut-elle nier que Dantzig et le corridor soient nécessaires à la vie économique de la Pologne et aient été plus longtemps sous la domination de cette puissance que sous la sienne ? Comment peut-elle dénoncer l'aversion des Allemands de Dantzig pour les Polonais, alors qu'Hitler lui-même s'est, à maintes reprises, loué publiquement des bons rapports existant et a déclaré, le 20 février 1938, que « Dantzig avait cessé d'être un point névralgique pour l'Europe » ?

Il ne faut pas qu'un arbre cache la forêt aux Français, et qu'ils se laissent égarer par des slogans comme celui que lancera Marcel Déat, « mourir pour Dantzig, jamais ». S'il ne s'agissait que de Dantzig, M. Déat pourrait être satisfait car, ni d'un côté, ni de l'autre, on n'irait jusqu'à la guerre. Il n'est pas un Allemand averti qui ne rie sous cape quand on lui parle de la question. Dantzig est un point stratégique, un de ces bourgs autour desquels les armées s'immobilisent et combattent jusqu'au moment où celle qui l'emporte fait un bond de cent kilomètres. C'est, dis-je dans un rapport à Paris, le Saint-Jean d'Acre des Alliés. En fait, il s'agit de sauver la

paix s'il en est encore temps et de barrer en tout cas à Hitler la route des nations d'Europe encore libres, y compris celle de Strasbourg.

Le 23 mai, le lendemain de la signature avec l'Italie du fameux « pacte d'acier » par lequel le Reich répondait aux efforts défensifs des puissances occidentales, Hitler déclarait à ses chefs d'état-major au cours d'un conseil de guerre, dont le compte rendu a été publié : « Dantzig n'est pas du tout l'objet de la contestation. Il s'agit d'étendre notre espace vital à l'Est, et de nous assurer des approvisionnements [1]. » Si j'avais alors connu cette déclaration, on aurait pu penser que je l'avais démarquée dans les rapports qu'à cette époque j'envoyai à Paris.

C'est, selon toute vraisemblance, au cours de ce mois de mai que s'est amorcé le rapprochement du Reich et de l'U. R. S. S.

Le 29 avril, M. Lipski m'avait communiqué d'intéressants renseignements fournis par son collègue à Tokio. Le Japon avait été pressenti par le Reich pour transformer le pacte antikomintern en une alliance militaire et le Conseil privé avait recueilli à ce sujet les avis des principaux ambassadeurs nippons. Tous, à l'exception de ceux de Berlin et de Rome, s'étaient prononcés pour la négative. Le Gouvernement japonais n'avait pas encore donné sa réponse, mais il était à prévoir qu'elle serait également négative. « On peut faire fond sur ces indications, me dit M. Lipski, car nos rapports avec Tokio sont particulièrement confiants. » Effectivement, le Gouvernement polonais était en quelque manière et je ne sais trop pourquoi, le porte-parole du Japon en Europe.

Ainsi, au début de mai, il n'y avait pas encore de changement de front à Berlin ; toutefois le fait qu'Hitler avait évité d'attaquer les Bolcheviks dans son discours du 28 avril semblait indiquer qu'il se ménageait la possibilité d'une conversion en attendant la réponse japonaise. Il est probable que celle-ci influa sur sa décision.

Le 3 mai, un communiqué soviétique annonçait que M. Litvinov avait été, sur sa demande, relevé de ses fonctions de commissaire du Peuple aux Affaires étrangères et remplacé par M. Molotov. La nouvelle fit sensation à Berlin et il y avait de quoi. Litvinov était l'homme de la sécurité collective,

1. *Nuremberg Documents*, partie I, page 167.

de la guerre indivisible, du front défensif contre l'Allemagne et il était Juif. Pour le remplacer, Staline choisissait son lieutenant le plus fidèle et le plus sûr, Molotov, qui n'était pas juif et qui n'était pas marqué en politique étrangère.

Je fus personnellement extrêmement frappé par la disgrâce de Litvinov. Je savais qu'il était davantage un technicien qu'un homme politique et qu'il s'était toujours tenu à l'écart de toute intrigue, que son conformisme et son attachement à Staline n'étaient pas suspects. Les seules difficultés qu'il eût rencontrées, durant mon séjour à Moscou, provenaient de l'opposition à sa politique de certains membres influents du Politburo, comme le commissaire à la Guerre Vorochilov, favorable à l'Allemagne. Il ne pouvait donc avoir été renvoyé que pour des raisons de politique extérieure. Or c'était lui qui avait fait le 17 avril aux puissances occidentales une offre d'alliance restée jusqu'alors sans réponse. J'avais encore dans l'oreille les derniers mots de Potemkine au lendemain de l'accord de Munich : « Vous venez de préparer le quatrième partage de la Pologne. » Staline, comme Hitler, ouvrait les voies à une éventuelle conversion.

Ce fut d'ailleurs ainsi que le renvoi de Litvinov fut interprété à Berlin et durant quelques jours coururent les rumeurs les plus fantaisistes. Puis le silence se fit comme si un mot d'ordre avait été donné.

C'est à cette époque que je recueillis, sur les intentions d'Hitler, des indications de première importance. L'officier adjoint à notre attaché de l'air, le capitaine Stellin, aussi beau qu'intelligent et brave, était très lié avec un aide de camp du maréchal Gœring, le général Bodenschatz, qui semblait éprouver pour lui une sorte d'inclination sentimentale et il en avait déjà reçu des confidences qui s'étaient avérées exactes. Je lui demandai de voir le général et celui-ci lui fit, le 6 mai, des déclarations dont je résumerai seulement les points essentiels [1].

1° Le discours de M. Beck ne changera rien à la situation. Le Führer est résolu à assurer le retour de Dantzig à l'Allemagne et la jonction de la Prusse orientale au Reich.

2° Le Führer, patient et réfléchi, n'attaquera pas la question de front, car il sait que désormais la France et l'Angleterre ne céderaient pas et que la coalition à laquelle il se heurterait

1. Cf. *Livre jaune*, 1939, page 129.

serait trop forte. Il manœuvrera jusqu'à ce que son heure sonne.

3° Le Führer s'entendra à cet effet avec la Russie. Un jour viendra où il atteindra ainsi ses objectifs sans que les Alliés aient eu aucune raison, ni même aucune intention d'intervenir. Peut-être verra-t-on un quatrième partage de la Pologne. En tout cas « on verra bientôt que quelque chose est en train à l'Est, *dass etwas im Osten in Gange ist* ».

4° L'attitude équivoque du Japon a contribué à orienter M. Hitler vers l'U. R. S. S.

5° La question polonaise une fois réglée, sa suprématie militaire définitivement assurée, l'Allemagne pourra venir à une conférence.

Le général Bodenschatz s'était-il ouvert ainsi au capitaine Stellin de sa propre initiative et par amitié pour lui, ou nous avait-il alertés sur les instructions de Gœring, hostile au rapprochement avec l'U. R. S. S. préconisé par Ribbentrop ? Je l'ignore. Ce qui est sûr, c'est que les prédictions du général sur l'évolution des relations germano-soviétiques se sont exactement réalisées.

Je n'ai pas besoin de dire que j'appelai de façon spéciale l'attention du Gouvernement français sur ces déclarations.

Trois semaines plus tard, je recueillis à très bonne source un autre renseignement de première valeur. Hitler avait demandé aux généraux Keitel, chef de son état-major, et von Brauchitsch, commandant en chef de l'armée de terre, de lui faire connaître par écrit si dans les conditions actuelles un conflit général tournerait à l'avantage de l'Allemagne. L'un et l'autre avaient distingué suivant que la Russie resterait ou non en dehors du conflit. Dans le premier cas, Keitel avait répondu « oui » et Brauchitsch « probablement ». Tous deux avaient déclaré que, si l'Allemagne devait lutter également contre la Russie, elle avait bien des chances de perdre la guerre.

L'opinion qui prévalait à la Wilhelmstrasse était que, si la Pologne ne cédait pas à la pression allemande, la décision d'Hitler dépendrait de la signature de l'accord anglo-russe. On pensait qu'il risquerait la guerre s'il n'avait pas à combattre la Russie mais que, dans le cas contraire, il reculerait devant le risque à courir. Il ne faisait pas de doute, en tout cas, que Ribbentrop travaillait à amener Hitler à un accord avec les Soviets. Pour le ministre des Affaires étrangères,

un tel rapprochement, conforme à une tradition encore très vivace en Allemagne, devait permettre, par-delà le règlement du litige avec la Pologne, d'abattre la puissance impériale britannique : c'était l'objectif qu'il s'était assigné et qu'il poursuivait avec l'obstination d'un fanatique.

« La facilité et la rapidité avec lesquelles les bruits d'un rapprochement germano-russe ont trouvé créance en Allemagne lors de la démission de M. Litvinov, écrivais-je à Paris, sont de nature à apaiser les craintes que M. Hitler pourrait concevoir sur les réactions éventuelles de son opinion publique....

« Au moment où les négociations anglo-franco-russes paraissent devoir entrer dans une phase décisive, nous devons avoir nettement conscience de cette situation et nous rendre compte du parti que le Reich s'efforcerait de tirer, au détriment de la France et de la Grande-Bretagne, d'un échec, si voilé fût-il, des pourparlers en cours avec Moscou. »

CHAPITRE VII

L'ACCORD GERMANO-SOVIÉTIQUE

MENACES DE PUTSCH A DANTZIG. || ACCALMIE EN JUILLET. || LA CRISE COMMENCE AVEC LE MOIS D'AOUT. || 15 AOUT : CONVERSATION SIGNIFICATIVE AVEC M. VON WEIZSACKER. || ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS ANGLO-FRANCO-SOVIÉTIQUES. || LA CONCENTRATION DES TROUPES ALLEMANDES FACE A LA POLOGNE. || 23 AOUT : SIGNATURE DE L'ACCORD GERMANO-SOVIÉTIQUE.

Une formidable parade militaire a lieu le 2 juin à Berlin à l'occasion de la visite du prince Paul de Yougoslavie. Quatre heures durant, des engins motorisés défilent dans un fracas de tonnerre. Les étrangers sortent de là les tympans brisés, les Allemands la tête en feu. Hitler a évidemment entendu, par ce déploiement extraordinaire de forces, intimider les premiers, à commencer par son hôte, et enthousiasmer les seconds. Toute la journée des fanfares sonnent, des troupes défilent aux quatre coins de la ville et appellent les Berlinois à célébrer la grandeur allemande.

A la soirée de gala de l'Opéra, Hitler m'accueille courtoisement, mais évite la conversation politique. Le régent de Yougoslavie se montre particulièrement aimable et semble prolonger à dessein notre entretien.

Le mois de juin s'écoule, sans incidents notables, dans un calme apparent, mais dans l'atmosphère lourde de l'orage qui monte. Chaque fois que j'en ai le temps, le matin, après l'expédition des affaires courantes, je vais chercher le calme et réfléchir sous les grands sapins du Thiergarten, où je fais envoler ces gros corbeaux auxquels Chateaubriand aimait donner à manger. Il s'ennuyait fort à Berlin où l'avait relégué, en 1821, l'antipathie de Louis XVIII et ne devait pas y représenter longtemps la France ; la volière était petite pour ses grandes ailes ; elle était alors, il est vrai, moins en vedette qu'aujourd'hui. Les événements du mois de mars ont mis fin

à la partie positive de ma tâche, celle qui consistait à travailler à la réconciliation franco-allemande. Mais il me reste à surveiller, du poste avancé où j'ai été placé, les mouvements de l'adversaire, à tenter d'en saisir le sens au moment même où ils se dessinent, et c'est là un rôle de guetteur singulièrement angoissant.

Le premier stade de l'action contre la Pologne a échoué, celui de la pression directe sur Varsovie ; mais il est bien sûr qu'Hitler ne s'en tiendra pas là. Sur quels point va-t-il diriger sa prochaine offensive ? Sans aucun doute Ribbentrop cherche à l'orienter vers un accord avec Moscou, prélude à un quatrième partage de la Pologne. Il semble toutefois que le chancelier n'ait pas encore arrêté sa décision, et les alliés devraient pouvoir, avec l'avance dont ils disposent, lui couper l'herbe sous les pieds. L'essentiel est donc de gagner du temps, d'éviter que l'irréparable ne se produise avant la conclusion de la triple alliance. Or il semble bien que Gœbbels ait lui aussi son projet et pousse le Führer à régler la question de Dantzig par un coup de force mené de l'intérieur. Si Hitler se ralliait à cette idée, la guerre pourrait éclater d'un jour à l'autre. J'apprends, de bonne source, l'existence d'un plan qui répondrait assez bien à sa mentalité. Par une action d'apparence spontanée, la population de Dantzig proclamerait le rattachement de la Ville Libre au Reich. Si la Pologne intervenait militairement pour rétablir le *statu quo*, la propagande allemande lui ferait prendre figure d'agresseur et tenterait ainsi d'influer sur les décisions des puissances occidentales. Les nouvelles qui parviennent de Dantzig montrent que l'on y prépare l'exécution de ce plan. Les incidents de frontière deviennent plus fréquents et notre agent y signale l'infiltration continue de troupes allemandes.

Le 17 juin, le docteur Gœbbels se rend dans la Ville Libre et y prononce deux harangues enflammées, où, à mots à peine couverts, il prend position pour le rattachement de Dantzig à l'Allemagne. « Ce que nous voulons dans le Reich, s'écrie-t-il, est aussi clair que ce que vous voulez. » En même temps, les services du ministre de la Propagande se manifestent : la campagne de presse contre la Pologne augmente de violence à Dantzig et reprend à Berlin.

Le secrétaire d'État, que je vois à plusieurs reprises, persiste à montrer peu d'inquiétude pour l'avenir immédiat; je ne me sens cependant pas rassuré lorsqu'il me dit qu'il n'est pas

question pour le moment d'un acte de force du Reich contre Dantzig et que seuls de gros incidents provenant de l'intérieur pourraient provoquer un conflit. M. von Weizsäcker a beau « ronronner » encore la paix, des symptômes inquiétants commencent à apparaître : mobilisation larvée, — plus de six cent mille réservistes sont déjà sous les drapeaux, — mesures militaires en Italie et en Bulgarie, limitation de la durée des passeports, conseils donnés par de hauts fonctionnaires à des familles étrangères d'écourter leur séjour en Allemagne.

Pour déjouer la manœuvre qui se dessine, M. G. Bonnet remet le 1er juillet à l'ambassadeur d'Allemagne une note qui se termine ainsi : « Je me fais donc un devoir de bien préciser que toute entreprise, quelle qu'en soit la forme, qui, tendant à modifier le *statu quo* à Dantzig, provoquerait une résistance armée de la Pologne, ferait jouer l'accord franco-polonais et obligerait la France à porter immédiatement assistance à la Pologne. »

La question est ainsi parfaitement posée et la position prise par la France nettement définie. Nous n'avons pas à décider si nous nous battrons ou non pour Dantzig, mais nous avons à faire connaître clairement au Gouvernement allemand que, si la Pologne se bat pour Dantzig, nous serons à ses côtés.

Le comte von Welczeck accepte, bien à contrecœur, de transmettre intégralement cette communication à Berlin, et il dit à M. G. Bonnet avec une émouvante candeur son regret que la question de Dantzig n'ait pas été soumise avant l'affaire tchécoslovaque à la France et à l'Angleterre, car, ajoute-t-il, « c'était vraiment la dernière revendication du Reich ». Il est vrai qu'il n'avait pas assisté au conseil de guerre tenu par Hitler le 23 mai.

Le Gouvernement britannique donne au Reich un avertissement analogue au nôtre.

Lorsque je revois le secrétaire d'État, sa mauvaise humeur en dit long sur l'efficacité de la parade. Peu à peu le ton de la presse baisse, les incidents se font plus rares dans la Ville Libre. La route a sans doute été barrée à temps. Il n'y aura pas de putsch nazi à Dantzig. Nous disposons désormais d'un répit.

Tous mes renseignements, comme ceux de mes collègues du Corps diplomatique, s'accordent à indiquer la mi-août comme la date à laquelle une crise internationale est à pré-

voir. C'est pour cette époque que la Wehrmacht a reçu mission d'être prête ; c'est à ce moment que les moissons, que l'on hâte, seront faites, que les fortifications à l'Est et à l'Ouest, que l'on presse, seront achevées, que la mobilisation larvée sera terminée. Les hauts fonctionnaires allemands prennent leurs vacances. J'en fais autant après avoir réuni la colonie française pour le 14 juillet.

A Paris, le secrétaire général me fait lire une lettre excellente que M. G. Bonnet va adresser à Ribbentrop. Celui-ci, après l'avertissement que lui avait donné le 1er juillet le ministre français des Affaires étrangères, avait riposté sur un ton assez insolent, prétendant à nouveau que l'accord du 6 décembre impliquait un désintéressement total de la France des sphères d'intérêts allemands, notamment de la Pologne, et que M. G. Bonnet en était convenu dans la conversation consécutive à l'accord. La lettre se terminait ainsi : « La constatation... contenue dans la phrase finale de votre notice signifierait, prise à la lettre, que la France reconnaît à la Pologne le droit de s'opposer militairement à toute modification, quelle qu'elle soit, du *statu quo* de Dantzig et que, si l'Allemagne ne tolère pas qu'il soit fait ainsi violence aux intérêts allemands, la France attaquera l'Allemagne. C'est alors le Gouvernement français exclusivement qui aurait à porter devant son peuple et devant le monde la responsabilité d'une telle guerre. » A supposer que l'entretien du 6 décembre ait pu prêter à équivoque, la réponse du ministre français du 21 juillet met clairement, irréfutablement, les choses au point ; elle finit sur une déclaration sous laquelle tout bon Français tiendrait à honneur de mettre sa signature : « La France veut ardemment la paix, personne ne peut en douter. Personne ne peut douter davantage de la résolution du Gouvernement français de tenir ses engagements. Mais je ne saurais laisser dire que notre pays serait responsable de la guerre parce qu'il aurait fait honneur à sa signature. »

L'incertitude qui plane sur l'avenir, même immédiat, des relations internationales cause moins d'anxiété que je ne l'aurais pensé dans les cercles dirigeants français. Dans l'entourage du président du Conseil, on se montre même assez optimiste ; le sentiment est qu'Hitler mettra les pouces, du moment que nous lui montrons que nous ne voulons pas nous laisser faire. Je demande : « Et l'aviation ? — Sensible amélioration, me répond-on, mais on ne peut tout de même pas

fabriquer trop d'avions parce que les types se démodent vite. » Malheureusement, on a, à Berlin, des vues diamétralement opposées et, en prévision d'un prochain conflit, l'ordre a été donné aux usines de construction aéronautique de s'abstenir de toute transformation de l'outillage pour la fabrication des types récents et de continuer à fabriquer sur le rythme de guerre les appareils de types déjà en service.

Personnellement, le président Daladier est beaucoup plus près de la réalité et se montre très préoccupé de l'avenir.

***

Je trouve à mon arrivée à Berlin, le 12 août, une situation beaucoup plus tendue que celle que j'y avais laissée.

L'accalmie s'était prolongée jusque vers la fin du mois de juillet. A en juger par le flottement observé pendant cette période dans les consignes données aux services de presse, aucune décision n'avait encore été prise en haut lieu. Il est probable que la résolution marquée par les puissances occidentales de ne pas biaiser avec leurs engagements envers la Pologne avait surpris et peut-être déconcerté Hitler. Il semble même que le crédit de Ribbentrop, qui s'était fait fort d'entamer la Pologne sans coup férir, en ait momentanément souffert. En tout cas le ton de la presse avait baissé ; les porte-parole de la Wilhelmstrasse et du ministère de la Propagande affirmaient qu'à aucun moment l'Allemagne n'avait songé à recourir à la guerre pour régler la question de Dantzig et qu'elle gardait l'espoir d'y parvenir par des moyens pacifiques. Comme celle de Berlin, la presse de la Ville Libre développait le même thème, et le *Gauleiter* de l'endroit, M. Forster, affirmait qu'à aucun moment il n'avait songé à préparer un « coup ». En fait Hitler n'avait jamais coupé les ponts sur la question de Dantzig. Dans le dernier discours où il en avait parlé, le 28 avril, il avait marqué qu'elle devrait être réglée un jour ou l'autre, mais n'avait pas dit comment et, s'il avait affirmé que la Ville Libre ne saurait jamais devenir polonaise, il n'avait pas revendiqué non plus formellement son retour au Reich. L'attitude de ses services et de la presse pouvait donc avoir pour objet de lui ménager des voies de repli.

Mais, dès les premiers jours du mois d'août, il apparaissait clairement, au contraire, qu'il entendait aller de l'avant.

A l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'entrée

de l'Allemagne dans la « grande guerre », les mêmes feuilles qui, quelques jours auparavant, soulignaient la volonté pacifique de l'Allemagne s'appliquaient à démontrer que le Reich n'avait pas à redouter un conflit, même généralisé, et, élargissant le cadre du différend germano-polonais, posaient avec celle de Dantzig la question du corridor, de la Posnanie, de la Haute-Silésie, et discutaient la structure même de la Pologne. A Dantzig, le sénat faisait répandre une brochure développant le même thème.

Il est curieux de constater que la nouvelle offensive coïncidait avec le départ pour Moscou de la mission militaire franco-britannique chargée de négocier avec les Soviets un accord d'état-major. Peut-être y eut-il simple coïncidence, peut-être la nouvelle incita-t-elle Hitler à brusquer les choses et à ouvrir les hostilités avant que la Russie ne se fût liée aux puissances occidentales. De toute façon, comme l'action militaire qu'il envisageait contre la Pologne devait intervenir avant les pluies d'automne et qu'elle pouvait entraîner un conflit général, il n'était pas trop de quelques semaines pour préparer les esprits à une guerre dont la perspective était encore loin de plaire à l'ensemble du peuple allemand.

S'emparant de nouveaux incidents qui avaient mis aux prises le Gouvernement polonais et le sénat de la Ville Libre, la presse allemande s'était déchaînée contre la Pologne suivant un processus analogue à celui qu'elle avait suivi au mois de septembre 1938, reprenant contre les Polonais le thème des « exactions tchèques ». Mais son langage, comme les discours prononcés par le maréchal Gœring et le général von Brauchitsch, trahissaient en outre une double préoccupation : persuader le peuple qu'il était menacé dans son existence, comme en 1914, et que, s'il avait à se battre, ce serait pour se défendre, le rassurer en affirmant que le Reich était invincible.

Frappé par la gravité de la situation, je demande, dès mon retour, audience au secrétaire d'État qui me reçoit le 15 août. Dès mon arrivée, M. von Weizsäcker s'enquiert de l'impression que je rapporte de Paris. Je m'efforce de ne lui laisser aucun doute sur les dispositions du Gouvernement et du peuple français touchant l'exécution des engagements pris envers la Pologne et je souligne le caractère automatique de ces obligations. Comme je l'interroge à mon tour sur l'évolution de la situation à Berlin, il me répond qu'effectivement

il est au regret de ne pouvoir me dire que la situation est encore telle qu'il me l'avait indiquée avant mon départ. En mai et juin, il avait émis l'avis que le temps ferait beaucoup pour arranger les choses, que peu à peu la Pologne viendrait à des vues plus sages et plus conciliantes. Mais les Polonais étaient des esprits versatiles, exaltés, et la garantie anglaise et française, cette garantie automatique dont j'avais parlé, les avait orientés dans une direction contraire. Le secrétaire d'État s'étend alors longuement sur les incidents provoqués, dit-il, par la Pologne, et dont la liste s'allonge sans cesse. Chaque jour, il reçoit de nouvelles plaintes contre les brimades subies par la minorité allemande de Pologne. Comme par hasard, il en a tout un paquet sur sa table et il veut me les lire, mais je l'en dispense. « A quelque chose malheur est bon, conclut-il. Cette politique polonaise doit avoir pour avantage de relâcher en fin de compte les liens qui vous unissent à Varsovie ; je me refuse à croire que la France entende toujours couvrir les incartades de la Pologne. » Derrière l'air patelin de mon interlocuteur, je devine le désir de me sonder à fond, de rechercher s'il n'y a pas un défaut dans l'armature défensive des Alliés. Je me montre alors encore plus net qu'au début de l'entretien. « L'absorption de la Bohême et de la Moravie, lui dis-je, a produit une véritable révolution dans l'esprit des Français. Tous, à commencer par l'homme de la rue, ont compris qu'un danger les menaçait, le plus redoutable des dangers pour eux : la perte de leur indépendance et de leur liberté. Ils ont été presque unanimes à considérer comme indispensable à la sauvegarde de ces biens le rétablissement d'un équilibre des forces en Europe. Voilà pourquoi il ne peut pas être question pour nous de relâcher nos liens avec la Pologne, pourquoi l'automatisme dont je vous ai parlé est réel. » M. von Weizsäcker m'interrompt alors pour me demander si cet automatisme jouerait même s'il ne s'agissait pas d'une agression « non provoquée ». Je lui conseille de ne pas se perdre dans des subtilités et, pour ne laisser aucun doute, aucun point d'ombre dans l'esprit de mon interlocuteur, j'ajoute que, si le Gouvernement allemand peut être assuré que la France tient à Varsovie le langage de la sagesse et désire sincèrement un accord germano-polonais, il doit également tenir pour certain qu'elle ne fera pas, sur la Pologne, partie intégrante de notre front défensif, une pression susceptible d'atteindre le ressort moral de cette puis-

sance. Nous avons fait à cet égard une expérience qui ne se renouvellera pas. »

Mais je suis venu voir le secrétaire d'État pour connaître les dispositions du Reich. Je lui dis à brûle-pourpoint : « Vous m'avez indiqué en juin et juillet qu'il y avait l'attitude polonaise et les revendications allemandes et que ces dernières pouvaient attendre si le comportement des Polonais le permettait. La situation a-t-elle changé ? » M. von Weizsäcker est un ancien marin ; je le crois loyal ; tout en se pliant aux nécessités de la diplomatie, il ne doit pas se sentir pour le mensonge le goût qu'en ont ses chefs. Son embarras est visible. « Elle a changé, me répond-il. Je ne puis vous en dire plus pour l'instant, je veux seulement ajouter que je suis content de vous voir revenu ici en ce moment. »

J'emporte de cet entretien la plus mauvaise impression. Nous voilà, en somme, officiellement avertis le 15 août que le Reich prépare une entreprise contre la Pologne. C'est aussi la date qui m'a été indiquée comme celle où la Wehrmacht doit être prête à l'action. Effectivement les préparatifs militaires sont accélérés ces dernières semaines. Une mobilisation toujours secrète, mais de plus en plus étendue, a porté à plus d'un million le nombre des réservistes sous les drapeaux et met largement à contribution la population civile, qui subit par ailleurs des restrictions alimentaires de plus en plus sévères.

S'il reste encore une chance d'éviter la guerre, elle réside dans la conclusion immédiate de la triple alliance. Une fois encore, je l'écris à Paris.

***

Où en sont les négociations [1] ? En avril, les puissances occidentales avaient demandé à l'U. R. S. S. de s'aligner sur elles et de donner sa garantie aux États menacés. Le Gouvernement soviétique avait répondu en proposant la conclusion par les trois puissances d'un pacte défensif d'assistance mutuelle, l'octroi commun d'une garantie d'assistance à tous les États limitrophes de l'U. R. S. S., la conclusion d'un

1. Les documents officiels relatifs à ces pourparlers n'ont pas été publiés, mais la lumière a été faite sur leur développement par les récits de plusieurs des négociateurs et par les importants ouvrages qui en ont traité, notamment celui, si pénétrant, du professeur NAMIER, *Diplomatic Prelude 1938-1939* et celui, si brillant, du ministre GAFENCO, *Derniers Jours de l'Europe*.

accord d'état-major sur les formes et l'étendue de l'assistance prévue. Le projet soviétique se présentait, il faut le reconnaître, sous une forme parfaitement logique : il avait un caractère bilatéral et était à la fois plus large et plus précis que le projet anglais. En fait le vague de l'un et la précision de l'autre procédaient d'une même défiance. Les Anglais redoutaient qu'une participation soviétique trop directe n'indisposât les nations à secourir et ne mît même en danger l'indépendance de certaines d'entre elles. Les Soviets craignaient qu'on ne recherchât leur alliance à des fins plus psychologiques que réelles ; ils voulaient ne s'engager qu'à bon escient et savoir exactement à quoi chacun serait tenu.

Trois mois durant, le Quai d'Orsay devait s'employer à rapprocher ces points de vue avec une intelligence et une ténacité dignes d'un meilleur sort. Au début du mois de juin, quelques progrès avaient pu enfin être réalisés. Le Gouvernement britannique avait accepté de substituer aux garanties unilatérales un accord tripartite. Mais il objectait toujours à l'inclusion de la Lettonie et de l'Esthonie — auxquelles Moscou avait ajouté la Finlande — dans la liste des États à protéger. La demande soviétique laissait sans doute deviner certaines arrière-pensées, elle n'en était pas moins logique du moment où il s'agissait de protéger les États de l'Est exposés à une agression allemande.

En vue de hâter l'aboutissement des pourparlers, le Gouvernement britannique avait alors décidé d'envoyer à Moscou un haut fonctionnaire du Foreign Office, M. Strang. Quelle que fût la distinction de ce diplomate, son choix avait blessé les Russes qui s'attendaient à la venue d'une personnalité politique de première grandeur. Celle de M. Eden, qui s'était généreusement proposé, eût été plus heureuse.

Tandis que le Foreign Office continuait à atermoyer, le Gouvernement soviétique formulait une nouvelle prétention, l'extension de la garantie des trois puissances à l'agression « indirecte », c'est-à-dire à l'agression par des moyens politiques : les visées soviétiques sur les États baltes devenaient évidentes. Pendant que les chancelleries occidentales recherchaient une formule qui sauvegardât l'indépendance de ces États, M. Molotov faisait savoir qu'un accord d'état-major devrait intervenir avant la conclusion d'un traité politique.

C'est au milieu de ces difficultés que se débattaient mes infortunés collègues du Quai d'Orsay quand je les avais vus

à la mi-juillet. Ils comprenaient comme moi ce qu'avaient d'insensé ces discussions byzantines alors que l'ennemi était aux portes de la ville. De toutes leurs forces, ils tiraient sur les deux bouts de la ficelle pour nouer la triple alliance, mais à mesure que la corde s'allongeait du côté anglais elle se rétrécissait du côté soviétique.

Lorsque je repassai au Quai d'Orsay, le 11 août, la dernière exigence soviétique avait été acceptée et une mission militaire franco-britannique voguait vers Moscou.

Bien qu'on ne connaisse pas la date exacte où a pris corps la collusion germano-soviétique, il semble bien qu'à ce moment déjà les jeux étaient faits. Le 14 août, le maréchal Vorochilov, qui présidait la délégation militaire soviétique, demandait si, dans le cas où jouerait le pacte d'assistance, les troupes soviétiques seraient autorisées à pénétrer sur les territoires polonais et roumain. Il soulevait ainsi la difficulté qui était à la base des négociations et que, jusque-là, on s'était efforcé de camoufler. Vainement, durant la semaine qui suivit, le Gouvernement français s'employa, par tous les moyens, à obtenir l'adhésion du Gouvernement polonais au passage des troupes soviétiques. Il est probable que, si le Gouvernement soviétique n'avait pas eu alors partie à peu près liée avec les Allemands, il n'aurait pas soulevé une question qu'il savait devoir faire échouer la négociation et qui se fût résolue toute seule en cas de guerre. La responsabilité qui pèse sur le Gouvernement polonais n'en est pas moins lourde.

Les Polonais et les Roumains redoutaient, à juste titre sans doute, de voir s'arrêter chez eux les troupes soviétiques auxquelles ils auraient livré passage. Où en sont-ils aujourd'hui ? Ils n'ont pas compris que, placés entre l'enclume et le marteau, ils étaient condamnés, en cas de guerre, à subir le joug de l'un ou de l'autre de leurs redoutables voisins. Leur salut était dans le maintien de la paix et ils n'ont pas fait ce qu'il fallait pour la sauvegarder. Mais les grandes puissances qui leur avaient donné leur garantie, qui s'étaient obligées à se battre, éventuellement, pour les défendre, n'étaient-elles pas en droit de forcer leur défiance et, en fin de compte, comme le suggérait avec beaucoup de sagesse mais trop tard, notre ambassadeur à Moscou, M. Naggiar, de se passer de leur consentement ?

La négociation allait échouer, principalement parce que Londres, tout en parlant à Moscou, n'avait cessé de regarder

vers Varsovie. Dès le début elle avait été mal engagée et mal orientée.

La défiance des deux parties avait fait le reste, car je n'ai pas de doute que c'est l'ombre de Munich qui a empêché la négociation de venir à maturité. Convaincu que les puissances occidentales ne prêteront pas une aide efficace à la Pologne et que le poids d'une défense commune pèsera surtout sur l'U. R. S. S., prévoyant la drôle de guerre, Staline incline dès le mois d'octobre 1938 vers la solution du pire et songe à partager la Pologne plus qu'à la défendre. A partir du mois d'avril 1939, couvert contre une attaque allemande par la garantie que Londres et Paris ont donnée à la Pologne et à la Roumanie, il joue sur le velours et fait à Berlin de discrets appels. Hitler les entend et y répond même, mais avec prudence. « Quelque chose est en train », comme disait alors le général Bodenschatz. Le Führer envoie à Moscou une mission commerciale, pour commencer. Bien que dénué de scrupules, il hésite tout de même à s'allier aux Bolcheviks ! Au mois d'août, résolu à attaquer la Pologne, il prend sa décision. Et comme il sait vouloir mieux que le Foreign Office, en quelques jours il emporte le morceau.

***

Tandis que la négociation touche à sa fin, la situation continue à se tendre à Berlin. La violence de la campagne de presse contre la Pologne s'est encore accrue. Ce sont les mêmes clichés que durant les crises qui ont conduit à l'accord de Munich et à l'occupation de Prague, les mêmes accusations formulées souvent dans des termes identiques : les Allemands de Pologne molestés, les arrestations massives, la « chasse à l'homme », l'affluence des réfugiés à la frontière allemande, la violation de frontière par des avions militaires : le sang allemand coule, l'honneur allemand est atteint. On verra, dans les derniers jours, des femmes allemandes circuler dans les trains avec de petits enfants qu'elles présenteront à la population comme des orphelins.

Mes collègues sont tous au noir. « Vous n'êtes pas pour longtemps ici », me dit l'ambassadeur de Belgique. Henderson paraît résigné. « Il faut avant tout, répète-t-il, ne pas irriter Hitler. » Il se demande s'il pourrait être utile que Chamberlain précisât sa position. Je lui dis que c'est mon avis et que, lorsque j'ai parlé au secrétaire d'État, le 15 août, de l'auto-

matisme des engagements de la France et de la Grande-Bretagne envers la Pologne, celui-ci a paru faire une distinction et m'a déclaré : « Nous admettons le fait, pour la France, qui a toujours pratiqué une politique d'alliances continentales, mais que la Grande-Bretagne consente à aliéner ainsi sa décision, cela nous dépasse. »

Le chargé d'affaires des États-Unis, à qui je rapporte ma conversation du 15 avec M. von Weizsäcker, croit à l'opportunité d'une intervention de Chamberlain. « Pourquoi, me dit-il, le Premier anglais, tout en précisant la position de la Grande-Bretagne, ne s'emploierait-il pas à sortir de l'ornière la négociation germano-polonaise en offrant ses bons offices pour la reprise des conversations ? » Il se propose de faire des suggestions dans ce sens à Washington. « Je doute, ajoute-t-il, que pareille initiative puisse venir du président Roosevelt, vu l'état d'irritation de l'opinion américaine contre Hitler, mais le président pourrait peut-être la recommander à Londres. » J'écris au directeur du Cabinet de M. G. Bonnet, M. Bressy, pour le mettre au courant de la suggestion de mon collègue des États-Unis et le prie d'en informer le ministre.

Le 20 août au soir, mes collaborateurs militaires m'apportent une grave nouvelle : le début d'une concentration des forces allemandes. Dans la journée du 21, ces informations se confirment. D'importants mouvements de troupes ont été constatés en direction de l'Est. L'armée allemande se concentre face à la Pologne. Suivant mes informations la mise en place des forces du Reich serait achevée dans deux ou trois jours. Une mesure très importante serait alors prise en corrélation avec l'affaire de Dantzig, qui susciterait une tension international très grave. Hitler se bornerait à occuper la ligne Siegfried et ne déclarerait la guerre ni à la France, ni à l'Angleterre. Il attendrait d'être attaqué dans l'espoir que la vanité d'une intervention serait finalement reconnue par les deux pays.

Cependant, le congrès du parti national-socialiste, qui doit s'ouvrir à Nuremberg le 2 septembre et qui a été baptisé le « Congrès de la paix », n'a pas été décommandé. Hitler pense-t-il faire céder une fois de plus les puissances occidentales ?

Le 22 août, j'apprends la nouvelle du départ de Ribbentrop pour Moscou. La nouvelle me frappe comme une gifle. Nous avons été joués. C'est le dernier fil auquel tenait encore la paix qui rompt.

Le 23 août au matin, Henderson se rend en avion à Berchtesgaden porteur d'un message de Chamberlain pour Hitler. Il me fait informer de son départ par son conseiller, qui me dit que la lettre du Premier Ministre est essentiellement une affirmation que la Grande-Bretagne tiendra ses engagements envers la Pologne. Intervenant au moment de la conclusion de l'accord germano-soviétique, l'initiative britannique est particulièrement opportune, mais peut-elle éviter le pire ?

Je reste en contact continu avec mes collègues polonais et américain. Je conseille à M. Lipski de ne pas demeurer ainsi sous sa tente et de s'employer à renouer la conversation. Il reçoit des instructions dans ce sens de Varsovie et, ne pouvant voir Ribbentrop qui est à Moscou, il rend visite à Gœring, qui lui donne de bonnes paroles. M. Kirk m'annonce l'envoi par le président Roosevelt d'un message au chancelier allemand et au président de la République polonaise, les adjurant de régler pacifiquement leur conflit.

Dans la soirée du 23 août, je suis convoqué à la Wilhelmstrasse par le sous-secrétaire d'État, M. Wœrmann, qui me donne lecture du message de Chamberlain et de la réponse d'Hitler sans y ajouter aucun commentaire.

Le Premier Ministre affirme d'abord la résolution de la Grande-Bretagne de combattre aux côtés de la Pologne. Il adresse ensuite un appel à Hitler pour qu'il règle son différend avec ce dernier pays par une négociation directe qui pourrait se poursuivre avec les bons offices d'une tierce puissance et être concurremment élargie et étendue à des problèmes intéressant la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

La réponse d'Hitler est, sur le mode connu, avec force bonnes manières à l'égard de la Grande-Bretagne et de la paix, l'affirmation de sa volonté de régler une bonne fois son différend avec la Pologne en obligeant, d'une manière ou d'une autre, cette puissance à se montrer plus conciliante.

Henderson me met au courant, le 24, de ses entretiens avec le chancelier. Hitler lui a parlé presque exclusivement des sévices dont seraient victimes les Allemands de Pologne. Le pouvoir de feindre dont dispose cet homme est inimaginable. On raconte que lorsqu'il entra à Prague, au mois de mars, il demanda à visiter les hôpitaux où se trouvaient les Allemands victimes des violences tchèques. Son entourage en fut tout interloqué ; mais on n'insista pas !

Hitler a rappelé auprès de lui, l'après-midi, l'ambassadeur

de Grande-Bretagne pour lui remettre personnellement sa réponse. C'est là le seul indice favorable que celui-ci ait rapporté de sa visite. Il ne croit pas que l'on évite le pire. Tout au plus pourrait-on, peut-être, en reculer quelque peu l'échéance en amenant Beck à rencontrer sans délai le chancelier. « Je serais surpris, lui dis-je, que Beck acceptât de jouer le rôle de Hacha. — Nous allons, répète-t-il, au dénouement fatal d'une tragédie grecque. » Je lui réponds : « Laissons l'*anankè* au théâtre et luttons jusqu'à la dernière heure. » C'était d'ailleurs ce qu'il devait faire avec courage.

Un journaliste français, Sauerwein, me fait part d'intéressants renseignements qu'il a recueillis sur les entretiens de Salzbourg, des 11-13 août. Ciano a vainement demandé à Ribbentrop d'agir avec prudence à Dantzig et de ne pas se lancer prématurément dans une guerre pour laquelle l'Italie n'est pas prête. Le ministre allemand des Affaires étrangères s'est refusé à prendre aucun engagement dans une affaire qui, a-t-il dit, ne regarde que le Reich et où celui-ci a son honneur engagé. A Berchtesgaden, Hitler a confirmé à Ciano les déclarations de son ministre.

Dans la matinée du 24 août, nous apprenons la signature du pacte germano-soviétique [1].

1. Il est significatif qu'Hitler affirma sa résolution de faire la guerre à la Pologne le jour même où Ribbentrop concluait à Moscou un accord avec l'U. R. S. S. Un document trouvé à Solfeden (Tyrol), dans une collection de l'état-major allemand, donne un compte rendu savoureux de l'exposé que fit Hitler le 22 août 1939 devant ses commandants d'armée sur la situation politique. En voici un bref résumé : Le plan initial d'Hitler avait été de se tourner contre l'Ouest dans quelques années et après seulement contre l'Est. Mais lorsqu'il lui apparut que la Pologne attaquerait l'Allemagne quand celle-ci serait engagée à l'Ouest, il eut à changer ses batteries. Des considérations de personnes influèrent sur sa décision de faire la guerre immédiatement. D'abord sa propre personnalité, la confiance de tout le peuple allemand en lui et le risque toujours possible d'un attentat ; ensuite, la présence du Duce et de Franco à la tête de leurs pays respectifs. En revanche, il n'y avait pas de personnalités marquantes en France et en Angleterre. Ses ennemis étaient des vermisseaux comme il s'en était rendu compte à Munich. La nécessité d'agir résultait également de la situation économique de l'Allemagne. Du point de vue politique aussi, l'heure était plus favorable qu'elle ne le serait dans quelques années. La Grande-Bretagne ne désirait pas réellement soutenir la Pologne. Il fallait achever maintenant par la guerre ce qui avait été commencé par la politique, si possible en sériant les objectifs. Il était encore à prévoir que les grandes puissances n'interviendraient pas. Mais ce risque devait être pris. Il fallait frapper ou être détruit tôt ou tard. Lui, Hitler, il avait su tromper les espoirs vains que les puissances occidentales avaient placés dans la Russie. La guerre qui commençait était engagée pour détruire l'hégémonie britannique et la seule chose qu'il redoutât était qu'à la dernière minute quelque « salaud » (*Schweinhund*) ne fît une proposition de médiation.

CHAPITRE VIII

VEILLÉE D'ARMES

LE MESSAGE VERBAL D'HITLER AU PRÉSIDENT DALADIER. || LA LETTRE DU PRÉSIDENT DALADIER A HITLER. || LA RÉPONSE D'HITLER. || OUVERTURES D'HITLER AU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE. || LA GRANDE-BRETAGNE OFFRE SES BONS OFFICES POUR L'OUVERTURE DE NÉGOCIATIONS GERMANO-POLONAISES. || HITLER ACCOMPAGNE SON ACCEPTATION D'UN ULTIMATUM. || L'« ALIBI » D'HITLER. || L'IMPOSTURE ALLEMANDE.

Le 25 août, Hitler me fait convoquer pour 17 h. 30. Que peut-il avoir à me dire au lendemain de son accord avec Staline ? Rien de bon, assurément. Pour ma part, je sais que les gouvernements français et anglais ont reçu le coup sans se laisser déplacer de leur position et qu'ils s'y tiennent fermement. Je n'ai donc qu'à refléter cette fermeté.

Dès que je suis introduit auprès de lui, le chancelier me dit qu'en présence de la gravité de la situation il a à me faire une déclaration qu'il me prie de transmettre à M. Daladier. J'en reproduis ici la substance : « Je n'ai aucune hostilité contre la France. J'ai, personnellement, renoncé à l'Alsace-Lorraine. Je ne veux pas de conflit avec votre pays et la pensée que je pourrais avoir à le combattre à cause de la Pologne m'est extrêmement pénible. Or les provocations polonaises ont créé pour le Reich une situation qui ne peut pas se prolonger. » A mesure que ces paroles tombent de la bouche d'Hitler, j'en comprends clairement le sens. Il va attaquer la Pologne et tente une manœuvre de la dernière heure pour localiser la guerre, en escomptant l'effet psychologique produit par l'accord germano-soviétique. Effectivement il va m'en parler. « J'ai fait, poursuit-il, des propositions extrêmement raisonnables à la Pologne. Mais la garantie qu'elle a reçue du Gouvernement britannique a suscité son

intransigeance. Non seulement elle a repoussé mes propositions, mais elle a infligé les pires traitements aux minorités allemandes et elle a pris des mesures de mobilisation. La situation passe à présent toute mesure tolérable. Savez-vous qu'il y a eu des cas de castration ? Il n'est pas un pays digne de ce nom qui pourrait supporter de semblables affronts. Ces choses ont assez duré et je répondrai par la force à de nouvelles provocations. Je viens, vous le savez, de conclure avec Moscou un accord qui n'est pas seulement théorique mais, dirai-je, positif. Je vaincrai, je pense ; vous aussi, d'ailleurs, vous pensez que vous vaincrez ; ce qui est sûr, c'est que ce sont surtout le sang allemand et le sang français qui couleront. Je le dis à nouveau, il m'est très pénible de penser que nous pouvons en venir là. Dites-le au président Daladier, je vous en prie, de ma part. »

Sur ces mots, Hitler se lève pour me donner congé. Je n'ai certes qu'un rôle modeste d'informateur, mais je ne suis tout de même pas une boîte aux lettres, et j'entends qu'Hitler ne pense pas m'avoir assommé sous sa déclaration. Puisqu'il s'est levé, il m'écoutera debout. Tout de suite je fais face à la manœuvre qu'il a dessinée. « Si vous attaquez la Pologne, lui dis-je, la France avec toutes ses forces se battra aux côtés de son alliée. » Et, pour qu'il ne croie pas à un bluff, je lui donne ma parole de soldat que je n'ai aucun doute à ce sujet. Mais je lui donne aussi ma parole que, jusqu'au dernier moment, le Gouvernement de la République fera ce qui dépendra de lui pour sauvegarder la paix et qu'il ne ménagera pas ses conseils de prudence et de modération au Gouvernement polonais.

« Je le sais, me répondit-il, mais le Gouvernement polonais ne contrôle plus la situation. » Je lui parle alors des conséquences d'une guerre qui sera générale, sans doute longue et entraînera avec d'atroces misères d'énormes perturbations sociales. « Vous pensez être vainqueur, avez-vous dit, et je pense le contraire. Mais n'avez-vous pas envisagé une autre éventualité, celle où le vainqueur serait Trotsky ? » Il sursaute comme si je l'avais frappé au creux de l'estomac. « Mais alors, s'écrie-t-il, pourquoi avoir donné à la Pologne un chèque en blanc ? — Parce que nous ne voulons plus que se reproduisent des drames comme celui du mois de mars et que nous ne laisserons pas briser le ressort moral de nos alliés. »

C'est à ce moment, plus peut-être qu'à aucun autre, que

j'ai vu le cynisme et la fourberie d'Hitler. « La Bohême et la Moravie, dit-il, il est vrai que je les ai prises sous ma protection ; mais j'ai maintenu à leurs habitants leur liberté et il en coûterait cher de toucher à un cheveu de leur tête. C'est pour le Reich un point d'honneur ! » J'aurais aimé, à cet instant, pouvoir lui cracher mon mépris. Je m'oblige à sourire. Comme il n'a cessé de mettre l'accent sur les atrocités commises contre les Allemands de Pologne, je lui dis que mes investigations personnelles m'ont prouvé que la presse exagère énormément à ce sujet et qu'il me paraît essentiel d'y regarder de plus près. Je lui cite le cas d'un individu signalé par le journal l'*Angriff* comme sauvagement assassiné en août pour raison politique, alors qu'il a été, le 15 juin, victime d'un crime passionnel de droit commun. J'ajoute que nous n'en recommandons pas moins au Gouvernement polonais d'inviter tous ses agents à la modération. « Je le sais, répond Hitler, mais les incidents se multiplient. » Et il revient à son point de départ. « Il m'est très pénible de penser que je pourrais avoir à combattre votre pays. Mais cela ne dépend pas de moi. Je vous prie de le dire à M. Daladier. » Je n'ai plus qu'à me retirer.

Le lendemain, 26 août, je reçois la réponse de M. Daladier au message personnel d'Hitler. Qui ne connaît cette lettre émouvante et noble dans laquelle le président du Conseil adresse un suprême appel au chancelier pour l'amener à régler pacifiquement le conflit du Reich avec la Pologne. En voici les principaux passages : « Le sort de la paix est encore en vos seules mains... vous ne pouvez pas douter de la fidélité de la France à des engagements loyaux envers d'autres nations comme la Pologne.... Je peux aussi attester sur mon honneur qu'il n'est rien, dans la claire et loyale solidarité de la France avec la Pologne et ses alliés, qui puisse modifier en quelque manière que ce soit les dispositions pacifiques de ma patrie.... En une heure aussi grave, je crois sincèrement qu'aucun homme de cœur ne pourrait comprendre qu'une guerre de destruction puisse s'engager sans qu'une dernière tentative d'arrangement pacifique ait lieu entre l'Allemagne et la Pologne.... Pour moi, je suis prêt à faire tous les efforts qu'un honnête homme peut accomplir afin d'assurer le succès de cette tentative.... L'idée même que je puis me faire de votre rôle éminent comme chef du peuple allemand pour le conduire dans les voies de la paix au plein

accomplissement de sa mission dans l'œuvre commune de la civilisation m'invite à vous demander une réponse à cette proposition.... »

Je remets le même jour, à 19 heures, cette lettre entre les mains du chancelier. Tandis qu'il la lit, je vois son visage fermé, ses traits durcis et je comprends que la bataille qui s'engage est désespérée. Je la livrerai cependant de toutes mes forces, comme je le dois à mon gouvernement et à mon pays. Je sais parfaitement qu'Hitler veut la guerre avec la Pologne. Mais je sais aussi qu'il est comédien dans l'âme et je me dis que le Führer peut vouloir jouer devant la postérité la même comédie que devant ses contemporains. C'est cette voix des peuples que je dois essayer de lui faire entendre.

Hitler a lu le message, il a les yeux sur moi. En quelques mots il rend hommage aux sentiments exprimés par M. Daladier. Sa voix est dure et sèche. « Depuis que la Pologne a la garantie anglaise, il est vain, poursuit-il, de vouloir l'amener à une saine compréhension de la situation. Au demeurant, les choses sont maintenant allées trop loin. » Comme à ce moment je vais parler, il fait un geste de la main qui semble signifier que c'est bien inutile. Mais rien au monde ne pourrait arrêter les paroles qui montent de mon cœur à mes lèvres. « Les choses ne sont pas allées si loin, lui dis-je, que la guerre ne puisse être évitée puisque rien d'irréparable ne s'est produit. Ce que vous demande le chef de mon gouvernement, c'est d'accepter l'ouverture de négociations qui n'ont jamais été réellement engagées jusqu'ici, et ce qu'il vous affirme, sur son honneur, c'est sa volonté de s'employer à les faire aboutir. Pouvez-vous rester sourd à un tel appel et refuser de faire cette suprême tentative avant de vous lancer dans une guerre qui, vous le savez, sera générale ? Vous savez aussi quels seront ses ravages et quelles responsabilités terribles assumera envers la civilisation occidentale, celui qui la déchaînera. Vous qui avez bâti un empire sans verser le sang, ne faites pas couler celui des soldats et aussi celui des femmes et des enfants sans vous être assuré que cela ne pouvait pas être évité. N'écartez pas cette dernière chance, pour le repos de votre conscience, pour votre prestige même : il est assez grand en Allemagne pour n'avoir pas à souffrir d'un geste d'apaisement, il en recevra au contraire un nouvel éclat : les hommes, qui vous craignent, s'étonneront peut-être, mais admireront ; les femmes vous béniront. A cette heure décisive,

vous êtes face à l'Histoire, monsieur le chancelier, et elle vous jugera suivant la décision que vous prendrez. » Quelques secondes s'écoulent dans le silence. J'entends Hitler murmurer : « *Ach! die Frauen und die Kinder, daran habe ich oft gedacht.* » (Ah ! les femmes et les enfants, j'y ai pensé souvent.) Il lève les yeux sur Ribbentrop, qui est debout à ses côtés et qui a gardé depuis le début de l'entretien un visage de pierre. Puis il se dresse, prend Ribbentrop par le bras et le mène dans un coin de la pièce. J'ai une minute d'espoir fou. Fou est bien le mot. Hitler revient. Son visage, qui avait pris un instant auparavant une expression plus humaine, est devenu dur, sauvage. Tout cela n'a-t-il été qu'une comédie et n'ai-je réussi à émouvoir que moi-même ? Je ne le saurai jamais. « C'est inutile, me dit-il, la Pologne ne céderait pas Dantzig et je veux que Dantzig revienne au Reich. D'ailleurs, je vais répondre à M. Daladier. » Vingt minutes encore, je discute avec lui, mais je sais que c'est peine perdue. Pour laisser la porte entrouverte, j'exprime en me retirant l'espoir qu'il n'a pas dit son dernier mot.

J'appelle aussitôt M. Daladier au téléphone. « Le chancelier, lui dis-je, n'a pas retenu votre proposition. — Mais il fallait lui lire ma lettre, la commenter ! me répond-il. — Monsieur le président, quarante minutes durant, j'ai épuisé les arguments, les exhortations, les adjurations. »

Le lendemain, le capitaine Stellin rencontrait le général chef de la maison militaire du chancelier qui l'arrêtait pour lui demander s'il savait ce qui s'était passé exactement dans l'entrevue de la veille. « Elle a dû être dramatique, lui dit-il, car le Führer est demeuré silencieux durant toute une partie du dîner, puis il a dit : « J'aurais dû répondre à l'ambassadeur « de France que, si le sang des femmes et des enfants devait « couler, je n'en serais pas responsable, car ce ne serait pas moi « qui donnerais le premier l'ordre de bombarder les populations « civiles. »

Le 27 août, à 16 heures, je me rends chez Ribbentrop, qui m'a convoqué pour me remettre la réponse d'Hitler. Après me l'avoir fait lire, il ajoute que la crise est devenue encore plus aiguë depuis la veille et qu'au premier incident l'Allemagne frappera.

La réponse est bien, dans le style propre à Hitler, la fin de non-recevoir annoncée. Il est difficile d'en relever une phrase plutôt qu'une autre. Voici, me semble-t-il, la plus typique :

« Il n'est pas possible, pour une nation d'honneur, de renoncer à presque deux millions d'êtres humains et de les voir maltraiter à ses propres frontières. Aussi ai-je formulé une exigence précise : Dantzig et le corridor doivent revenir à l'Allemagne. La situation macédonienne doit être liquidée à notre frontière de l'Est. Je ne vois pas la possibilité d'amener à une solution pacifique une Pologne qui se sent maintenant intangible sous la protection de ses garanties. Mais je désespérerais d'un avenir honorable pour mon peuple si, dans de telles circonstances, nous n'étions pas décidés à régler la question d'une façon ou d'une autre. »

En même temps que je transmets à Paris la réponse d'Hitler, j'exprime mon sentiment dans les lignes suivantes : « La démarche que j'ai effectuée hier devait être faite... elle a pu avoir une portée psychologique à la fois en renforçant Hitler dans le sentiment que nous sommes prêts à nous battre, en le mettant en face de sa responsabilité et en lui montrant que nous demeurons partisans d'une solution honorable pour les deux parties.... Nous ne pouvons cependant, à mon avis, en attendre un heureux résultat que si nous nous gardons soigneusement de donner l'impression que nous sommes à l'affût de toute transaction possible, si onéreuse soit-elle. »

***

Lorsque, dans l'après-midi du 25 août, j'avais voulu téléphoner à M. Daladier le premier message d'Hitler, on m'avait dit que toutes les communications téléphoniques avec l'étranger étaient coupées et j'avais dû, à deux reprises, intervenir auprès de la chancellerie pour obtenir qu'une ligne fût exceptionnellement rétablie avec Paris. D'autres mesures, qui accompagnent en général l'ouverture des hostilités, étaient intervenues dans la nuit du 25 ou la matinée du 26 août. Les aéroports avaient été fermés, les attachés militaires étrangers s'étaient vu interdire la sortie de Berlin sans autorisation, le rationnement des vivres et de certaines marchandises avait été accentué. Des patrouilles allemandes avaient même pénétré en territoire polonais. Tout s'était passé comme si la guerre avait dû éclater le 26 au matin. Effectivement, ainsi que je l'apprendrai quatre jours plus tard, l'armée allemande devait attaquer la Pologne ce jour-là à l'aube, mais, au dernier moment, l'ordre d'attaque avait été

rapporté. C'est du côté de la Grande-Bretagne qu'il faut se tourner pour en apercevoir la raison.

Le 25 août, à 13 h. 30, c'est-à-dire quatre heures avant moi, mon collègue britannique s'était rendu chez le chancelier qui l'avait également convoqué. Hitler lui avait fait comme à moi une déclaration sur le caractère intolérable des provocations polonaises, sur l'inébranlable résolution du Reich de mettre fin aux « conditions macédoniennes de sa frontière orientale » et de régler le problème de Dantzig et du corridor, mais il ne s'en était pas tenu là. Protestant de son désir d'établir avec la Grande-Bretagne des liens d'amitié permanents, il s'était montré disposé « à faire vers elle un geste aussi décisif que celui qui avait entraîné le récent accord avec Moscou ». Il avait, à deux reprises, affirmé à ce sujet son irrévocable détermination de ne plus jamais entrer en conflit avec la Russie. Le problème polonais devait être d'abord tranché. Mais il se proposait de règler ensuite celui des relations anglo-allemandes dans l'esprit le plus compréhensif. Il voulait toujours des colonies, mais la question pouvait attendre trois, quatre et même cinq ans au besoin ; ce ne serait pas une cause de guerre et il ne s'agirait pas nécessairement des anciennes colonies allemandes. L'essentiel pour l'Allemagne était de trouver des corps gras et du bois. Un programme de désarmement pourrait être envisagé dans certaines limites. Hitler n'aborderait pas la question polonaise dans un esprit étroit et tout ce qu'il désirait c'était que la Grande-Bretagne fît un geste inclinant la Pologne à se montrer raisonnable. En terminant, Hitler avait suggéré à Henderson de se rendre par avion à Londres pour soumettre de vive voix ses ouvertures au Gouvernement britannique. Mon collègue anglais ayant observé que, pour que celles-ci fussent faites utilement, il fallait qu'entre-temps la Pologne ne fût pas attaquée, le chancelier avait refusé de prendre cet engagement. Par la suite, il avait fait porter à Henderson un aide-mémoire relatant l'entretien.

Alors qu'Hitler faisait ces propositions à Henderson, il venait de donner, ou il allait donner, l'ordre d'attaquer la Pologne, le 26 août à l'aube.

Il me paraît difficile d'expliquer deux actes aussi contraires par une simple inconséquence dans la conduite d'Hitler. Je crois bien plus à une nouvelle fourberie de sa part tendant à persuader le Gouvernement britannique de la possibilité

d'aboutir à un accord général et avantageux avec l'Allemagne et à l'inciter ainsi à ne pas soutenir la Pologne par les armes. Il est probable aussi qu'il comptait se prévaloir de ces ouvertures pour établir ses intentions pacifiques, montrer sa bonne foi en trompant celle de Chamberlain, jeter à tout le moins le trouble dans les esprits et charger la Pologne de la responsabilité de la guerre. Tout était déjà si bien préparé à cet effet que des uniformes polonais avaient été mis à la disposition d'Himmler pour habiller des hommes de main qui devaient simuler une incursion de l'armée polonaise en territoire allemand. On comprend dès lors qu'Hitler ait réagi aussi négativement quand Henderson lui a demandé de ne pas attaquer la Pologne pendant que lui-même remplirait sa mission à Londres.

L'ordre d'attaque ne dut être rapporté par Hitler que tard dans la soirée, puisque il n'atteignit pas à temps différents services d'exécution et que certaines mesures de guerre ne purent pas être contremandées.

Avant son entretien avec moi, le chancelier avait reçu, par l'ambassadeur d'Italie, une communication du Duce lui faisant connaître que celui-ci ne pourrait participer à la guerre que si le Reich lui fournissait tout le matériel et toutes les matières premières nécessaires. Après notre entrevue, il apprit la signature à Londres de l'alliance anglo-polonaise. Il semble que ce fut tout cela qui le décida à ne pas attaquer la Pologne le 26. Il paraît surtout probable que le geste qui venait d'être fait à Londres lui donna à comprendre qu'il ne suffirait pas d'avoir simulé le désir de s'entendre avec l'Angleterre pour la détacher de la Pologne et qu'il faudrait pousser la négociation plus loin. Interrogé à ce sujet, Ribbentrop devait déclarer en 1946 au procès de Nuremberg qu'il avait demandé à Hitler de rapporter l'ordre d'attaque dès qu'il avait appris la signature de l'accord anglo-polonais et que celui-ci y avait consenti [1].

Il va sans dire que les prétendues atrocités et provocations polonaises étaient pour la plus grande part, sinon même

1. On a trouvé la note suivante sur un registre de l'amirauté allemande : « L'incident blanc (la guerre avec la Pologne) déjà déclenché sera stoppé à 20 h. 30 en raison du changement des conditions politiques. » Il est ajouté entre parenthèses : pacte d'assistance anglo-polonais du 25 août et avis du Duce qu'il désire tenir ses engagements, mais doit demander un ample ravitaillement en matières premières.... (Cf. Professeur NAMIER, *Diplomatic Prelude 1938-1939*, p. 329.)

pour la totalité, inventées pour les besoins de la cause et destinées à créer une psychose de guerre en Allemagne en excitant l'opinion publique contre la Pologne.

Dans l'exposé qu'il fit le 22 août à ses généraux sur la situation politique, Hitler avait déclaré avec cynisme : « Je donnerai une raison utilisable par la propagande pour déclencher la guerre, peu importe qu'elle soit plausible ou non. »

Je n'ai, pour ma part, jamais douté qu'il en fût ainsi [1]. Vers la mi-juillet, un des aides de camp d'Hitler, trahissant son Führer sans s'en douter, disait à notre attaché militaire qu'il voulait rassurer sur les conséquences des incidents dont la presse faisait étalage : « Soyez sans inquiétude. Il pourrait y avoir cinq cents Allemands tués dans ces incidents, que cela n'entraînerait pas la guerre aussi longtemps que le Führer n'en aurait pas décidé ainsi. »

Les journées du 27 et du 28 août s'écoulent lentement, dans l'attente de la réponse anglaise, dans la crainte d'apprendre l'ouverture des hostilités. Malgré soi, on parle un peu plus bas que d'habitude et chacun se dit : à moins d'un miracle....

Comme il arrive souvent dans les moments de forte tension internationale, on voit apparaître dans les dernières journées un négociateur officieux dont la silhouette se profilera longtemps sur l'arrière-plan politique, le banquier suédois Dahlerus, ami de Gœring, qui fait la navette entre Berlin et Londres avec une incroyable vélocité. Il ne semble pas d'ailleurs que son activité ait influé de façon appréciable sur le cours des négociations.

Le 28, à dix heures du soir, Henderson entre dans mon bureau. Il descend d'avion. Il est, me dit-il, exténué, assourdi par le ronflement du moteur. Je remarque avec satisfaction qu'il a tout de même l'œillet à la boutonnière. Il doit être reçu à dix heures trente par Hitler et me donne rapidement la substance de la réponse anglaise : elle est exactement celle que l'on pouvait souhaiter, à la fois ferme et habile. « Le Gouvernement britannique, dit-elle, est d'accord avec le

1. Je m'étais d'ailleurs renseigné directement et par Paris sur les accusations portées contre les Polonais et je savais qu'elles étaient ou entièrement fausses, ou très exagérées. Il régnait évidemment une vive surexcitation en Pologne ; les revendications allemandes, l'imminence du danger avaient exalté le patriotisme ardent des Polonais. « J'ai vu tout un peuple en prières », m'avait dit de Monzie en rentrant de Varsovie. Mais les ordres du pouvoir central étaient très stricts et exigeaient des autorités locales la plus grande prudence.

Gouvernement allemand pour établir les relations anglo-allemandes sur les bases d'une amitié durable, d'accord également pour que l'ouverture des négociations générales soit subordonnée au règlement de la question polonaise. Mais tout dépend de la nature de ce règlement et de la méthode employée. Or le chancelier est muet sur ces deux points. Pour sa part, s'agissant d'un pays dont il a garanti l'indépendance, le Gouvernement britannique ne peut admettre qu'un règlement qui sauvegarde les intérêts essentiels de la Pologne et qui s'accompagne d'une garantie internationale. Le Gouvernement polonais a déjà donné au Gouvernement de Sa Majesté l'assurance qu'il était prêt à négocier sur ces bases. »

Je vois le lendemain matin Henderson qui ne se montre pas mécontent de son entrevue. Hitler a maintenu ses exigences, réclamé Dantzig, le corridor, des modifications territoriales en Silésie [1], mais sa réaction a été assez bonne à la lecture de la note britannique. Il a déclaré que celle-ci allait être étudiée avec la plus sérieuse attention et il a ordonné que Gœring se joignît sur-le-champ à Ribbentrop pour procéder à cet examen. Sur une question de Henderson, il a admis que l'échange de populations pourrait être une formule valable pour résoudre le problème des minorités. J'ai moi-même fait deux jours auparavant cette suggestion à Paris et je sais que le Gouvernement polonais a déjà autorisé M. Lipski à y donner son accord. Voilà donc un premier terrain d'entente.

La bonne impression de mon collègue britannique ne devait, hélas ! durer que l'espace d'un matin. Quand je le revois le lendemain soir à sa sortie de la chancellerie, il me dit qu'il vient d'avoir un entretien orageux avec Hitler, qui l'avait appelé pour lui remettre sa réponse : « Bien que je sois sceptique sur les résultats, lui a dit le chancelier, j'accepte la conversation directe à la condition qu'un négociateur polonais, muni de pleins pouvoirs, soit à Berlin demain 30 août. » Henderson lui a fait remarquer que sa proposition ressemblait à un ultimatum. Hitler s'en est défendu, mais a déclaré que les armées mobilisées ne pouvaient rester longtemps en présence sans de grands risques pour la paix et qu'il ne fallait

1. C'est avec une assez vive surprise que je devais lire plus tard dans un télégramme de notre ambassadeur à Londres que le chancelier « avait donné clairement à comprendre, après qu'il eut ajouté la Silésie à ses revendications précédentes, que ce qui resterait de la Pologne ne pourrait compter sur un avenir indépendant ». Sir Neville ne m'avait rien rapporté de semblable.

que quatre-vingt-dix minutes pour venir en avion de Varsovie à Berlin. Sur la demande de Henderson, il a également déclaré que les négociateurs polonais seraient reçus avec les égards souhaitables et que la négociation serait poursuivie sur un pied d'égalité.

La lettre du chancelier ressemble davantage à un *Diktat* imposé à un pays vaincu qu'à l'acceptation de négocier avec un État souverain. Hitler revendique formellement Dantzig et le corridor, s'exprime en termes ambigus sur le sort des minorités allemandes en Pologne et ne donne pas sans réticences ni menaces son accord sur le respect des intérêts vitaux de la Pologne et l'octroi « à ce qui restera de la Pologne » d'une garantie internationale qu'il subordonne à l'assentiment de l'U. R. S. S. D'un bout à l'autre de la note, l'accent est mis sur les relations anglo-allemandes, sur l'importance d'une entente générale avec la Grande-Bretagne. L'ouverture de pourparlers directs avec la Pologne est présentée comme un sacrifice consenti pour arriver à un accord avec Londres.

Si brutale que soit sa réponse, Hitler n'en accepte pas moins, pour la première fois, une négociation directe avec la Pologne et sa mauvaise humeur, à tout prendre, est peut-être bon signe. En tout cas le Gouvernement polonais doit engager la conversation, dût-elle s'arrêter à peine entamée. Je donne cet avis à Paris mais, contrairement à la suggestion faite par mon collègue britannique, je déconseille la venue à Berlin du colonel Beck. Henderson considère que le voyage de ce dernier marquerait la bonne volonté de la Pologne. Je pense, pour ma part, qu'il rappellerait fâcheusement ceux de Schuschnigg et de Hacha. M. Lipski le tient d'ailleurs pour impossible parce que inacceptable par l'opinion polonaise. « Si les deux ministres des Affaires étrangères se rencontrent, dis-je à Paris, ce devrait être dans une ville voisine de la frontière. Mais si la négociation doit avoir lieu à Berlin, il y aurait avantage à en charger M. Lipski, qui est sur place. Ainsi le Gouvernement polonais ne paraîtrait-il pas se plier à un délai qui ressemble à un ultimatum. »

La journée du 30 s'écoule dans l'attente de la réponse polonaise. Il est d'ailleurs très improbable que Varsovie ait le temps matériel de la faire connaître dans le délai imparti par Hitler, étant donné les lenteurs imposées par les opérations du « chiffre » et la retransmission de Londres.

A Berlin, une détente très nette s'est produite dans les

cercles diplomatiques. A l'ambassade d'Italie, notamment, où l'on garde un contact étroit avec la Wilhelmstrasse, on est en pleine euphorie. Un secrétaire de cette ambassade dit d'un air entendu à un de mes collaborateurs que l'on a franchi le point culminant de la crise.

Vers la fin de l'après-midi, je reçois la visite de l'écrivain Sieburg, que j'ai connu à Paris. Je suis tout de suite frappé par l'altération de ses traits. « Vous devez savoir, me dit-il, que la situation s'aggrave rapidement en Allemagne. Hitler hésite, le parti flotte, le peuple murmure. L'Allemagne devait attaquer la Pologne le 26 au matin. Au dernier moment, le Führer y a renoncé et a rapporté l'ordre d'attaque. Maintenant il ne peut plus revenir sur cette décision. Les puissances occidentales sauront-elles se montrer compréhensives en face de cette situation ? Hitler se contenterait aujourd'hui de Dantzig et d'un couloir à travers le corridor. Un ministre anglais ne pourrait-il pas venir à Berlin ? Ne pourrait-on envisager la réunion, sous la présidence du Führer, d'une conférence pour la revision du traité de Versailles ? Mais l'Angleterre est implacable ; elle va vouloir aller jusqu'au bout. S'il en est ainsi, vous devez savoir que tous les Allemands se grouperont autour du Führer et combattront sous sa bannière. » Sieburg se tord les mains et pleure. Je ne suis pas sûr de ses sentiments, mais je connais ses accointances avec les dirigeants nazis. Il doit être bien renseigné et son désespoir est réel. Je lui réponds que, si telle est la situation, si Hitler désire réellement écarter la guerre, il peut être assuré qu'il trouvera les puissances occidentales prêtes à l'y aider. « Vous n'avez pas le droit, lui dis-je, de suspecter d'intransigeance un gouvernement qui a à sa tête M. Chamberlain. Quant au Gouvernement français, vous savez qu'il fera tout ce qui est humainement possible pour faciliter une solution honorable pour tous. L'essentiel, pour l'instant, est que les négociations germano-polonaises s'engagent. »

Ainsi voici l'explication de la détente observée à l'ambassade d'Italie. Les mesures administratives de guerre qui avaient paru dans la presse du 26 août étaient bien les flammèches d'une bombe qui avait fait long feu. L'épreuve de force tournerait donc à notre avantage ! Certes la partie est loin d'être gagnée, mais tout de même l'échéance tragique a déjà été reculée et l'entourage d'Hitler semble, à défaut de guerre, reporter ses espoirs sur une conférence comme celle de

Munich. Selon toute apparence, on double un cap : il faut prévenir immédiatement Paris. J'hésite cependant à télégraphier, car un télégramme risque, s'il est déchiffré par les services secrets allemands, de découvrir mon informateur et surtout, s'il est divulgué, de précipiter la guerre en mettant en jeu le prestige d'Hitler. Or il y a déjà eu des fuites à Paris. Je vais cependant m'y résoudre quand on m'annonce la visite de notre consul à Francfort, M. Dayet, venu me voir avant de rentrer à Paris par la route [1].

Je vais pouvoir le charger de mon message et j'écris aussitôt au président du Conseil une lettre manuscrite dans laquelle je donne la note optimiste qu'ont fait résonner en moi les paroles de Sieburg. Après avoir informé M. Daladier de ce que je viens d'apprendre et de la situation qui se dessine, j'en tire la conclusion qu'il faut « tenir, tenir et tenir » tout en manœuvrant avec assez d'habileté pour éviter une rupture [2].

1. En raison de l'imminence de la guerre, je faisais, d'accord avec le Quai d'Orsay, replier par étapes tout notre Corps consulaire.

2. Il a pu se trouver des politiciens au cerveau assez faisandé pour supposer que cette lettre a fait partie d'une mise en scène destinée à influencer le Gouvernement français. Il est exact qu'elle fut remise à M. Daladier au cours du conseil des ministres réuni le 31 août après-midi afin de délibérer sur les ouvertures faites par Mussolini pour la réunion d'une conférence ; mais ce fut simplement l'effet du hasard. M. Dayet, n'ayant pas trouvé M. Daladier à la présidence du Conseil, avait porté mon message, qu'il savait urgent, à la présidence de la République au moment où les ministres siégeaient en conseil.

Voici le texte de cette lettre, écrite dans le style familier que me permettaient mes relations avec M. Daladier :

30 août 1939, au soir.

Monsieur le Président,

L'épreuve de force tourne à notre avantage. J'apprends de source sûre que depuis cinq jours M. Hitler se montre hésitant, qu'il y a flottement au sein du parti et que les rapports signalent un mécontentement grandissant dans le peuple.

L'attaque contre la Pologne était fixée à la nuit du 25 au 26 août. Pour des raisons encore mal connues, au dernier moment M. Hitler a reculé. Seules sont sorties certaines mesures comme le rationnement des vivres qui a consterné la population.

Le ton cassant de la réponse au Gouvernement britannique n'avait d'autre objet que de masquer le fléchissement. Il ne faut pas s'y laisser prendre.

Il n'est que de continuer à tenir, tenir, tenir.

Certes nous ne sommes pas au bout et il faudra déployer encore beaucoup d'énergie, mais à vous communiquer ce premier bulletin, monsieur le Président, mon cœur est gonflé d'émotion.

Suivant ce qui m'est dit, M. Hitler se demande comment sortir de l'impasse où il s'est engagé. Il veut encore en sortir avec bénéfices. Si j'ai bien compris, il voudrait Dantzig et un couloir dans le corridor. Il faut, par notre attitude de fermeté, l'amener à se convaincre qu'il n'obtiendra plus rien par les méthodes qu'il a employées jusqu'ici. Le résultat acquis, il faudra éviter de le pousser à un acte de désespoir.

Vous êtes pêcheur, je crois. Eh bien ! le poisson est ferré. Il faut maintenant manœuvrer avec l'habileté nécessaire pour le noyer sans qu'il casse le fil.

Comme il est *capital* que ces indications ne s'ébruitent pas et que je suis pris par le temps, je vous écris à vous seul cette lettre manuscrite par porteur sûr, vous laissant le soin de la communiquer à M. Bonnet et à Léger.

Veuillez...

J'adresse ma lettre au président du Conseil plutôt qu'au ministre des Affaires étrangères parce que c'est lui qui s'est personnellement mis en avant pour l'ouverture de négociations directes entre l'Allemagne et la Pologne.

Mon optimisme ne sera, hélas ! que de courte durée. L'homme propose, mais « l'événement » dispose et l'événement ne va pas tarder à éteindre la lueur que j'ai vue briller.

***

Le 31 août à 9 h. 5, mon collègue britannique m'appelle au téléphone. « Je sais de source sûre, me dit-il, que si le Gouvernement polonais n'a pas accepté avant midi l'envoi d'un plénipotentiaire, le Gouvernement allemand considérera que la Pologne a renoncé à l'intention de rechercher une solution pacifique du conflit et donnera aux troupes allemandes l'ordre d'attaquer. » Je me rends aussitôt chez lui. Il me confirme ce qu'il vient de me téléphoner et ajoute qu'une fois déjà, le 26 août, la guerre a failli éclater. Je connais ce dernier fait, mais il me paraît surprenant qu'Hitler ait décidé d'attaquer le 31 et par conséquent de rompre la négociation sans avoir prévenu le Gouvernement britannique, qui sert d'intermédiaire et qu'il veut ménager. Cependant Henderson ne met pas en doute l'exactitude des informations qu'il a reçues. Elles lui viennent d'Attolico et de Gœring, qui sont l'un et l'autre bien renseignés et désireux d'éviter une guerre. « Alors, lui dis-je, il faut alerter immédiatement le Gouvernement polonais. » C'est ce qu'a déjà fait Henderson, qui a eu une nuit des plus agitées. A minuit, il a déjà dû se rendre chez Ribbentrop pour lui faire connaître que la réponse d'Hitler a été transmise à Varsovie. Le ministre des Affaires étrangères lui a alors lu très rapidement et en allemand le texte d'un projet détaillé de règlement du différend germano-polonais. Quoiqu'il parle bien allemand, Henderson n'en a saisi que très imparfaitement le sens et en a demandé communication. Ribbentrop a refusé sous le prétexte que le délai imparti au négociateur polonais était écoulé [1]. Rentré

1. L'interprète-chef P. Schmidt, qui assistait à l'entretien, conteste que Ribbentrop ait lu avec une particulière rapidité le document, mais il s'est rendu compte que Henderson n'avait pas compris et il ajoute que le sens de la manœuvre à laquelle s'est livré Ribbentrop en refusant à Henderson communication du texte ne lui a pas échappé. Il raconte également qu'avant la

chez lui et informé de la gravité de la situation, Sir Neville a éveillé l'ambassadeur de Pologne à 2 heures du matin, l'a mis au courant, notamment, du peu qu'il a compris de la nouvelle proposition allemande et l'a vivement pressé de se rendre chez Ribbentrop pour établir le contact prévu. M. Lipski s'y est refusé, étant sans directives de son gouvernement à ce sujet, mais a promis de téléphoner dès le matin à Varsovie pour provoquer des instructions.

« Il faut, dis-je, à Henderson, savoir où en est Lipski », et je me rends aussitôt chez ce dernier. Après examen de la situation, il nous paraît à tous deux nécessaire que le Gouvernement polonais, tout en ayant soin de ne pas paraître céder à un ultimatum allemand, ne s'expose pas au reproche d'avoir cherché à se dérober à une conversation directe qu'il a déjà acceptée et dans sa réponse au message du président Roosevelt et dans ses échanges de vues avec Paris et Londres. En conséquence, M. Lipski téléphone de nouveau à Varsovie.

Je rentre pour ma part à l'ambassade et téléphone aussitôt, de mon côté, à M. G. Bonnet. Il est 10 h. 20. « L'ambassadeur d'Angleterre, lui dis-je, tient d'une source très sérieuse que l'on est mécontent à Berlin de n'avoir reçu aucune réponse de la Pologne et que l'on a décidé de donner aux troupes allemandes l'ordre d'attaquer si cette réponse n'est pas parvenue à la fin de la matinée. »

Je conseille, en conséquence, à M. G. Bonnet de téléphoner aussitôt à Varsovie pour faire appuyer la démarche de M. Lipski et obtenir du Gouvernement polonais qu'il informe Berlin sans délai de son acceptation d'une prise de contact, et qu'il envoie à son représentant les pouvoirs nécessaires pour lui permettre d'engager la conversation en qualité de négociateur.

A 12 h. 20, M. G. Bonnet me téléphone que le Gouvernement polonais donnera dans quelques minutes une réponse de principe affirmative.

En fait, à 12 h. 40, les instructions suivantes sont envoyées à l'ambassadeur de Pologne : M. Lipski doit faire connaître

lecture du document les deux hommes avaient échangé les propos les plus violents et en étaient presque venus aux mains à la suite de l'emploi par Ribbentrop du mot *verdammt*, qui est assez grossier. L'état d'irritation dans lequel se trouvait Henderson permet d'expliquer qu'il ait si mal suivi la lecture du projet allemand. (Cf. P. SCHMIDT, *Statist auf diplomatischer Bühne*, p. 459).

au Gouvernement allemand que le Gouvernement polonais envisage favorablement les propositions britanniques et donnera sa réponse formelle au Gouvernement anglais dans les prochaines heures. Mais M. Lipski ne doit s'engager dans aucune négociation concrète. Si des propositions lui sont faites, il doit les transmettre à Varsovie et attendre de nouvelles instructions.

Pour des raisons de dignité et dans l'intérêt même de la négociation, le Gouvernement polonais s'est refusé à agir avec la précipitation à laquelle veut le contraindre Hitler, et on ne saurait lui en faire reproche. Mais du moment où M. Lipski n'a pas été immédiatement habilité à agir comme « plénipotentiaire », à se présenter comme négociateur, Hitler et Ribbentrop tiennent le prétexte de rupture qu'ils cherchaient pour pousser leur « querelle d'Allemand ».

Dès réception de ses instructions, M. Lipski demande audience à Ribbentrop. A 15 heures, M. von Weizsäcker lui téléphone pour le prier de lui indiquer s'il sollicite cette audience comme plénipotentiaire ou comme ambassadeur. « Comme ambassadeur », répond M. Lipski.

Alors qu'Hitler s'est montré si pressé de voir venir un négociateur polonais, c'est seulement à 19 h. 45 que Ribbentrop reçoit l'ambassadeur de Pologne, qui lui fait la communication prescrite par son gouvernement. Le ministre des Affaires étrangères se borne à en prendre acte et s'abstient de lui donner connaissance du projet qu'il a lu à Henderson. L'entrevue a duré deux minutes.

Le même soir, mon collègue anglais et moi nous rendons à dix minutes d'intervalle à la Wilhelmstrasse — lui à 21 h. 15 et moi à 21 h. 25 — à la demande de M. von Weizsäcker. Moins de deux heures après que l'ambassadeur de Pologne a fait connaître à Ribbentrop que son gouvernement acceptait la négociation, nous allons apprendre la rupture des pourparlers par le Reich. Le secrétaire d'État nous remet « pour l'orientation » de nos gouvernements respectifs le texte du projet allemand et un communiqué. L'un et l'autre ont déjà été radiodiffusés à 21 heures.

Les « propositions allemandes » présentées, en seize articles, prévoient essentiellement le rattachement de Dantzig à l'Allemagne et un plébiscite dans le corridor. Je ne pense pas que le Gouvernement polonais les eût acceptées telles quelles s'il les avait connues. Elles n'en représentent pas moins

un abattement notable sur les précédentes exigences allemandes.

Le communiqué qui accompagne la radiodiffusion de ce document annonce la rupture des pourparlers. Il en donne les raisons suivantes : le Gouvernement polonais devait envoyer à Berlin, dans la journée du 30 août, un négociateur muni de pleins pouvoirs « non seulement pour discuter, mais aussi pour conduire et conclure la négociation ». Le ministre des Affaires étrangères du Reich avait donné à l'ambassadeur de Grande-Bretagne, dans la nuit du 30 au 31 août, connaissance exacte du texte des propositions allemandes. Cependant le Gouvernement allemand attendait encore un négociateur polonais. Une démarche faite par l'ambassadeur de Pologne, le 31, avait apporté la preuve que celui-ci n'était pas autorisé à discuter, encore moins à négocier. La Pologne avait en conséquence pratiquement rejeté les propositions allemandes.

Ainsi le Gouvernement du Reich n'a communiqué le projet de règlement radiodiffusé le 31 août à 21 heures, ni au Gouvernement polonais, ni au représentant de ce dernier à Berlin à qui Ribbentrop n'en a même pas fait mention quand il l'a reçu à 19 h. 45. Il impute cependant la responsabilité de la rupture au Gouvernement polonais pour n'avoir pas envoyé à Berlin un négociateur habilité à « conclure » sur un texte qui ne lui a même pas été officiellement communiqué.

Le colonel Beck est coupable de ne pas être venu s'humilier à la manière du président Hacha.

Qui plus est, le Gouvernement allemand tente de compromettre le Gouvernement britannique, qui sert de médiateur, en affirmant avoir donné à l'ambassadeur d'Angleterre connaissance exacte du texte de ses propositions alors que Ribbentrop lui a refusé communication du texte pour la raison que celui-ci était caduc[1].

Le projet de règlement radiodiffusé le 31 août n'est, en

1. Le banquier Dahlerus communiqua officieusement le texte des propositions allemandes dans la matinée du 31 août à Henderson qui en fut saisi ensuite par Gœring à la fin de l'après-midi, c'est-à-dire trop tard pour pouvoir en faire utilement état. Le même Dahlerus, après avoir vu Henderson, se rendit également à la fin de la matinée du 31, accompagné de M. Forbes, de l'ambassade britannique, chez l'ambassadeur de Pologne pour lui donner connaissance du projet. D'après M. Lipski, Dahlerus lui aurait dit que, s'il se rendait immédiatement chez Gœring et acceptait ses propositions, tout irait bien et qu'après la signature il irait tirer le cerf avec le maréchal. M. Lipski aurait été indigné qu'un étranger pût lui tenir de tels propos et s'en serait plaint à M. Forbes.

fait, qu'un instrument de propagande : il n'est pas communiqué au Gouvernement polonais auquel il n'est pas destiné, mais on le fait connaître au peuple allemand, qui doit y voir les « propositions généreuses » rejetées par la Pologne.

Hitler en a d'ailleurs fait lui-même l'aveu. L'interprète en chef P. Schmidt indique dans ses mémoires que le Führer déclara plus tard en sa présence : « Il me fallait un alibi vis-à-vis du peuple allemand pour lui prouver que j'avais tout fait pour maintenir la paix. C'est pourquoi je fis ce projet généreux pour le règlement de la question de Dantzig et du corridor [1]. »

Comme avec la dépêche d'Ems en 1870, la guerre va s'ouvrir en 1939 sur une imposture allemande.

***

Tandis qu'à Berlin Hitler prépare « sa guerre », à Rome, Mussolini cherche à y échapper. Malgré ses rodomontades, il redoute pour l'Italie les conséquences d'un conflit armé et préfère jouer son rôle de brillant second autour d'un tapis vert. Le 31 août, au début de l'après-midi, il nous fait offrir « si la France et l'Angleterre acceptent, d'inviter l'Allemagne à une conférence qui se réunirait le 5 septembre et aurait pour but l'examen des clauses du traité de Versailles, qui sont la cause des troubles actuels. L'invitation ne sera adressée à l'Allemagne qu'après que la France et la Grande-Bretagne auront donné leur assentiment ».

A Paris, le Conseil des ministres se réunit à la fin de l'après-midi pour en délibérer. Après un débat assez vif, qui oppose les « résistants » et les « mous », les ministres se rallient à l'avis formulé par le président du Conseil : on ne rejette pas la proposition italienne, mais on attendra, pour se prononcer, de connaître l'issue des négociations germano-polonaises [2].

1. Cf. P. SCHMIDT, *Statist auf diplomatischer Bühne*, page 460.

2. Il n'est pas tenu de procès-verbal des délibérations en conseil des ministres. Voici le récit que mon ami regretté Champetier de Ribes m'a fait, d'après ses notes, de celui du 31 août. Après avoir communiqué au conseil les informations reçues le matin de Berlin et de Rome et signalant la gravité de la situation, M. G. Bonnet mit le conseil au courant de la proposition de Mussolini et se prononça pour son acceptation immédiate à la condition que la Pologne serait invitée à la conférence et que celle-ci aurait pour objet de régler l'ensemble des questions que posait le rétablissement d'une paix stable. M. Daladier émit l'avis qu'il ne fallait pas rejeter la proposition de Mussolini, mais qu'il convenait de ne prendre position qu'après que l'on

N'est-ce pas la décision que commandent à la fois le courage et le bon sens ? Mais M. G. Bonnet, qui a préconisé l'acceptation immédiate subordonnée à l'invitation de la Pologne et à l'élargissement du programme de la conférence, ne se tient pas pour battu. Avant de répondre à Rome, il veut connaître la décision du Gouvernement britannique : elle lui permettra, peut-être, de revenir à la charge. Il est d'ailleurs logique qu'il concerte sa réponse avec celle de Londres, puisque Mussolini ne doit intervenir à Berlin que si les deux puissances occidentales ont accepté sa suggestion. Le ministre des Affaires étrangères appelle en conséquence M. Corbin au téléphone aussitôt après le conseil et l'invite à hâter le plus possible la décision du Gouvernement britannique. Mais les ministres anglais ne devaient se réunir que le 1er septembre, alors que l'invasion de la Pologne avait déjà commencé.

Il ne semble pas que l'initiative prise par Mussolini ait été concertée avec Hitler. Mais ce dernier la connaissait certainement dans la soirée du 31 août et il est bien évident que s'il avait été disposé à se rendre alors à une conférence il n'aurait pas attaqué la Pologne avant de connaître la réponse de la France et celle de la Grande-Bretagne. On sait aujourd'hui, par les documents produits au procès de Nuremberg, qu'Hitler entendait régler par les armes son différend avec la Pologne. Il est toutefois probable que, comptant encore sur la passivité des puissances occidentales, il a cru possible de traîner ultérieurement leur gouvernement à une conférence de Munich améliorée, où il aurait parlé en maître après avoir battu la Pologne et s'être nanti de gages territoriaux. « Dans l'esprit du Führer, avait dit le 6 mai le général Bodenschatz au capitaine Stellin, une fois l'affaire polonaise réglée, la réunion d'une conférence générale sera possible. A cette conférence, l'Allemagne se présenterait forte de tout son potentiel militaire. » On voudrait espérer qu'à Paris rien ne fut dit sous le manteau qui pût confirmer Hitler dans ce sentiment.

connaîtrait l'issue de la négociation directe germano-polonaise. Après une discussion assez vive où l'opposition fut menée par de Monzie, la majorité du conseil se prononça dans le sens indiqué par M. Daladier. C'est alors qu'un huissier apporta ma lettre au président, qui en lut une partie au conseil. Étant datée du 30 août, elle était dépassée par les événements que j'avais moi-même signalés par le téléphone à M. G. Bonnet le 31 au matin ; toutefois, l'impression qui s'en dégageait confirma le conseil dans la décision qu'il venait de prendre.

CHAPITRE IX

LA GUERRE

1er SEPTEMBRE : OUVERTURE DES HOSTILITÉS CONTRE LA POLOGNE. || LES NOTES FRANÇAISE ET BRITANNIQUE A L'ALLEMAGNE. || 2 SEPTEMBRE : TENTATIVE DE MÉDIATION DE MUSSOLINI. || 3 SEPTEMBRE : L'ANGLETERRE PUIS LA FRANCE NOTIFIENT AU REICH LEUR ENTRÉE DANS LA GUERRE. || 4 SEPTEMBRE : DÉPART DE LA MISSION FRANÇAISE.

LE 1er septembre, au début de la matinée, on m'apporte au jardin, où nous creusons des tranchées anti-aériennes, une note de la Wilhelmstrasse. Je reçois en la lisant le choc que donne l'irréparable. La note annonce le blocus de la côte polonaise. C'est fini. C'est la guerre[1]. Je regarde cette terre allemande que nous remuons et où la paix vient de s'ensevelir une fois de plus. Je pense à Hitler ; le misérable ! Nous rentrons tous à l'ambassade lourds de nos pensées. On avait commencé ces tranchées alors que, contre tout espoir, on voulait espérer encore. On ne songe même plus à les finir maintenant que c'est la guerre. On pense aux autres, à tous les autres, au pays.

La note du 1er septembre apporte au Corps diplomatique la preuve matérielle que le 26 août déjà l'armée allemande devait attaquer. En effet, sur l'exemplaire envoyé à la légation de Hollande la date du 1er septembre est portée en surcharge, et on peut encore lire en dessous celle du 26 août.

Pourquoi Hitler reprit-il le 31 août l'ordre d'attaque qu'il avait rapporté le 25 ? Bien qu'aucun document n'ait,

1. La décision finale « pour l'ouverture des hostilités contre la Pologne » avait été enregistrée à Berlin le 31 août, à 12 h. 40, pour prendre effet le 1er septembre à 4 h. 45. (Cf. Professeur NAMIER, *Diplomatic Prelude 1938-1939*, p. 979.)

à ma connaissance, apporté de réponse précise à cette question, on aperçoit assez nettement les raisons de sa décision à la lumière des débats de Nuremberg. Comme le prouvent ses déclarations du 22 août à ses généraux, Hitler n'avait aucune intention de négocier réellement avec la Pologne. Le 25, il n'avait pas renoncé à l'agression, il en avait seulement différé la date. La signature de l'alliance anglo-polonaise lui avait montré qu'il fallait prendre au sérieux la parole de l'Angleterre et il avait ajourné l'action militaire pour tenter une dernière fois de brouiller les cartes et de détacher la Grande-Bretagne de la coalition. Il s'était ensuite aperçu que celle-ci l'avait entraîné dans une négociation dont il ne voulait pas et qu'il se prenait à son propre piège. Il n'est pas impossible que, durant un ou deux jours, Hitler se soit alors demandé comment sortir de cette impasse et ait hésité comme il lui arrivait parfois. C'était le moment où Sieburg venait me trouver. Mais des considérations militaires et intérieures puissantes devaient influer sur sa décision ou plus exactement la hâter. L'état-major allemand considérait que la date limite pour engager les opérations contre la Pologne était atteinte, sinon dépassée, si l'on voulait les terminer avant les pluies d'automne et il pressait Hitler d'agir. En outre, comme on l'a vu par ce que m'a dit Sieburg, dans les milieux militaires et nazis où la guerre avec la Pologne était vue avec faveur le retrait de l'ordre d'attaque était considéré comme un signe d'indécision, sinon de faiblesse, et Hitler tenait avant tout à sauvegarder son prestige. Il demeurait d'ailleurs persuadé que l'entrée en guerre des puissances occidentales n'aurait pas lieu ou ne serait que symbolique. Le 30 août au soir, il chargeait Ribbentrop de jouer la comédie que l'on sait et de lui créer son « alibi ». Il avait pris sa décision.

Peu à peu les nouvelles nous arrivent dans la matinée du 1er septembre. On se bat sur toute la ligne frontière. Malgré leur vaillance, les troupes polonaises ne vont pas tarder à être écrasées et M. A. Lebrun va comprendre quelle était la fragilité de ce front de Pologne. Il est possible que l'armée polonaise eût opposé une plus forte résistance si tout son dispositif avait été en place le 1er septembre, et les conseils de prudence donnés à la Pologne n'auraient jamais dû porter sur sa mobilisation ; mais le sort des armes n'en aurait pas été modifié.

Dans le courant de la matinée, Hitler prononce devant le Reichstag un discours où il reprend à son compte les mensonges du communiqué diffusé la veille au soir. L'Assemblée se montre sensiblement moins enthousiaste qu'à l'ordinaire. Les applaudissements ne sont unanimes que lorsqu'il déclare qu'il ne fera pas la guerre contre les femmes et les enfants.

En fin d'après-midi, je reçois de Paris l'ordre de m'associer à une démarche que mon collègue anglais va effectuer auprès du Gouvernement allemand. « Je devrai me borner, si une réponse m'est donnée, à déclarer que j'en référerai à mon gouvernement. » Voilà qui simplifie ma tâche.

« Il apparaît aux Gouvernements français et britannique, dit la communication prescrite, que par son action le Gouvernement allemand a créé les conditions (c'est-à-dire acte de force de caractère agressif contre la Pologne menaçant l'indépendance de ce pays) qui appellent l'accomplissement par les gouvernements de la France et du Royaume Uni de leur engagement à l'égard de la Pologne de venir à son aide.

« En conséquence, à moins que le Gouvernement allemand ne soit disposé à donner au Gouvernement français des assurances satisfaisantes que le Gouvernement allemand a suspendu toute action agressive contre la Pologne et est prêt à retirer promptement ses forces du territoire polonais, le Gouvernement français remplira sans hésitation ses obligations à l'égard de la Pologne. »

A 22 heures, je m'acquitte de cette démarche auprès de Ribbentrop. Après m'avoir débité quelques mensonges de plus et m'avoir notamment déclaré que le territoire allemand a été envahi sur trois points par l'armée polonaise, celui-ci me dit qu'il va transmettre aussitôt cette communication au Führer et qu'il me fera connaître sa réponse dès qu'elle lui parviendra.

***

Entre-temps, à la suite d'un nouveau conseil des ministres, M. G. Bonnet avait, en fin de matinée, prié M. A. François-Poncet de faire connaître à Mussolini que le Gouvernement français acceptait la réunion d'une conférence « à laquelle il conviendrait d'inviter la Pologne et qui devrait évoquer les problèmes de caractère général afin d'aboutir à un apai-

sement nécessaire à la consolidation de la paix ». En vue de rattraper celle-ci, M. G. Bonnet allait alors multiplier les démarches au point de s'attirer cette observation de Lord Halifax : autant jeter de l'eau bénite sur un mort.

Dans l'après-midi, le Gouvernement italien faisait savoir que, si l'idée d'une conférence était acceptée à Varsovie, il serait disposé à faire une suprême tentative auprès d'Hitler, et M. Léon Noël était aussitôt prié d'interroger à ce sujet le colonel Beck.

Le 2 septembre, au début de l'après-midi, le comte Ciano téléphonait lui-même aux ministres des Affaires étrangères de France et de Grande-Bretagne. « Il avait, disait-il à M. G. Bonnet, fait communiquer à Berlin à titre de pure information le projet de conférence. Hitler n'était pas opposé à prendre ce projet en considération, mais il désirait au préalable savoir si les notes française et anglaise du 1er septembre avaient un caractère d'ultimatum. » Par ailleurs, Ribbentrop demandait s'il avait jusqu'au lendemain 3 septembre à midi pour répondre à ces communications. M. G. Bonnet indiquait que la note française n'avait pas le caractère d'un ultimatum et acceptait, sous réserve de l'accord du président du Conseil, que la réponse allemande fût attendue jusqu'au 3 à midi.

Dans le courant de l'après-midi parvenait au Quai d'Orsay la réponse de Beck : l'heure, disait-il, n'était pas à une conférence, mais à une action commune des Alliés pour résister à l'agression allemande. De son côté, Lord Halifax faisait connaître à M. G. Bonnet la décision du Gouvernement britannique : celui-ci ne pourrait accueillir favorablement le projet de conférence que si les troupes allemandes étaient retirées des territoires qu'elles occupaient. C'était également la position prise par le président Daladier dans la déclaration qu'il faisait le même jour au Parlement.

A la fin de l'après-midi, le comte Ciano faisait connaître à M. A. François-Poncet qu'après avoir été informé de la condition posée par le Gouvernement britannique et annoncée au Parlement par M. Daladier, Mussolini ne croyait pas devoir donner suite à sa suggestion [1].

1. Le comte Ciano raconte dans ses *Cahiers* qu'il fut réveillé dans la nuit du 2 au 3 septembre par un message de l'ambassadeur d'Italie à Paris ; M. G. Bonnet demandait si le Gouvernement italien ne pourrait pas obtenir à tout le moins un retrait symbolique des forces allemandes en Pologne. Le comte Ciano ajoute qu'il jeta la proposition au panier sans juger utile d'en informer le Duce.

*
* *

A Berlin, la journée du 2 septembre prend fin sans que le Gouvernement allemand ait répondu à la communication franco-britannique du 1er septembre.

Dans la ville, qu'à dessein je parcours à pied, rien de la fièvre patriotique, de l'enthousiasme belliqueux qui accompagna la guerre de 1914. Si la guerre contre la Pologne est populaire chez les militaires et les militants nazis, il ne semble pas en être ainsi chez l'homme de la rue. Il paraît plutôt soucieux ; je ne vois personne rire ou plaisanter. C'est l'atmosphère des jours de crise. D'après tous les renseignements que je recueille, les événements de la veille ont surpris la population et semé l'inquiétude, même la consternation. On s'était habitué à cueillir sans coup férir lauriers et bénéfices, on pensait continuer par la grâce d'Hitler et voilà que, brusquement, c'est tout de même la guerre. Mais la confiance dans le Führer est telle que beaucoup d'Allemands, la plupart sans doute, se bercent encore de l'illusion que le conflit restera localisé. Il est d'ailleurs à noter que, dans son discours au Reichstag, Hitler s'est efforcé de présenter l'action des troupes allemandes plutôt comme une opération de police que comme le début d'une campagne et qu'il a évité le mot de « guerre ».

A deux reprises, dans l'après-midi du 2 septembre, j'ai fait savoir au Quai d'Orsay que je n'ai toujours pas de réponse du Gouvernement allemand.

Tard, je quitte mon bureau pour gagner à tâtons, dans la nuit imposée par la défense anti-aérienne, la salle à manger qui est au premier étage. Là, il me semble brusquement m'éloigner de la sombre étape que nous abordons, reprendre du champ dans le passé. La salle à manger, dont les fenêtres sont soigneusement aveuglées, est brillamment éclairée, la table parée comme à l'ordinaire. Mes collaborateurs, que j'ai tous recueillis à l'ambassade, sont là, ainsi que les quelques femmes qui, malgré mes objurgations, ont entendu demeurer auprès de leur mari. Elles sont en robe du soir très sobre. Je n'ai peut-être jamais admiré leur courage et leur intelligence autant que ce soir-là. Elles savent que nos nerfs sont à rude épreuve, qu'une détente nous sera profitable. Pour nous soustraire à nos soucis, pour nous distraire, ne fût-ce qu'un

instant, elles nous donnent tout leur charme, toute leur grâce et nous parlent, mieux que jamais, de tout comme si de rien n'était.

Dans la nuit, le Quai d'Orsay m'annonce par le téléphone l'envoi d'instructions télégraphiques et me prévient que j'aurai à effectuer une démarche auprès du Gouvernement allemand le lendemain à midi. Henderson m'ayant indiqué qu'il avait reçu l'ordre de demander rendez-vous à Ribbentrop pour 9 heures du matin, je téléphone au Quai d'Orsay. Le directeur politique me confirme qu'il y a bien un décalage de trois heures entre la démarche de l'ambassadeur d'Angleterre et la mienne, qui ne doit avoir lieu qu'à midi. M. G. Bonnet a tenu à garder le beau rôle jusqu'au bout envers Ribbentrop et n'a pas voulu écourter le délai qu'a demandé celui-ci pour répondre à la note du 1er septembre.

Dans la matinée, mon collègue anglais me fait porter copie de la note qu'il a remise à 9 heures au représentant de Ribbentrop. « Si le Gouvernement allemand n'a pas répondu à 11 heures de façon favorable à la communication du 1er septembre, la Grande-Bretagne se considérera à ce moment comme étant en guerre avec l'Allemagne [1]. »

Sir Neville n'a pu voir que le chef interprète P. Schmidt. J'ai moi-même toutes les peines du monde à obtenir une

1. L'ultimatum anglais devait jeter la consternation dans le camp adverse. Voici ce qu'écrit à ce sujet le docteur P. Schmidt, à qui fut remis ce document : « Je me rendis alors avec l'ultimatum à la chancellerie où chacun attendait ma venue avec la plus grande anxiété. Dans le hall précédant le bureau du Führer, j'eus quelque peine à me frayer un passage à travers les membres du gouvernement et du parti qui s'y pressaient... Hitler était assis à sa table de travail, Ribbentrop se tenait debout à sa droite près de la fenêtre. Tous deux, quand ils me virent, me jetèrent un regard anxieux... Je traduisis lentement l'ultimatum. Quand j'eus terminé, il y eut un silence complet. Hitler était comme pétrifié et regardait devant lui. Il n'était pas abattu, comme les uns l'ont affirmé, il ne hurlait pas, comme d'autres l'ont prétendu. Il était assis, immobile et muet. Au bout d'un moment, qui me parut une éternité, il se tourna vers Ribbentrop, qui était resté à la fenêtre comme figé : « Et maintenant ? » lui demanda-t-il avec un regard furieux, comme s'il voulait indiquer que Ribbentrop l'avait trompé sur la réaction des Anglais. Ribbentrop répondit à voix basse : « Je suppose que les Français vont nous apporter dans les prochaines heures un ultimatum semblable. »

En quittant Hitler, le docteur Schmidt indiqua le contenu de l'ultimatum à ceux qui se pressaient dans le hall. « Ici aussi, écrit-il, un silence de mort suivit mes paroles. Gœring se tourna vers moi et me dit : « Que le Ciel ait « pitié de nous si nous perdons la guerre. » Gœbbels se tenait dans un coin abattu et replié sur lui-même.... Partout, dans la pièce, même chez les personnages de moindre importance, je voyais des visages déconfits. » (Cf. P. Schmidt, *Statist auf diplomatischer Bühne*, p. 466.)

réponse. Enfin, à 10 heures, je reçois rendez-vous pour midi vingt, « M. von Ribbentrop ne pouvant être là plus tôt ». Je fais dire que c'est à 12 heures que je veux être reçu et je demande un autre interlocuteur. Le secrétaire d'État, M. von Weizsäcker, me recevra à midi. A 10 h. 50 arrivent mes instructions. « Je dois demander la réponse du Gouvernement allemand à la communication que je lui ai remise le 1er septembre à 22 heures. Si la réponse aux questions posées dans cette communication est négative, je rappellerai la responsabilité évoquée à la charge de l'Allemagne au cours de ma dernière audience et je notifierai au ministre des Affaires étrangères ou à son représentant que le Gouvernement français se trouve, du fait de la réponse allemande, dans l'obligation de remplir à partir du 4 septembre, 5 heures, les engagements que la France a contractés envers la Pologne et qui sont connus du Gouvernement allemand. »

On a critiqué la formule employée par le Gouvernement français dans cette notification. On a voulu y voir un artifice pour laisser la porte ouverte à une dérobade éventuelle et on a fait observer que le Gouvernement britannique, lui, n'avait pas craint de faire une véritable déclaration de guerre. Je ne pense pas que ce reproche soit fondé. Il ne faut certes pas avoir peur des mots, mais il faut éviter de les employer à contresens. L'alliance défensive polono-française devant jouer automatiquement, en cas d'agression de l'un des deux pays, ce caractère automatique ayant été solennellement et à plusieurs reprises porté à la connaissance du Gouvernement allemand, le Reich s'était placé en état de guerre avec la France — et non la France avec le Reich — du moment où, comme le constatait formellement la notification que j'allais faire, les conditions de l'agression étaient réalisées. On répondra que c'était tout de même à la France et non à l'Allemagne de décider de l'état de guerre, de le décréter. C'est exact et sur le plan intérieur le gouvernement avait à prendre à cet égard les dispositions prescrites par la constitution. Mais, sur le plan extérieur, il lui suffisait de constater que notre alliance automatique avec la Pologne avait joué. Si, par exemple, le Parlement français avait refusé de suivre le gouvernement, il n'aurait pu s'opposer à l'entrée en guerre de la France qu'en déclarant que n'étaient pas remplies les conditions prévues pour l'entrée en jeu de l'alliance franco-polonaise qu'en son temps il avait ratifiée. Dans ces conditions, pourquoi faire la

main à la propagande de Ribbentrop qui cherchait à convaincre le peuple allemand que celui-ci était injustement attaqué par les puissances occidentales ? Il est possible que certains ministres français aient cherché jusqu'au bout une échappatoire, alors que coulait déjà le sang de nos alliés, mais qui veut trop prouver ne prouve rien.

Le télégramme qui m'apporte ces instructions ne dit pas quelle doit être mon attitude si la réponse allemande est simplement dilatoire. J'appelle le ministre au téléphone, c'est M. Léger qui me répond. « Que devrai-je faire, lui dis-je, s'il m'est déclaré que la réponse ne peut pas être encore donnée ? — Dans ce cas, me répond-il, vous ferez la notification comme s'il y avait réponse négative. » Le ministre, qui prend alors l'appareil, me confirme ces instructions. Il me prescrit, en outre, de fixer la date de l'entrée en guerre de la France au 3 septembre à 17 heures au lieu du 4 septembre à 5 heures [1]. Je le prie de repasser l'appareil à M. Léger dont le timbre de voix est plus caractéristique que le sien, car je désire être sûr de la personnalité de mes interlocuteurs.

A midi, je me rends chez M. von Weizsäcker. Depuis deux jours une foule d'une centaine de personnes stationne devant l'ambassade. Les passants s'arrêtent un moment, intrigués, sans doute, par l'épaisse fumée qui sort de la cheminée de la chancellerie où je fais incinérer les archives secrètes. Aucun geste de colère, aucun cri hostile. L'allure des gens qui stationnent pour voir quelque manifestation ou quelque personnalité exceptionnelle : tout de même plus mornes, sans doute anxieux aussi. Au moment où je vais monter en voiture, un jeune homme d'une quinzaine d'années se détache d'un groupe et vient à moi. Va-t-il me frapper ? Il me tend une carte postale avec un stylo et me demande un autographe. Je le lui donne en souriant et lui caresse la joue. Il y a donc aussi des Allemands pour qui c'est une « drôle de guerre » qui commence !

M. von Weizsäcker me déclare qu'il n'est pas en mesure de me dire si une réponse satisfaisante a été faite à ma lettre du 1er septembre, ni même si une réponse peut y être faite. Et il insiste pour que je voie Ribbentrop lui-même. Celui-ci vient, paraît-il, de rentrer. Il me reçoit à 12 h. 30 à la chancel-

1. Ces variations d'heures ont été provoquées, d'après ce qui m'a été dit, par des interventions de l'État-Major.

lerie, chez Hitler. Une grande animation y règne. Je croise des généraux connus. Il me semble que l'on me regarde avec curiosité. Peut-être certains, instruits du décalage entre la démarche d'Henderson et la mienne, pensent-ils que mon attitude sera également différente. Je demande à Ribbentrop s'il peut donner une réponse satisfaisante à la lettre que je lui ai remise le 1er septembre. « Le délai apporté à cette réponse, me dit-il, est dû à l'initiative prise le 2 par M. Mussolini. Le Duce nous a offert sa médiation et nous a saisis d'un projet de compromis qu'il nous a dit avoir l'accord de la France. Plus tard, M. Mussolini nous a informés de l'échec du compromis devant l'intransigeance britannique. Ce matin, l'ambassadeur de Grande-Bretagne nous a remis un ultimatum inacceptable et que nous avons repoussé. Si le Gouvernement français se croit tenu, par ses engagements envers la Pologne, d'entrer dans le conflit, je ne puis que le regretter. C'est seulement si la France nous attaque que nous nous battrons avec elle, et ce sera de sa part une guerre d'agression.

— Dois-je, lui dis-je, conclure de vos propos que la réponse du Gouvernement allemand à ma lettre du 1er septembre est négative ? — Oui », me répond-il. Je lui déclare alors : « Dans ces conditions je dois, au nom de mon gouvernement, vous rappeler une dernière fois la lourde responsabilité assumée par le Gouvernement allemand en engageant sans déclaration de guerre les hostilités contre la Pologne et en ne donnant pas suite à la note par laquelle les Gouvernements de la République française et de Sa Majesté britannique lui ont demandé de suspendre toute action agressive contre la Pologne et de se déclarer prêt à retirer promptement ses forces du territoire polonais. J'ai la pénible mission de vous notifier qu'à partir d'aujourd'hui, 3 septembre, à 17 heures, le Gouvernement français se trouvera dans l'obligation de remplir les engagements que la France a contractés à l'égard de la Pologne et qui sont connus du Gouvernement allemand.

— Eh bien ! répond Ribbentrop d'une voix blanche, la France sera l'agresseur.

— L'Histoire jugera », lui dis-je, et je me retire.

M. von Weizsäcker, qui est présent, me serre longuement la main que je n'ai pas tendue à Ribbentrop. Nous nous regardons au fond des yeux. Plus sûrement que s'il parlait, je sais qu'il me dit : « Je n'ai pas voulu cela. » Non, lui n'a pas voulu cela, mais que pouvait-il ?

Je rentre à l'ambassade un peu comme un automate. Maintenant que je ne suis plus dans l'action, j'éprouve l'impression singulière d'être comme détaché de ce qui m'entoure et de moi-même. Je me sens indifférent, étranger à tout. Le front appuyé sur la vitre froide de mon bureau, longtemps je regarde la foule amorphe qui remue à peine sur la Pariser Platz. Je me sens lourd et lisse comme un caillou que le torrent aurait longtemps roulé.

Il faut pourtant se secouer et songer au départ. Je charge mon collaborateur Lalouette d'en négocier les conditions avec la Wilhelmstrasse. Celle-ci repousse, pour des raisons militaires, ma demande de rentrée avec mon personnel par la Belgique et m'offre de nous rapatrier par le Danemark. Finalement on se met d'accord sur le départ par la Hollande. Un train français y amènera le personnel diplomatique allemand en même temps qu'un train allemand nous y transportera et l'échange des missions diplomatiques se fera ainsi en territoire neutre.

Tout l'après-midi je reçois des visites de membres du Corps diplomatique. Successivement s'annoncent le chargé d'affaires des États-Unis, le ministre de Portugal, le ministre de Grèce, le chargé d'affaires d'Argentine et sa femme, le ministre d'Uruguay et son fils, le ministre de Costa Rica.

Visites combien émouvantes ! Tous (Français qui me lisez, retenez cela), avec plus ou moins d'éloquence, mais avec la même sincérité et le même élan, me tiennent le même langage : « Dans la grande affliction que nous cause cette guerre redoutable, nous éprouvons pourtant une satisfaction profonde à voir la France confirmer, par son attitude, la confiance que nous avons en elle. De nouveau, elle se dresse pour la défense des faibles. » « C'est pour cela que nous l'aimons, me dit en m'embrassant Mme Arañas, c'est parce qu'elle risque ainsi sa vie qu'elle est immortelle. » « Elle demeure notre guide et notre lumière », me dit le ministre d'Uruguay.

La chaleur de ces paroles ranime peu à peu mon cœur engourdi, mais avec la vie revient la sensibilité et, quand 5 heures sonnent, le timbre me frappe comme un marteau. La France est entrée dans la guerre. Comment un homme a-t-il pu dire qu'il avait alors le cœur léger !

Depuis le début de l'après-midi, nous sommes isolés. Le téléphone est coupé. L'ambassade est entourée d'un cordon de police d'ailleurs peu apparent. M. von Weizsäcker m'a fait

savoir son intention d'assurer notre protection. Je n'ai pas pu l'en dissuader, mais j'ai du moins obtenu que la surveillance fût discrète. Elle est cependant renforcée par la suite, après que M. Lalouette eut été reconnu à l'hôtel *Adlon*, où il s'était rendu pour essayer de téléphoner à Paris.

Dans la soirée, chacun s'emploie à mettre ce qu'il a de plus précieux dans les deux valises qui lui sont imparties pour tout bagage.

Le 4 septembre, à 8 h. 15, deux autocars viennent nous chercher. Ils sont précédés par l'automobile du chargé d'affaires des États-Unis qui a tenu à me conduire à la gare dans sa voiture. M. Kirk, à qui est confiée la protection des intérêts français en Allemagne, se montre admirable, pour nous tous, de vigilante sympathie, d'attentions touchantes. Le départ de l'ambassade s'effectue sans le moindre incident. Les quelques curieux attroupés sur la Pariser Platz sont toujours aussi amorphes. Une voiture officielle nous précède. Le *Schupo* du coin, que je connais, me salue. A la gare, le train nous attend. Un wagon-salon m'a été réservé. Un agent du service du protocole, de taille normale celui-là, M. Peter, nous accueille. Il me dit qu'il doit nous accompagner jusqu'en Hollande.

Dans la région rhénane, le train fait brusquement machine arrière et rentre dans la forêt d'où il vient de sortir. Nous sommes survolés par des avions anglais.

Vers 15 heures, nous atteignons la frontière hollandaise. Mais le train s'immobilise et ne la franchit pas. On attend pour la passer, m'explique M. Peter, que le convoi qui emmène les diplomates allemands et qui est, depuis le matin, arrêté à la frontière belge, soit lui-même entré en Belgique. Renseignements pris, les autorités françaises se refusent à laisser la mission allemande quitter le sol français tant que nous serons en Allemagne.

Cela peut durer longtemps. L'ambassade de France à Bruxelles est alertée, les chancelleries se mettent en branle, nous sommes menacés d'être là pour huit jours. Comme je me sens quelque responsabilité dans cette affaire, ayant demandé au préfet de police, lors de mon dernier séjour à Paris, de se montrer très strict sur les conditions d'échange des deux missions, je me décide à faire, auprès de M. Peter, une démarche personnelle qui réussit. Ce fonctionnaire intelligent et conciliant consent à faire le premier pas, étant

entendu que je ne quitterai pas le train avant l'arrivée de ses compatriotes, et nous passons enfin en Hollande.

L'échange se fait sans incidents, le 5 septembre, à 5 h. 30 du matin. Les Allemands sont cent trente, c'est-à-dire bien plus nombreux que nous. Ils ont dû avoir chaud durant le trajet, car les wagons sentent mauvais. C'est une odeur assez caractéristique et que j'ai connue déjà dans leurs cantonnements durant la guerre de 1914-1918.

A Bruxelles, l'ambassadeur de France et Mme Bargeton, accompagnés de nombreux compatriotes, nous attendent à la gare. C'est bon de se retrouver entre Français. Beaucoup ont les yeux humides.

Au passage de la frontière française, une émotion commune nous étreint. A Lille, les cheminots acclament notre train. Nous voici à Paris où nous accueillent le préfet de police, des représentants du gouvernement, des amis personnels, mon vieux camarade, le docteur A. Hanriot. Une dernière et longue poignée de main à mes collaborateurs et chacun va où l'appellent son devoir et ses affections.

Ma mission est terminée. Elle a fini, hélas ! comme j'en avais eu le pressentiment le jour où elle me fut annoncée.

CHAPITRE X

HITLER

J'ai eu, durant ma mission à Berlin, une vision si nette de la dévotion des Allemands pour Hitler, que j'éprouve un scrupule à écrire exactement ce que je pense de lui. Un sentiment aussi général que celui qui les a fait communier sur l'autel de l'hitlérisme est nécessairement sincère, par conséquent respectable, et je ne voudrais pas faire offense à un peuple où j'ai compté des amis et dont j'admire les solides qualités. Mais je pense que ce n'est pas lui manquer que d'essayer, sans passion, dans l'esprit même où je suis allé à Berlin en 1938 travailler à la réconciliation des deux peuples, de dégager, si imparfaitement que ce soit, la véritable personnalité d'Hitler. Je crois au contraire que c'est, à l'égard de la nation allemande, le devoir de tous ceux qui ont été mêlés au drame dont elle a été la principale victime, de lui en montrer le protagoniste strictement tel qu'ils l'ont vu.

C'est à la fois nécessaire et difficile parce que ce qui caractérise essentiellement Hitler c'est qu'il a trompé tout le monde. Il a trompé en premier lieu le peuple allemand, sciemment et cyniquement, il a trompé son parti, il a trompé ses commanditaires de la Reichswehr et de la grosse industrie, il a trompé les gouvernements étrangers, il m'aurait trompé si, quand je l'ai connu, fin 1938, je n'avais déjà été suffisamment averti sur son compte ; finalement, il se trompera lui-même en s'accordant du génie et peut-être même une mission providentielle. Je me demande s'il n'a pas trompé aussi certains de ses biographes : réagissant, à juste titre, contre cet envoûtement de tout un peuple, ils ont été portés à le présenter comme un Allemand assez quelconque, qui a dû aux autres et aux circonstances d'atteindre le faîte du pouvoir, qui n'a si complètement pris l'âme allemande désemparée que parce qu'elle s'offrait et que, derrière le rideau, de plus forts que lui ont dirigé son bras.

Certes, pour qu'un homme se hisse ainsi jusqu'au sommet d'un peuple et domine un instant l'histoire du monde, il faut que les hommes, les événements, la fortune aient créé un de ces moments dont on ne trouve à travers les âges que de rares exemples. Mais il faut aussi que l'homme dans lequel ce moment doit s'exprimer soit capable de capter les forces en mouvement. Si Bonaparte avait vécu sous Louis XIV, il ne serait pas devenu Napoléon, mais aurait tout de même été le maréchal Bonaparte. Il est nécessaire, tant pour la vérité historique que pour l'édification des Allemands, de sortir Hitler de cette sorte de légende où la crédulité populaire lui a permis de s'enfermer, de montrer ce faux Siegfried sous ses couleurs véritables ; il ne me semble pas cependant qu'on puisse dire de lui qu'il est un Allemand comme beaucoup d'autres. C'est faire injure à ses compatriotes et ne pas lui faire complète justice à lui-même. Il a compté parmi les plus mauvais Allemands parce qu'il a été un être vil. Il en a été le plus malfaisant parce qu'il a disposé d'une habileté et d'une puissance diaboliques pour gagner le peuple allemand et l'associer à ses desseins.

***

Un Allemand banal, il est même moins que cela dans la première moitié de sa vie. Artiste sans talent, deux fois refusé à l'examen d'entrée de l'École d'Architecture de Vienne, sa jeunesse n'est guère plus que celle d'un clochard, pensionnaire des asiles de nuit, barbouillant, pour vivre, des cartes postales que va vendre un camarade de misère. Il évolue assez aisément dans ce milieu sordide. Une force intérieure l'anime cependant. Elle l'a poussé à quitter la petite maison de sa mère, veuve d'un employé autrichien des douanes, elle le fait rêver de projets nébuleux et de millions tandis qu'il se satisfait de quelque menue monnaie, elle tourne à vide dans un cerveau sans consistance. Hitler paraît condamné à n'être qu'un raté, à tomber tôt ou tard au rebut de l'humanité, quand la guerre de 1914 éclate : il y trouve sa voie. Déjà la guerre l'attire et il s'y jette comme dans son élément. Il s'y montre courageux, mais ses chefs ne doivent pas l'estimer bien haut, car, malgré son zèle et sa docilité, il ne dépasse pas le grade de caporal. La défaite le trouve gazé, sur un lit d'hôpital. Il semble bien que ce soit le choc qu'il en reçoit qui le révèle à lui-même. Il a désormais une idée fixe, d'ailleurs

parfaitement respectable en soi : la revanche ; idée pivot sur laquelle vont prendre appui et se tendre les énergies qui flottaient chez le songe-creux de Vienne. D'autres Allemands, qui avaient plus de valeur que lui, ont eu la même ambition et ont tenté de dresser leurs compatriotes contre la défaite. Ils ont échoué ou n'ont déclenché que des mouvements limités. Une des raisons de la réussite de Hitler est qu'il a rapidement compris que, pour gagner les suffrages du peuple allemand et le mener de nouveau à la bataille, il ne suffit pas, quel qu'en soit le patriotisme, de le doper et de développer chez lui une sorte de fièvre chauvine, il faut aussi lui offrir des avantages plus substantiels que des rêves de gloire et de domination.

Dès le début, il coiffe le thème de la revanche de celui de la « réhabilitation » et peut-être faut-il voir déjà là sa première imposture. C'est en effet la Reichswehr qui cherche à accréditer la légende du coup de poignard dans le dos ; or Hitler est, après la guerre, un de ses agents secrets. Il se pourrait donc qu'elle lui eût soufflé cette idée qu'il présente comme sienne. Il va en tout cas passer ainsi du plan militaire sur le plan social. Si la nation a été trahie et abattue par des civils infâmes, c'est qu'elle est infestée d'un élément impur : les Juifs. Qu'elle les élimine et elle redeviendra l'expression la plus pure de la race aryenne, qui est la race supérieure. Que chaque Allemand éclairé ait l'orgueil de sa race, qu'il affirme sa volonté de réhabiliter son pays et il aura sa place et ses avantages dans l'Allemagne régénérée. Que le peuple, lui aussi, s'associe à cette grande œuvre et son pain lui sera assuré.

Autant d'idées sommaires ou fausses qui ne peuvent émaner que d'un esprit primaire, d'un autodidacte en mal de lectures ; elles témoignent toutefois d'une compréhension subtile de l'état d'âme du peuple allemand après la guerre de 1914. A ce double titre, Hitler pouvait en endosser la paternité. Il est cependant difficile de démêler ce qui est réellement de lui dans le magma du programme national-socialiste. Au parti social ouvrier auquel il a adhéré, à Munich, quand il a décidé de faire de la politique, d'autres plus cultivés que lui travaillent à l'élaboration de ce programme. Son action personnelle consiste surtout à tout y mettre, ou tout y faire mettre. Il n'aime certes pas le mot « socialiste », cependant il accepte que celui-ci soit accolé au mot « national » parce qu'il comprend ce que ce titre génial peut rapporter à son parti.

De même, une fois que l'on a admis qu'il souhaite réelle-

ment, fanatiquement, la revanche, il est malaisé de discerner jusqu'où va sa sincérité.

Manifestement, Hitler déteste les Juifs, bien qu'aux heures difficiles des débuts il en ait compté parmi ses amis. Mais il ne paraît pas douteux non plus qu'il méprise les masses populaires qu'il appelle à collaborer à l'œuvre de régénération. Il s'en vante d'ailleurs avec cynisme. « Il faut se garder, dit-il, de prêcher au peuple des idées trop élevées », ou encore : « Il suffit de tout promettre au peuple pour l'avoir avec soi. » Le peuple, pour lui, c'est la canaille dont m'a parlé Gœring.

Ce qui est certain, c'est qu'au service de ses idées ou de ses ambitions il mettra la connaissance qu'il a acquise, dans les asiles de Vienne ou en lui-même, des bas-fonds de l'âme humaine et que, pour les faire triompher, il ne reculera devant aucun moyen, si abject soit-il ; la consolidation du régime nazi par l'épuration de la race aboutira pour les Juifs aux fours crématoires, pour les chrétiens récalcitrants aux camps de concentration et de tortures et beaucoup des nôtres iront à leur tour y mourir.

Ce qui est certain aussi, c'est qu'Hitler conduit le combat avec une ardeur frénétique qui se manifeste surtout chez lui, par la puissance inouïe du verbe.

Certes, il a une technique exceptionnelle, unique, de la propagande. Ce mot hante ses nuits, il le répète sans cesse pendant l'élaboration du programme du parti, comme Don Basile répétait : calomniez, calomniez.... Il a imaginé ces longues bannières qui, alors que sonnent les fanfares, soulèvent, en flottant, l'âme de la foule ; il a créé ce drapeau dont le fond rouge attire les masses, dont la croix gammée, aux branches brisées, apparaît à tous ceux que la tourmente a abattus, comme faite à leur image. Il ne se montre au public que lorsque l'atmosphère s'est suffisamment chauffée et qu'une ambiance s'est créée. Mais toute cette mise en scène ne suffit pas à expliquer que sa parole ait galvanisé les masses au point d'en faire sans doute le plus grand entraîneur d'hommes que le monde ait connu depuis Mahomet. Je ne pense pas qu'il hypnotise la foule pas plus qu'en tête-à-tête les individus. Mais le résultat est le même. Extraordinairement réceptif, il se met en circuit avec elle comme si, par une faculté supra-normale, il en captait les fluides ; dès ses premiers mots il prend contact ; il l'interroge, il la fait collaborer, il est en communion avec elle ; il exprime alors non plus

ce qui est en lui, mais ce qui est en elle, ce qu'elle ressent plus ou moins confusément et il le dit avec un éclat qui la transporte et la fascine. Il s'attache ainsi la foule de la façon la plus sûre, car ce qu'elle aime en lui, en fait, c'est elle-même.

Tous ceux de mes collaborateurs de Berlin qui l'ont entendu haranguer un public, bien que moins sensibles à la mise en scène que les autres auditeurs parce que Français et diplomates, s'accordent à reconnaître qu'Hitler dégage par sa parole une force entraînante irrésistible. « Il m'est ainsi arrivé plusieurs fois, me dit l'un d'eux, de devenir hitlérien pendant quelques minutes. »

Cependant, malgré les succès de tribune de son Führer, malgré les appâts dont est garni son programme, le parti national-socialiste végète durant une dizaine d'années. Après l'échec lamentable du « putsch » de 1923, Hitler fait treize mois de forteresse. Il emploie ses loisirs forcés à écrire *Mein Kampf* où il développe l'idéologie raciste, prêche un certain paganisme wagnérien et exalte l'esprit de revanche. Pendant quelques années ce gros ouvrage, touffu et confus, sera le « Koran » des Allemands.

La prison a assagi Hitler et il s'est résolu à ne plus rechercher le pouvoir que par les voies légales. Il a déjà gravi quelques échelons, mais il n'est encore qu'un agent puissant de la contre-révolution, subventionné par la Reichswehr.

Après la défaite, la révolution et la faillite, une accalmie s'est produite en 1924. La France a évacué la Ruhr, l'ordre est rétabli et avec lui les capitaux anglo-saxons ont afflué, ranimant l'économie du pays. Le peuple allemand jouit avec avidité d'une apparente prospérité et ne tend qu'une oreille distraite aux bateleurs politiques qui lui promettent la lune. Il s'éloigne alors des partis extrêmes. Comme le communisme, le nazisme est une fleur de misère, elle ne vient que sur les terres qui souffrent.

Mais en 1929 la crise financière américaine entraîne le reflux des capitaux anglo-saxons. En se retirant d'Allemagne, ils découvrent toutes les misères, toutes les amertumes, toutes les rancœurs qu'ils avaient momentanément noyées. La lassitude immense et bien compréhensible du peuple allemand le porte à s'abandonner à qui saura le commander, sa forte vitalité organique le pousse à vouloir vivre, inférieurement au besoin, mais intensément. Il pleure peut-être ses espoirs déçus, mais il pense à ses intérêts immédiats.

Je me rappelle avoir entendu conter par le président Herriot l'apologue suivant : un étudiant allemand veille depuis plusieurs jours avec amour et piété sa vieille mère mourante. Un soir, il décide cependant d'aller passer un moment à son club. Avant de sortir il se penche sur elle, la regarde longuement, l'embrasse, puis, au moment de se détourner, lui dit : « Si jamais tu te sentais mourir, n'oublie pas d'éteindre la lampe. »

Hitler exploite avec une habileté satanique l'état d'esprit des Allemands. Lui, à la nature hésitante, au caractère indécis, aux goûts de petit bourgeois, il se présente à eux comme un homme résolu et hardi, un novateur, un guide sûr et solide, comme le Führer qu'il est d'ailleurs en public et dans l'action. A tous il apporte la sécurité matérielle : aux intellectuels, des places dans les cadres du nouveau parti avec la fierté de collaborer à l'édification de l'Allemagne nouvelle et du grand Reich ; à la paysannerie et à la petite bourgeoisie ruinées, aux employés, aux commerçants, aux artisans aux abois, aux ouvriers sans travail une activité assurée, au sein d'une économie revivifiée. Beaucoup sont encore assez raisonnables pour comprendre qu'il s'agit d'une idéologie frelatée qui constitue à tout le moins un ridicule anachronisme politique et social, et d'une économie malsaine de pré-guerre qui ne peut conduire qu'à la catastrophe. Mais cette économie donnera tout de même du pain à tout le monde et cette idéologie couvre la marchandise, lorsque même elle ne fait pas vibrer quelque corde secrète.

De 1930 à 1933, c'est l'ascension foudroyante du national-socialisme. Les hommes comme les idées n'ont été surtout pour Hitler qu'un moyen de se hisser au pouvoir. Après s'y être installé, il abandonne les chemises brunes au bénéfice de la Reichswehr, il se dégage à son tour de celle-ci comme il échappe à la grosse industrie ; il en élimine les chefs, les généraux Blomberg et Fritz, le docteur Schacht et les remplace par des généraux plus souples comme Brauchitsch et Halder ou des hommes à lui comme Funk ; il prend le commandement suprême de l'armée, dont il a garni les cadres inférieurs de nazis. Une puissante garde prétorienne : les S. S., une formidable organisation policière, dirigée par Himmler et calquée sur la Guépéou, des camps de concentration complètent et assurent sa dictature.

On le sent cependant hésitant dans la conduite de sa poli-

tique intérieure. C'est qu'il voudrait se débarrasser des oripeaux socialistes qu'il déteste bien qu'il en ait mis jusque sur le nom de son parti et sur son visage et qui collent à lui comme une tunique de Nessus.

En politique extérieure, en revanche, il sait ce qu'il veut et il le prouve. Il réussit en employant, en somme, les mêmes moyens qu'à l'intérieur, parce qu'il a affaire à des gouvernements qui veulent la paix comme le peuple allemand veut du pain. Il les gruge en les persuadant que le seul moyen d'éviter la guerre est de lui céder. Il ment effrontément à Chamberlain avant Munich et, lorsqu'il s'est rendu compte qu'il aurait pu mieux encore abuser de lui, il revient à Godesberg sur tout ce qui a été convenu à Berchtesgaden. Il se vante tout aussi effrontément de ses abus de confiance. « Il est des chefs de gouvernement, nargue-t-il, qui me reprochent de les tromper. Ils devraient plutôt reconnaître que je leur facilite leur tâche. Car si je demandais en une fois tout ce que nous devons obtenir, comment pourraient-ils y accéder ? »

L'opération tchécoslovaque est particulièrement révélatrice de sa manière ; elle est aussi sa première faute.

J'ai dit, dans mes rapports à Paris, la perfidie, le cynisme et aussi l'habileté avec lesquels celle-ci a été conçue et exécutée. Peut-être n'ai-je pas dit assez. L'agression de la Tchécoslovaquie, si elle a un caractère politique par la qualité de la victime, relève aussi du droit commun par certains de ses mobiles.

Hitler et son entourage ont invoqué, pour tenter de l'expliquer, sinon de la justifier, des nécessités stratégiques et l'hostilité de la Tchécoslovaquie. Le deuxième argument est nul : on imagine ce que pouvait être l'hostilité de cette infortunée nation alors qu'après son abandon par les puissances occidentales elle s'était d'elle-même mise entre les mains du Reich. Quant au premier argument, sans être négligeable, il n'a cependant pas la valeur qu'ont affecté d'y attacher les dirigeants nazis. La Tchécoslovaquie avait eu, certes, de solides fortifications et de bonnes troupes. Mais elle avait été démantelée après la capitulation de Munich et elle était à ce point sous l'emprise allemande au début de 1939 que la réduction et même le noyautage de son armée n'auraient pas offert de bien grandes difficultés. En cas de conflit, l'occupation de la Tchécoslovaquie n'était désormais plus qu'un jeu pour Hitler.

Mais il y a eu d'autres mobiles, inavouables ceux-là : la vengeance et la rapine. Hitler n'a pas pardonné à ce petit peuple d'avoir osé garder la tête haute et faire front quand celui-ci croyait à l'appui de ses protecteurs. Il a gardé le regret de ne pas l'avoir « piétiné » comme il a dit, au moment de Munich. Il frappe pour se venger, mais il frappe aussi pour détrousser, pour prendre le matériel de guerre de Skoda, l'or de la Banque d'État, les biens des Juifs qui paieront ses complices. Pour frapper plus aisément et plus impunément, il attire le président Hacha dans un guet-apens. C'est le brigandage en honneur au Moyen Age, c'est aussi celui plus moderne des gangsters. Hitler a gardé à ses chausses la boue des ruisseaux où il a traîné sa jeunesse.

Un homme à la tête plus froide, même s'il avait eu des desseins de conquêtes, aurait commencé par régler la question des frontières orientales en invoquant les rigueurs du traité de Versailles et beaucoup se seraient pris au piège. Mais sa vileté même a assigné un plafond à son habileté. Il n'a pas pu résister au « coup à faire » et il a soulevé l'indignation du monde civilisé.

Il n'a pas soulevé celle du Reich. Peut-être constate-t-on dans quelques milieux un certain malaise comme après le pogrom de novembre 1938. Mais dans son ensemble le peuple allemand objecte d'autant moins à ces « acquisitions » successives, qu'elles se font par des voies pacifiques. Elles flattent même son amour-propre national, elles réveillent insensiblement chez lui un pangermanisme qui n'était qu'en sommeil. Peu à peu il se grisera de ses succès; sans vouloir la guerre, il y entrera comme un homme ivre entre chez le voisin et il sera lui-même surpris de s'y trouver le couteau à la main.

Je ne pense pas qu'il suffise de dire qu'Hitler a su rallier tous les mécontents pour expliquer le développement du mal qu'il a communiqué au peuple allemand et qui a peu à peu gagné celui-ci tout entier. Il y a, comment le nier, des affinités entre eux. Hitler est insatiable et l'Allemand n'a guère le sens de la mesure ; Hitler a des ambitions illimitées et l'Allemand n'aime guère les limites. Mais ce qui est personnel à Hitler, ce ne sont pas ses ambitions, ce sont ses conceptions et ses moyens. Il rêve de la plus grande Allemagne et il la fait la plus basse. C'est en quoi il est l'opprobre de son pays ; c'est là ce qui doit ouvrir les yeux aux Allemands et leur montrer qu'ils ont adoré un démon. Hitler a drogué le pain qu'il leur

a donné mais, comme un esprit malin, il y a mis une drogue dont ils avaient le goût. Aussi le mal est-il profond et la cure de désintoxication sera-t-elle longue. Elle doit pourtant être réalisable. Le peuple allemand, comme l'indique sous une forme humoristique l'apologue du président Herriot, aime l'ordre et il n'est pas insensible aux avantages d'une bonne organisation internationale. Une fois qu'il aura compris que l'ordre nouveau prêché par Hitler et pour lequel il s'est passionné ne pouvait apporter que ce qu'il a apporté, la guerre extérieure d'abord, le plus horrible chaos intérieur ensuite, le principal sera fait et il pourra se remettre peu à peu en marche sur sa véritable route qui est celle d'un grand peuple dont la pensée et le travail sont des éléments nécessaires de la communauté humaine. Encore faudra-t-il qu'il soit traité, par ceux qui doivent le soigner après l'avoir dompté, avec la prudence et les ménagements qu'exige un peuple qui fut toujours redoutable, mais qui est convalescent et qui a beaucoup souffert.

***

J'écris ces lignes dix ans après mon départ de Berlin. Le temps, qui panse les plaies et apaise les passions, n'a pas modifié mon opinion sur Hitler.

On épiloguera longtemps sur la nature exacte de cet homme à deux faces, à la fois banal et exceptionnel, réaliste et chimérique, simulateur retors et fanatique exalté, aussi terne au repos que fulgurant dans l'action.

Ceux qui ont le goût du surnaturel pourront le prendre pour un visionnaire, on eût dit autrefois un possédé ; ils devront alors admettre que, s'il entendait des voix, elles venaient d'en bas. Pour les spirites, il pourra être un médium « s'entransant » au contact du public, pour les psychiatres, un hystérique [1] doté d'un état second.

Pour le commun des mortels, dont je suis, il est simplement l'échantillon monstrueux d'une humanité inférieure. Sa responsabilité est entière. Je n'aperçois rien, ni dans son passé, ni dans ce que j'ai vu de lui qui la diminue et je ne sache pas qu'aucun de ses médecins ait jamais estimé qu'elle fût atténuée.

Il est le plus grand des criminels de guerre. Sa mort l'a fait

1. Le terme « hystérique » exprime bien ce que le tempérament d'Hitler avait de féminin.

échapper à la justice des hommes. Elle ne l'enlève pas au jugement de l'Histoire. Elle ne devrait pas le soustraire à la malédiction du peuple allemand.

***

Si la dernière guerre a porté en elle une puissance dramatique peut-être jamais encore atteinte, c'est que, par le fait d'Hitler, elle a été à ce point totale qu'il a fallu, pour la gagner et conjurer le danger germanique, tomber dans un autre péril non moins redoutable. Pour vaincre ce peuple envoûté par Hitler, surtout pour réduire cette jeunesse fanatisée par lui, il a fallu les broyer au point de rayer politiquement l'Allemagne de la carte au bénéfice de la Russie soviétique. Les Alliés n'avaient pas atteint leurs objectifs en 1918 : ils ont dû les dépasser en 1945.

Il y a un siècle, Tocqueville écrivait déjà que l'effacement de l'Allemagne entraînerait la rupture de l'équilibre européen sous le poids du monde slave. Ce qui était alors une vue prophétique sur un avenir encore peu distinct est aujourd'hui une vérité éblouissante.

La présence allemande est bien loin d'être un gage certain de paix. Celle-ci ne sera assurée que le jour où les nations auront la sagesse de s'imposer, dans l'intérêt commun, les restrictions de souveraineté nécessaires à l'organisation d'une fédération des peuples et à la création d'une police internationale.

Mais aussi longtemps que l'humanité n'aura pas assez évolué pour voir où est son salut, et qu'elle s'obstinera à vivre dangereusement dans un état d'instabilité et d'insécurité politiques, l'Europe n'aura pas trop de la présence allemande pour jouer le rôle qui lui revient dans le maintien de l'équilibre mondial.

TABLE

LIBRAIRIE HACHETTE
Paris N° 9090
Dépôt légal: 2e trim. 1950.

Imprimé
en France.

Imprimerie CRÉTÉ
Corbeil (S.-et-O.)

N° 9691 — I-4-1950

DE STALINE A HITLER

MOSCOU :

- *Rencontre avec Staline, au tournant de Thermidor.*
- *La crise intérieure et la grande purge.*
- *Munich.*

BERLIN :

- *Entrevue avec Hitler.*
- *Signature de l'accord germano-soviétique.*
- *La déclaration de guerre de la France.*

PAR ROBERT COULONDRE
Ambassadeur de France.

Imprimé en France.